



HAL
open science

**Regards locaux sur la filière d'huile de palme
costaricaine : les plantations de palmiers à huile dans la
région Sud-Pacifique du Costa-Rica et leurs enjeux
socio-économico-environnementaux**

Milo Villain

► **To cite this version:**

Milo Villain. Regards locaux sur la filière d'huile de palme costaricaine : les plantations de palmiers à huile dans la région Sud-Pacifique du Costa-Rica et leurs enjeux socio-économico-environnementaux. Sociologie. 2016. dumas-01533500

HAL Id: dumas-01533500

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01533500>

Submitted on 6 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MEMOIRE DE MASTER 2
Université de Pau et des Pays de l'Adour
Département de Géographie-Aménagement
UMR 5319 – Passages CNRS/UPPA

Milo VILLAIN

Sous la direction de Jean-Baptiste MAUDET et Francis JAUREGUIBERRY

**REGARDS LOCAUX
SUR LA FILIERE D'HUILE DE PALME COSTARICAINE**

*LES PLANTATIONS DE PALMIERS A HUILE DANS LA REGION SUD-PACIFIQUE DU COSTA RICA ET LEURS
ENJEUX SOCIO-ECONOMICO-ENVIRONNEMENTAUX*



Année universitaire 2015-2016

Master 2

Géographie – Aménagement – Sociologie

Spécialité « Développement durable, Aménagement, Société, Territoire » (DAST)



MEMOIRE DE MASTER 2
Université de Pau et des Pays de l'Adour
Département de Géographie-Aménagement
UMR 5319 – Passages CNRS/UPPA

Milo VILLAIN

Sous la direction de Jean-Baptiste MAUDET et Francis JAUREGUIBERRY

REGARDS LOCAUX
SUR LA FILIERE D'HUILE DE PALME COSTARICAINE

*LES PLANTATIONS DE PALMIERS A HUILE DANS LA REGION SUD-PACIFIQUE DU COSTA RICA ET LEURS
ENJEUX SOCIO-ECONOMICO-ENVIRONNEMENTAUX*

Année universitaire 2015-2016
Master 2
Géographie – Aménagement – Sociologie
Spécialité « Développement durable, Aménagement, Société, Territoire » (DAST)



ASOCIACIÓN DE
SERVICIO COMUNITARIO
NACIONAL Y AMBIENTAL

Stage de 3 mois (du 28/03/2016 au 26/06/2016)

Structure d'accueil du stage et nom du service :

ASCONA (*Asociación de Servicio Comunitario Nacional y Ambiental*)

Adresse :

81-8203, Puerto Jiménez, Golfito, 60702, Costa Rica.

Maître du stage :

Mme. Ifigenia GARITA CANET, Directrice ASCONA

Tél : (00 506) 2735-5848

Email : lanuevaascona@gmail.com



ASOCIACIÓN DE
SERVICIO COMUNITARIO
NACIONAL Y AMBIENTAL

REMERCIEMENTS SINCÈRES À

L'équipe pédagogique et administrative de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, tout comme du Laboratoire UMR 5319 – Passages CNRS/UPPA, pour former et accompagner le développement des étudiants en France et à l'international, et en particulier aux directeurs de ce mémoire, M. Jean-Baptiste Maudet et M. Francis Jauréguiberry pour leur attention dévouée, leurs exemples et leurs conseils de qualité.

Toutes les institutions académiques, à leur personnel et étudiants ayant semé des graines de conscience et de critique dans l'esprit de l'auteur, spécialement à l'IUT Montesquieu Université Bordeaux IV, au Lycée Nicolas Brémontier (Bordeaux), à l'Université Michel De Montaigne (Bordeaux III), ainsi qu'au Lycée St Jacques de Compostelle (Dax).

L'Éducation Nationale pour nous permettre d'acquérir des connaissances tout au long de notre scolarité et qui soutient également notre mobilité.

La Région Aquitaine pour contribuer à l'inter-culturalité professionnelle de notre génération.

La générosité du programme de bourses Aquimob pour son soutien considérable et sa grande contribution au montage de projets universitaires et professionnels hors du communs.

L'ONG ASCONA pour s'être offerte comme structure d'accueil, d'avoir servi de ciment inter-culturel et communautaire à l'étudiant, tout comme de lien vers la famille hôte d'agriculteurs costaricains. Les remerciements du stagiaire s'adressent tout particulièrement à Mme. Ifigenia Garita Canet pour son dévouement continu, ainsi qu'à Mlle. Coline Billand pour son accompagnement intellectuel, et surtout à la Famille Quiros Vivas de *Rancho Raíces* (German, Rosy, Steven, Josué, Glenda et Jafet), pour avoir hébergé, alimenté, protégé, enseigné et transformé le stagiaire pendant toute la durée du stage.

L'ensemble des femmes et des hommes qui s'est investi pour que cette expérience naisse et progresse, ainsi qu'à la nature dans son ensemble pour son inconditionnelle clémence...

AVANT-PROPOS

"L'humain est un être géographique, car il transforme les lieux pour les habiter, et ces transformations ont à leur tour des répercussions sur l'Homme. Ainsi l'espace géographique serait la résultante de l'interaction entre l'homme et son milieu, et donc la biosphère. Cet espace géographique se voit donc défini par l'histoire des différentes sociétés, à travers la somme des relations socioéconomiques et culturelles" (Sack, 1997) cité par Samuel Depraz (DEPRAZ, 2008).

C'est notamment à travers cette "somme des relations socioéconomiques et culturelles", et les interactions environnementales entre les peuples et leur territoire, que le travail présenté ci-après prend sens. En effet, il se veut un rendu le plus neutre possible, d'une infime partie des représentations actuelles qu'entretiennent certains acteurs territoriaux vis-à-vis des plantations de palmiers à huile dans la région sud-pacifique du Costa Rica. La plus-value de ce stage tient principalement des apports discursifs recueillis pendant une phase d'enquête par entretiens semis-directifs effectuée auprès d'institutions, d'organisations sociales et écologistes, de coopératives et de familles de petits producteurs locaux entre avril et mai 2016. Contre les préjugés globaux stigmatisant les conséquences socio-environnementales de l'huile de palme, particulièrement au regard des conséquences écologiques induites par les grandes monocultures asiatiques, il s'agit dans cet exemple concret de voir comment s'articule des modes de productions de palmiers à huile différents, et de cerner quels sont les bénéfices sociaux, économiques et environnementaux d'après les personnes qui en vivent.

Afin de mieux saisir les enjeux liés à la production de cette commodité¹, il semble nécessaire de comprendre comment sa filière locale s'insère dans un marché international ultralibéral, avec des industriels et des consommateurs aux stratégies, aux attentes et aux représentations très diverses et variées.

¹ Le terme de "commodité" est emprunté au vocabulaire du commerce international et renvoie ici au produit de l'huile de palme, qui à l'instar du café ou du cacao, représente une des principales denrées alimentaires cotées en bourse et échangées à l'échelle globale.

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ASCONA : *Asociación de Servicio Comunitario Nacional y Ambiental*

BPA : *Buenas Prácticas agrícolas.*

CANAPALMA : *Cámara Nacional de Productores de Palma*

CSPO : *Certificat ed Sustainable Palm Oil*

INEC : *Instituto Nacional de Estadísticas de Costa Rica*

INDER : *Instituto Nacional de Desarrollo Rural*

INOGO : *Iniciativa Osa y Golfito*

MAG : *Ministerio de Agricultura y Ganadería*

MINAE : *Ministerio del Ambiente y de la Energía*

MTSS : *Ministerio de Trabajo y Seguridad Social*

ONG : *Organisation non-gouvernementale*

Osa : *Péninsule de Osa*

"Palmier africain" : traduction du jargon du secteur palmiste "*palma africana*", comme appellation générique du palmier à huile (indépendamment de la variété)

PN : *Parque National*

RF : *Reserva Forestal*

RSPO : *Roundtable on Sustainable Palm Oil*

UFCo : *United Fruit Company*

UTG : *Unión de trabajadores de Golfito*

WWF : *World Wildlife Foundation*

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
PARTIE 1 : UN AGENCEMENT DE LOGIQUES, DE POLITIQUES ET DE PRATIQUES DIVERGENTES	16
1.1 L'ACCESSIBILITE INEGALE AUX MARCHES, DU GLOBAL AU LOCAL.....	16
1.1.1 <i>Une commodité vouée à différents marchés</i>	16
1.1.2 <i>Les producteurs Centroaméricains face à un marché Monde</i>	19
1.2 UNE FILIERE COSTARICAINE INEGALE.....	23
1.2.1 <i>La production monopolistique contrainte à concurrence</i>	23
1.2.2 <i>Des plantations intensives revisitées</i>	30
PARTIE 2 : UNE REMISE EN QUESTION GENERALE VERS UNE DURABILITE CONSENSUELLE	36
2.1 LES PLANTATIONS DE PALMIERS A HUILE POUR LA BIODIVERSITE ?	36
2.1.1 <i>Discours alarmistes, situations douteuses et réalités territoriales</i>	36
2.1.2 <i>Des efforts généraux en réponse aux critiques</i>	40
2.2 LES DEFIS DE DURABILITE DE LA FILIERE LOCALE	43
2.2.1 <i>Une conjoncture générale difficile : "c'est la crise" !</i>	43
2.2.2 <i>Les alternatives vertueuses</i>	46
CONCLUSION	51
BIBLIOGRAPHIE.....	55
SITOGRAFIE	57
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	58
TABLE DES ANNEXES.....	59
ANNEXES	61
TABLE DES MATIERES.....	137
DECLARATION ANTI-PLAGIAT	138
RESUMÉ :	141
MOTS-CLES :	141

INTRODUCTION

L'HUILE DE PALME : UN MARCHÉ INTERNATIONAL TRÈS CONTROVERSE

De 1975 à 2010, la consommation moyenne de corps gras par individu est passée de 11kg à près de 25 kg, et de 2005 à 2015, la demande globale d'huile végétale alimentaire a quasiment doublée (Rival et Levang, 2013). L'huile de palme, grâce aux nombreux avantages qu'elle présente : résistante à l'oxydation et aux températures élevées, sa consistance solide et neutre en goût est devenue la graisse végétale la moins chère au monde et leader du marché, occupant 30% du volume d'huile végétale globale. Sa part de marché devrait encore augmenter au vu des prévisions de croissance de la consommation d'huile végétale à l'échelle mondiale dans la décennie à venir (jusqu'à 18kg/personne/an) (Dufour, 2014). 80% de l'huile de palme est utilisée dans le secteur agroalimentaire, 10% dans l'industrie pharmaceutique et cosmétique, et 10% pour la composition d'agro-carburants. Selon l'USDA, la production mondiale d'huile de palme a quintuplé de 1990 à 2012, pour atteindre 53 millions de tonnes en 2013, et celle de palmiste² à 6 millions de tonnes, sur une surface cumulée de production de palmiers d'environ 15 millions d'hectares. Bien que les producteurs historiques d'huile de palme soient l'Indonésie (51% de volume de production) et la Malaisie (36%), d'autres pays tropicaux offrent de grands potentiels de production, notamment en Afrique et en Amérique. Rappelons que dans cette filière agricole, 60% des plantations sont gérées par des groupes industriels et 40% par des petits exploitants (Dufour, 2014).

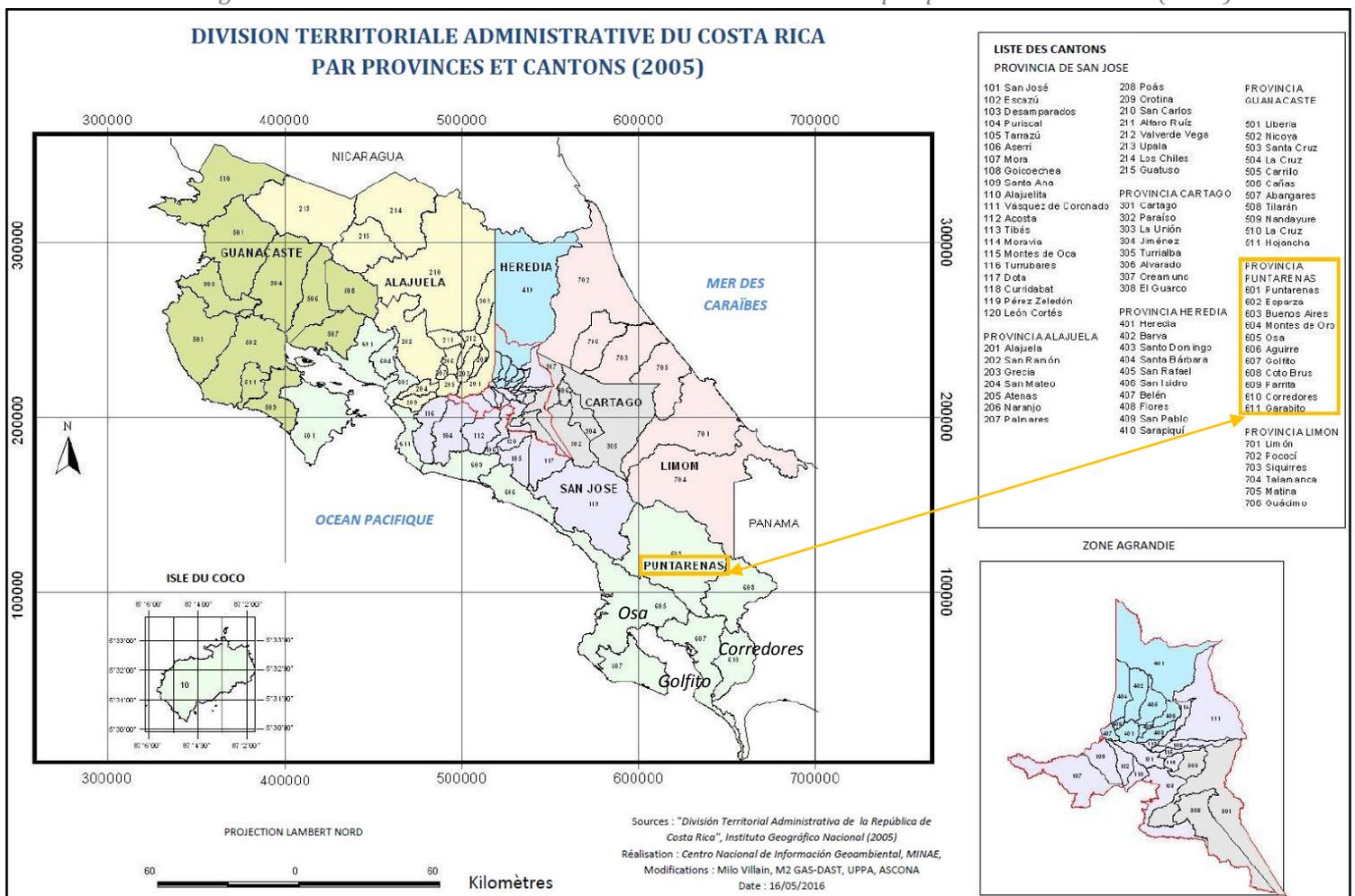
Bien que l'huile de palme représente plus du tiers de la production d'huile végétale mondiale, elle n'occupe que 5 % des sols utilisés pour la culture des oléagineux. Sa culture serait moins gourmande en intrants, tout en présentant divers avantages sociaux : emplois, revenus locaux, réduction de la pauvreté, diminution de l'occupation des sols (Dufour, 2014). Néanmoins, la filière est sujette à différentes polémiques. En effet, qu'il s'agisse de déforestation, de perte de biodiversité ou encore d'extermination de certaines espèces, la filière de l'huile de palme a été stigmatisée autant par les filières concurrentes, que par de grandes ONG internationales (Shimizu et Desrochers, 2012). Cependant, les enjeux socioéconomiques et environnementaux des plantations de palmier à huile ne sont-ils pas à questionner et à considérer au regard du territoire dans lequel se présente la production et des individus qui la côtoient au quotidien ? La région sud-pacifique du Costa Rica a été retenue comme terrain d'étude pour ses spécificités atypiques.

² L'huile de palmiste est obtenue par pression de l'amande à l'intérieur du noyau du fruit du palmier à huile.

LES PALMIERS : UNE CULTURE HISTORIQUE AU SUD PACIFIQUE DU COSTA RICA

La région sud-pacifique du Costa Rica apparaît comme un territoire historique de la production d'huile de palme en Amérique Centrale, d'abord sous forme monopolistique depuis les années 1950, puis s'étant progressivement ouvert aux petits producteurs dès les années 1980 (Clare, 2012). En effet, la province de *Puntarenas* et plus précisément les cantons de *Corredores*, *Golfito* et *Osa* (voir figure 1 ci-dessous) confrontent divers acteurs historiques, internationaux et locaux, qui dépendent de plus en plus du secteur palmiste.

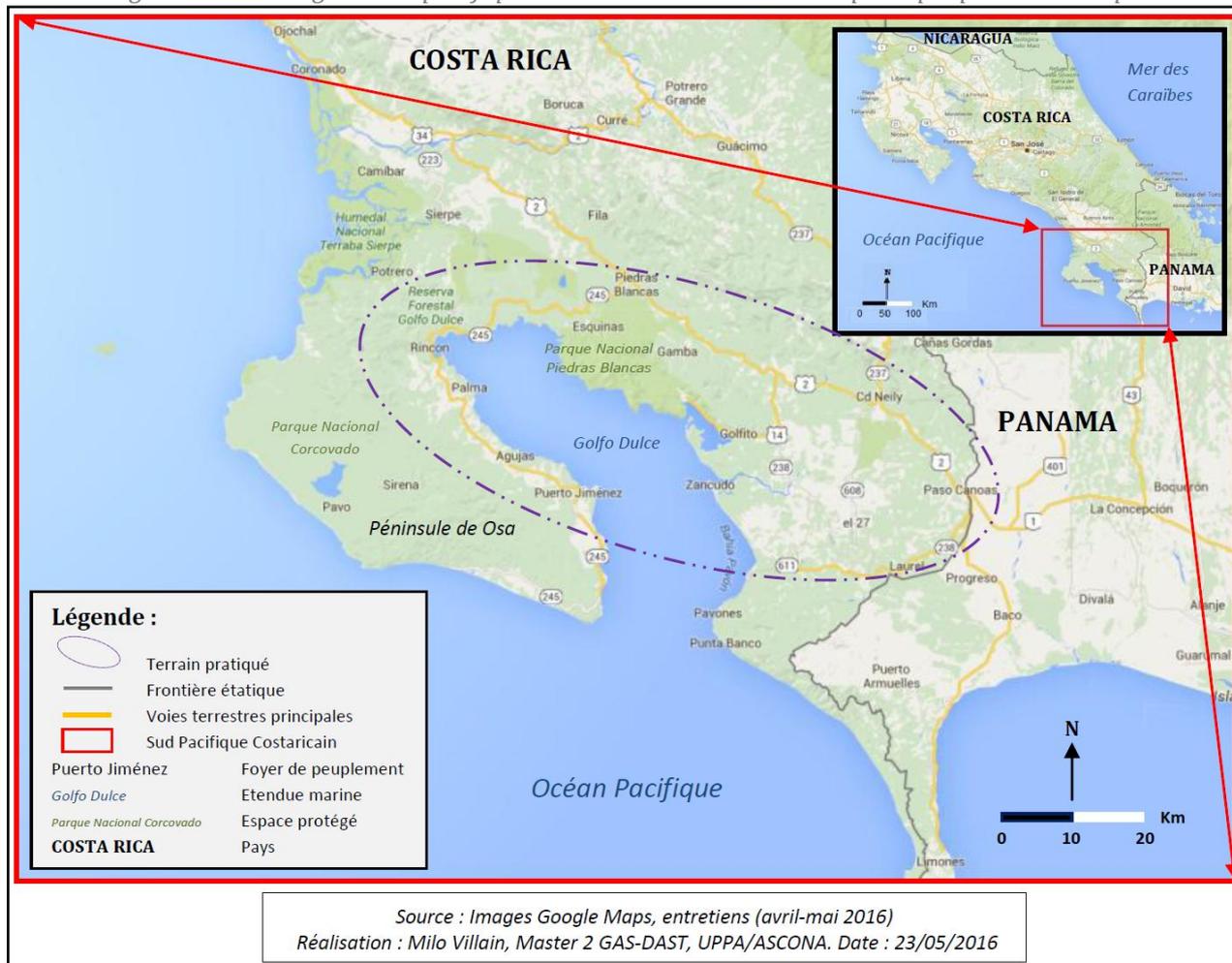
Figure n°1 : Division territoriale administrative du Costa Rica par provinces et cantons (2005)



Comme nous le verrons, ces trois cantons représentent le cœur de filière de l'huile de palme au Costa Rica, impulsée historiquement par la reconversion de l'ancienne compagnie bananière étatsunienne, la *United Fruit Company*. Actuellement, les bananeraies ont cédé le pas aux palmeraies qui sont gérées par une multitude d'acteurs, allant de deux groupes agroindustriels à des milliers de petits exploitants, en passant par les coopératives de production et de

commercialisation. La région sud-pacifique, soit le sud de la province de Puntarenas est également remarquable en termes de biodiversité naturelle, particulièrement autour du *Golfo Dulce* et de la Péninsule de Osa. À ce titre, le territoire renferme quatre espaces protégés : *Humedal Nacional Terraba Sierpe*, la *Reserva Forestal Golfo Dulce*, le *Parque Nacional Piedras Blancas* ainsi que le *Parque Nacional Corcovado* (voir figure n°2 ci-après).

Figure n°2 : La région sud-pacifique du Costa Rica et le terrain pratiqué pendant l'enquête



Le terrain pratiqué pendant le stage a été défini par les différents lieux d'entretiens avec les acteurs ouverts au dialogue de part et d'autres du *Golfo Dulce*. Les différents déplacements ont rendu possible une confrontation des plantations, de leur gestionnaires et de leur riverains dans la partie Nord et Est du *Golfo Dulce* (Gamba, Ciudad Neily et Laurel), ainsi que la côte sud-occidentale (Palma, Agujas, Puerto Jimenez). Ce territoire est également très particulier au regard des nombreux enjeux socioéconomiques et environnementaux qu'il renferme.

LES ENJEUX SOCIO-ECONOMICO-ENVIRONNEMENTAUX ACTUELS

Les enjeux socio-économico-environnementaux actuels liés aux plantations de palmiers à huile au sud-pacifique du Costa Rica y sont d'autant plus divers qu'ils résultent de jeux d'acteurs aux intérêts et aux logiques d'actions divergents. En effet, la population locale dépend considérablement des activités productives comme l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et, dans une moindre mesure, d'un éco-tourisme saisonnier et élitiste. La culture de palmier à huile représente un des principaux systèmes productifs agricoles autour du *Golfo Dulce*, avec plusieurs milliers d'employés et de bénéficiaires indirects (enquête avril-mai 2016). Depuis les politiques de développement rural facilitant l'accès à la terre pour les familles d'ouvriers agricoles, de nombreux petits et moyens producteurs sont apparus dans le secteur, en produisant de manière "indépendante", semi-indépendante, ou encore sous forme de coopérative (Clare 2012). L'espace est également marqué par une intervention étatique notable en faveur de la conservation (PN Corcovado et autres espaces protégés d'initiatives gouvernementales), mais aussi par la présence d'organisations environnementales non-étatiques nationales et internationales (associations et ONG entre autres). Les politiques et actions de ces derniers tendent parfois à limiter, réguler, voire dans certains cas à s'opposer à la culture de palmiers à huile dans la péninsule de Osa et autour du *Golfo Dulce*(enquête avril-mai 2016).

La première controverse territoriale locale est avant tout d'ordre environnemental et concerne la perte de biodiversité et la pollution associée à la production grandissante agro-industrielle des palmiers à huile en monoculture, entraînant dans certains cas une déforestation illégale, mais surtout un changement dans l'utilisation des sols. Une des réponses gouvernementales à ces inquiétudes environnementales réside dans la promotion de bonnes pratiques agricoles (BPA), ainsi que des mesures de contrôle des pratiques existantes.

Au-delà des enjeux écologiques, s'ajoutent d'autres inégalités socioéconomiques concernant les différences de revenus entre les habitants de la Péninsule, mais également au vu de l'écart de profitabilité du secteur palmiste. De fait, alors que l'agriculture costaricaine repose essentiellement sur le travail de petits et moyens producteurs, le secteur lié à la production d'huile de palme s'appuie sur d'importantes concessions territoriales étatiques et historiques qui sont administrées par de grandes entreprises multinationales. Ces dernières, étant les principales propriétaires terriennes, maîtresses du capital génétique ainsi que des industries de production de l'huile de palme et ses produits dérivés, jouissent donc d'une situation monopolistique face aux petits et moyens producteurs (Clare, 2012).

PROBLEMATISATION DU CAS D'ETUDE

D'une part, la filière de production de l'huile de palme dans la région sud-pacifique du Costa Rica est en "crise", affectant aussi bien les grandes entreprises que les petits producteurs. Ces derniers se réfèrent à la baisse considérable des bénéfices de cette activité due à une baisse des cours mondiaux de l'huile de palme. D'autre part, au niveau interne, un rapport de force s'établit entre des producteurs locaux à petite et moyenne échelle, parfois indépendants ou organisés en coopérative, et des industriels nationaux et étrangers qui dominent le marché. De plus, le secteur se voit parfois limité par les restrictions économiques qui ne semblent pas toujours proposer d'alternatives locales vers d'autres systèmes agricoles. L'objectif de la mission est de comprendre, d'après les représentations et les expériences locales, quels sont les enjeux socioéconomiques et environnementaux actuels liés au secteur de la "palme africaine" (traduction du jargon du secteur palmiste costaricain) dans la région Sud Pacifique costaricaine. Pour cela, il s'agira de confronter les représentations réflexives sur le secteur palmiste de la part des travailleurs, des petits aux grands producteurs, ainsi que des institutions et autres organisations concernées par les plantations intensives et alternatives de palmiers à huile dans cette partie du Costa Rica. La problématique prédéfinie dans le cadre de ce stage est la suivante : "comment les producteurs et les organisations publiques et privées liées à la filière d'huile de palme dans la région sud-pacifique du Costa Rica, se positionnent-ils face aux plantations de palmiers à huile ?". Les producteurs renvoient à tous les individus insérés dans la chaîne de valeur du fruit du palmier à huile jusqu'à ses produits dérivés (huiles, margarines, crèmes...). Le lien s'entendra comme toute relation économique, stratégique, commerciale, mais aussi éthique, tout comme de voisinage (Godfrin, 2009) des enquêtés aux plantations. Le positionnement se réfère d'abord à la situation relative vis-à-vis des cultures, ou encore au rapport des enquêtés à la filière agricole qui est défini, entre autre, par leur insertion historique et géographique, leur statut, leur activité économique et leurs pratiques. En second lieu, le positionnement renverra aux différents bénéfices, ou dommages que tirent les acteurs des plantations. Enfin, le positionnement pourra également s'entendre comme le rapport moral, éthique et expérientiel à la filière, en renvoyant aux discours des enquêtés. Il s'agira donc de savoir comment les interrogés se situent physiquement, moralement, socialement, économiquement, commercialement, politiquement, ou encore techniquement par rapport à l'activité de production de l'huile de palme. Afin d'apporter un éclaircissement à ce questionnement, il sera également nécessaire de savoir quels sont les bénéfices et les désavantages socioéconomiques et environnementaux perçus selon les expériences *in-situ*.

LES HYPOTHESES FORMULEES

Une première hypothèse attestera que la culture du palmier à huile est unanimement considérée comme une nécessité au développement socioéconomique de la région sud-pacifique du Costa Rica. Dans ce cas, les producteurs dépendent fortement de la filière d'huile de palme et la défendent surtout pour les bénéfices économiques qu'elle leur apporte, en n'envisageant changer ni de type de productions, ni de pratiques agricoles. De l'autre côté, les organisations publiques et privées liées à la filière, mais aussi à la conservation de la nature dans la région sud-pacifique du Costa Rica reconnaissent l'utilité socioéconomique de l'activité. De plus certains acteurs entrevoient dans les palmeraies des opportunités de connectivités environnementales.

Une seconde hypothèse affirmera qu'il y a une opposition entre, d'une part des institutions publiques et les producteurs en faveurs des plantations, notamment au niveau social, et d'autre part, les organisations environnementales et les non-producteurs plus critiques. De plus, d'un côté les producteurs minimisent les impacts environnementaux liés à ce système agricole, et d'un autre côté, les écologistes exagèrent les impacts environnementaux de cette culture en la stigmatisant de diverses conséquences négatives sur l'environnement. Alors que les communautés et les producteurs voient l'activité comme une source de revenus appréciables, les ONG environnementalistes la considèrent surtout comme un facteur d'appauvrissement de la biodiversité et des traditions locales (Rival et Levang, p. 11).

Une troisième hypothèse déclare que face à la situation actuelle de crise de la filière de production d'huile de palme dans la zone d'étude, il existe une nécessité selon les enquêtés à changer les pratiques actuelles à l'intérieur des palmeraies pour des raisons tantôt socioéconomiques qu'environnementales. Dans ce cas de figure, les enquêtés envisagent des alternatives à la production, qui pourraient dans certains cas bénéficier à la durabilité générale.

METHODE DE TRAVAIL

La préparation de l'enquête en amont s'appuie sur un corpus bibliographique composé de rédactions scientifiques internationales, favorisant les écrits Latino-américains concernant le secteur palmiste ainsi que les travaux en rapport avec le terrain défini. L'étude de la presse locale et internationale, ainsi que des littératures grises a également servi à dresser un meilleur portrait de l'activité étudiée et du territoire actuel. La préparation de l'immersion sur ce terrain outre-Atlantique est passée par la prise de contact par courriers électroniques depuis la France, avec la structure d'accueil et la tutrice de stage, et la demande de rendez-vous auprès de trois Ministères, deux coopératives de producteurs, et deux universités costaricaines.

La Collecte de données *in situ* se sustente partiellement sur le traitement de statistiques et d'images satellites pertinentes. L'analyse statistique porte sur le secteur agricole grâce à l'exploitation de données issues du recensement agricoles costaricain de 2014. L'enquête se compose essentiellement d'entretiens semi-directifs enregistrés et retranscrit en langue officielle. Chaque entrevue a été préparée grâce à des grilles d'entretiens. Dans l'ensemble, ce sont 20 entretiens enregistrés en format MP3 (durée totale : 648 minutes) qui ont eu lieu entre fin mars et début mai 2016. Les enquêtés sont trois fonctionnaires ministériels (Agriculture, Environnement et Travail), quatre représentants de coopératives (Osacoop et Coopeagropal), deux représentants industriels (Palma Tica et Coopeagropal), huit agriculteurs, un représentant du secteur touristique (Osa Rural Tour) et d'association socio-environnementale (Centro Socioambiental Osa), et une ONG conservationniste (Conservation Osa). L'étudiant a également participé à une réunion syndicale ouvrière (la UTG : *Union Trabajadores de Golfito*), ainsi qu'à une réunion de militants de la société civile (Aso'Covirenas). La collecte de données passe aussi par la visite de la pépinière Osacoop, une visite de la Coopérative Coopeagropal R.L et de la raffinerie, ainsi que cinq immersions accompagnées au sein de parcelles de petits-producteurs de palmiers à huile (et sept visites spontanées sans accompagnement en palmeraies de taille variable). En plus du recueil de discours concernant le vécu et l'expérience des acteurs sur le terrain d'étude, il s'avère également utile de comprendre comment s'articule territorialement la filière productive avec les espaces de conservation. L'ensemble du mémoire sera étayé par un corpus de données photographiques sur différentes zones de plantations de palmiers à huile autour du *Golfo Dulce*. Enfin, le travail est étayé par de l'observation participante quotidienne lors d'interactions avec les agriculteurs et les familles locales. Un court-métrage audiovisuel³ illustrera la deuxième partie du mémoire.

³ Vidéo en ligne sur : https://www.youtube.com/watch?v=5QRW-9kClwM&feature=em-upload_owner#action=share

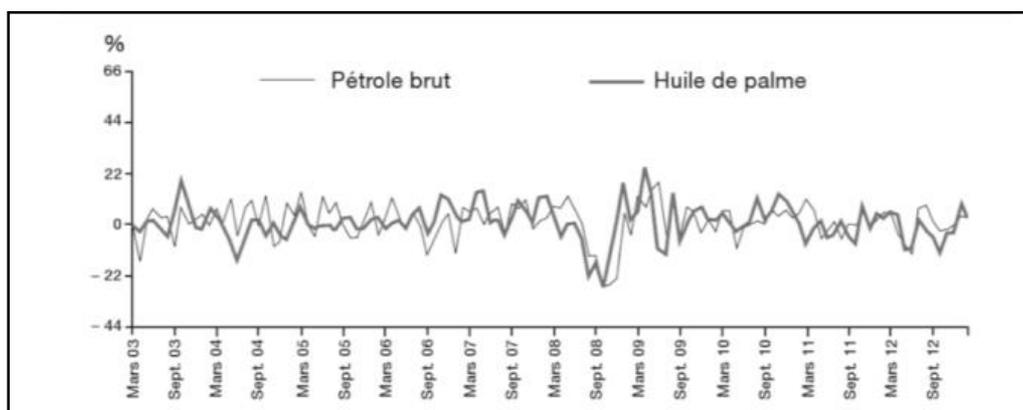
PARTIE 1 : UN AGENCEMENT DE LOGIQUES, DE POLITIQUES ET DE PRATIQUES DIVERGENTES

1.1 L'accessibilité inégale aux marchés, du global au local

1.1.1 Une commodité vouée à différents marchés

L'huile de palme est issue du palmier à huile (principalement *Elaeis Guineensis*), et représente une oléagineuse utilisée traditionnellement en Afrique (Shimizu et Desrochers, 2012) et plus récemment comme huile de cuisson⁴ dans de nombreux pays producteurs, comme au Costa Rica. Au cours du siècle dernier, elle est progressivement devenue une commodité quasiment indispensable à l'industrie agroalimentaire, servant également à l'industrie cosmétique et des biocarburants (Dufour, 2014). Ce dernier usage explique peut-être partiellement pourquoi le cours de l'huile de palme semble suivre celui du pétrole :

Figure n°3 : Evolution en % des cours du pétrole brut et de l'huile de palme brute (CIF* Rotterdam), 2003 à 2012



* CIF : CostInsuranceFreight : prix incluant les coûts de transport et de l'assurance du produit jusqu'au lieu de destination (Rotterdam)
Source : Rival A. et Levang P., La palme des controverses : Palmier à huile et enjeux de développement, Versailles, Editions Quae, 2013, p.13

Un paradoxe est néanmoins à soulever ici concernant le secteur agricole au Costa Rica, en effet, selon M. Max Villalobos de *Conservation Osa* et ex-caféiculteur, la majorité des fertilisants utilisés nationalement est élaborée à bases de dérivés pétrochimiques⁵. De plus, l'enquête nous apprend que bien que ces intrants soient produits localement, le pétrole utilisé est principalement importé du Mexique et des USA. Ainsi la culture classique de l'huile de palme au Costa Rica, en

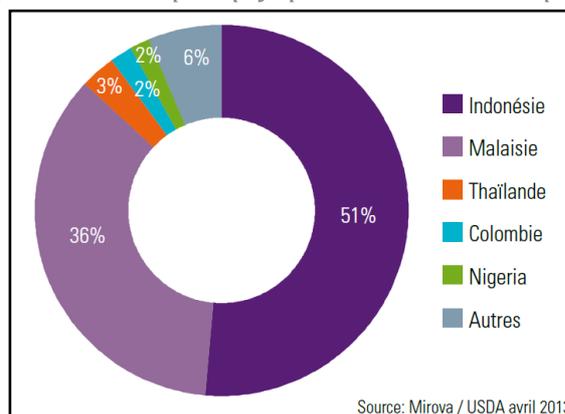
⁴ Observation participante péninsule de Osa, mars-juin 2016.

⁵ "...la mayoría de esos productos están hecho de petróleo", "...sí los producimos en Puntarenas, en Fertica y Abopaquio, un par de plantas que hay por allí, pero son con insumos externos." (Entretien avec M. Max Villalobos, voir annexe n°29).

utilisant divers engrais chimiques⁶ soutient les importations de pétrole. Le principal produit transformé obtenu à partir des palmeraies costaricaines, l'huile de palme, utilisée en partie à la production d'agro-carburants, dépend donc de l'exploitation d'hydrocarbure. Après avoir aperçu comment la production de l'huile de palme au Costa Rica est liée au pétrole (en plus du transport), voyant les autres marchés bénéficiant de la filière, notamment celui du travail.

Malgré les différentes campagnes internationales concernant les conséquences de l'huile sur l'environnement, lancées principalement par des ONG d'origines occidentales au regard des exploitations asiatiques (Shimizu et Desrochers, 2012), ou encore sur la santé (Gontier, 2012), elle présente divers avantages sur ses concurrentes directes et sa culture reste une activité employant plusieurs millions de personnes à l'échelle mondiale.

Figure n°4 : Principaux pays producteurs d'huile de palme



Le Costa Rica est un petit pays producteur d'huile de palme avec des volumes ne représentant que 0,1% de la production mondiale, loin derrière l'Indonésie (51%) et la Malaisie (36%). Cependant le taux de croissance du secteur est parmi les plus élevés au monde (+ 17% entre 2006 et 2011). La filière de l'huile de palme dans la région sud-pacifique costaricaine, pour ce qui est des principaux acteurs interrogés, emploie quelques 2750 personnes, avec de nombreux bénéficiaires indirects (familles, transporteurs, commerces et services...) ⁷. Dans la partie sud-pacifique du pays, la majorité de l'économie est basée sur les palmeraies ⁸, qui ont progressivement remplacé les bananeraies (Clare, 2012). La filière de l'huile de palme au Costa Rica dépend étroitement de la demande de la part des consommateurs, qui ont donc un rôle clef localement et globalement.

Le cours de l'huile de palme et des fruits a été indexé à la bourse d'Amsterdam en 1998, ce qui a donné le jour à CANAPALMA (*Cámara Nacional de Productores de Palma*), et assoie la

⁶ (Entretiens avec M. Marcos Molina, Mme. Rosalina Pastrana, M. Max Villalobos, voir annexes n°19, 23, 29).

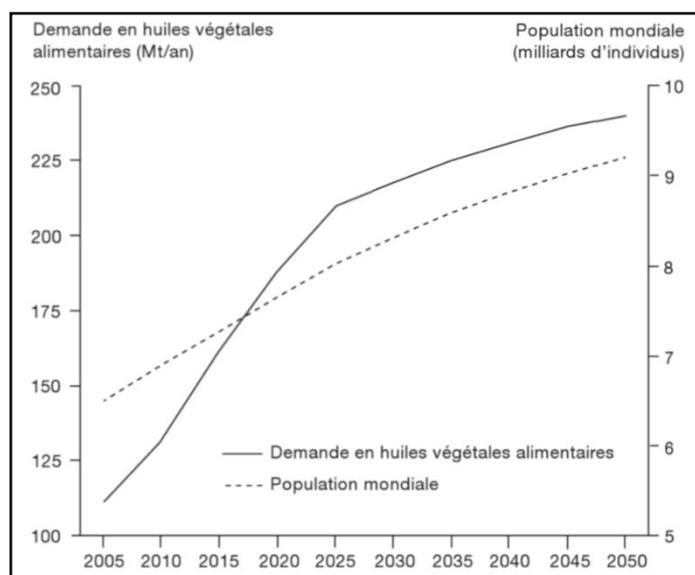
⁷ (Entretiens Coopeagropal, Osacoop et Palma Tica, annexes n°15, 28, 30).

⁸ Observation participante, entretiens non directifs et non enregistrés avec différents producteurs à Corredores.

dépendance au marché global (Clare, 2012). Des petits aux grands producteurs, l'ensemble des cultivateurs est donc voué à la fluctuation des prix mondiaux⁹. Malgré cette injonction financière internationale, la production d'huile de palme au Costa Rica alimente également le marché national et centroaméricain.

Bien que l'huile de palme ait initialement pallié la pénurie de graisse animale au Costa Rica (Clare, 2012), sa consommation s'est progressivement démocratisée. Si les recherches de Patricia Clare en 2007 font part d'une faible utilisation de la marque "En Su Punto"¹⁰, près de 10 ans après, l'entretien avec la coopérative productrice laisse entrevoir une expansion notable des ventes à l'international¹¹. De plus, les commerces visités sur le terrain d'étude présentent une offre variée de produits "En Su Punto" et "Numar"¹². L'augmentation locale de consommation des produits dérivés d'huile de palme suit la tendance mondiale de hausse de la demande en huile végétale suivant l'évolution démographique, avec des prévisions de croissance continue jusqu'en 2050.

Figure n°5 : Evolution de la demande en huiles végétales en fonction de la population mondiale, 2005 à 2050



Source : Rival A. et Levang P., *La palme des controverses : Palmier à huile et enjeux de développement*, Versailles, Editions Quae, 2013, p.12

La filière d'huile de palme au Costa Rica s'insère donc dans différents marchés mondiaux aux multiples intérêts et dépend de l'utilisation industrielle mais aussi particulière de la commodité selon les choix et la localisation des consommateurs. Voyons ci-après comment s'organise ce secteur agricole centroaméricain afin d'atteindre une compétitivité sur les marchés internationaux.

⁹ Entretiens avril-mai 2016.

¹⁰ "En Su Punto" est la marque des produits alimentaires dérivés de l'huile de palme de la coopérative Coopeagropal.

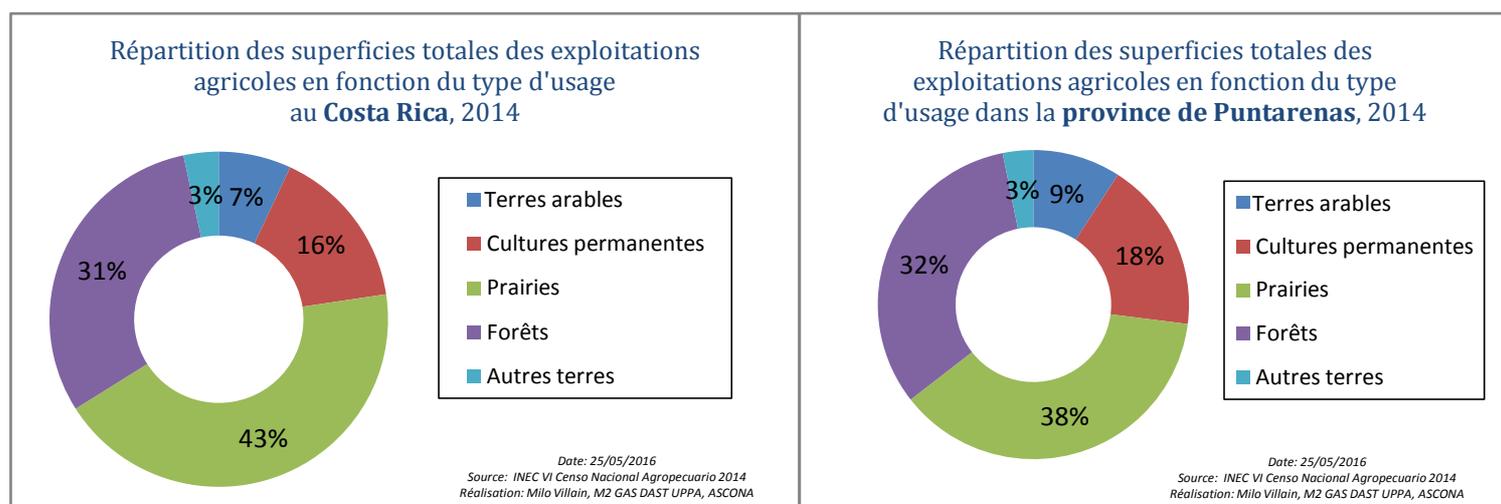
¹¹ Entretien Coopeagropal, annexe n°30.

¹² Numar est la marque des produits alimentaires dérivés d'huile de palme de l'entreprise Palma Tica.

1.1.2 Les producteurs Centroaméricains face à un marché Monde

Afin de comprendre comment la filière costaricaine arrive à prendre sa place sur le marché mondial de l'huile de palme, il s'avère nécessaire de se pencher sur l'organisation nationale de l'activité agricole dans son ensemble. Nous nous focaliserons ensuite sur la province de Puntarenas qui concentre la culture de palmiers à huile du pays.

Figures n°6 et 7: Répartition des superficies totales des exploitations agricoles en fonction du type d'usage au Costa Rica, et dans la province de Puntarenas (2014)



La majorité des terres agricoles du Costa Rica en 2014 est dédiée aux prairies (43%), puis aux forêts (31%), et en troisième position seulement aux cultures permanentes (16%). Les tendances nationales se reflètent dans les valeurs de la province de Puntarenas, où ce sont cependant 32% dédiés aux forêts, 18% aux cultures permanentes et 5% de moins aux prairies par rapport aux valeurs nationales. Voyons ci-après comment se divisent les différentes cultures permanentes, et comment se classe le palmier à huile, tantôt à l'échelle nationale comme provinciale.

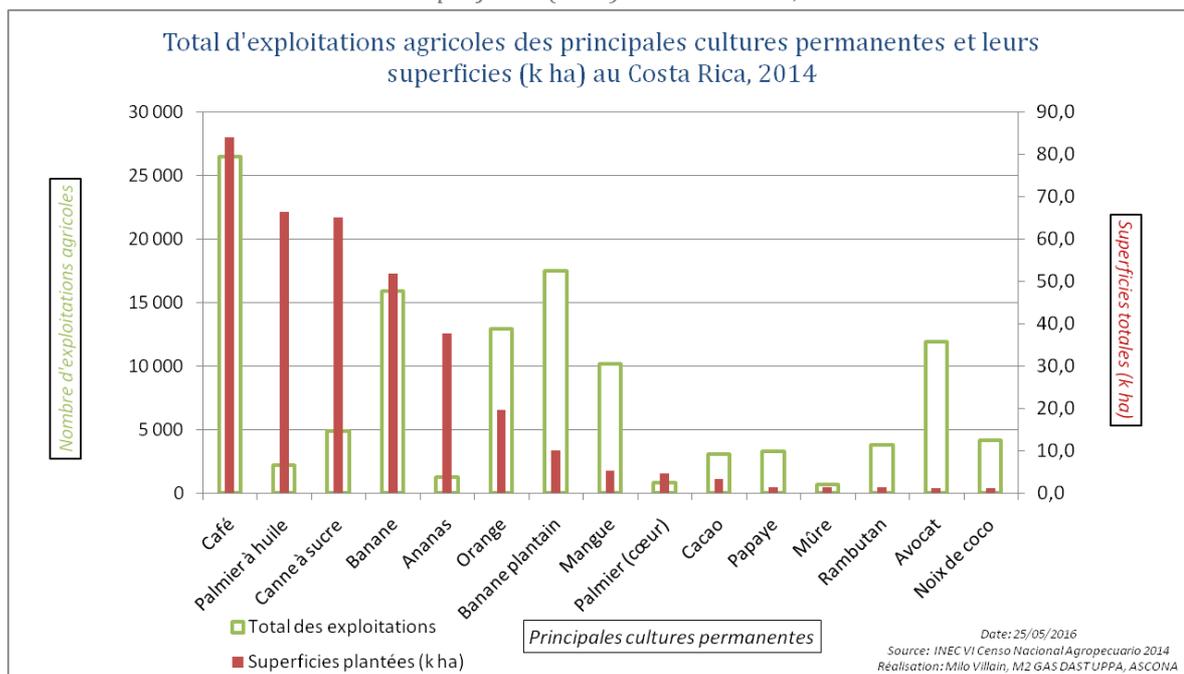
Rappelons que les politiques agricoles du Costa Rica sont focalisées sur l'export pour ses principaux produits comme le café, la banane ou encore l'ananas¹³. Le café arrive en effet en première position des cultures permanentes avec 84 133 ha plantées sur 26 527 exploitations en 2014, suivi du palmiers à huile occupant 66 419 ha et 2 169 exploitations dédiées à sa culture, devant la canne à sucre (65 062 ha sur 4 880 exploitations), la banane (51 758 ha, 15 924 exploitations) et enfin l'ananas (37 659 ha sur 1 228 exploitations)¹⁴. Ces valeurs font apparaître un nombre supérieur d'exploitants dans les cultures de café (moyenne : 3,2 ha/exploitation) et de banane (moyenne : 3,3 ha/exploitation), contre des cultures moins partagées pour la canne à sucre

¹³ Entretien M. Roberto Azofoifa, MAG, annexe n°12.

¹⁴ Les valeurs sont issues du "VI Censo Nacional Agropecuario 2014, INEC".

(moyenne : 30 ha/exploitation), le palmier à huile (30,6 ha/exploitation) et l'ananas (30,7 ha/exploitation). De fait, cela renvoie à la caractéristique que la majeure partie de l'agriculture au Costa Rica s'appuie sur de petits producteurs, notamment dans le cas du café et de la banane. En revanche, les cultures du palmier à huile, de la canne à sucre et de l'ananas relèvent davantage de grands groupes agro-industriels¹⁵, ce qui explique ces valeurs.

Figure n°8 : Total d'exploitations agricoles des principales cultures annuelles et leurs superficies (k ha) au Costa Rica, 2014



Allons maintenant plus loin en ce qui nous intéresse, à savoir les plantations de palmier huile, qui représentent donc en 2014 la deuxième culture permanente¹⁶ costaricaine en superficie, tout en intégrant relativement peu d'exploitants. Sur le graphique ci-après, nous pouvons constater que presque l'ensemble de la production de palmier à huile s'effectue dans la province de Puntarenas, avec 1 927 exploitants (pour 57 786 ha plantées) sur 2 169 (pour 66 420 ha) au total dans le pays. Cette hégémonie de la province de Puntarenas tient à l'implantation historique (Clare 2012) des premières palmeraies d'*Elaeis Guineensis* et autres variétés, tout comme aux conditions climatiques très favorables¹⁷ dans cette zone proche du Darien. Nous notons donc une intensité de la production de palmiers à huile dans la province de Puntarenas, qui cumule 89% des exploitations totales du Costa Rica sur 87% de la superficie de l'ensemble des terres utilisées.

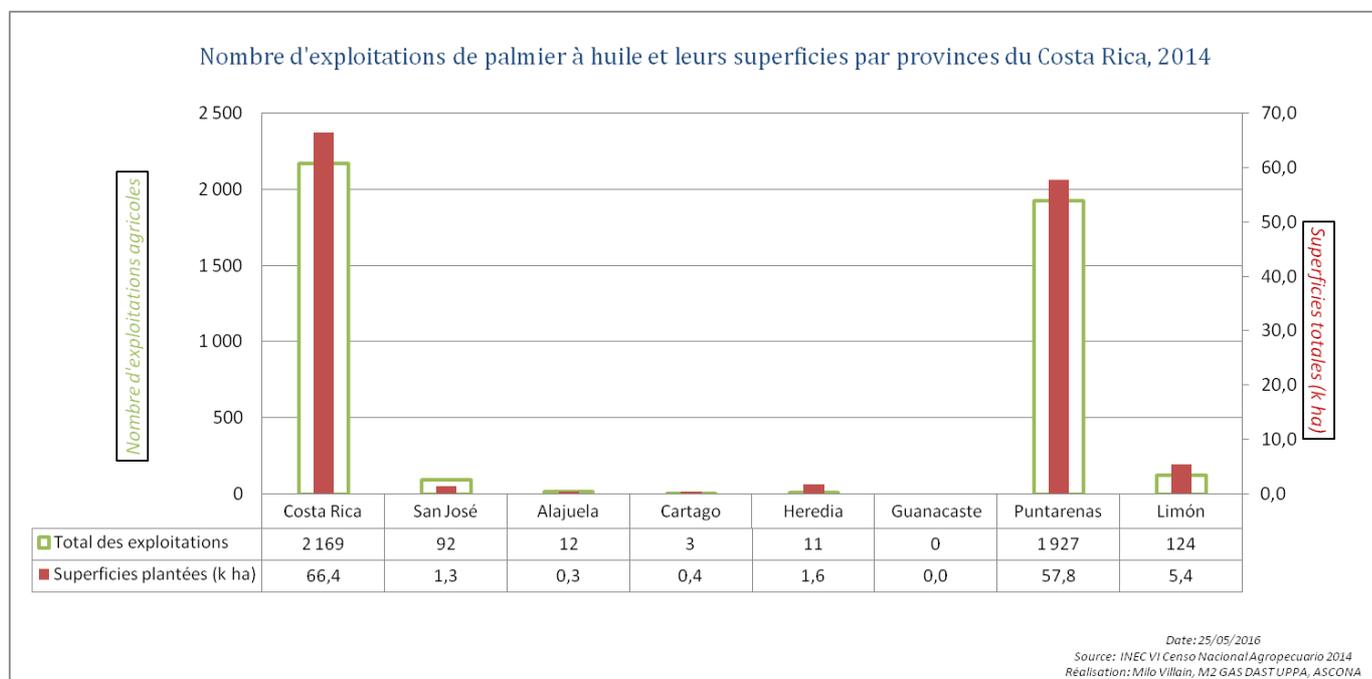
¹⁵ Observation participante et entretiens avril-mai 2016.

¹⁶ La durée de vie utile d'un palmier à huile s'échelonne, dans le sud du Costa Rica et en fonction de l'hybridation ou de la modification génétique, entre 25 et 28 ans (observation participante et entretiens avril-mai 2016).

¹⁷ Voir Cartothèque de l'INOGO.

Rappelons que les cultures permanentes comptent pour 18% de la totalité des exploitations agricoles dans la province de Puntarenas.

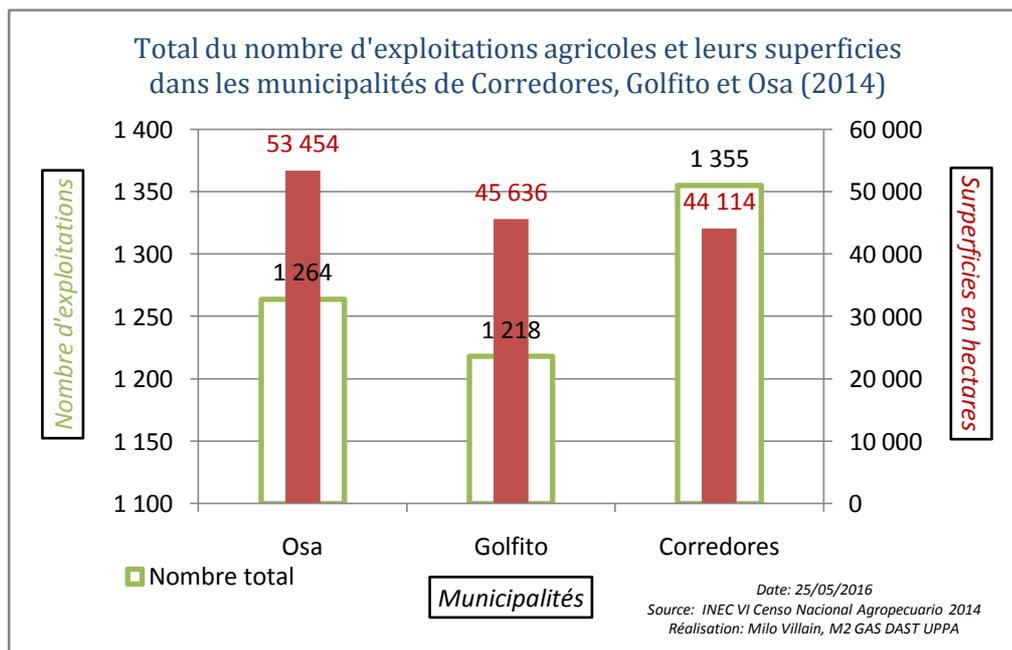
Figure n°9 : Nombre d'exploitations de palmier à huile et leurs superficies par provinces du Costa Rica, 2014



Observons maintenant la répartition des exploitations agricoles dans les trois cantons (voir figure n°10) dans lesquels se situe le terrain d'étude, à savoir Corredores, Golfito et Osa, entendus comme la région sud-pacifique du Costa Rica. D'après les valeurs du recensement agricoles de 2014, les trois cantons comptent 3 837 exploitations agricoles sur 143 204 ha, ce qui donne une taille moyenne d'exploitation de 37,3 hectares supérieure à la moyenne nationale qui est de 25,9 hectares¹⁸. Ces valeurs attestent encore une fois de la présence d'exploitations plus étendues que dans le reste du pays, et s'expliquent par la présence de grandes propriétés orientées à la culture intensive, et notamment de palmiers à huile. Bien que le recensement agricole ne donne pas les valeurs de cultures permanentes par exploitation au niveau cantonal, nous assumons qu'au moins 18% des exploitations agricoles dans la province de Puntarenas sont de cultures permanentes (voir figure n°7), et que Corredores, Golfito et Osa sont les zones historiques, mais aussi actuelles de plantations de palmiers à huile (voir partie suivante 1.2.1), concentrant la majeure partie de la production de palmiers à huile. Donc, si les trois cantons retenus présentent des valeurs respectant la moyenne provinciale, 18% de la surface totale de leurs exploitations agricoles équivaldraient à des cultures permanentes, c'est à dire un total de 25 776 hectares.

¹⁸ Le total d'exploitations agricoles au Costa Rica en 2014 était de 93 017 s'étendant sur 2 406 418 hectares.

Figure n°10 : Nombre d'exploitations agricoles et leurs superficies dans les cantons de Corredores, Golfito et Osa



Les données bibliographiques (Clare, 2012; Dirzo, 2014) et les entretiens montrent que les 57 800 hectares de palmiers à huile dans la province de Puntarenas se répartissent principalement entre les cantons de Corredores, Golfito et Osa. En effet, les huit autres cantons de la province présentent une histoire agricole, des climats, des paysages et une économie productive différente. Ainsi, nous attestons que dans les cantons étudiés, la part des cultures permanentes est supérieure à la moyenne provinciale, étant majoritairement occupée par les plantations de palmiers à huile. À lui seul le géant industriel et historique du secteur, Palma Tica, possède 10 000 ha propres dans la région sud pacifique du Costa Rica, avec des contrats de vente aux petits-producteurs sur 12 000 ha¹⁹. Il vient de planter une palmeraie de 7000 ha dans le canton de Osa, entre Chacarita et Palmar²⁰. Parallèlement, le secteur s'est progressivement ouvert à d'autres acteurs, voyant notamment apparaître plusieurs coopératives de productions et des petits-producteurs/productrices²¹, mais malgré cela la répartition des bénéfices y reste très inégale (voir partie 1.2). Ainsi, la filière de production de l'huile de palme dans la région sud-pacifique, à l'image de celle d'ananas ou de bananes, représente une production nationale intensive, gérée par de grands groupes capables de se positionner sur les marchés internationaux. Cependant nous allons voir quelles sont les inégalités associées à cette filière au niveau local, et comment les acteurs enquêtés, observés et accompagnés s'y positionnent.

¹⁹ Entretien avec M. Daniel Ramirez, responsable de production de Palma Tica, annexe n°28.

²⁰ Entretien avec M. Freiser Acosta, ouvrier agricole de Palma Tica, annexe n°26.

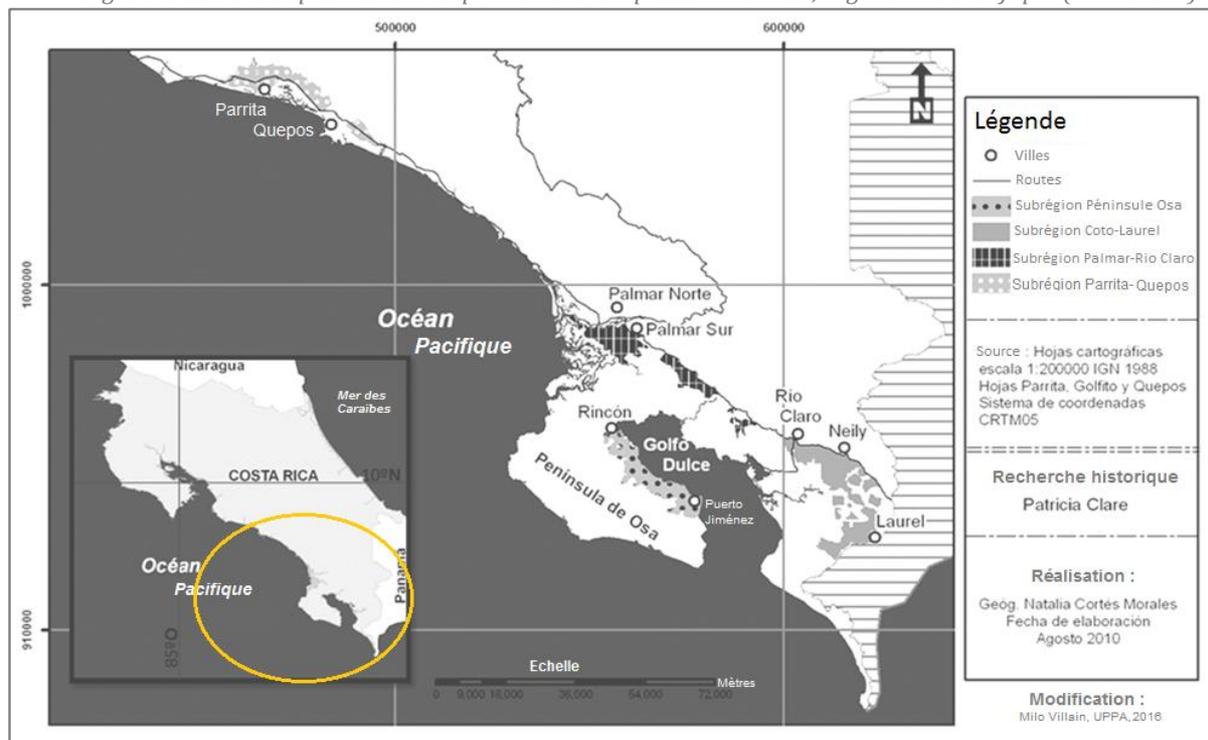
²¹ Voir annexe n°1 et observations participantes : trois productrices rencontrées sur sept agriculteurs.

1.2 Une filière costaricaine inégale

1.2.1 La production monopolistique contrainte à concurrence

Les plantations de palmiers à huile au Costa Rica ont été entreprises par la *United Fruit Company (UFCo)*, ex *Boston Fruit Company*, présente dans la partie caraïbe du pays dès les années 1870 pour la production de bananes. Au début du XX^{ème} siècle, ses bananeraies ont été attaquées par la maladie du "mal de Panama". L'entreprise a alors déplacé ses zones de production sur la côte Pacifique Costaricaine (voir figure n°11), mais la maladie rattrapa les nouvelles plantations et l'entreprise dut chercher de nouvelles terres arables. Afin d'établir ses bananeraies dans la région sud-pacifique, la *UFCo* a transformé des zones de forêts vierges en terres arables. Face à l'apparition d'une nouvelle maladie, la *Sigatoka*, la *UFCo* appliqua d'importantes quantités de sulfate de cuivre qui saturèrent très vite les sols. L'entreprise décida alors d'utiliser ces terres inadaptées à la culture bananière pour planter des palmiers à huile tolérants aux hautes teneurs en cuivre des sols. Le développement de l'activité palmiste dans la région Sud-Pacifique du pays est aussi le résultat d'autres facteurs comme l'intérêt de diversification de l'entreprise afin de répondre aux fluctuations du marché après la seconde guerre mondiale, ainsi que l'investissement en recherche et développement sur différentes variétés de palmiers (Clare, 2012).

Figure n°11 : Principales zones de production des palmiers à huile, région Sud-Pacifique (Costa Rica)



Source : Patricia Clare, "Poder y medio ambiente. La palma aceitera en el Pacífico costarricense, 1950-2007", *Historia Agraria*, San José, número 57, août, 2012, p. 135-166.

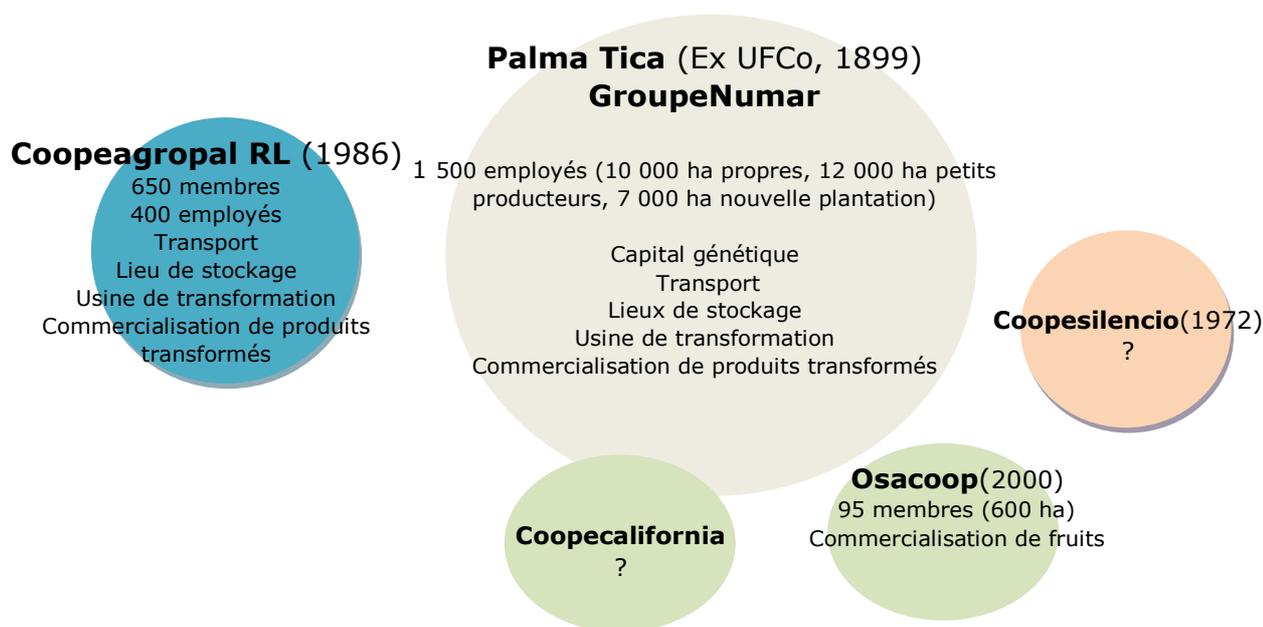
Les premiers essais de culture de palmiers à huile ont été réalisés dans les années 1940, pour donner lieu aux plantations vers 1950. L'Etat était alors favorable à cette agro-industrie en faveur de l'autosuffisance (voir annexe n°2). Rappelons qu'à cette époque les scientifiques n'avaient pas de liens avec leurs pairs du sud-est asiatique, alors pionniers en matière technoscientifique de la culture du palmier à huile. Au début, du maïs et des haricots étaient plantés au milieu des palmeraies et certaines parcelles suivaient un système agro-pastoral. Ce n'est qu'à partir des années 1960 que la culture du palmier au Costa Rica s'est professionnalisée et a été convertie en monoculture intensive. Entre temps, l'entreprise étatsunienne a profité de trois mécanismes pour maintenir le contrôle monopolistique de l'activité, à travers la gestion du capital génétique, les caractéristiques de 'latence' des graines (durée irrégulière de germination : de quelques semaines à deux ans), tout comme les procédés industriels de production et stockage de l'huile (Clare, 2012). Les anciennes pratiques de l'*UFCo* seraient désormais qualifiées d'extractives (Damian, 2013), particulièrement à travers la déforestation renvoyant à l'épuisement des ressources naturelles, aux pertes de biodiversités, aux déséquilibres écosystémiques, etc. L'aspiration de l'industriel à l'accumulation continue de terres pour davantage de production et de bénéfices tout en essayant de maintenir sa situation monopolistique, renvoie quant à elle à l'idée d'un "capitalisme agraire" entraînant son lot d'inégalités sociales (Barral, 2013). Plusieurs enquêtés ont d'ailleurs dénoncé l'*UFCo* pour les injustices qui lui sont associées. Notons que l'ensemble des principales zones de production des palmiers à huile dans la région Sud-Pacifique (figure n°11) se doit à la reconversion des bananeraies en palmeraies de l'*UFCo*, et que ces terres ont initialement été concédées à la compagnie fruitière par l'Etat costaricain. L'administrateur d'Osacoop, M. Alexander Solorzano nous confie que ces terres sont classées en zones franches²². Toutefois ces propos ont été modérés par Daniel Ramirez, responsable de la production chez Palma Tica (ex-*UFCo*), qui déclare qu'actuellement il n'y aurait plus que l'usine de transformation et le laboratoire de l'entreprise qui bénéficieraient de ce statut. Bien que certains pointent du doigt cette inégalité fiscale et territoriale, d'autres propos dénoncent les pratiques discriminantes d'ordre ethnique exercées par le géant de la filière. En effet, M. Edgar Gutiérrez, ancien travailleur à la *UFCo* insiste sur les déplacements de populations et les expropriations engendrés par les activités de l'entreprises en plus de l'exploitation quasi esclavagiste de ses employés²³.

²² Les zones franches sont exonérées d'impôts fonciers.

²³ "La bananera despoja de las tierras tanto a nacionales blancos y a nacionales indígenas, y yo le digo nacionales porque los indígenas no eran considerados nacionales [...] las empresas vinieron a desarrollar una esclavitud". (Annexe n° 14 : entretien avec M. Edgar Gutiérrez)

Toutefois, l'histoire de la filière se caractérise également par la montée des producteurs organisés en coopérative qui viennent contrebalancer le pouvoir central de la UFCo. En effet, une série de catastrophes naturelles en 1983 ainsi que des mobilisations salariales en 1984 (voir annexe n°5) amenèrent la *UFCo* à mettre fin aux bananeraies. La *UFCo* est ensuite devenue Palma Tica, et a changé de propriétaires en 1996, passant de mains étatsuniennes à nicaraguayennes²⁴. De plus, l'Etat partagea des terres de la *UFCo* sous forme du schéma coopératif entre les employés concernés, et de nombreux se reconvertirent à la culture de palmiers à huile et s'unirent sous forme coopérative. Un *boom* de l'activité et des transformations de l'organisation du secteur apparaissent donc au cours des années 1980-1990 suite à l'économie politique et sociale nationale, visible notamment à travers la montée des coopératives de producteurs (Clare, 2012).

Figure n°12 : Principaux acteurs de la chaîne de production d'huile de palme dans la région Sud-Pacifique du Costa Rica



Sources : 1. Patricia Clare, "Poder y medio ambiente. La palma aceitera en el Pacífico costarricense, 1950-2007", *Historia Agraria*, San José, numéro 57, août, 2012, p. 135-166. 2. Entretiens avril-mai 2016. Réalisation : Milo Villain, M2 GAS-DAST, UPPA/ASCONA

La montée de Coopeagropal, Coopecalifornia, Osacoop et Coopesilencio (voir figure n°12) se doit aux politiques agricoles plus populaires, incarnées par les nouvelles politiques de développement rural²⁵. Bien que l'hégémonie de Palma Tica (ex-UFCo) dans la filière d'huile de palme au Costa Rica soit restée intacte, Coopeagropal, apparue en 1986, s'est progressivement positionnée comme concurrent direct. Elle possède sa propre usine de transformation et ligne de commercialisation de produits dérivés d'huile de palme. Suite à une politique économique nationale libérale, les deux

²⁴ Entretien avec M. Daniel Ramirez, Palma Tica, annexe n°28.

²⁵ Entretien avec M. Roberto Azofeifa, MAG, annexe n°12.

entreprises Palma Tica et Coopeagropal RL négocièrent les prix entre elles, ce qui a conduit à leur dénonciation et condamnation pour pratiques monopolistiques en 2001-2002 (Clare, 2012 ; annexe n°5). Malgré cela, les activités des deux concurrents n'ont pas diminué pour autant et c'est justement au début des années 2000, qu'ils décidèrent agrandir leurs zones de production sur la péninsule de Osa²⁶, notamment par le biais de contrats avec de petits producteurs familiaux. Cependant, l'implantation des palmeraies en dehors de leurs bassins de productions historiques, la sub-région Coto-Laurel (voir figure n°11 et partie 1.2.2) et notamment sur la péninsule de Osa, qui incarne un haut lieu de biodiversité²⁷, soulèvent de vives réactions concernant les conflits d'utilisation des sols et de cohérence en matière de développement territorial et de conservation de la biodiversité (voir partie 2). Au delà du conflit entre la conservation et "l'utilisation de la nature" sur lequel nous reviendrons, apparaît un autre conflit relatif à l'injustice économique de la filière venant des différences de bénéfices entre petits et grands exploitants. Sans vouloir être exhaustif, voyons ci-après quel est l'ensemble des activités et leurs coûts engagés pour un petit exploitant familial de palmiers à huile sur la péninsule de Osa :

Table n° 1 : Exemple des activités effectuées et leurs coûts engagés pour la culture de palmiers à huile sur l'exploitation d'un petit-producteurs (10 hectares), Cañaza, Puerto Jiménez (2016)

Activités	Pratiques	Coût par exploitation
• Achat de graines	Achat unitaire de graines	Entre 1,50 et 5 EUR/ graine ou plante (150 plantes/h)
• Achat de matériel	-Location du tracteur - Une Faucille télescopique -Machette/roto-fil	- 10 000 colones/heure (17 EUR) - 30 000-40 000 colones (70 EUR)/an - 3 000 colones (5 EUR)/?
• Amendement	4 kg d'engrais chimique/palmiers/an	?
• Coupe de feuille/récolte	Travail familial à la main.	?
• Désherbage	Travail familial à la main.	?
• Emploi	Trois employés pendant la récolte en plus du propriétaire et de son fils (7-8 heures/ jour).	- 1300 colones (soit environ 2 EUR) à l'heure/personne.
• Insecticides	Edulcorant Insecticide contre <i>picudo</i>	- 1 200 colones/galon (3 galons) - 3 000 colon/unité (4 fois sur l'exploitation)
• Nettoyage circulaire (rodajas)	Travail familial à la main.	- 5 galons d'essence pour le roto-fil (2 000 colones/galons) soit 12 000-13 000 colones (environ 20 EUR).
• Transport des fruits	Transport parcelle : Tracteur Transport coopérative : camion	- 3 000 colones (2 fois/mois) - Environ 10 000 colones/tonne

Sources : Entretiens avril-mai 2016. Réalisation : Milo Villain, M2 GAS-DAST, UPPA/ASCONA

²⁶ Entretien avec Mme. Rosalina Pastrana.

²⁷ La péninsule de Osa présenterait 2,5% de la biodiversité mondiale selon les environnementalistes : ASCONA, M. Roberval Almeida, M. Max Villalobos, Luis Rodriguez déclare même qu'on la nomme l'Amazonie centroaméricaine : "[...] Osa tiene tanta riqueza en plantas que le han dado a llamar el amazonas de Centroamérica [...]"

Rappelons que le territoire d'étude comptait 3 837 exploitants agricoles en 2014 (voir figure n°10), dont environ 70% qui s'insèreraient dans la filière de production de l'huile de palme et qui étaient répartis sur une superficie totale de 143 204 hectares. A l'instar des chiffres relatifs à l'agriculture mondiale en cette même année, avec "2,7 milliards d'agriculteurs pauvres" selon Michel Griffon (Griffon, 2014), et suite à la démocratisation de la culture du palmier à huile, la filière étudiée repose désormais également sur les petits producteurs. Leur condition économique et leur degré de dépendance commerciale vis-à-vis des deux principaux industriels présentés dans le secteur questionne les bénéfices qu'ils perçoivent par cette activité. Nous pouvons en effet nous demander, qui des petits producteurs ou de la grande entreprise profite le plus de l'activité ?

Table n° 2 : Relations entre prix de vente et d'achat des fruits et de l'huile pour le petit producteur et Coopeagropal (avril 2016)

	<i>Petit producteur</i>	<i>Coopeagropal</i>
Fruit (/tonne)	<ul style="list-style-type: none"> • Prix de vente : 50 000 colones (90 EUR) • Coût de production : 32 500 colones (65% du prix de vente) • Bénéfices : 18 500 (35% du prix de vente) 	<ul style="list-style-type: none"> • Prix d'achat : 50 000 colones (90 EUR) <p>Il faut environ cinq tonnes de fruits pour obtenir une tonne d'huile crue.</p>
Huile (/tonne)	⊖	<ul style="list-style-type: none"> • Prix de vente : 340.000 colones (610EUR) • Prix d'achat pour cinq tonnes de fruits : 250 000 colones (74% du prix de vente)

Sources : Entretiens avril-mai 2016. Réalisation : Milo Villain, M2 GAS-DAST, UPPA/ASCONA

De fait, alors que le petit producteur assume un coût de production d'environ 65% du prix de vente des fruits, la coopérative présente un coût d'achat des fruits représentant environ 74% du prix de vente de l'huile crue. Le coût de production final d'une tonne d'huile pour Coopeagropal intègre aussi d'autres facteurs comme le coût des machines, de l'énergie, de l'emploi, etc. qui amènent à une marge par tonne d'huile plus faible que la marge dégagée par le petit producteur pour la vente d'une tonne de fruit. Cependant, le calcul de la rentabilité respective doit prendre en compte l'ensemble des quantités annuelles vendues. Alors qu'un petit producteur produit de deux à six tonnes par hectare par mois²⁸, les coopératives produisent mensuellement des milliers de tonnes d'huile. Il est à rappeler que la culture de palmier à huile entraîne un ensemble de coûts fixes et variables très lourds pour les petits producteurs (voir table n°1), sans compter les charges des crédits financiers et le coût de la santé tel qu'exprimé par plusieurs producteurs. Une grande partie des producteurs recourt à la main d'oeuvre familiale pour différentes activités comme la récolte.

²⁸ Les rendements rapportés par les petits producteurs enquêtés varient selon l'âge des palmiers (avec une production optimale entre 2 et 15 ans), les techniques agricoles utilisées, le sol, le milieu et l'entretien des parcelles.

Figure n°13 : Illustration du processus de récolte le 10/04/2016, exploitation de M. Asdrubal Arroyo, membre d'Osacoop, Comunidad La Palma, Distrito Puerto Jiménez



Au delà du fait que la majorité des producteurs rencontrés reproduise un modèle d'agriculture familiale parfois sur trois générations, ces derniers procèdent fréquemment à l'emploi de membres de la famille, d'ami(e)s, d'associé(e)s de coopérative et de voisins, notamment lors de la récolte.

Le matériel utilisé est parfois loué et certains producteurs font souvent appel au *mano a mano*²⁹ afin de réduire leurs coûts de production. Par exemple, dans sa parcelle de cinq hectares (illustrée ci-avant en figure n°13), M. Asdrubal Arroyo nous dit que ce sont quatre personnes connues qui viennent l'aider pour la récolte : "*Es un trabajo familiar pero ahorita estoy ocupando un compañero de la misma cooperativa que es el que me hace la corta allí con la señora [...] Entonces son cuatro hoy para la cosecha*". Les coupes de feuilles et de fruits, le groupage de régimes, la recollection de fruits épars et le transport sont autant de tâches à réaliser pendant une longue journée de récolte. De fait, selon le propriétaire, le processus de récolte produit environ sept tonnes de fruits en près de 11 heures de travail à quatre³⁰. Avec un salaire d'environ 1 300 colones à l'heure (environ 2 EUR), les employés d'Asdrubal réalisent cette activité de manière ponctuelle et ont le statut d'ouvrier agricole, ce qui représente un niveau de vie modeste au Costa Rica. Ainsi, une autre inégalité apparaît selon si les travailleurs possèdent leurs terres ou pas. Enfin, au regard de l'ensemble des activités à réaliser au sein d'une palmeraie en monoculture (voir table n°1), la relation coûts-bénéfices semble relativement faible pour les petits producteurs, qui à l'inverse des grandes entreprises ne peuvent pas effectuer d'économie d'échelle par exemple, et possèdent des coûts de production élevés pour des quantités de production très basses. De plus, les petits propriétaires de parcelles de palmiers à huile dépendent des grands groupes qui fixent les prix d'achats des fruits, qui eux-mêmes dépendent de la conjoncture internationale. On peut se demander quel est l'avantage pour les petits exploitants de reproduire les pratiques d'agriculture intensive appliquées par les grandes entreprises agroindustrielles de palmiers à huile. En effet, de nombreux interrogés se déclarent en situation de précarité et reconsidèrent la viabilité économique de leur activité (voir partie 2). Cette situation renvoie au débat plus large concernant les causes de la pauvreté paysanne dans les pays en développement (Roudart et Mazoyer, 2010). Au-delà des inégalités socioéconomiques au sein de la filière d'huile de palme, il s'agit également de voir les conflits d'intérêts qu'elle suscite dans l'aménagement du territoire, particulièrement à travers l'agencement de différentes logiques d'acteurs s'exprimant dans le paysage sud-costaricain actuel. Voyons ci-après, comment se matérialisent les grandes palmeraies prises comme modèles par les agriculteurs sur les terrains des anciennes bananeraies de l'UFCo, dans ce qui représente le cœur historique et actuel des plantations intensives de palmiers à huile, à savoir au nord du *Golfo Dulce*.

²⁹ Le *mano a mano* (aussi appelé *minga* en Equateur et en Colombie) représente une entre-aide volontaire, voire un échange entre une ou plusieurs personnes du voisinage ou d'une communauté pour la réalisation d'une activité, souvent agricole.

³⁰ "*Una cosecha como esta va a echar digamos siete-seis toneladas y ya se comienza a las seis y acaba uno a las cinco de la tarde cansadísimo pero lo hacemos todo en un solo día. Entonces es volumen sí.*" (entretien en annexe n°16).

1.2.2 Des plantations intensives revisitées

Afin d'aboutir à une meilleure compréhension de l'organisation territoriale de la filière de production d'huile de palme dans la zone étudiée, nous avons procédé à une confrontation de l'implantation géographique et paysagère des principales zones de production autour du *Golfo Dulce* (voir figure n°11). L'analyse s'appuie sur la réalisation de "portraits de palmiers" qui se veulent des outils de lecture territoriale associant image satellite et photographie, pour illustrer l'emprise territoriale ainsi que les impacts spatiaux et paysagers des principales zones agricoles retenues comme terrain d'étude. Au-delà des descriptions apportées s'appuyant sur l'enquête réalisée entre avril et mai 2016, ainsi que sur les visites de palmeraies, l'étudiant invite également le lecteur à observer ces portraits d'un regard critique pour en tirer ses propres conclusions.

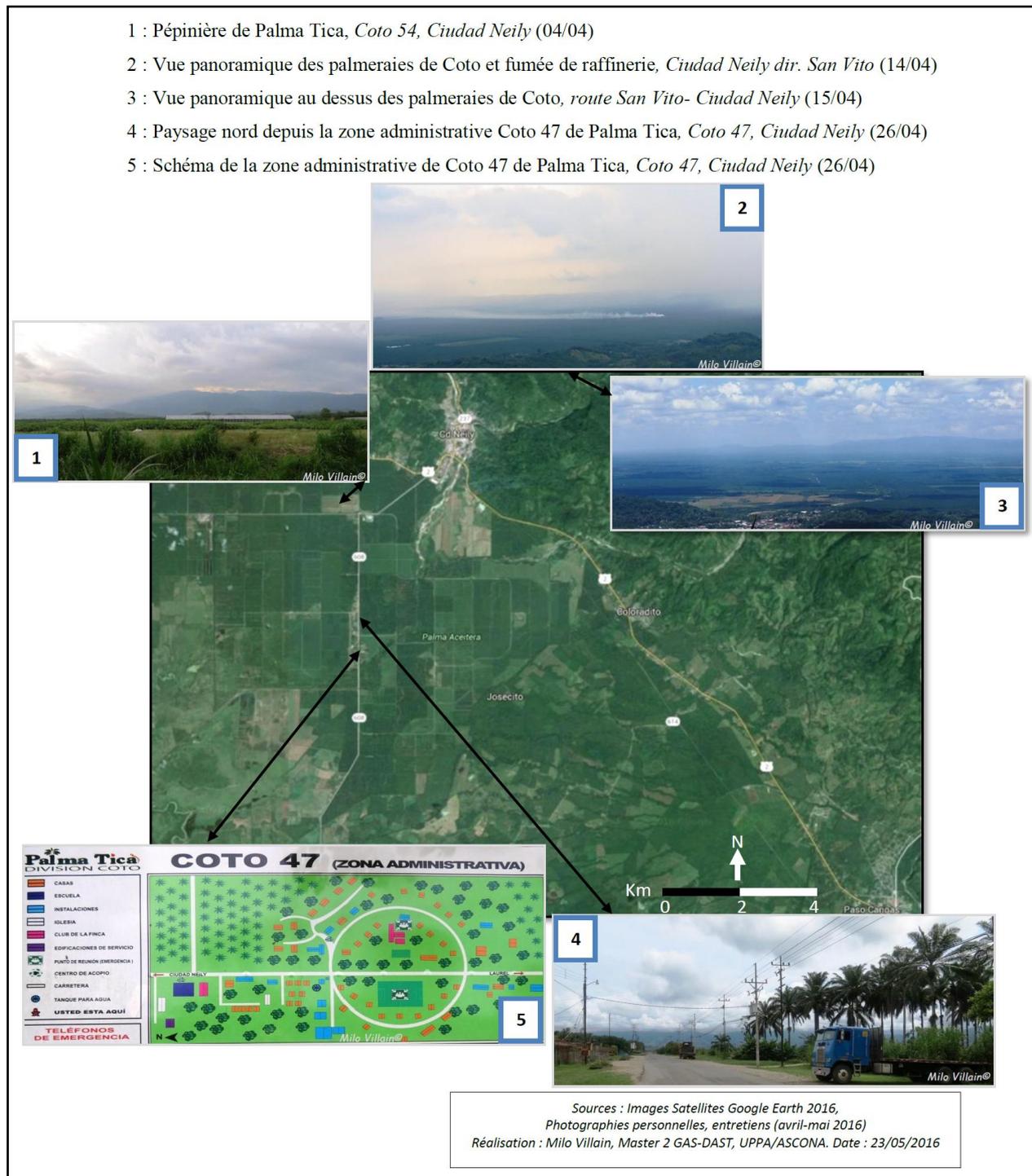
Cette approche par portraits de palmiers se voulant synthétique, nous avons retenu cinq grands ensembles spatiaux qui se démarquent par leurs caractéristiques singulières. Trois d'entre eux, situés au nord du *Golfo Dulce*, se démarquent par leur implantation historique et par la prépondérance d'activités agro-industrielles. Les deux derniers "portraits de palmiers" seront présentés en partie 2.2.2. Ils se distinguent par la présence de palmeraies plus récentes, principalement gérées selon le modèle d'agriculture familiale et se situent sur la Péninsule de Osa, soit au sud du *Golfo Dulce*. Avant la présentation des trois premiers portraits de palmiers, nous dresserons un tableau explicatif de notre choix de découpage, afin de guider le lecteur vers la compréhension de cet agencement entre l'espace étudié et les pratiques agricoles utilisées localement. La présentation s'effectue d'est en ouest, du nord au sud du *Golfo Dulce* :

Table n° 3 : Présentation des portraits de palmiers en fonction de leur milieu et des pratiques agricoles appliquées

<i>Portraits de palmiers</i>	<i>Qualification de l'espace et des milieux d'implantation des palmeraies</i>	<i>Compte rendu des principales pratiques agricoles appliquées</i>
1. "panoramiques autour de Ciudad Neily"	Plaine alluviale marquée par la présence d'anciens marécages. Milieux hautement artificialisés voués à la production agricole.	Centralité historique de l'activité agro-industrielle de Palma Tica avec ses cultures intensives.
2. "entre Rio Claro, Golfito et Ciudad Neily"	Plaine alluviale vallonnée. Milieux dominés par l'activité productive des monocultures alternant avec des espaces naturels (Golfito).	Continuité de l'agro-industrie historique, représentant l'aire d'influence des monocultures de Palma Tica.
3. "autour du PN Piedras Blancas"	Ensemble de bassins fluviaux menant au <i>Golfo Dulce</i> . Alternance de zones agricoles, forêts primaires et secondaires (PN Piedras Blancas).	Rupture avec l'extension des zones agricoles intensives. Présence d'un angle mort productif matérialisé par le PN Piedras Blancas.
4. "autour de la communauté de La Palma"	Plaine littorale à différentes activités. Milieux semi-naturels, mangroves et forêts secondaires.	Diversités des pratiques. Parcelles familiales et coopératives à dominance de monocultures.
5. "autour des communautés de Cañaza et Agujas, Puerto Jiménez"	Plaine littorale à différentes activités. Milieux semi-naturels, mangroves et forêts secondaires.	Diversités des pratiques et des paysages. Rencontres de monocultures et polycultures.

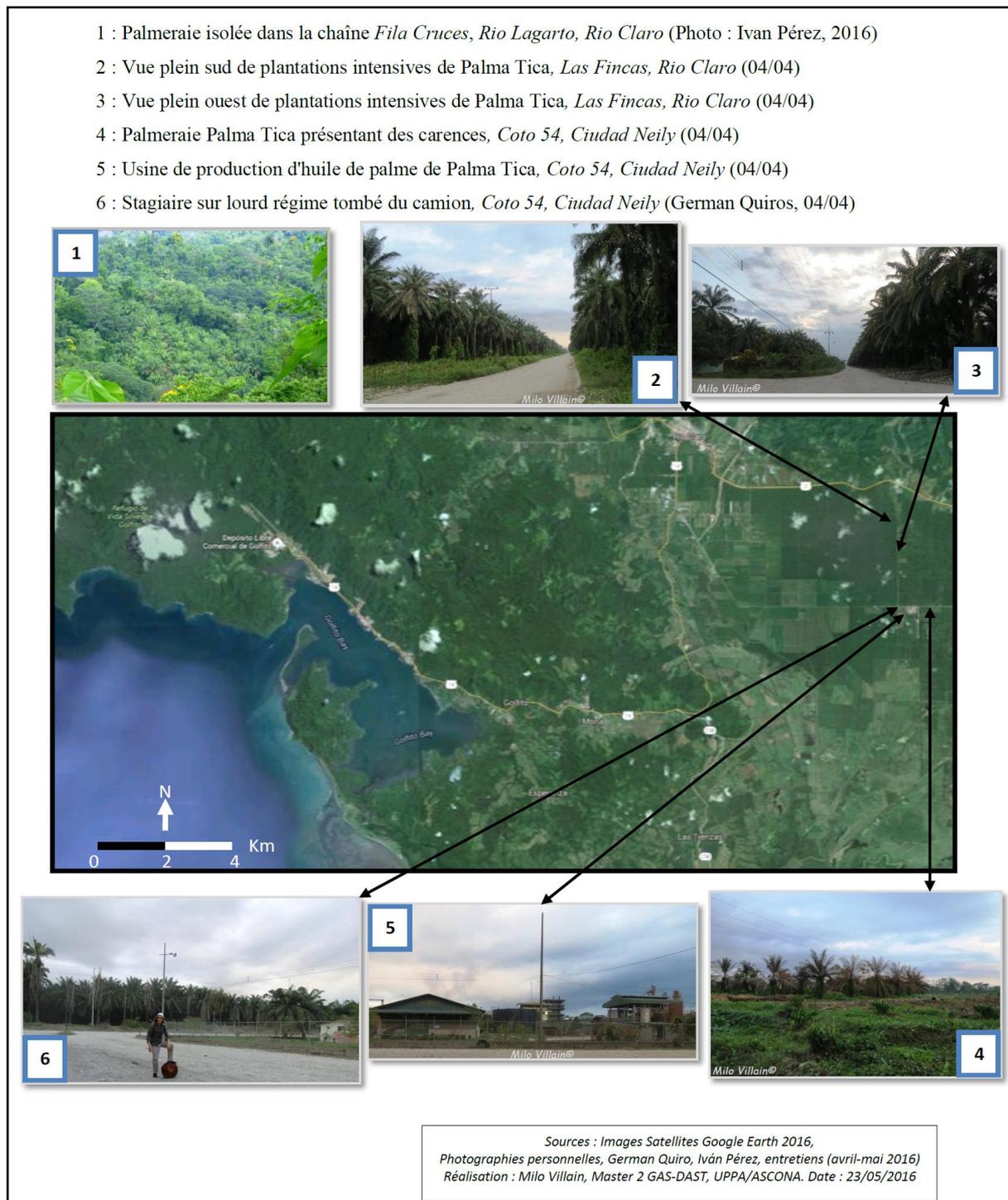
Sources : Entretiens avril-mai 2016, données issues des photographies, images satellites et visites *in-situ*. Réalisation : Milo Villain, M2 GAS-DAST, UPPA/ASCONA

Figure n°14 : Différents 'portraits de palmiers' panoramiques autour de Ciudad Neily (avril 2016)



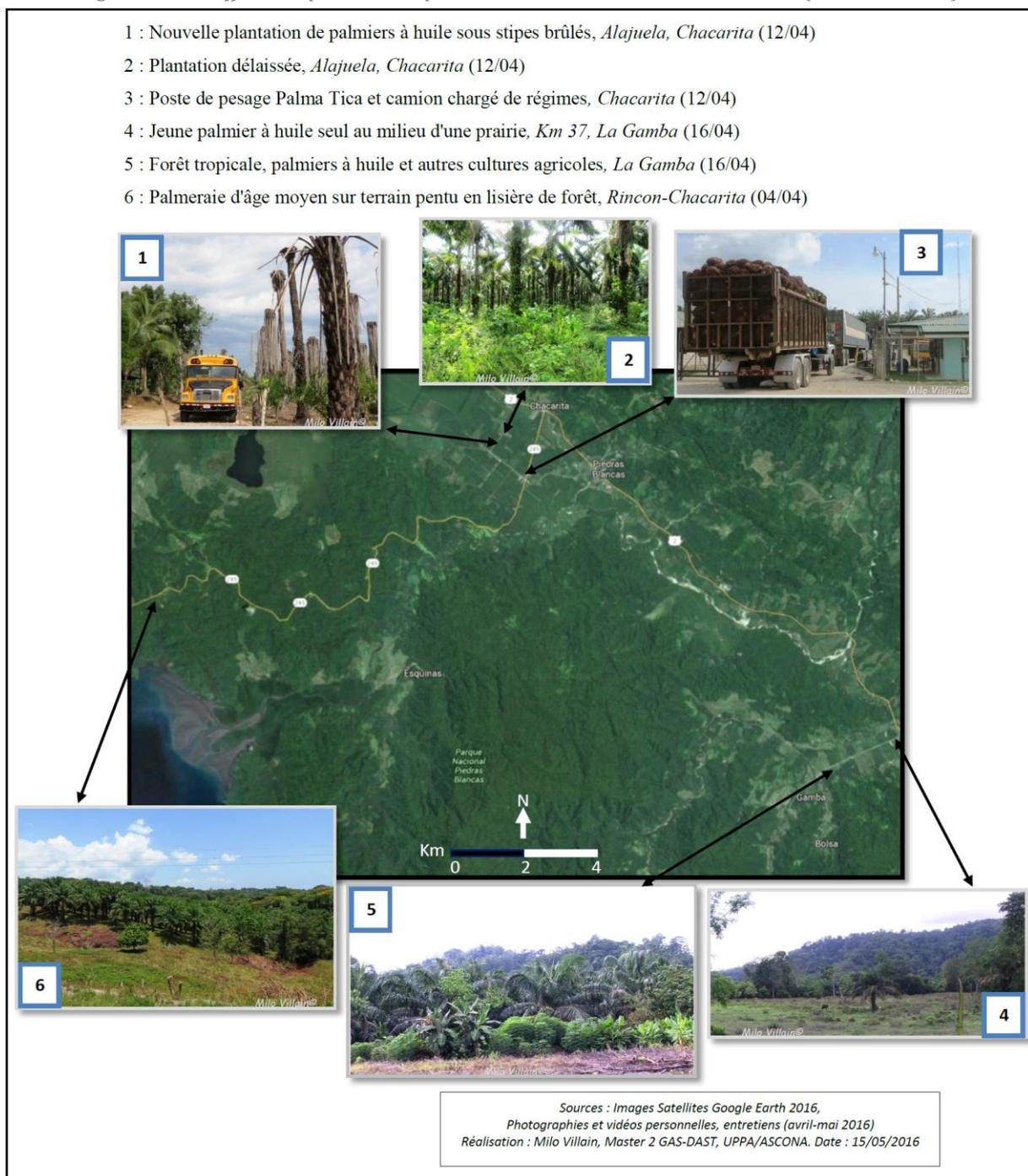
Le panorama de la filière de palmiers à huile dans le cœur historique de la région sud-pacifique du Costa Rica se caractérise par un enchaînement homogène entre de grandes plantations intensives appartenant principalement à l'entreprise Palma Tica, et des propriétés plus réduites de petits et moyens producteurs sous contrats avec l'entreprise ou associés en Coopératives.

Figure n°15 : Différents 'portraits de palmiers' entre Rio Claro, Golfito et Ciudad Neily (avril-mai 2016)



Dans cette zone située entre Río Claro, Ciudad Neily et Golfito, appelée "Coto 54", nous pouvons clairement observer, en polygones verts sur l'image satellite, ainsi que sur les photos n°2 et n°3, la continuité des monocultures intensives de palmiers appartenant principalement à l'entreprise Palma Tica et ses associés. Un aperçu de l'usine de transformation est disponible sur la photo n°5.

Figure n°16 : Différents 'portraits de palmiers' autour du PN Piedras Blancas (avril-mai 2016)



Autour du PN Piedras Blancas, les plantations de palmiers à huile sont moins nombreuses et le seul secteur intensif et historique se localise à Chacarita, de part et d'autres des axes routiers. Sur les photos n°1 et n°2, il est possible d'apprécier la rotation générationnelle des cultures et l'abandon de certaines parcelles. Les photos n°4, 5 et 6 présentent différentes insertions paysagères et agricoles de palmeraies plus isolées, associées à d'autres écosystèmes.

Depuis la frontière panaméenne à l'Est jusqu'à Chacarita à l'Ouest, qui représente l'accès terrestre à la péninsule de Osa, les plantations situées au nord du *Golfo Dulce* s'implantent inégalement dans le bassin de production sud-pacifique costaricain historique. Une évidente centralité apparaît autour de Ciudad Neily, qui occupe par ses palmeraies la majeure partie du territoire, et capte une grande partie de l'emploi. C'est d'ailleurs au centre de ce bassin que se trouve la principale zone administrative de Palma Tica, d'où naissent les innovations génétiques et où sont prises les décisions. La filière d'huile de palme ne redessine pas seulement le territoire, elle modèle aussi les vies des milliers d'habitants qui dépendent du travail et des travailleurs des palmiers comme nous l'on confié trois chauffeurs de taxi et deux propriétaires de commerces. Chez Palma Tica, il existe même plusieurs villages, les anciens *banana villages*, où les travailleurs sont certes logés par l'entreprise, mais sont payés le salaire minimum, et ne jouissent pas de grandes opportunités d'acquisition foncière, d'évolution de carrière ou simplement d'offres d'activités pendant leurs temps libres. Certains interrogés à l'instar de M. Edgar Gutiérrez évoqué plus haut, nous parlent d'une "exploitation moderne". Nous pourrions étendre le questionnement de Stéphanie Barral à cet exemple Latino-américain, qui entrevoit un totalitarisme capitaliste appliqué par les entreprises sur les ouvriers agricoles en Asie (Barral, 2013). En effet, Palma Tica en cloisonnant ses ouvriers dans son village, ne reconfigurerait-elle pas l'ordre social traditionnel communautaire ? S'agirait-il d'une forme de ségrégation spatio-sociale ? Rappelons que lorsque la UFCo s'est installée dans la région, elle a eu recours à une main d'œuvre Afro-américaine et a procédé à de nombreuses expropriations (notamment des populations amérindiennes nous dit Gutiérrez), ce qui a parfois entraîné des déplacements de populations. Cependant, actuellement, la compartimentation des employés renvoie également à une nouvelle forme de ségrégation, non plus ethnique, mais socioéconomique.

En 2016, le modèle agricole du centre historique de la filière semble non seulement capter, mais aussi irradier vers sa périphérie, laissant apparaître toute une aire d'influence où l'on constate une expansion mimétique des monocultures. Ces plantations intensives, appuyées initialement par les politiques nationales d'autosuffisance alimentaire et d'ISI (*Industrialización por sustitución de las Importaciones*) durant les années 1950-1970, sont le résultat de la reconversion des plantations bananières de l'UFCo en palmeraies. La démocratisation et l'accélération de la reconversion des bananeraies en palmeraies se sont ensuite effectuées dans les années 1980-1990, aidées par les politiques néolibérales nationales (voir annexe n°2). Les avancées génétiques, notamment du laboratoire ASD (voir sitographie) de Palma Tica, ont permis d'aboutir à des croisements plus

résistants, adaptés et productifs entre différentes variétés comme *Elaeis guineensis* (d'Afrique Occidentale), *Elaeis oleifera* d'Amérique Centrale, et *Elaeis Odora* d'Amérique du Sud (Clare, 2012), jusqu'à la commercialisation de *Deli x Nigeria* et *Deli x Purgana*³¹. L'amélioration génétique se poursuit actuellement afin de contrer les maladies de *flecha seca*³², d'augmenter le cycle productif et la productivité des palmiers. C'est à travers ces pratiques agro-industrielles que la filière costaricaine d'huile de palme a progressivement réussi à se positionner sur le marché centroaméricain et global de cette commodité, et représente désormais le premier secteur productif et économique agricole dans les cantons de Corredores, Golfito et Osa.

Depuis l'accessibilité à la terre et au capital génétique, de nombreux petits et moyens producteurs³³ indépendants ou associés en coopératives de productions, se sont reconvertis à la culture de palmiers à huile. Toutefois la filière reste dominée par le monopole agroindustriel et la majorité des paysages de palmeraies se ressemblent, avec environ 150 palmiers à l'hectare³⁴, cultivés en monoculture. La mobilité des producteurs qui possèdent souvent un accès pour véhicule motorisé et plus rarement leur propre moyen de locomotion, dépend de l'accessibilité de la parcelle où ils vivent bien souvent. Il est à noter que l'environnement rural dans cette région costaricaine présente plusieurs difficultés avec ses pistes en terres et en cailloux, de nombreux microreliefs, des dénivelés parfois très abrupts, un pic de production des palmeraies en saison de pluies, qui sont alors souvent diluviennes et rende l'accès parfois dangereux. Rappelons que les fruits du palmier à huile sont périssables et difficilement stockable au vu des conditions climatiques locales. On comprend mieux pourquoi la majeure partie des plantations se situent à proximité des axes carrossables, et notamment des routes goudronnées, principalement la route interaméricaine.

Etant une culture permanente d'une durée utile de production d'environ un quart de siècle, certaines plantations historiques de palmiers à huile se situent actuellement entre leur deuxième et troisième génération. Ces plantations représentent selon les enquêtés, des enjeux en termes de choix de développement, d'utilisation des sols, mais aussi d'impacts environnementaux³⁵.

Les organisations sociales et environnementales très présentes sur la péninsule de Osa, ainsi que l'écologie politique costaricaine des années 2000, ont réveillé davantage de réflexivité au sein et autour de la filière concernant sa durabilité, en appelant aux principes de l'agro-écologie.

³¹ Entretien M. Asdrubal Arroyo(Osacoop), annexe n°16.

³² Entretiens M. Asdrubal Arroyo (Osacoop), M. Freiser Acosca, M. Daniel Ramirez (Palma Tica), annexes n°16, 26, 28.

³³ Selon les différents discours des organisations enquêtées, un petit producteur de palmier à huile est un propriétaire terrien de moins de 15-20 ha, et un moyen producteur possède jusqu'à 50-100 voire 200 ha.

³⁴ Entretien M. Asdrubal Arroyo, Mme. Rosalina Pastrana (Osacoop), annexes n°16, 19.

³⁵ Présentation Ascona et *Caminos de Liderazgo*, annexes n°6, 7.

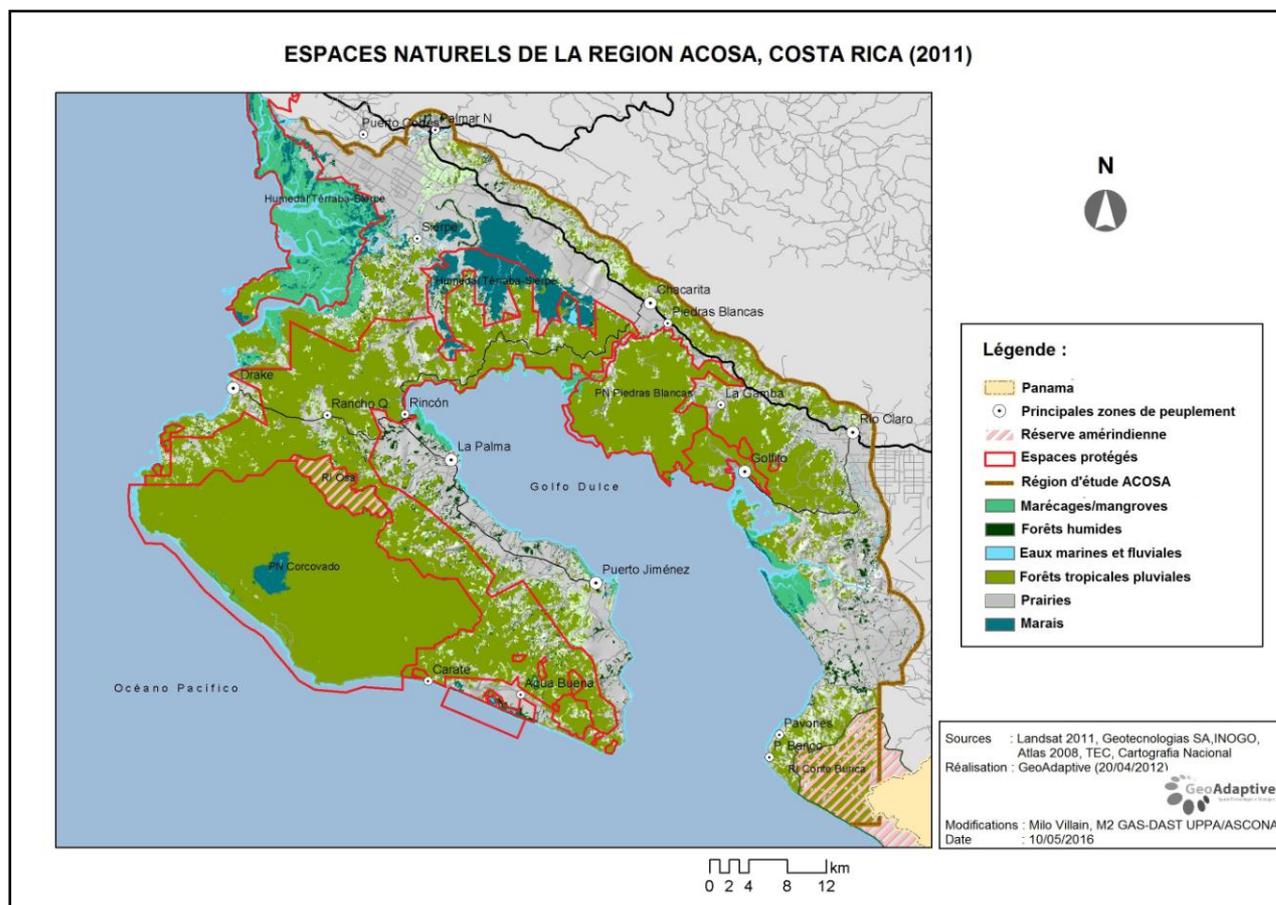
PARTIE 2 : UNE REMISE EN QUESTION GENERALE VERS UNE DURABILITE CONSENSUELLE

2.1 Les plantations de palmiers à huile pour la biodiversité ?

2.1.1 Discours alarmistes, situations douteuses et réalités territoriales

Dans le discours de certains acteurs écologistes territoriaux interrogés, les plantations de palmiers à huile sont considérées être responsables, entre autres, de changement de type de culture, de déforestation, de perte de biodiversité et de contamination chimique des sols et des eaux³⁶. Il est toutefois possible de se demander s'il y a des relations entre les critiques des environnementalistes dans la région sud-pacifique du Costa Rica et les campagnes anti-huile de palme portées par des grandes ONG internationales comme la WWF (Shimizu et Desrochers, 2012). Afin d'éviter tout rapprochement hâtif entre la situation indonésienne et le terrain costaricain³⁷, regardons la répartition locale très particulière entre les zones productives et les zones de conservation.

Figure n°17 : Espaces naturels de la région ACOSA et principales couvertures végétales, Costa Rica (2011)

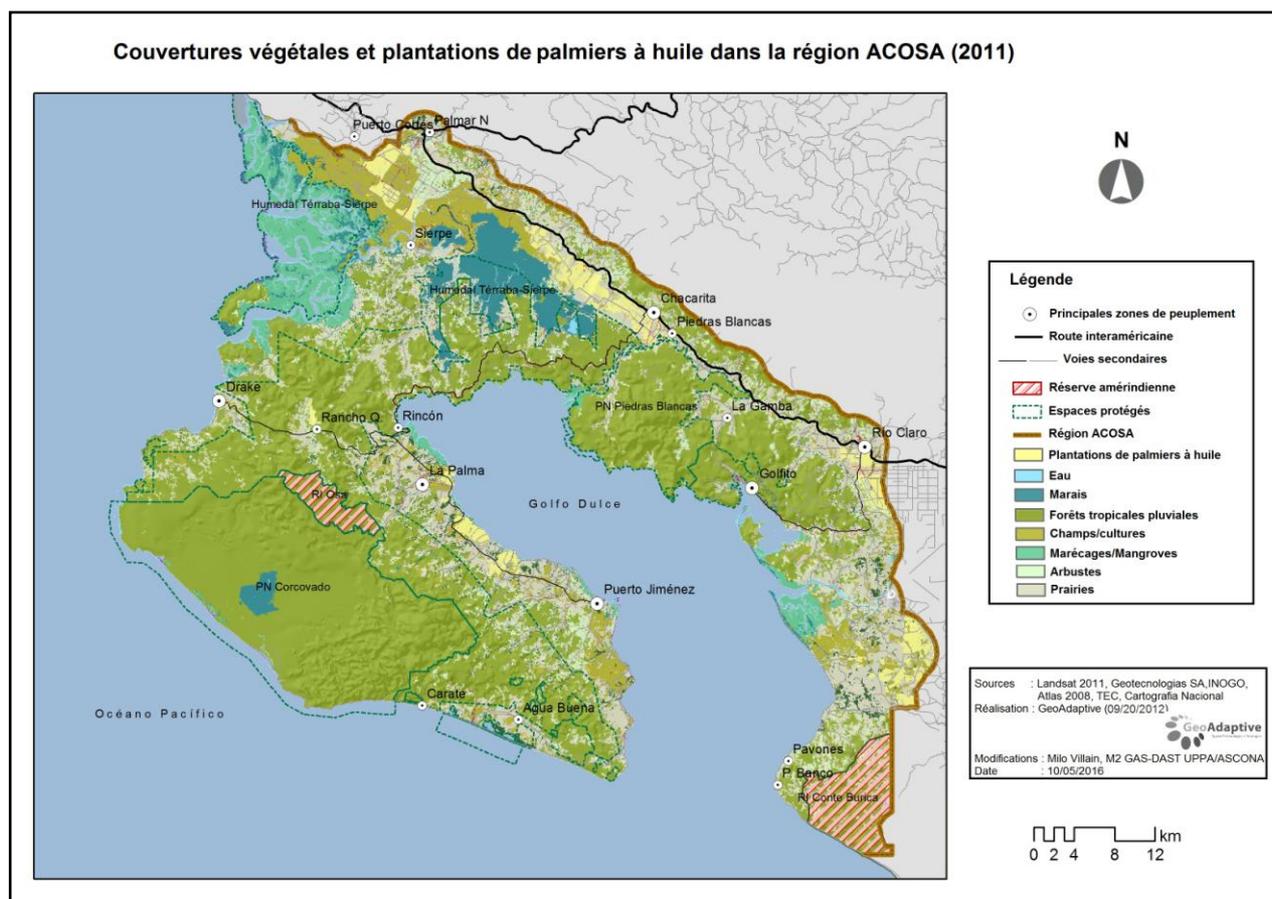


³⁶ Entretien *Centro socioambiental Osa, Conservation Osa* (annexes 24 et 29), article Mme. Ifigenia Canet et INOGO.

³⁷ Entretien avec M. Heiner Gutiérrez de Coopeagropal, annexe n°30.

Le Costa Rica se positionne comme un des leaders latinoaméricains en termes de conservation, avec des réformes politiques environnementales entreprises depuis plus d'une trentaine d'années, intégrant dès les années 1990 les objectifs du développement durable³⁸. La conservation du territoire à travers la délimitation d'espaces protégés nationaux apparaît cependant bien plus tôt. Ces politiques conservacionnistes se traduisent dans la région Sud-Pacifique par la création du PN Corcovado créée en 1975, du PN Piedras blancas, de l'*Humedal Terraba-Sierpe* de la *Reserva Forestal Golfo Dulce*, qui à eux quatre conforment la majeure partie du territoire ACOSA (*Area de Conservación Osa*). L'activité agricole étant interdite à l'intérieur des parcs nationaux, del'*Humedal Terraba-Sierpe* et limitée à l'intérieure de la RF *Golfo Dulce*, les surfaces dédiées à l'activité agropastorale et aux plantations de palmiers à huile se réduisent aux planices de la côte sud du *Golfo Dulce*, ainsi qu'à certains secteurs majoritairement au sud de la route interaméricaine.

Figure n°18 : Principales couvertures végétales et plantations de palmiers à huile dans la région ACOSA (2011)



Cet agencement territorial particulier, dominé par les espaces protégés, limite donc l'expansion des zones de production agricole et donc des plantations de palmiers à huile. Selon les enquêtes

³⁸ Entretiens MAG, *Conservation Osa*, (annexes n° 12 et 29), chronogramme des politiques publiques (annexe n°2).

d'AsoCovirenas³⁹, les nombreuses législations environnementales représenteraient des restrictions au développement économique des habitants locaux, et ces-derniers remettent parfois en cause les bénéfices sociaux durables des activités sociales portées par les ONG⁴⁰. Les anciens orpailleurs vont plus loin en dénonçant même les pratiques excluantes des politiques environnementales nationales. En effet, les déplacements et expropriations qui ont eu lieu dans les années 1970, au moment de l'instauration de PN sans habitants, questionnent encore actuellement les bénéfices sociaux de ces espaces protégés. Ces politiques renvoient à une vision du conservationisme pur, relevant du courant écologique que Martinez Alier nomme "culte de la nature sauvage" (Martinez Alier, 2014). Cependant, malgré ces critiques, il apparaît que les zones agricoles sont restreintes dans le terrain d'étude et particulièrement sur la péninsule de Osa. Afin de comprendre un peu mieux les effets environnementaux de la culture de palmiers à huile, il s'avère utile de questionner les pratiques actuelles employées à l'intérieur des palmeraies. Mais avant cela, arrêtons-nous sur deux situations apparues lors d'immersions dans les plantations au sud du *Golfo Dulce*:

Figure n°19 : Corps de "Mono Ardilla"/"Titi" retrouvé au bord d'une palmeraie, río Tigre, Puerto Jiménez



Sources : Photographies du 10/04/2016 à *Río Tigre* (rive gauche), *Puerto Jiménez*

Le fait observé se veut neutre et l'étudiant ne souhaite procéder à aucune relation de cause à effet sans l'appui de preuves scientifiques. Cependant selon les enquêtés, les plantations de palmiers à huile dans la région sud-pacifique pâtiennent de l'invasion d'un insecte appelé "picudo", ou "abejón", contre lequel les producteurs sont obligés d'installer des pièges qui renferment des

³⁹ Entretien Aso'Covirenas (annexe n°20), ex-association socio-environnementale de la société civile liée au MINAE.

⁴⁰ Entretien *Centro Socioambiental Osa*, et *Osa Rural Tour* (annexes n°24, 29 et 25).

insecticides qui pourraient affecter d'autres espèces⁴¹. D'autres acteurs pointent du doigt la dangerosité des fertilisants et herbicides utilisés dans les plantations⁴². Certains enquêtés affirment néanmoins que les animaux morts rencontrés dans les palmeraies sont le résultat des attaques de prédateurs ou encore d'accidents de travail⁴³. L'entretien avec M. Freiser Acosta, travailleur et représentant d'ouvriers agricoles de Palma Tica, relate le cas de serpents *boa* juchés dans les bouquets des palmiers qui ont été découpés involontairement par les lames des faucilles télescopiques.

Le deuxième cas observé pouvant faire écho aux inquiétudes des environnementalistes, relève de l'expansion de palmeraie à l'orée des mangroves et de l'exploitation forestière clandestine.

Figure n°20 : exploitation forestière "clandestine"⁴⁴ proche des mangroves et poutres dans palmeraies.



Sources : Photographies du 16/04/2016 à Puerto Escondido, Rincon

Encore une fois, bien qu'aucune accusation hâtive ne puisse être formulée, le fait observé atteste d'une activité d'exploitation forestière à l'orée de mangroves et de palmeraies. Cette situation renvoie à certains discours anti-extractifs recueillis qui dénoncent les expansions des plantations de palmiers à huile et qui contribueraient à la déforestation locale. La situation renvoie à un questionnement plus large concernant les raisons de l'extractivisme (Damian, 2013) et les formes qu'il prend dans une réalité globale ultralibérale marginalisant certaines populations.

Toujours est-il qu'en réponse aux critiques émises contre la filière dans la zone d'étude, et en accord avec les politiques agricoles nationales, les acteurs impliqués dans la chaîne de valeur de l'huile de palme remettent en question leurs pratiques en tendant vers davantage de durabilité à plusieurs niveaux.

⁴¹ Commentaires *in-situ* recueillis par M. German Quiros.

⁴² Entretiens avec *Centro Socioambiental Osa*, et *Conservation Osa* (annexes n°24, 29).

⁴³ Entretien avec M. Freiser Acosta, Palma Tica (annexe n°26).

⁴⁴ Citant M. Roberval Almeida, *Centro Socioambiental Osa*, lors de la visite de plantation en bordure de mangrove.

2.1.2 Des efforts généraux en réponse aux critiques

Les producteurs de palmiers à huile, tout comme les autres agriculteurs costaricains et Latino-américains (Fontanilla et al, 2015) sont sommés par l'Etat d'appliquer les *Buenas Prácticas Agrícolas* (BPA), comportant aussi bien des mesures de prévention sociales qu'environnementales⁴⁵. Ces dernières servent de guides aux activités des ouvriers, concernant la bonne utilisation des outils de travail, du matériel de protection, mais intègrent aussi des mesures de respect des sols et de la faune. Selon l'entretien avec M. Freiser Acosta⁴⁶, les BPA sont affichées à l'intérieur de la salle de travail des ouvriers, et la majorité de ces mesures est appliquée pour les différents processus : coupe de feuille, fertilisation, pulvérisation d'herbicide, récolte des fruits... Cependant l'enquêté nous avoue que les BPA ne sont applicables qu'à environ 85%-90%, pour faute de matériel nécessaire. Chez Coopeagropal, les BPA se traduisent par l'utilisation de biomasse obtenue par les résidus de fruits qui servent à alimenter son bio-digesteur (le plus grand d'Amérique Centrale), mais aussi comme intrant biologique offert aux membres de la coopérative. Les BPA représentent donc des injonctions institutionnelles qui invitent les entreprises productrices à davantage de responsabilisation sociale et environnementale, à l'image des RSE en France (Callot, 2013). Certaines entreprises font preuve d'une éthique de responsabilité (Weber, 1995) plus poussée en matière environnementale. C'est le cas de l'entreprise Palma Tica, qui procède de son côté à une communication sur de grands panneaux en bords de plantations et tournés vers les utilisateurs du seul axe routier goudronné de la Péninsule :

Figure n°21 : Communication en bord de palmeraie et de la route principale, Puerto Jiménez (2016)



Sources : Photographie du 06/04/2016 à Puerto Jiménez

⁴⁵ Entretien avec Mme. Elisabeth Chinchilla, MTSS, annexe n°11.

⁴⁶ Entretien avec M. Freiser Acosta, représentant ouvrier agricole de Palma Tica, annexe n°26.

Voici la traduction des indications du panneau, de haut en bas : "Habitat à haute valeur de conservation", "espèce en voie d'extinction" (singe Congo⁴⁷), "programme de protection de la biodiversité", "la terre n'est pas un héritage de nos parents, mais un prêt de nos enfants", "système intégré de gestion", "gestion environnementale". Le géant local de la filière se positionne donc comme favorable à la conservation, en déclarant que ses palmeraies servent d'habitat aux singes Congos. Cette assertion a été confirmée par les enquêtes auprès de différents producteurs et lors de visite de palmeraies⁴⁸. Toutefois, l'enquête de *Conservation Osa* a émis des réserves quant à l'usage des palmeraies par les singes, affirmant que "*hayunafracción de vida silvestre que usa los palmares con ciertos fines, no tedigo que viven allí*". Ce dernier considère donc plutôt les plantations de palmier à huile comme des lieux de passage pour la faune sauvage⁴⁹. Toujours est-il que d'après différents témoignages des ouvriers agricoles et des producteurs, de nombreux animaux sont visibles dans les palmeraies : perroquets, ara, singes, sangliers...

D'autres part, les plantations de palmiers à huile dans la péninsule de Osa ont été sujettes à des études botaniques recensant la diversité, comme dans le cadre du projet INOGO dans les plantations d'Osacoop. Un des points positifs mis en avant, est la présence notoire de plantes épiphytes dans les palmeraies (Dirzo, 2014). La visite de la pépinière de la coopérative Osacoop a également permis d'apprécier les différentes espèces végétales présentes à l'ombre des palmiers, auxquelles l'organisation souhaite donner à terme une valeur de conservation mais aussi commerciale (sous forme de plantes ornementales).

D'autres initiatives aspirant à davantage de durabilité de la filière sud-costaricaine sont également en cours, concernant tout particulièrement l'accès à la certification CSPO (*Certificated Sustainable Palm Oil*), issue du programme global RSPO (*Roundtable on Sustainable Palm Oil*). L'ensemble de la production de Palma Tica a été certifiée durable depuis 2015⁵⁰. Actuellement Coopeagropal affiche 21% de volume d'huile durable et Osacoop prend également le chemin de la certification, bien que sept de ses membres "bloquent encore" le processus puisque leurs plantations sont situées à l'intérieur de la RF *Golfo Dulce*⁵¹.

Enfin certains arguments des enquêtés mettent l'accent sur la faible empreinte écologique de la culture de palmiers à huile, ce que nous avons souhaité confronter à d'autres sources.

⁴⁷ *Mono Congo* est l'appellation locale et *Alouatta palliata* le nom scientifique

⁴⁸ Entretien avec M. Freiser Acosta et M. X, Palma Tica, annexes n°26 et 18.

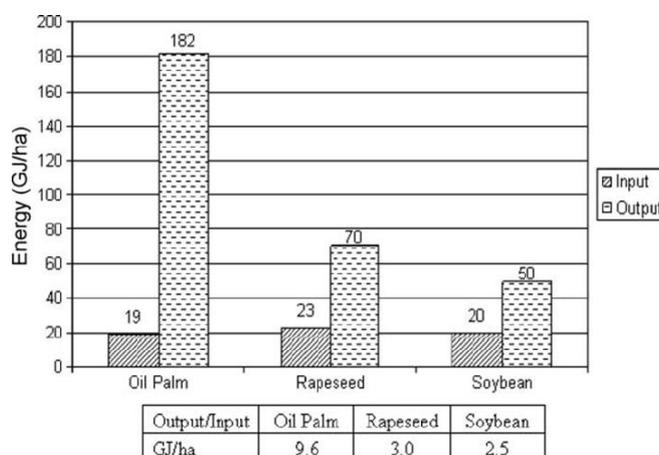
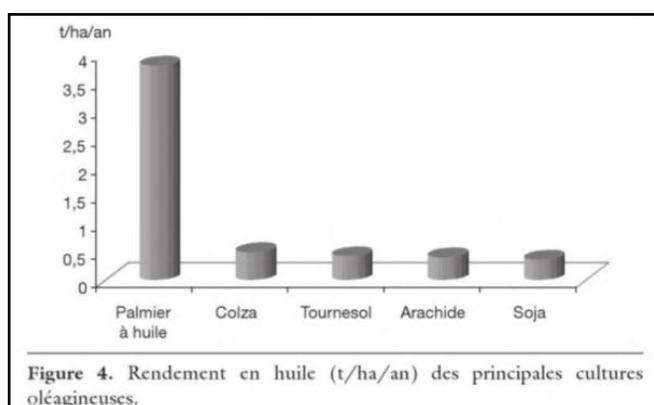
⁴⁹ Entretien avec *Conservation Osa*, annexe n°29.

⁵⁰ Entretien M. Daniel Ramirez, Palma Tica, annexe n°28.

⁵¹ Entretien avec M. Alfredo Quintero, Osacoop, annexe n°17.

Les rendements en huile des cultures de palmiers, avec près de 4t/ha/an, dépassent de loin ceux des cultures oléagineuses, comme le colza, le tournesol, l'arachide et le soja, inférieurs à 1t/ha/an (Rival et Levang, 2013). Cette caractéristique démontre bien que pour un même rendement en huile par hectare, les plantations de palmiers nécessitent quatre fois moins de surfaces que les autres cultures, ce qui représente un avantage environnemental indéniable dans un contexte de défi alimentaire face à une population humaine en croissance exponentielle et la réduction des espaces agricoles et des ressources naturelles (Griffon, 2014 ; Crutzen, 2007).

Figures n°22, 23: Rendements en huile (t/ha/an) et énergétiques (ratio extrants / intrants) des grandes cultures oléagineuses



Sources : Rival A. et Levang P., La palme des controverses : Palmier à huile et enjeux de développement, Versailles, Editions Quae, 2013, p.15 ; Wood B.J. et al. 1991. *The energy balance of oil palm cultivation*, Proceedings of the 1991 PORIM International Palm Oil Conference.

Concernant le rendement énergétique pour l'obtention d'huile, le ratio extrants/intrants est très élevé pour les cultures de palmiers à huile avec une valeur de 9,6, c'est à dire que pour une unité d'énergie apportée en intrant au processus de la culture de palmier à huile, nous obtenons 9,6 unités d'énergies d'extrants. En revanche les cultures de colza et de soja sont plus énergivores, avec des ratios extrants/intrants respectivement plus faibles : 3,0 et 2,5.

Ainsi, face aux préoccupations concernant la biodiversité, les producteurs de palmiers à huile dans la région sud-pacifique du Costa Rica se saisissent des politiques nationales des BPA afin d'augmenter pour certains leurs RSE, ou encore pour communiquer une image plus écologique. Cette conscience environnementale se matérialise également par leur engagement à la conservation de la faune sauvage, voire à la mise en valeur de la flore présente dans les palmeraies. Les initiatives de certification démontrent également des leviers de changement vers des pratiques plus durables. Cependant, il est nécessaire de comprendre quelles sont les défis actuels de la durabilité de la filière costaricaine, non seulement écologique mais aussi sociale.

2.2 Les défis de durabilité de la filière locale

2.2.1 Une conjoncture générale difficile : "c'est la crise" !

Comme nous l'avons vu en partie 1.1, la filière d'huile de palme au Costa Rica se situe dans un marché global et se retrouve vouée à la fluctuation des cours de l'huile de palme fixés par la bourse d'Amsterdam. L'ensemble des enquêtés de la filière productive d'huile de palme dans la région sud-pacifique costaricaine déclare avoir souffert d'une chute des prix ces dernières années, que ce soit des fruits ou encore de l'huile⁵². Afin de contextualiser cet effet de crise actuelle des prix, regardons comment se présente l'évolution des cours mondiaux de l'huile de palme sur des échelles de temps différentes.

Figure n°24 : Evolution du cours de l'huile de palme (USD/t) sur 30 ans, entre mars 1986 et mars 2016



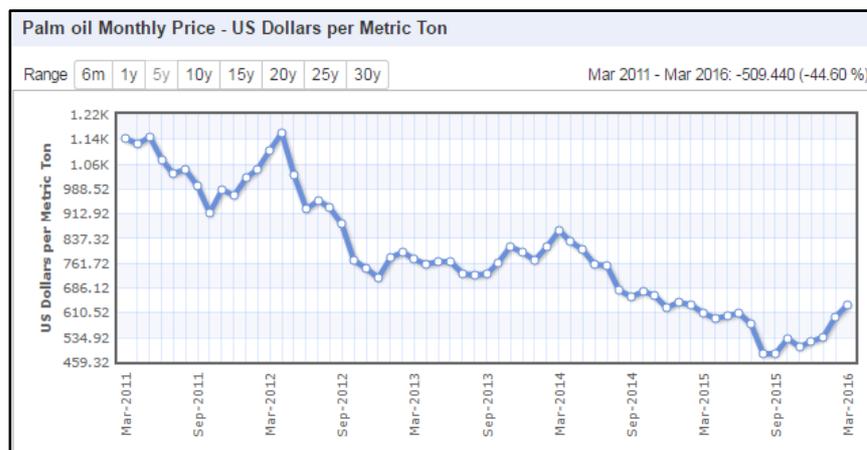
Source :Index Mundi, consulté le 26/04/2016 sur <http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=palm-oil&months=360>

La tendance générale de l'évolution du cours de l'huile de palme ces trente dernières années est à la hausse, avec un prix à la tonne ayant connu de fortes variations entre des valeurs extrêmes d'environ 150 USD en 1997 et 1 250 USD en 2011. La différence de valeur du cours de la tonne d'huile palme entre mars 1986 et mars 2016 est de + 431, 980 USD, (soit une augmentation de 215, 12%). Le cours de la tonne de la commodité au moment de l'entretien avec Coopeagropal avoisinait les 650 USD⁵³. Cette valeur s'approche de celle du cours de la commodité en mars 2016. Ainsi, pour les producteurs qui font partie de la filière de production et vendent aux prix internationaux depuis 30 ans, ce qui est le cas de Coopeagropal, le prix de la commodité sur le marché global a augmenté, ce qui représente davantage de bénéfiques. Voyons désormais comment se positionnent les producteurs face aux prix mondiaux sur une échelle de temps plus courte.

⁵² Entretien Palma Tica, Coopeagropal, Oscoop, producteurs et ouvriers agricoles.

⁵³ Entretien Coopeagropal, 05/05/2016, annexe n°30.

Figure n°25 : Evolution du cours de l'huile de palme (USD/t) entre mars 1986 et mars 2016



Source : Index Mundi, consulté le 26/04/2016 sur <http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=palm-oil&months=60>

Sur les cinq dernières années, la tendance du cours de l'huile de palme est clairement à la baisse, avec une chute de - 509,44 USD/t (équivalant à -44,6%) entre mars 2011 et mars 2016. Sur cette période la valeur de la commodity a quasiment été divisée par deux, ce qui explique la représentation de crise de la part des acteurs investis dans la filière ces dernières cinq années.

Toutefois la crise n'affecte pas tous les acteurs de la même manière. En effet, il existe différents facteurs de déséquilibre entre les producteurs dans la région sud-pacifique costaricaine. Par exemple, en raison de sa situation historique, Palma Tica (ex-UFCo), à qui l'Etat avait fait des concessions territoriales, ne paie toujours pas d'impôts sur son usine de production et son laboratoire situés en zone franche, comme le confirme Daniel Ramirez : "*zona franca es la planta y la parte de semillas. Sí hay unas partes que son zonas francas, pero es la planta, la parte industrial, la producción de semillas.*"⁵⁴. Nonobstant, l'étudiant a noté des contradictions entre les discours des différents enquêtés de Palma Tica concernant leur représentation face à la situation de crise. De fait, bien que le directeur de la production parle "d'ajustements", de continuité des activités sans réductions d'effectif⁵⁵ face à la crise, de son côté, le représentant d'ouvriers nous confie que l'entreprise a "réduit beaucoup de coûts", "supprimé un département de recherche de l'entreprise" et "licencié de nombreuses personnes" en "exigeant davantage aux ouvriers agricoles"⁵⁶. Ainsi, la différence de statut des enquêtés au sein d'une même structure induit aussi des discours et des représentations de la crise différentes.

⁵⁴Entretienavec M. Daniel Ramirez, Palma Tica, annexe n°28.

⁵⁵"*hemos hecho unos ajustes pero seguimos igual. Para reducir esta cantidad de gente tendríamos que perder plantación y la plantación es la que nos ha dado el mantenimiento*" (M. Daniel Ramirez, Palma Tica, annexe n°28).

⁵⁶Entretienavec M. Freiser Acosta, Palma Tica, annexe n°24.

Les entretiens avec Coopeagropal, M. Daniel Ramirez de Palma Tica et avec Doña X⁵⁷ du Canton de Corredores soulignent une particularité fiscale territoriale propre à cette collectivité. Il s'agit d'un impôt appelé "*bienes inmuebles*"⁵⁸ initialement affecté à la grande entreprise et désormais imputable à tous les cultivateurs de palmiers à huile, d'une valeur de 1,5% des ventes. La productrice nous confie lutter depuis plusieurs années afin de faire supprimer cet impôt historique pour les petits producteurs (moins de 20 ha selon l'enquête). Le degré de résilience des acteurs de la filière aux baisses du cours de l'huile de palme, diffère donc selon leur statut juridique, leur localisation, mais aussi l'étendue de leur exploitation et les pratiques auxquels ils recourent.

M. Roberto Azofeifa, dans le prolongement de "Doña X" déclare que les petits producteurs sont les plus affectés par le phénomène : "*es que los pequeños productores de la zona sur que están en palma están en crisis, porque también hay una cuestión de precios bajo en los cultivos*"⁵⁹. Ce dernier nous rappelle que l'agriculture costaricaine repose sur de petits producteurs⁶⁰. Doña X rajoute que dans la région sud-pacifique du Costa Rica, 70% des agriculteurs se dédient à la culture de palmiers à huile et que le secteur est en crise depuis trois-quatre ans en raison d'une maladie. Pour la productrice, il s'avère indispensable que le gouvernement procède à une déclaration d'état d'urgence face à la crise économique engendrée en allouant des subventions aux familles, à l'image du soutien aux caféiculteurs. Doña X, ensemble avec M. Marcos Castro, accusent également le système capitaliste de les placer sous des prêts bancaires aux taux d'intérêts très élevés (entre 11% et 13%) et difficilement remboursables⁶¹.

Enfin, pour certains producteurs il s'agit donc d'une double, voire d'une triple crise associée aux plantations de palmiers à huile, tantôt pour des raisons phytosanitaires, de conjoncture des cours mondiaux ou encore financières. Bien que les cours de la commodité semblent remonter légèrement⁶², de nombreux producteurs ayant reconverti l'ensemble de leurs terres en monoculture de palmeraies, cherchent à subsister et à faire entendre l'urgence de leur situation. Il est possible de questionner la relation entre la situation de précarité économique des producteurs et les cas de déforestation et d'expansion illégale de culture, d'orpaillage, de chasse et de pêche clandestine, voire de reconversion au narcotraffic comme alternatives de subsistance des petits-producteurs⁶³.

Cependant, d'autres alternatives légales existent qui sont appliquées par différents "palmiculteurs".

⁵⁷ Entretien "Doña X", annexe n°21.

⁵⁸ Entretien M. Daniel Ramirez, Palma Tica, annexe n°28.

⁵⁹ Entretien M. Roberto Azofeifa, MAG, annexe n°12.

⁶⁰ Voir annexe n°3.

⁶¹ Entretien M. Marcos Castro, annexe n°22.

⁶² Voir annexe n°4.

⁶³ Entretien M. Roberval Almeida, *Centro Socioambiental Osa* et M. Max Villalobos, *Conservation Osa*.

2.2.2 Les alternatives vertueuses

Bien que certains modes de production et de fonctionnement des grandes firmes agroindustrielles d'huile de palme dans la région sud-pacifique costaricaine puissent traduire l'expression d'un "capitalisme agraire" renvoyant à l'image des cultures asiatiques (Barral, 2012), d'autres schémas productifs apparaissent. Face au modèle certes intensif, mais aussi fragile des grandes palmeraies en monocultures, des contrastes éthiques et de pratiques émergent sur le territoire d'étude, sous forme de systèmes agro-forestiers et agropastoraux associant les palmiers à huile à d'autres cultures gérées de manière plus indépendante. Ces alternatives ont surtout été reportées sur Osa. Une première alternative, parfois vécue comme une contrainte selon les enquêtés⁶⁴, est le recours la main d'œuvre familiale ou communautaire de "*mano a mano*", notamment lors des travaux d'entretiens de parcelle et de récolte⁶⁵. Une autre pratique utilisée par certains agriculteurs afin de réduire les coûts lors de la récolte, est l'utilisation de la traction animale ou humaine (homme/femme) à la place des tracteurs mécaniques.

Figure n°26 : Traction humaine et animale de charrette un jour de récolte, Puerto Escondido (19/04/2016)



Source : Photographies personnelles du 19/04/2016

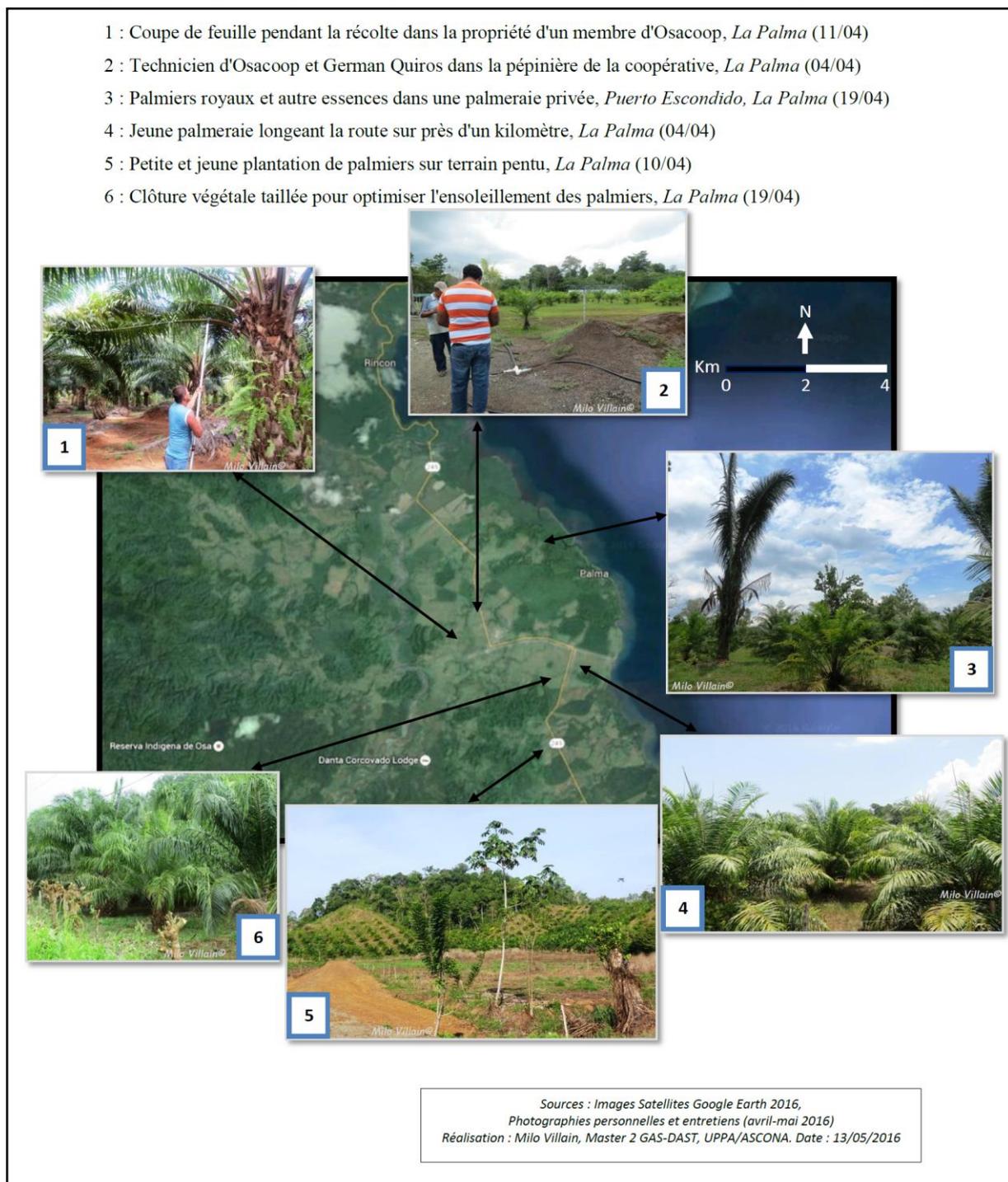
Concernant les techniques agricoles utilisées, certains producteurs vantent les mérites de l'utilisation de compost, ou encore de "*biomasa*"⁶⁶. M. Arroyo déclare même soigner les palmiers malades ou présentant des carences, à l'aide de l'application d'un tapis circulaire de *biomasa* autour du tronc du palmier. M. Marcos Molina a opté pour l'agroforesterie afin de pouvoir bénéficier de la vente de certains arbres, mais aussi pour plus de diversité. Voyons ci-après comment les palmeraies sur Osa s'articulent différemment de celles du nord du *Golfo Dulce*.

⁶⁴ Entretiens avec Mme. Rosalina Pastrana, M. Asdrubal Arroyo, M. Marcos Molina (Osacoop) et Marcos Castro.

⁶⁵ Voir illustration du processus de récolte, annexe n°5.

⁶⁶ Entretiens avec M. Asdrubal Arroyo, M. Marcos Molina (Osacoop) et observation participante avec M. German Quiros, agriculteur indépendant à *Rancho Raíces, Cañaza, Puerto Jiménez*.

Figure n°27 : Différents 'portraits de palmiers' autour de la communauté de La Palma (avril-mai 2016)

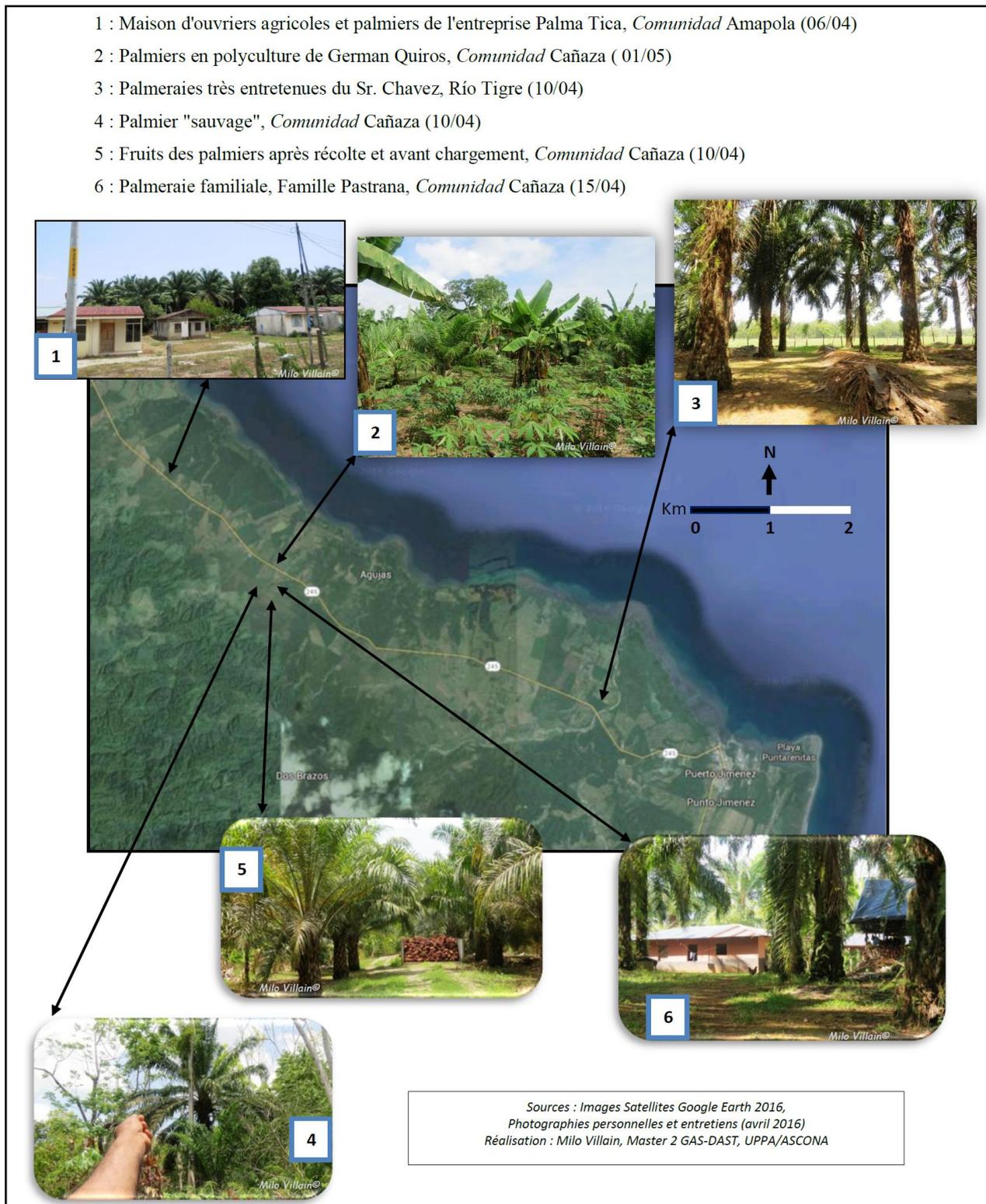


Bien que sur la péninsule de Osa nous retrouvions le modèle de cultures intensives en monoculture porté par les grandes entreprises (photos n°1, 4 et 6) et que certaines palmeraies semblent inadaptées à la pente des terrains⁶⁷ (photo n°5), d'autres initiatives apparaissent.

La pépinière d'Osacoop et la parcelle agroforestière (photos n°2, 3) incarnent des alternatives.

⁶⁷ Entretien avec M. Alexander Solorzano et M. Marcos Molina (Osacoop).

Figure n°28 : Différents 'portraits de palmiers' autour des communautés de Cañaza et Aguja, Puerto Jiménez (2016)



Proche de Puerto Jiménez, depuis une quinzaine d'années, les parcelles de Palma Tica (photo n°1) côtoient celles de familles de producteurs associées à une coopérative (photos n°5, 6) et les palmeraies d'autres agriculteurs indépendants, parfois en polyculture (photos n°2, 3).

Comme nous l'avons vu en première partie, certains producteurs dépendent des grands groupes agroindustriels et notamment de Palma Tica et Coopeagropal⁶⁸ pour le matériel génétique, surtout afin d'obtenir des graines certifiées⁶⁹. Cependant l'enquête révèle que d'autres producteurs se sont exemptés de cet investissement, parfois lourd selon certains producteurs (de 2 à 6 USD la graine ou le palmier⁷⁰), en utilisant des palmiers issues de graines transportées naturellement hors des palmeraies par les oiseaux, les animaux, ou encore accidentellement ou intentionnellement par intervention humaine⁷¹.

Une autre alternative permettant de diversifier et de niveler les revenus des producteurs de palmiers à huile tient à l'association avec d'autres cultures. M. Roberto Azofeifa du MAG prône d'ailleurs "la nécessité de constance des flux pour les petits producteurs, rendue possible seulement par les cultures annuelles et les exploitations en polycultures"⁷².

Figure n°29 : Jeunes palmiers en polyculture, associés à l'ananas blanc, et à la banane plantain, Cañaza (mai 2016)



Ainsi les propriétaires terriens de la péninsule de Osa dédiés aux palmeraies pourraient, en plus des autres cultures permanentes existantes (comme l'ananas et la banane, voir figure ci-contre), bénéficier des apports d'autres produits pendant les premières années de croissance de la "palme africaine". De même, d'autres essences et cultures traditionnelles sont également utilisées et sollicités⁷³ à l'intérieur des palmeraies.

Source : Photographies personnelles du 01/05/2016

Dans la province de Puntarenas, les terres arables représentent 9% des terres agricoles (voir figure n°7), à l'intérieur desquelles s'insèrent les cultures annuelles. De nombreuses cultures annuelles du Costa Rica pourraient représenter des revenus supplémentaires à la culture permanente de palmiers à huile pour les petits-producteurs de la région sud-pacifique du pays.

⁶⁸ Entretien avec Doña X, Mme. Rosalina Pastrana (Osacoop) annexes n°21 et 19.

⁶⁹ Entretien avec M. Asdrubal Arroyo (Osacoop), annexe n°16.

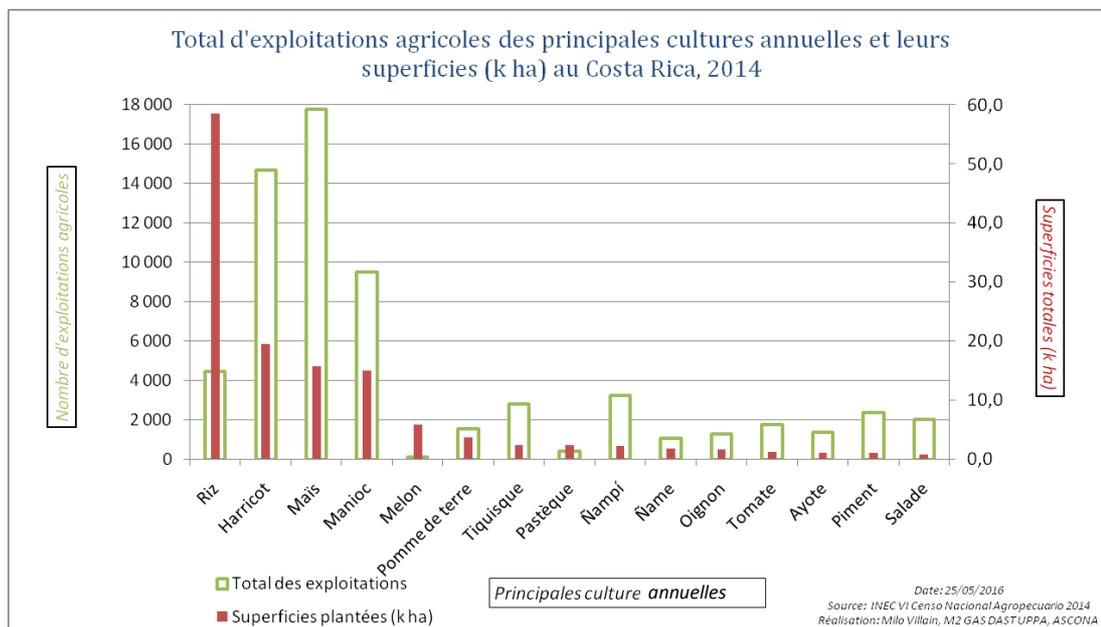
⁷⁰ Entretien avec Mme. Rosalina Pastrana (Osacoop) et M. Daniel Ramirez (Palma Tica), annexes n°19 et 28.

⁷¹ Propos recueillis de M. German Quiros, producteur.

⁷² "nuestra agricultura está organizada por pequeños productores, ellos no tienen la capacidad de esperarse años para esperar que su producto le genere ingreso, por el contrario necesitan un flujo de caja constante, y esto solo se lo pueden dar cultivos anuales e idealmente fincas donde haya multi-cultivos, donde haya diversificación.". Entretien avec M. Roberto Azofeifa, MAG, annexe n°12.

⁷³ Voir article Ifigenia Canet, annexe n°8.

Figure n°30 : Total d'exploitations agricoles des principales cultures annuelles et superficies (k ha), 2014



Selon l'expérience de M. Steven Quiros⁷⁴, des quinze principales cultures annuelles du Costa Rica, seules la pomme de terre, l'oignon, la tomate et la salade ne sont adaptées ni aux terres ni aux climats de la péninsule de Osa, ce qui laisse donc le choix entre 11 autres cultures annuelles comme alternatives envisageables aux côtés des palmiers à huile. L'exploitation forestière représente également une activité de longue date sur Osa, et certains acteurs en vantent les bénéfices pour la diversification des revenus pour les producteurs.

L'observation montre que plusieurs enquêtés profitent aussi de l'ombre des palmiers pour leur basse-cours, notamment l'élevage aviaire et parfois porcin ou bovin⁷⁵. Ce système agropastoral traditionnel leur apporte les apports de l'amendement et du désherbage naturels.

Enfin, d'autres enquêtés misent sur des alternatives commerciales de proximité pour donner davantage de visibilité et de valeur aux produits fermiers locaux et ainsi réduire la dépendance aux autres provinces, tout en proposant des offres typiques aux touristes. De même, pour les plus entrepreneurs des producteurs présents sur Osa, le développement d'une activité touristique sur leur propriété, sous forme d'agro-tourisme ou de gîte à la ferme, contribue avec les autres alternatives à augmenter la durabilité socioenvironnementale⁷⁶. L'essentiel se résume donc dans la phrase de Max Villalobos : "*no poner todos los huevos en la misma canasta*".

⁷⁴ Propos recueillis pendant observation participante le 30/05/2016 à Rancho Raices, Cañaza (Puerto Jiménez).

⁷⁵ Entretien ouvrier Palma Tica, Conservation Osa, et observation sur les parcelles de producteurs.

⁷⁶ Observation participante, logement et partage d'expérience de vie avec une famille d'agriculteurs. Présentation Ascona "*Caminos de liderazgo*" annexes n°9, entretien M. Marcos Molina, annexe n°23.

CONCLUSION

Suite à cette enquête, il apparaît que les producteurs et les organisations publiques et privées liées à la filière d'huile de palme dans la région sud-pacifique du Costa Rica se positionnent de manières différentes face aux plantations de palmiers à huile, et ce à plusieurs égards.

Premièrement, le positionnement est inégal d'un point de vue productif et commercial, à cause d'un héritage historique clivant, bien que la filière se soit ensuite progressivement ouverte aux petits producteurs, elle reste encore dominée par le monopole de Palma Tica et Coopeagropal. Deuxièmement, les divers statuts juridiques, les différences de capitaux (génétiques, techniques, technologiques, fonciers...) dont disposent ou non les acteurs, conditionnent leur positionnement sur la chaîne de production tout comme sur le marché local, centroaméricain et global. Cependant, la filière est un des premiers employeurs de la région sud-pacifique⁷⁷ et l'ensemble des acteurs enquêtés reconnaît les apports socioéconomiques pour les habitants locaux, ou encore est conscient de la crise actuelle du secteur. De plus, malgré de nombreux préjugés exprimés envers la filière concernant les impacts environnementaux des palmeraies et de la production d'huile de palme, certains enquêtés issus d'organisations environnementalistes entrevoient des fonctions de connectivités écosystémiques aux palmeraies⁷⁸, ce qui a d'ailleurs été corroboré par les expériences *in-situ*. La première hypothèse se trouve donc vérifiée.

Toutefois, face à une réalité territoriale et sociale moins manichéenne que présumée, la seconde hypothèse se voit infirmée. En effet, les entretiens révèlent que certains producteurs de palmiers à huile remettent en question leur activité⁷⁹ et ses bienfaits sociaux et environnementaux. Loin de minimiser les conséquences de leurs pratiques sur les différents écosystèmes, les producteurs les prennent très au sérieux et travaillent à la réduction des impacts écologiques. Les collaborations entre producteurs, universitaires⁸⁰ et ONG⁸¹, l'application des BPA, et l'adaptation des pratiques pour la certification CSPO attestent de réelles considérations environnementales. De même, bien que certains organismes environnementalistes semblent grossir les impacts sur l'environnement des palmeraies, réitérant parfois des arguments issus des grandes campagnes anti-huile de palme

⁷⁷ Données recensement agricole 2014, et entretiens Doña X et Travailleurs anonyme Palma Tica, annexe n°21 et 18.

⁷⁸ Entretien avec M. Max Villalobos, annexe n°29.

⁷⁹ Entretiens avec M. Marcos Casto, Doña X et M. Marcos Molina, annexes n° 21 et 23.

⁸⁰ Voir INOGO.

⁸¹ Entretien Coopeagropal, annexe n°30.

d'ONG internationales, d'autres enquêtés cherchent des terrains d'entente vers davantage de complémentarités locales entre conservation et production.

Concernant la troisième hypothèse, elle est à la fois vérifiée et contredite par les résultats de l'enquête. De fait, face à la crise de la filière de production d'huile de palme dans la zone d'étude, il existe une nécessité selon les enquêtés à changer les pratiques, mais surtout pour des raisons socioéconomiques. Les alternatives appliquées ou envisagées peuvent se révéler, bien que parfois involontairement, plus durables au niveau environnemental, comme dans le cas de la traction animale et humaine au lieu de la traction mécanique, ou encore la mise en place de systèmes en polyculture.

Aux termes de ce travail nous avons souhaité mettre en exergue ce point important évoqué par les producteurs. Il s'avère qu'un des principaux facteurs déterminants les positionnements des enquêtés vis-à-vis des palmeraies, ainsi que la résilience des agriculteurs de palmiers face à la crise, tient principalement de l'opposition systémique entre deux modes d'agriculture, incarnés par le modèle intensif agroindustriel en monoculture et les parcelles agricoles en polyculture.

Table n° 4 : Tableau comparatif entre les systèmes de monoculture et de polyculture de palmier à huile

<i>Dimension</i>	<i>Monoculture</i>	<i>Polyculture</i>
Environnementale	<p>Augmente l'érosion des sols par l'application de biocides.</p> <p>Présente quelques fonctions de corridors.</p>	<p>Tend à l'équilibre de l'écosystème.</p> <p>Fonction de corridor écologique augmentée.</p> <p>Attire davantage de prédateurs/nuisibles.</p>
Paysagère	<p>Monotonie des paysages.</p> <p>Critiques négatives de la part des environnementalistes et faible acceptabilité des touristes/résidents secondaires.</p>	<p>Diversité paysagère.</p> <p>Préférences des environnementalistes et des touristes/résidents secondaires.</p>
Economique	<p>Dépendance à un seul marché.</p> <p>Vulnérabilité totale en cas de crise.</p> <p>Rendements élevés.</p> <p>Besoins importants de financement.</p>	<p>Flexibilité et diversité des revenus.</p> <p>Résilience face à la baisse des prix.</p> <p>Rendements plus faibles par produit qu'en monoculture.</p> <p>Tend à l'autosuffisance familiale.</p>
Sociale	<p>Importante demande en main d'œuvre.</p> <p>Asservissement au modèle intensif.</p> <p>Travaux répétitifs et aliénation.</p> <p>Manque d'opportunités locales.</p>	<p>Demande en main d'œuvre plus élevée qu'en monoculture.</p> <p>Conservation du système agricole traditionnel.</p> <p>Peut profiter à l'agro-tourisme.</p>

Sources : Entretiens avril-mai 2016, (Griffon, 2014 ; Barral, 2013 ; Roudart et Mazoyer, 2010). Réalisation : Milo Villain, M2 GAS-DAST, UPPA/ASCONA

Bien que différents conflits d'usage apparaissent entre d'un côté des industriels et des producteurs désireux d'augmenter leurs rendements coûte que coûte, une majorité d'interrogés démontre la conscientisation des limites naturelles de leurs sols et des effets pervers de la monoculture. Les discours au sein des acteurs du territoire choisis renvoient au grand débat médiatique de la dénonciation de l'utilisation de l'huile de palme, qui réduit souvent l'espace en un lieu commun, et opposent ses habitants de manière manichéenne entre les pros et les antis. Cependant, la réalité dans la région sud-pacifique costaricaine y est bien plus complexe, tout comme les pratiques et les stratégies des acteurs enquêtés et les observés. Face aux limites d'un modèle agricole intensif, de nombreux producteurs se retournent vers la tradition locale de l'agriculture familiale en polyculture. Les producteurs appliquent ce modèle pour différentes raisons, poussés par des logiques d'actions et des intérêts très divers (Arnauld de Sartre, 2003). Le modèle extensif communautaire et diversifié semble en cela présenter plus d'avantages pour les agriculteurs à long terme. En effet, ceux qui ont choisi la polyculture vont dans le sens des environnementalistes, assurent leur alimentation de base, et sont moins affectés par la baisse des prix des fruits de palmiers. Ce contexte très particulier sud-costaricain est unique en Amérique centrale, car il articule un système productif sur un territoire des plus riches en biodiversité au monde, restreint par les politiques conservacionnistes matérialisées par des espaces protégés qui couvrent la majeure partie du territoire. De plus la filière jouxte les terrains de nouveaux résidents nationaux et étrangers appartenant à des catégories socioprofessionnelles élevées, qui se sont installés sur la péninsule de Osa et rachètent les terres pour la conservation et l'habitat écologique, tout en voyant d'un mauvais œil la monotonie des palmeraies intensives.

Toutefois, la durabilité des pratiques au sein du territoire ne dépend pas seulement du choix entre monoculture et polyculture, elle semble aussi mise à mal par des pratiques plus dégradantes, comme l'expansion clandestine de plantations en zones de mangroves ou à l'orée des cours d'eau, l'exploitation forestière, le braconnage, ou encore le trafic de drogue⁸². Cette approche par les plantations de palmiers à huile n'est qu'une entrée parmi tant d'autres afin de saisir les aspirations sociales actuelles et les nécessités qui peuvent exister sur ce territoire aux enjeux multiples. Elle s'est intéressée aux conditions de vie et aux opportunités offertes à la paysannerie dans cette partie du Costa Rica, comme fenêtre sur les pays en développement (Roudart et Mazoyer, 2010), en y interrogeant la durabilité socioéconomique du système capitaliste agraire (Barral, 2013).

⁸² Observation participante, entretien avec M. Roberval Almeida et M. Marcos Molina, annexes 24 et 23.

L'immersion sur le terrain a également fait apparaître d'autres problèmes qui pourraient représenter autant de pistes de recherches complémentaires en sciences humaines et sociales, voire en sciences politiques. De fait, d'une part, l'observation participante lors d'une réunion syndicale⁸³ et d'une réunion officieuse de militants écologistes de la société civile (AsoCovirenas), témoigne de réactivations actuelles d'anciennes mobilisations sociales. Les revendications recueillies portent sur l'amélioration des conditions de travail portées par la UTG. Pour le "mouvement off" AsoCovirenas, il s'agit d'une lutte contre la réintroduction potentielles des *planes de manejo* permettant l'exploitation forestière dans des zones à risques, et la dénonciation du non-respect des politiques environnementales dans la région sud-pacifique du Costa Rica, notamment au nord du *Golfo Dulce*. Ces situations invitent à repenser les agencements entre politiques et pratiques territoriales de manière plus ascendantes (d'Aquino, 2002) en vue d'un développement territorial plus viable (Gagnon et *al.*). En ce sens on pourrait penser à l'intérêt d'une approche par le local prenant en compte les expériences collectives (à l'échelle des communautés) mais surtout individuelles.

Le terrain témoigne aussi d'un contraste entre les palmeraies au nord et celles au sud du *Golfo Dulce*, et dévoile un positionnement inégal des acteurs face aux espaces protégés et au tourisme. Un prolongement de l'étude sur la péninsule de Osa s'avèrerait pertinent, intégrant notamment une enquête auprès des gestionnaires des espaces protégés, des complexes touristiques⁸⁴, des amérindiens (Roussel, 2005 ; Ocampo, 1994), des résidents secondaires et des touristes, afin de comprendre leurs représentations respectives vis-à-vis des plantations des palmiers à huile et ainsi additionner leurs visions à l'agencement plus participatif et si possible consensuel du territoire.

Enfin, ce terrain si particulier présentant tant de clivages naturels, paysagers, ethniques, économiques, sociaux et éthiques apparents, invite à repenser de manière plus holistique l'articulation durable entre ce que ses habitants et usagers partagent, à savoir un patrimoine naturel mais aussi culturel. L'agro-écologie, telle que prônée par les politiques nationales costaricaines et par Michel Griffon, qui l'entend comme "*une mutation nécessaire [...], une convergence entre agronomie et écologie*" (Griffon, 2014), semble alors être une des solutions à envisager pour davantage de durabilité.

⁸³ Entretien UTG, annexe n°14.

⁸⁴ Certains d'entre eux n'ont pas voulu collaborer pour cette étude (bureau local du MINAE, et hôtel de luxe de Puerto Jiménez).

BIBLIOGRAPHIE

- ARNAULD DE SARTRE Xavier, "Agriculture familiale en front pionnier amazonien : la sédentarisation en question", *Natures Sciences Sociétés*, numéro 11, 2003, p. 158–168.
- BARRAL Stéphanie, "Organisations agricoles capitalismes et migrations organisés. Le cas des plantations de palmiers en Indonésie", *Hommes et Migrations*, numéros 1301 « Migrations et milieux ruraux » jan-mars 2013.
- BISSONNETTE Jean-François et BERNARD Stéphane, "Quand l'agriculture redessine le territoire : à qui profite l'expansion des plantations de palmiers à huile au Sabah ?", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 241-242, volume 61, janvier-Juin 2008, p. 3-30.
- CALLOT Philippe, "Pilotage d'entreprise et RSE. Appréciation d'indicateurs pour le manager de PME", *Vie & science de l'entreprise*, numéros 195-196, mars 2013, p. 33-55.
- CLARE Patricia, "Poder y medio ambiente. La palma aceitera en el Pacífico costarricense, 1950-2007", *Historia Agraria*, San José, numéro 57, agosto 2012, p. 135-166.
- CRUTZEN Paul J., « La géologie de l'humanité : l'Anthropocène », *Ecologie & politique* 2007/1, n°34, p. 141-148. DOI 10.3917/ecopo.034.0141
- DAMIAN Michel, "Mauvaise nouvelle pour le climat et les peuples de l'Amazonie équatorienne", *Revue Natures Sciences Sociétés*, numéro 21, avril 2013, p. 428-435.
- D'AQUINO Patrick, "Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante", *L'Espace Géographique*, numéro 31, janvier 2002, p. 3-22.
- DELDREVE Valérie & CANDAU Jacqueline, "Produire des inégalités environnementales justes?", *Presses Universitaires de France / "Sociologie"*, numéro 5, mars 2014, p. 255-269.
- DEPRAZ Samuel, *Géographie des espaces naturels protégés. Genèse, principes et enjeux territoriaux*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 320.
- DIRZO Rodolfo et al. "Biodiversidad en las Plantaciones de Palma Aceitera de la Región Osa-Golfito", San José, Costa Rica Julio, 2014, 39 p.
- FONTANILLA Carlos et al. "Beneficio económico de la implementación de buenas prácticas en cultivos de palma de aceite de productores de pequeña escala en Colombia", *Palmas*, volume 36 (2), 2015, p. 27-38.

- GAGNON Christiane, SIMARD Jean-Guillaume, TELLIER Luc-Normand, & Gagnon Serge, "Développement territorial viable, capital social et capital environnemental : quels liens ?", *VertigO - La revue en sciences de l'environnement*, volume 8, numéro 2, octobre 2008, p. 12.
- GARITA Ifigenia, "African Palm and Environmental Sustainability", *Sol de Osa*, Avril-Mayo 2016, Edicion 5, p. 5
- GODFRIN Gilles, "Trouble de voisinage et responsabilité environnementale", *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, février 2009, p. 16-22.
- GRIFFON Michel, « L'agroécologie, un nouvel horizon pour l'agriculture », *Études* 2014/12 (décembre), p. 31-39.
- MARTINEZ ALIER Joan, *L'écologisme des pauvres, une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Les petits matins/Institut Veblen, 2014, 671 p.
- OCAMPO Rafael, "Estudio etnobotánico de las palma empleadas por los indigenas en Talamanca, Costa Rica", *Revista Forestal Centroamericana*, n°7, 1994, p. 16-21.
- RIVAL A. et LEVANG P., *La palme des controverses : Palmier à huile et enjeux de développement*, Versailles, Editions Quae, 2013, 102 p.
- ROUSSEL Bernard, "Savoirs locaux et conservation de la biodiversité : renforcer la représentation des communautés", *La Découverte / Mouvements*, numéro 41, avril 2005, p. 82 à 88.
- ROUDART Laurence et MAZOYER Marcel, « Les agricultures familiales en souffrance d'accès aux ressources », *Mondes en développement* 2010/3 (n° 151), p. 7-8.
- SHIMIZU Hiroko et DESROCHERS Pierre, "L'huile de palme : avantages sanitaires, environnementaux et économiques", *Note économique de l'Institut économique Molinari*, septembre 2012, 4 p.
- WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1995.

SITOGRAPHIE

- ASCONA (2016), asconacr.org, consulté le 05/02/2015 sur : <http://www.asconacr.org/>
- CAIRN (2015), cairn.info.rproxy.univ-pau, consulté le 20/03/2015 sur : <http://www.cairn.info.rproxy.univ-pau.fr/>
- CANAPALMA (2012), Cámara Nacional de Productores de Palma, consulté le 26/04/2016 sur : <http://www.canapalma.cr/>
- COOPEAGROPAL (2016) coopeagropal.co.cr, consulté le 24/04/2016 sur : <http://www.coopeagropal.co.cr/>
- INDEXMUNDI (2015), indexmundi.com consulté le 15/05/2016 sur : http://www.indexmundi.com/es/costa_rica/
- FILACRUCES (2015), filacruces.blogspot.com, consulté le 25/04/2016 sur : <http://filacruces.blogspot.com/>
- GONTIER Adrien (2012), vivresanshuiledepalme.blogspot.com, consulté le 11/03/2016 sur : <http://vivresanshuiledepalme.blogspot.com/>,
- GRUPONUMAR (2006), gruponumar.com, consulté le 15/04/2016 sur : <http://www.gruponumar.com/esp/infpalplanta.html>,
- INOGO (2016), inogo.stanford.edu, consulté le 27/03/2016 sur : <http://inogo.stanford.edu/>
- OSACOOOP(2016), osacoop.com, consulté le 05/04/2016 sur : <http://www.osacoop.com/>

TABLE DES ILLUSTRATIONS

<i>Figure n°1 : Division territoriale administrative du Costa Rica par provinces et cantons (2005)</i>	10
<i>Figure n°2 : La région sud-pacifique du Costa Rica et le terrain pratiqué pendant l'enquête</i>	11
<i>Figure n°3 : Evolution en % des cours du pétrole brut et de l'huile de palme brute (CIF* Rotterdam), 2003 à 2012</i>	16
<i>Figure n°4 : Principaux pays producteurs d'huile de palme</i>	17
<i>Figure n°5 : Evolution de la demande en huiles végétales en fonction de la population mondiale, 2005 à 2050</i>	18
<i>Figures n°6, 7 : Répartition des superficies totales des exploitations agricoles en fonction du type d'usage au Costa Rica, et dans la province de Puntarenas (2014)</i>	19
<i>Figure n°8 : Total d'exploitations agricoles des principales cultures annuelles et leurs superficies (k ha) au Costa Rica, 2014</i>	20
<i>Figure n°9 : Nombre d'exploitations de palmier à huile et leurs superficies par provinces du Costa Rica, 2014</i>	21
<i>Figure n°10 : Nombre d'exploitations agricoles et leurs superficies dans les municipalités de Corredores, Golfito et Osa</i>	22
<i>Figure n°11 : Principales zones de production des palmiers à huile, région Sud-Pacifique (Costa Rica)</i>	23
<i>Figure n°12 : Principaux acteurs de la chaîne de production d'huile de palme dans la région Sud-Pacifique du Costa Rica</i>	25
<i>Table n° 1 : Exemple des activités effectuées et leurs coûts engagés pour la culture de palmiers à huile sur l'exploitation d'un petit-producteurs (10 hectares), Cañaza, Puerto Jiménez (2016)</i>	26
<i>Table n° 2 : Relations entre prix de vente et d'achat des fruits et d'huile pour le petit producteur et Coopeagropal (avril 2016)</i>	27
<i>Figure n°13 : Illustration du processus de récolte le 10/04/2016, exploitation de M. Asdrubal Arroyo, membre d'Osacoop, Comunidad La Palma, Distrito Puerto Jiménez</i>	28
<i>Table n° 3 : Présentation des portraits de palmiers en fonction de leur milieu et des pratiques agricoles appliquées</i>	30
<i>Figure n°14 : Différents 'portraits de palmiers' panoramiques autour de Ciudad Neily (avril 2016)</i>	31
<i>Figure n°15 : Différents 'portraits de palmiers' entre Rio Claro, Golfito et Ciudad Neily (avril-mai 2016)</i>	32
<i>Figure n°16 : Différents 'portraits de palmiers' autour du PN PiedrasBlancas (avril-mai 2016)</i>	33
<i>Figure n°17 : espaces naturels de la région ACOSA et principales couvertures végétales, Costa Rica (2011)</i> ..	36
<i>Figure n°18 : Principales couvertures végétales et plantations de palmiers à huile dans la région ACOSA</i>	37
<i>Figure n°19 : Corps de "Mono Ardilla"/"Titi" retrouvé au bord d'une palmeraie, río Tigre, Puerto Jiménez</i> .	38
<i>Figure n°20 : exploitation forestière "clandestine" proche des mangroves et poutres dans palmeraies</i>	39
<i>Figure n°21 : Communication en bord de palmeraie et de la route principale, Puerto Jiménez (2016)</i>	40
<i>Figures n°22, 23 : Rendements huile (t/ha/an) et énergétiques (ratio extrants / intrants) des principales cultures oléagineuses</i>	42
<i>Figure n°24 : Evolution du cours de l'huile de palme (USD/t) sur 30 ans, entre mars 1986 et mars 2016</i>	43
<i>Figure n°25 : Evolution du cours de l'huile de palme (USD/t) entre mars 1986 et mars 2016</i>	44
<i>Figure n°26 : Traction humaine et animale de charrette un jour de récolte, Puerto Escondido</i>	46
<i>Figure n°27 : Différents 'portraits de palmiers' autour de la communauté de La Palma (avril-mai 2016)</i>	47
<i>Figure n°28 : différents 'portraits de palmiers' autour des communautés de Cañaza et Agujas, Puerto Jiménez (2016)</i>	48
<i>Figure n°29 : Jeunes palmiers en polyculture, associés à l'ananas blanc, et à la banane plantain, Cañaza</i>	49
<i>Figure n°30 : Total d'exploitations agricoles des principales cultures annuelles et leurs superficies (k ha)</i>	50
<i>Table n° 4 : Tableau comparatif entre les systèmes de monoculture et de polyculture de palmier a huile</i>	52

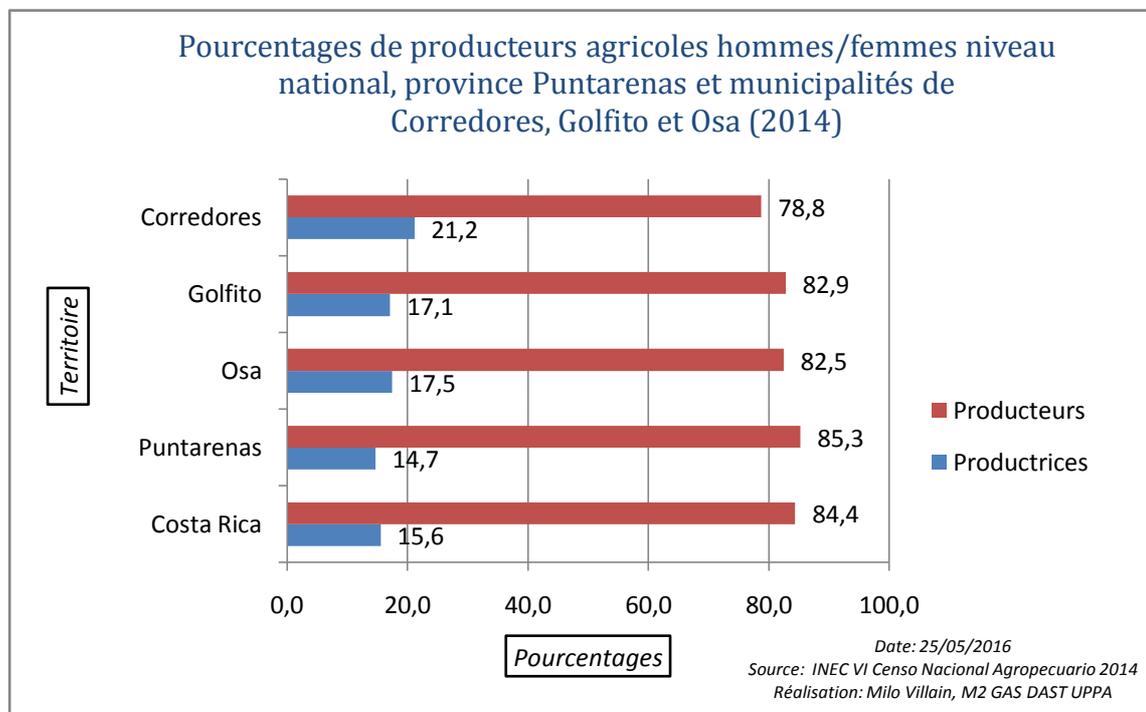
TABLE DES ANNEXES

<i>Annexe n°1 : Pourcentages de producteurs agricoles hommes/femmes niveau national, province Puntarenas et municipalités de Corredores, Golfito et Osa (2014)</i>	<i>61</i>
<i>Annexe n°2 : Evolution des politiques économiques costaricaines 1950-2010</i>	<i>61</i>
<i>Annexe n°3 : Total d'exploitations agricoles et leurs superficies dans la Province de Puntarenas Costa Rica (2014).....</i>	<i>62</i>
<i>Annexe n° 4 : Evolution du cours de l'huile de palme (USD/t) entre mars 2015 et mars 2016</i>	<i>62</i>
<i>Annexe n° 5 : Illustration du processus de récolte le 10/04/2016, exploitation de M. Asdrubal Arroyo, membre d'Osacoop, La Palma.....</i>	<i>63</i>
<i>Annexe n° 6 : Synthèse de la présentation Ascona, Ifigenia Garrita Canet, directrice biologiste, 03/05/2016, 10h00 Puerto Jiménez.....</i>	<i>64</i>
<i>Annexe n°7 : Prise de note lors de la présentation de "Caminos de Liderazgo" par Susana Matamorros, 03/05/2016, 11h00 Puerto Jiménez</i>	<i>65</i>
<i>Annexe n° 8 : Article rédigé par la directrice de ASCONA, tutrice de stage : Ifigenia Garita, "African Palm and Environmental Sustainability", Sol de Osa,Abril-Mayo 2016, Edicion 5, p. 5.....</i>	<i>66</i>
<i>Annexe n°9 : Carte pour demande de visite de l'usine de production d'huile de palme de Palma Tica</i>	<i>67</i>
<i>Annexe n°10 : Extrait de la liste des personnes clefs contactées et/rencontrées</i>	<i>68</i>
<i>Annexe n° 11 : Entretien avec Mme. Elizabeth Chinchilla Vargas (Secretaria técnica del Consejo de Salud Ocupacional) MTSS : Ministerio de Trabajo y de Seguridad Social, mardi 29 mars 2016, durée 23'57.....</i>	<i>69</i>
<i>Annexe n° 12 : entretien avec M. Roberto Azofeifa (Programa de Producción Sostenible)du MAG : Ministerio de Agricultura y de Ganadería, mercredi 30 mars 2016, durée 80'35.....</i>	<i>71</i>
<i>Annexe n° 13: entretien avec M. Luis Eduardo Rodríguez Ugalde, MINAE : Ministerio del Ambiente y Energía, Dirección de Gestión de Calidad Ambiental - DIGECA, 30/03/2016, 45'49"</i>	<i>78</i>
<i>Annexe n° 14 : Entretien avec M. Edgar Gutiérrez, lors d'une réunion du syndicat Unión de Trabajadores de Golfito (UTG), Río Claro, 04/04/2016,durée 3'52"</i>	<i>82</i>
<i>Annexe n°15 : Entretien avec Alexander SolorzanoLeitonau siège social de la coopérative de producteurs de palmiers à huile : Osacoop, La Palma, 08/04/2016, durée 83'12"</i>	<i>82</i>
<i>Annexe n° 16 : Entretien avec M. Asdrubal Arroyo Cisneros, membre d'Osacoop, visite de plantation à La Palma, 11/04/2016, 8h00, durée : 33'73.....</i>	<i>89</i>
<i>Annexe n° 17 : Rencontre imprévue avec M. Alfredo Quintero à La Palma à l'intérieur de la propriété de M. Asdrubal ARROYO, ingénieur agricole de Osacoop, lundi 11 avril 2016, 10h00 durée : 04'24.....</i>	<i>92</i>
<i>Annexe n° 18 : Entretien avec un ouvrier agricole anonyme de Palma Tica, Cañaza, Puerto Jiménez, 11/04/2016, 12h15, durée : 13'41.....</i>	<i>93</i>
<i>Annexe n° 19 : Entretien avec Mme. RosalinaPastrana, membre d'Osacoop, cultivatrice familiale de palmiers à huile à Cañaza (Puerto Jiménez), 15/04/2016, 15h00, durée 19'30"</i>	<i>96</i>
<i>Annexe n° 20 : Entretien avec Don Iván Pérez y Marcos Castro, membres d'AsoCovirenas, la Gamba, samedi 16 avril 2016, 9h00, durée 21'52"</i>	<i>98</i>
<i>Annexe n° 21 : Entretien avec "Doña X", cultivatrice de palmiers à huile de Corredores,et M. Iván Pérez, Membres d'AsoCovirenas,la Gamba,16/04/2016, 9h30, durée 11'49"</i>	<i>102</i>
<i>Annexe n° 22 : Don Marcos Castro, cultivateur de palmiers à huile de Corredores, Directeur d'AsoCovirenas, la Gamba, 16/04/2016, 10h30, durée 14'33"</i>	<i>103</i>
<i>Annexe n° 23 : M. Marcos Molina, membre d'Osacoop, cultivateur de palmiers à huile à Cañaza (Puerto Jiménez), 18/04/2016, 16h00, durée 35'40"</i>	<i>105</i>
<i>Annexe n° 24 : Entretien avec M. Roberval Almeida, Représentant du centro socio-ambiental Osa (Puerto Escondido, La Palma), 19/04/2016, 9h00, durée 56'18"</i>	<i>110</i>
<i>n°25 : Entretien avec Dony Chávez, Responsable et guide de Coope Turi, Osa Rural Tour (Puerto Escondido, La Palma), 19/04/2016, 11h00, durée 21'25"</i>	<i>114</i>
<i>Annexe n° 26 : Entretien avec Freiser Acosta, employé représentant ouvrier de Palma Tica, (Puerto Jiménez), samedi 23 avril 2016, 16h00, durée 58'11"</i>	<i>116</i>

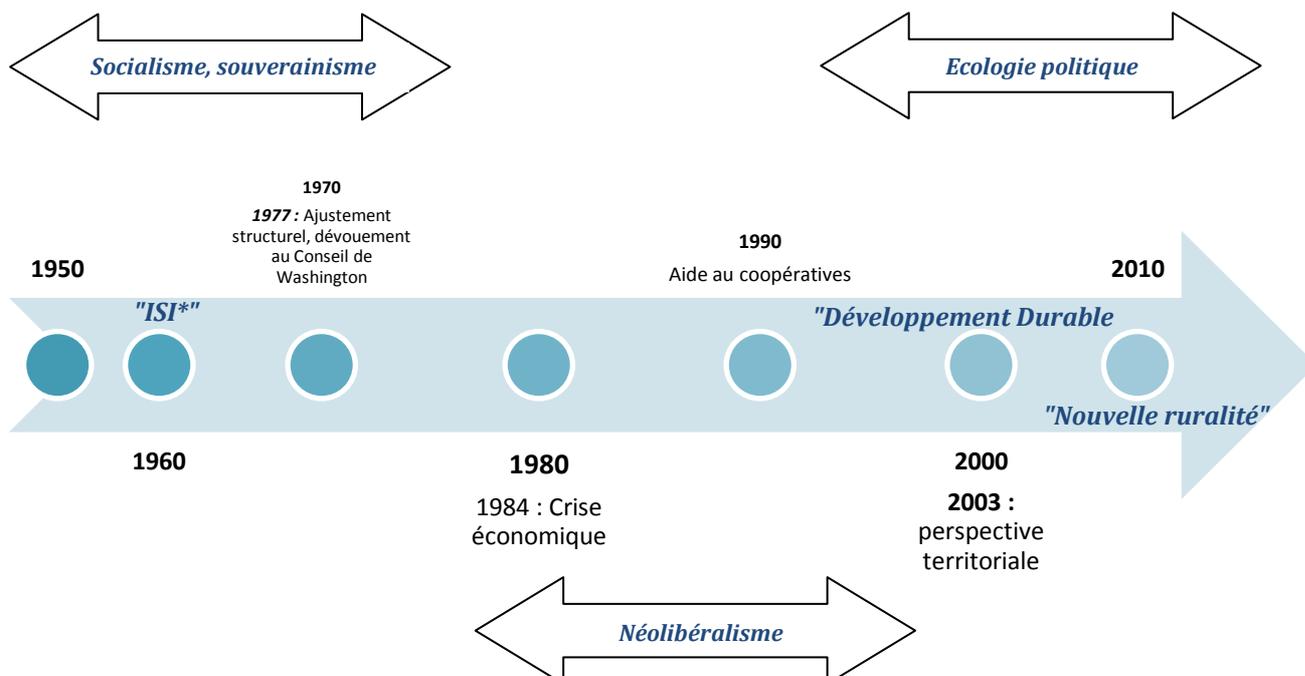
<i>Annexe n° 27 : Entretien avec deux anciens orpailleurs, M. Gerardo Rojas (dont un anonyme) du parc national Corcovado et Iván Pérez, (Rio Claro), 25/04/2016, 9h30, durée 15'46".....</i>	<i>122</i>
<i>Annexe n° 28 : M. Daniel Ramirez, superintendant de production, Département de production de Palma Tica, Coto 47 (Neily), 26/04/2016, 9h00, durée 23'29"</i>	<i>124</i>
<i>Annexe n° 29 : Entretien avec M. Max Villalobos, membre de l'ONG Osa conservation, Puerto Jiménez, mercredi 4 mai 2016, 10h00, durée : 52'20"</i>	<i>127</i>
<i>Annexe n°30 : Entretien avec M. Mauricio Pérez avant la Visite de l'usine de production de Coopeagropal RL, Laurel, M. Heiner Gutiérrez et Mme. X, Jeudi 05 mai 2016, 10h00, durée : 32'25"</i>	<i>132</i>
<i>Annexe n° 31 : Exemple de grille d'entretien, utilisée lors de la rencontre avec un ouvrier agricole dans les plantations de palmiers, Péninsule de Osa, M. Freiser Acosta, samedi 23 avril 2016, 16h00</i>	<i>136</i>

ANNEXES

Annexe n°1 : Pourcentages de producteurs agricoles hommes/femmes niveau national, province Puntarenas et municipalités de Corredores, Golfito et Osa (2014)



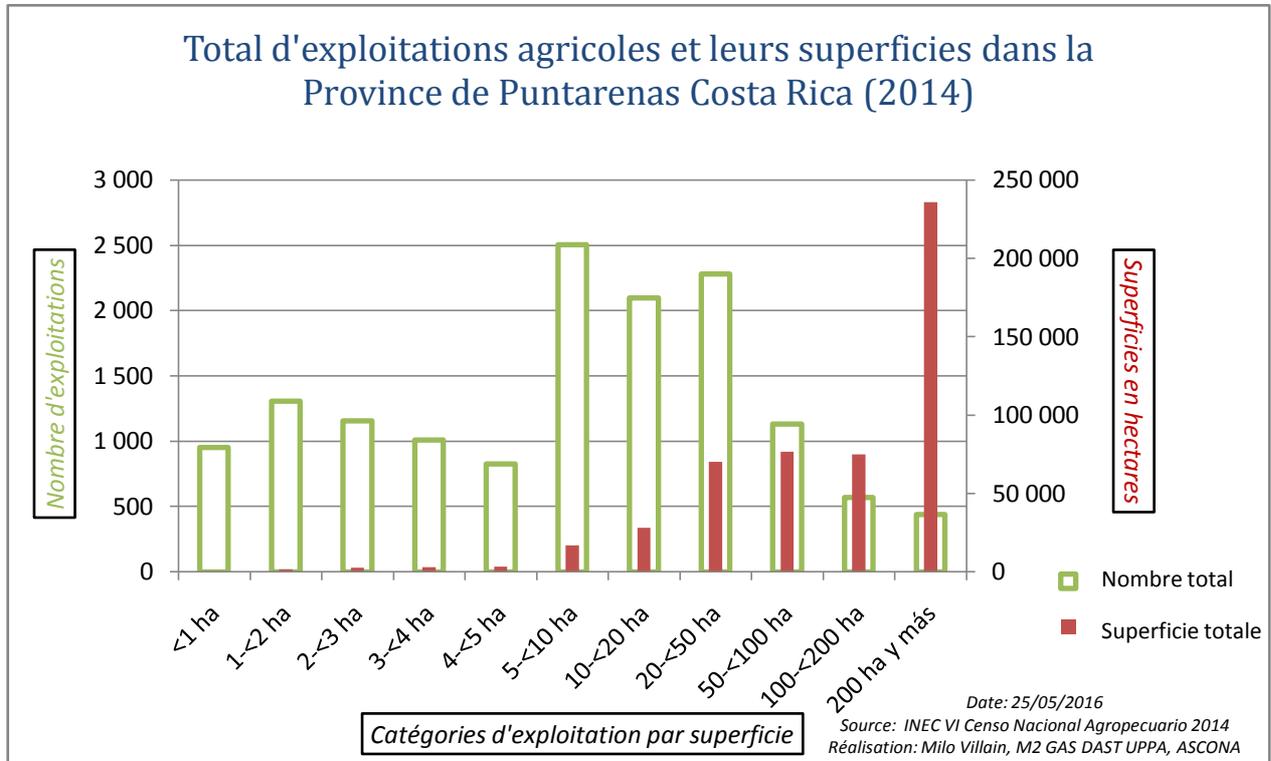
Annexe n°2 : Evolution des politiques économiques costaricaines 1950-2010



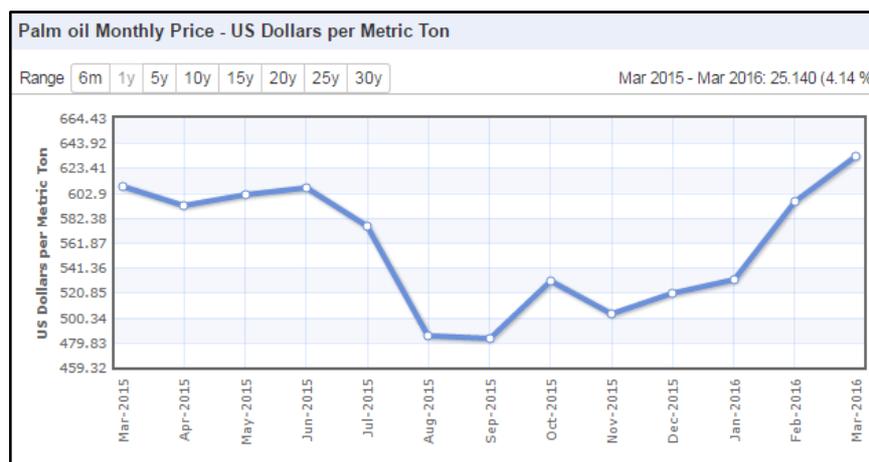
*ISI : Importación por sustitución de importación

Sources : 1. Patricia Clare, "Poder y medio ambiente. La palma aceitera en el Pacífico costarricense, 1950-2007", *Historia Agraria*, San José, número 57, août, 2012, p. 135-166. 2. Entretiens avril-mai 2016

Annexe n°3 : Total d'exploitations agricoles et leurs superficies
dans la Province de Puntarenas Costa Rica (2014)

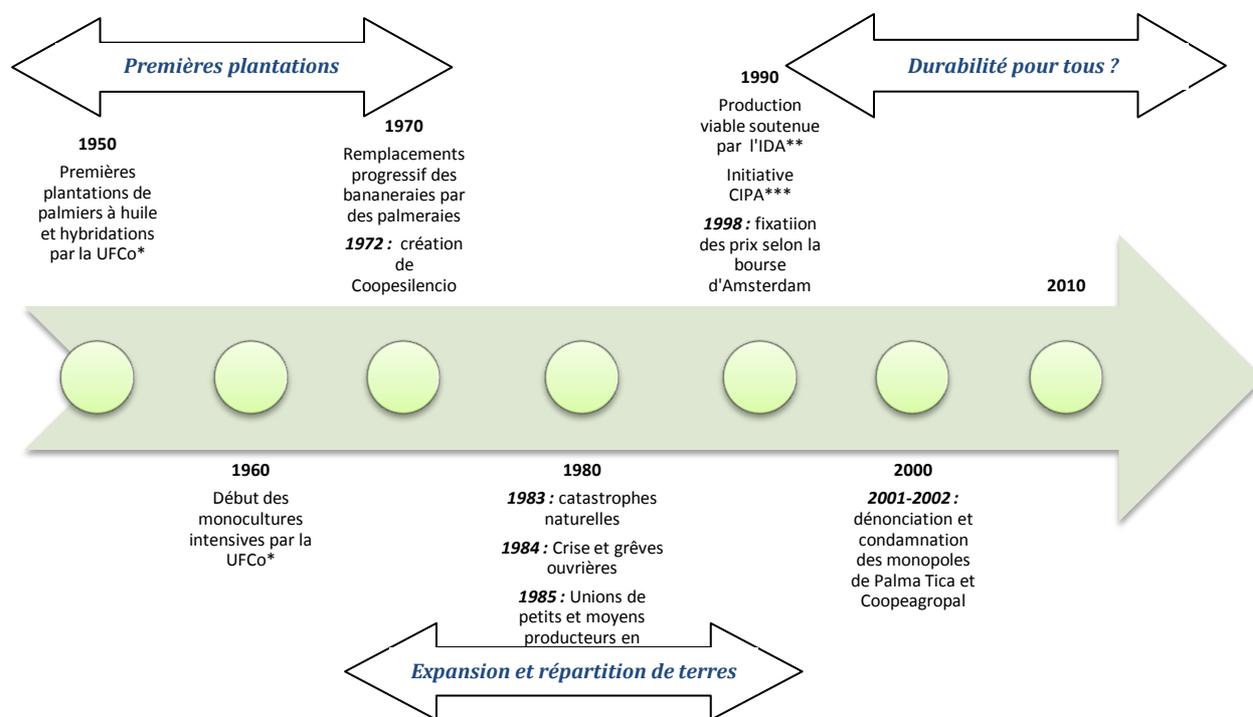


Annexe n° 4 : Evolution du cours de l'huile de palme (USD/t) entre mars 2015 et mars 2016



Source :Index Mundi, consulté le 26/04/2016 sur <http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=palm-oil&months=12>

Annexe n° 5 : Chronogramme des dates clés de la filière d'huile de palme dans la région Sud-Pacifique



*UFCo : *United Fruit Company*, **IDA : *Instituto de Desarrollo Agrario*, ***CIPA : *Consortio Agroindustrial de Palma Aceitera*
Sources : 1. Patricia Clare, "Poder y medio ambiente. La palma aceitera en el Pacifico costarricense, 1950-2007", *Historia Agraria*, San José, numéro 57, août, 2012, p. 135-166. 2. Entretiens avril-mai 2016.

Annexe n° 6 : Synthèse de la présentation d'Ascona, Ifigenia Garrita Canet, directrice et biologiste, 03/05/2016, 10h00 Puerto Jiménez

Ifigenia vit depuis 15 ans à Osa :

En 1972, des étudiants de l'Université de Costa Rica épris par les sujets de déforestation et pollutions des géologues, historiens, se sont mobilisés dans l'urgence. 1ère ONG apparue au Costa Rica avec 12 000 membres.

Slogan : "*Desarrollo sin destruccion*"

1988 : grand projet de pétrole du Caraïbe au Pacifique et ASCONA a combattu ce projet de pipeline a créé de grand bouleversement intérieur

Mais de jeunes en 2006, ont ravivé ASCONA, la Nueva Ascona

"J'ai été stupéfaite lorsque je suis arrivée ici il y a 15 ans, c'est que la majorité des étaient dirigés par des étrangers sans inclure les populations locales."

Objectif :

1. Education environnementale : Projet de recyclage (Educa Osa)

Pas d'intégration des efforts gouvernementaux

"Nous ne croyons pas en la conservation en achetant la terre, mais donner les outils aux personnes pour protéger leur milieux"

2. Invitation aux dénonces, espaces d'écoute

3. PICA Programa intercultural, (Programme artistique et culturel) : peñas culturales, projection vidéo

"De nous jours il est de plus en plus difficile d'obtenir des fonds pour la conservation, c'est vraiment devenu un business."

Démontrer notre soutien aux communautés.

Projets futur :

- Monitore Osa

- TROPA Comunitaria

- Les manières de soutenir : s'engager, éducation environnementale, donc, soutenir les activités locales

- Croire aux changements

Pourquoi la majorité des personnes qui m'aident viennent de San José, nous aimerions qu'il y aient davantage de soutien local, d'habitants investis.

Parfois nous

Maintenant nous sommes 43,

Nous n'avons juste obtenu un don du Ministère de l'éducation jusqu'à maintenant, la majorité de nos fonds sont obtenus par la vente de T-shirts, nous sommes vraiment une petite organisation de...

Les donateurs locaux eco-lodges (5 hotels : Lapa Rios, Luna Lodge...) ont appuyés ASCONA dans le cadre d'une labellisation éco-touristiques intégrant la partie culturelle sur la Péninsule : 150 USD/mois et d'autres petits donateurs donnent 25 USD/mois

900 USD/mois

La nécessité actuelle est de travailler ensemble avec les autres ONG

Nous étions sur le point de faire faillite, mais nous avons relevé la tête.

Annexe n°7 : Prise de note lors de la présentation de "Caminos de Liderazgo" par Susana, 03/05/2016, 11h00
Puerto Jiménez

Program for the sustainable development of the ACOSA territory (Area de Conservation OSA)

11 Areas de Conservation en CR

Proyecto "CAMINO DE OSA":

SINAC, CRUSA, INOGO (Stanford Univ), RBA (Private enterprise on sustainable tourist development).

There have been many projects without success; people did not know how to do marketing

We want to be benefit from the tourism in Osa:

So we are thinking about a trail, leading to people to the communities, main trouble:

"Landowners scared about the name "conservation", because they thought they would be dispossessed"

"I remember in Rancho Quemado, tourist leaving and just leaving a cloud of dust"

A l'image des chemins de St Jacques ou le camino del Inca, ce projet pourrait permettre de profiter du chemin menant au sanctuaire naturel.

Avez-vous vu les cultures d'huiles de palme en arrivant ? Il y a 10 ans elles n'étaient pas là !

Il est temps de donner d'autres opportunités aux personnes.

Les problèmes : de nombreux locaux n'ont pas accès à Internet, ou encore n'ont pas de signal téléphonique, faible organisation et engagement local

Today we see tourism as a solution in Osa and Golfito

Conservation, culture, leaving

We are losing our tradition and way to live, so we want to rescue them.

People have to believe they can do it, then let's see what we have in our business to see how we can improve it.

We are developing to improve the tourist products and services (clean and security) to make people get part of "Caminos".

Managed by association Camino de Osa (23 people and entrepreneurs)

et près d'une centaine de familles désireuses pour accueillir les touristes dans des conditions d'hygiène et de salubrité requises. Le choix s'appuie sur les motivations des familles tout comme sur leur capacité à exercer l'accueil touristique de manière formelle. Une des grandes difficultés dans ce pays concerne la propriété des terres, puisqu'environ 80% des personnes qui sont propriétaires de terres ne peuvent pas le prouver car ils n'ont pas de titres de propriété, et ne peuvent donc pas aspirer à un crédit, ni aux assurances.

2,5% of world biodiversity, 100% of local culture.

Mais c'est un projet pilote pour nous, même depuis le Panama.

50 000 personnes visitent Corcovado chaque année, nous souhaiterions les amener à voir autre chose que le parc, pour être rentable, il nous faudrait 15 tour de quatre personnes au moins par mois.

Annexe n° 8 : Article rédigé par la directrice de ASCONA, tutrice de stage : Ifigenia Garita, "African Palm and Environmental Sustainability", *Sol de Osa*, Abril-Mayo 2016, Edición 5, p. 5

Sol de Osa
Abril - Mayo 2016
Región Osa, Costa Rica

MEDIO AMBIENTE

Laura Robleto - lau.robleto@gmail.com



African Palm and Environmental Sustainability

Ifigenia Garita

Costa Rica is undergoing increased conversion of pasture and agricultural lands to African palm plantations for the production of palm oil. This expansive monoculture is threatening the unique biodiversity that provides critical habitat for many species of flora and fauna in one of the most intense biological places in the world. "Due to a history of crop failures and market vulnerability experienced with previous agricultural commodities in the region (cacao, banana, rice, cattle) African palm is viewed as a driver of economic activity that may or may not be sustainable in the long term: socially, economically or environmentally (Beggs & Moore, 2013)."

Three factors explain why independent producers feel attracted to this activity: 1) the reputation of being a very profitable crop; 2) the external assistance with defined initial costs; and 3) the possibility to cover the labor demands in a family unit. "Researchers note that many other agricultural products, including livestock and rice production have been 'stuck' in the region for over 20 years, in part due to the policies of government free trade and neoliberal reforms (Horton, 2009)." This contributes significantly to enlarge the interest of farmers in the cultivation of African Palm oil in Costa Rica.

"African palm (*Elaeis guineensis*) has emerged as a major commercial crop in Costa Rica's Southern Pacific, Central Pacific, and Atlantic zones, with 60,000 hectares under cultivation in 2011, 17% more from 2006" (CANA-

PALMA 2012). Farmers are conscious, due to the history of problems associated with vast monoculture, of the threat of disease, market vulnerability, and economic dependence upon extractive companies. At the same time, conservationists are concerned that the increasing conversion of land to palm oil plantations are causing severe threats to the environment: deforestation, biodiversity decline, sedimentation, erosion of land, water pollution, loss of connectivity of biological corridors and habitat loss are affecting the proliferation of native crops and plants. Imperceptibly, oil palm is replacing the agricultural traditions that most rural people practiced in the past. "According to the Cámara Nacional de Productores de Palma 64% of the land dedicated to the crop is currently located in the South Pacific region."

"Palm oil expansion in the Osa-Golfo region has occurred largely via contract agriculture established by Palma Tica, a member corporation of the agro-industrial conglomerate Grupo Numar, which introduced the current forms of plantation management to growers nationwide (Beggs & Moore, 2011)."

I recognize that African palm cultivation has shown economic promise and resulted in social prosperity, human development and reduced poverty in rural areas of our country. In a sustain-

able scope, climate conditions are favorable, as is the annual precipitation and amount of solar radiation. Also there is merit in the fact that palm plantation occurs in lands that are already degraded. However, the desertification of grasslands that are essential for the recovery of certain ecosystems foresees a questionable position. African Palm oil expansion is predicted by Iniciativa Osa & Golfo (INOGO: www.inogo.info) to become a significant threat by the year 2030 to the last remaining lowland humid tropical rain forest in the Pacific coast of the Americas, bringing into focus how unsustainable this crop may potentially be.

Beggs, Emily & Ellen Moore. *El Paisaje Social de la Producción de Aceite de Palma Africana*

en la Región de Osa y Golfo, Costa Rica. San José, Costa Rica. INOGO, Stanford Woods

Institute for the Environment, junio, 2013.

Cámara Nacional de Productores de Palma, CANAPALMA, 2012 <http://www.canapalma.cr/>

Horton, L.R. 2009. *Buying Up Nature: Economic and Social Impacts of Costa Rica's Ecotourism Boom*. *Latin American Perspectives*, 36 (3), 93-107.

Clínica Veterinaria Tico Pet #2

"El Amigo Fiel de su Querida Mascota"

- *Peluquería Canina *Clínica
- *Farmacia *Mascotas *Alimentos
- *Trámites de Exportación

Dr. Ricardo Alfaro

Tel: 2735-5959 / 8308-9131

Puerto Limón - Zona Sur
E-mail: peticopt2@gmail.com

Esta imagen dice... más que mil palabras.



"Just because the Gulf is big, it doesn't mean it's safe."

Don't let the Gulf be the next.

Stop Shark Finning



LA CHOSA DEL MANGLAR



A TROPICAL INN

150 m west of PJM airfield
www.lachosa.com

"Flora y Fauna Extraordinaria"
¡Visítanos!
Nuestra Chosa es Tu Chosa
Tel: 506 2735 5002







news.soldeosa.com

Página 13
Edición 5

- 66 -

Annexe n°9 : Carte pour demande de visite de l'usine de production d'huile de palme de Palma Tica

Milo Villain (milo.villain@gmail.com)
Master 2 GAS-DAST (Géographie, Aménagement, Société)
UPPA : Université de Pau et des Pays de l'Adour
0033 637304387 (Francia)
00506 8567 1152 (Costa Rica)

PALMA TICA S.A.
APTDO 30 – 8250, COTO 47, COSTA RICA

Puerto Jiménez, Martes 29 de abril del 2016

Asunto: solicitud para visita a campo en la península de Osa.

Estimados Señores:

En el marco del segundo año de Máster en Geografía, Ordenamiento y Sociología, que estoy llevando a cabo en la UPPA (ciudad de Pau, Francia), estoy haciendo una práctica universitaria en Costa Rica para redactar mi tesina de fin de ciclo. El trabajo radica en una investigación socio-económica con enfoque en el sector aceitero en la zona Pacífica Sur.

Enfocando el estudio en la cadena de valor del fruto de la palma Africana, tuve la oportunidad de conversar con el Sr. Daniel Ramirez (superintendente de producción) en su sede de Coto 47 este martes 26 del presente. Ahora me gustaría mucho encontrar a sus colaboradores a cargo de la producción a campo, a fin de entender mejor sus prácticas relacionadas al cultivo de palma aceitera que llevan a cabo en Osa. Asimismo, y con su permiso me complacería documentar (con grabación digital si posible) el proceso productivo final de la palma.

En la positiva, les aseguro por la presente que todas las informaciones que Usted me facilitarían, así como los demás datos colectados, estarán exclusivamente dedicadas al uso académico sin transferencia a ninguna persona ajena al estudio.

A la espera de sus gratas noticias, aprovecho la presente para saludarles muy atentamente,

Milo Villain

Anexo 1: Convenio de prácticas de Máster 2



Annexe n°10 : Extrait de la liste des personnes clefs contactées et/rencontrées

<i>Date et lieu</i>	<i>Contact</i>	<i>Raison de l'interaction</i>
29/03/2016 San José	Mme. Elizabeth Chinchilla Vargas MTSS : Ministère de Travail et de Santé, responsable de la Santé professionnelle Tél : 2222-7033 elizabeth.chinchilla@mtss.go.cr agricultura.cso@gmail.com	Entretien afin de comprendre les politiques et les mesures costaricaines actuelles liées à la sécurité sociale et la protection des travailleurs agricoles
30/03/2016 San José	M. Roberto Azofeifa, directeur du programme des bonnes pratiques environnementales, MAG : Ministère de l'Agriculture. Tel 2291-4621; 2231-6329	Entretien pour une meilleure compréhension des politiques de production durable : <i>programa de Producción Sostenible</i>
31/03/2016 San José	M. Luis Jiménez, Luis Edo. Rodríguez Ugalde , MINAE (Ministerio de Ambiente y Energía) ministère de l'Environnement, Dirección de Gestión de Calidad Ambiental - DIGECA. T. (506) 2257-1839 Ext.205	Entretien pour échanger autour des politiques agro- environnementales. Demandes de mise en relation avec des techniciens de la zone sud-pacifique du pays.
04/04/2016 Rio Claro,	M. Oscar Cortes Alfaro, guide touristique 8427-18-51 Edgar Gutiérrez (00506) 89447442 ed.guticor@gmail.com	Réunion de représentant de travailleurs (Syndicats, Comités d'entreprise, Coopératives...) Rencontre avec des travailleurs et producteurs des palmiers à huile
08/04/2016 La Palma, Osa	M. Alexander Solorzano, coordinateur Osacoop, email : alex30ba@gmail.com 00506 83206586	Entretien avec les gestionnaires et visite de la pépinière de la coopérative de petits et moyens producteurs de palmiers à huile <i>Osacoop</i> .
11/04/2016 La Palma, Osa	M. Asdrubal Arroyo, petit-producteur Tel : 00506 86715336	- Entretien <i>in situ</i> dans les parcelles de palmiers à huile de M. Asdrubal Arroyo. - Entretien <i>in situ</i> avec un travailleur (anonymat demandé) de Palma Tica à Cañaza
25/04/2016 Rio Claro	M. Gerardo Rojas, Orpailleur Tel 00506 86297276	Entretien improvisés avec deux anciens orpailleurs du Parc national Corcovado
16/04/2016 Rio Claro	M. Ivan Pérez Rubio, Economista Ambiental 00 506 85154462, ivan.perezr24@gmail.com http://filacruces.blogspot.com/	Entretien et collaboration concernant l'identification de palmeraie dans des espaces naturels
18/04/2016 El Roble de Laurel 61004	M. Jean Carlos Guzmán Aragón Encargado de Capacitación y Desarrollo Tel : (506) 2785 9575 FAX: (506) 2780 0495 j.guzman@coopeagropal.co.cr www.coopeagropal.co.cr	Entretiens avec des employés afin de comprendre le positionnement et les pratiques de la coopérative. Visite de l'usine de production de Coopeagropal le 05/05 à 10h00
26/04/2016	Mme. María del Pilar Bernal Castro, Biologiste. Tel: 506-89149084 skype: nabsusa ...somos lo que hacemos y sobre todo, lo que hacemos para cambiar lo que somos ... (Eduardo Galeano)	Demande d'entretien afin de comprendre le positionnement vis-à- vis des palmeraies et les pratiques de l'ONG sur la Péninsule de Osa. Mise en relation avec d'autres acteurs territoriaux stratégiques.
04/05/2016 Puerto Jiménez	M. Max Villalobos , <i>Operations</i> <i>Director Conservation Osa</i> (506) 8821 0059Skype: max.villalobos(506) 2735 5756	Entretien afin de comprendre le positionnement vis-à-vis des palmeraies et les pratiques de l'ONG sur la Péninsule de Osa

Annexe n° 11 : Entretien avec Mme. elizabeth CHINCHILLA VARGAS (Secretaria técnica del Consejo de Salud Ocupacional) MTSS : Ministerio de Trabajo y de Seguridad Social, mardi 29 mars 2016, durée 23'57

Milo Villain: Cómo han evolucionado las condiciones de trabajo en Costa Rica hasta hoy día?

Elizabeth Chinchilla: Como ha evolucionado desde el punto de vista de salud ocupacional?

MV: Sí

EC: Ok, Tal vez veámoslo de esta manera, la Salud ocupacional es un Derecho Constitucional, está en la Constitución Política, entonces el marco de la salud ocupacional en nuestro país empieza con la constitución que dice que la responsabilidad del patrón establecer las medidas de seguridad y de higiene para todos los trabajadores, digamos este es el artículo 66. Este es un derecho constitucional que tienen todos los trabajadores laborales en el país.

En el año 1982 sale una reforma al Código de Trabajo y sale la ley 6727 que es la ley sobre el riesgo de trabajo, que es la modificación al Título 4 del Código de Trabajo. Entonces ya se crea el Consejo de Salud Ocupacional, se crea un órgano escrito al Ministerio de Trabajo, que es el que tiene que velar para que se formule reglamentos de Salud Ocupacional, para que se establezcan mejores condiciones de trabajo. Digamos, tenemos que en el país desde la ratificación de los convenios por ejemplo de lo que es inspección, tenemos inspección de trabajo, que es el convenio 81 de la OIT, y el convenio 129 de la OIT que es inspección en la agricultura. Entonces los inspectores deben de velar por la parte que corresponde a las mejores condiciones de trabajo.

MV: Esos inspectores me imagino que hay en cada Departamento, en cada...

EC: Bueno ok, resulta que acá tenemos... Te refieres a la división política y geográfica del país.

MV: Sí sí.

EC : Ok, somos Provincias. Digamos tenemos siete provincias y tenemos la dirección nacional de la inspección de trabajo y la inspección esta regionalizada en las diferentes regiones.

MV: Cuando dice regiones, se refiere a provincias...

EC: Digamos, es que se dice "región norte", abarca lo que es Alajuela. Región Chorotega es lo *que es Guanacaste, la región Brunca es para donde Usted va, Osa.*

MV: Cuando nombra estos nombres, que son?

EC: Qué significa la del Brunca?

MV: Sí

EC: Ok, la del Brunca, tiene una división, digamos estaban los Chorotecas, eran indígenas...

MV: Ha es lo que quería saber

EC: Entonces tenemos una dirección a nivel de Ministerio, que hay una dirección nacional de inspección y en cada una de las regiones hay oficinas.

MV: Son casi regiones culturales o étnicas?

EC: Se puede decir que sí. Es que como le digo, es que nosotros somos tan chiquiticos, pero hay mucha diversidad en cuanto a la topografía en cuanto a microclimas.

MC: Y si lo despliegan...

EC: Sí, sería un gran mantel. Pues si cada región tiene sus características, sus costumbres, una historia. Somos un país pequeño que tenemos desde el año existir 1821 como República, pero tenemos siete historias también cuanto a nuestros grupos indígenas verdad?

MV: Con eso quería saber si separan la Salud Ocupacional por sector?

EC: No. Digamos, tenemos un marco normativo, como le decía, la constitución política de la República, nos dice que es un derecho constitucional que todo trabajador tiene verdad?

Luego bajaríamos al Código de Trabajo, allí tenemos la creación de lo que es la definición de Salud Ocupacional, la creación de Consejo de Salud Ocupacional, o sea la modificación del título cuatro que se dio en el 82, y luego hay una reglamentación general y alguna reglamentación específica que estamos trabajando. En la parte de agricultura hemos avanzado. Tenemos exámenes médicos para personas que laboran con plaguicidas, también hay servicios sanitarios para trabajadores en el campo.

MV: Porque mucho tiempo no han tenido...

EC: Hay algo interesante, la Inspección de Trabajo ha venido desarrollando un trabajo muy muy importante. Teníamos un reglamento del 67, y dice que se aplica para la parte agrícola, entonces había comedores en el campo, servicios sanitarios, todo esto estaba cubierto igual. Pero por la práctica que se había ido generado sobre todo en la parte de la agricultura, los trabajadores no tenían estas condiciones.

MV: Quedaba en el papel.

EC: Exacto, entonces ahora, el trabajo que se ha hecho a nivel de consejo por la parte de sensibilización, de capacitación de llevar los reglamentos a todos los niveles, pues se ha ido creando una consciencia y ahora tenemos, hemos avanzado, no está completo, no le puedo decir que es todo. Hay lugares donde no se está cumpliendo pero si ya tenemos normativas, o reglamentos que podemos ir aplicar.

MV: Qué quedaría por mejorar entonces...

EC: A ver, digamos, la parte que corresponde a la reglamentación es sobre todo la verificación en el campo, o sea velar por el cumplimiento de la normativa, lo que hacen los inspectores en cada lugar, en cada centro de trabajo.

MV: EN cada pueblo hay un inspector.

EC: Nonono, digamos, a nivel nacional tenemos, no tengo bien el dato pero creo que son 132 inspectores. Entonces ellos están divididos por regiones y ellos tienen que visitar a todos esos centros de trabajo. Entonces son centros de trabajo industriales, agrícolas, comercios, servicios, es todo.

MV: Ay pero sería genial acompañar a uno de esos inspectores, sea un día, en lo que sea posible, sea una visita...

EC: Cuánto tiempo se va a quedar Usted acá?

MV: Tres meses.

EC: Ah tres meses, podríamos organizar una visita

MV: Sí, de pronto con un inspector en esta zona de Golfito o Puerto Jiménez.

EC: Golfito, Puerto Jiménez, Usted va a estar tres meses por allá?

MV: Sí.

EC: Entonces voy a ubicarle al inspector de la zona, para ponerlo en contacto con Usted y que puedan tal vez hacer alguna revisión de campo.

Es decir inspectores propiamente para la parte de agricultura no tenemos, es decir el inspector se encarga de todo, es polivalente.

MV: Pero hay más criterios de enfocarse en la parte agrícola dijo.

EC: Sí, se hizo una recopilación, está en versión digital, ahora se le doy la dirección, y tenemos lo que es toda la parte, digamos legal, o el marco legal nuestro para aplicarlo a la agricultura. Entonces aquí Usted va a encontrar desde las obligaciones que hay en materia de salud ocupacional por parte de los patronos, por parte de trabajadores y por parte de instituciones estatales, del Gobierno, porque todos tenemos obligaciones. Los derechos que tiene el trabajador, y los derechos que tiene el patrón en materia de Salud ocupacional y se va encontrar lo que habla de capacitación o lo que habla de la parte de plaguicidas y tenemos allí algunos estudios que se han elaborado. Este material lo puede encontrar en la página del Consejo, yo le voy a dar la dirección.

MV: Una cosa, yo me imagino que como en cada país, en cada sociedad, esas normas vienen porque hay una demanda, porque esos trabajadores o empleadores en algún momento dijeron "necesitamos eso", luchas sociales o...

EC: Ok, digamos, la participación de los trabajadores funciona a nivel de centro de trabajo, como comisiones de salud ocupacional, entonces esas comisiones de salud ocupacional, pues se han realizado encuentros y se han detectado ciertas necesidades, y se ha trabajado en estas necesidades. O por ejemplo, hay un reglamento que se está supuestamente aplicando en forma correcta y cuando se hacen este tipo de encuentro, tenemos la versión del trabajador de la forma en la cual se está realmente aplicando. Sea la diferencia entre lo que hay en papel y lo que se está aplicando.

MV: Y eso, la Comisión de Salud Ocupacional es algo que sigue?

EC: La Comisión de Salud Ocupacional esta por reglamento, esta algo que acaba de salir un nuevo reglamento donde hay unas modificaciones y tiene que existir en cada centro de trabajo donde haya más de 10 trabajadores.

MV: Y también hay algo cuando hay más de 50 trabajadores.

EC: Son las oficinas o departamento de Salud Ocupacional. Acaba de salir un reglamento hace mes y medio, hay una modificación al reglamento anterior.

MV: Como puede llegarles la voz del trabajador independiente, digamos un finquero?

EC: Resulta que el Ministerio de Agricultura (MAG) tiene profesionales en las diferentes regiones, entonces ellos aplican lo que son las Buenas Prácticas Agrícolas (BPA). Dentro de las BPA, el tema de la Salud Ocupacional va inserto, sea es un tema transversal en las BPA.

MV: Hace cuánto tiempo más o menos que usan eso? Desde el Desarrollo sostenible?

EC: Por allí, el Ministerio hizo unos videos interesantes sobre BPA en particular y BPA en el uso de plaguicidas.

MV: También me imagino que habrán sindicatos?Cuál es el más grande o que resalta?

EC: Es que hay varios es que en el consejo de Salud Ocupacional, el Consejo es un órgano tripartito, hay representaciones de patronos, de trabajadores, y del Estado. Entonces de la parte de trabajadores, hay por ejemplo dos sindicatos, que están representados en el Consejo de Salud Ocupacional. Con mucho gusto podría ponerle en contacto con esta gente de los sindicatos, claro que sí.

MV: Pero así luchas violentas, como hemos conocido en otras partes del mundo no había.

EC: No, no, no! Aquí digamos en la parte agrícola, sí ha habido luchas campesinas, ha existido diferencias en el terreno. Por ejemplo antes había el Instituto por el desarrollo agrario, antes era llamado el IDA, y ahora es el de desarrollo rural. Ellos trabajaron mucho la dotación de terreno a los campesinos y el MAG les enseñaba a sembrar la tierra, a cultivarla, a obtener...

MV: Usted sabe algo sobre las condiciones de trabajo en las plantaciones de palmas de aceite?

EC: Sí. De hecho hay un estudio que se realizó, de lo que es el perfil de riesgos en el cultivo de palma de aceite. Es decir cuáles son los riesgos laborales a los cuales los trabajadores están expuestos, este trabajo se hizo por la

Organización Internacional de Trabajo (OIT) y el Consejo de Salud Ocupacional y el sector empresarial y trabajadores también. Entonces este material está en la misma página donde está este libro, allí puedes encontrar información general sobre los diferentes riesgos.

MV: Cuáles son las transformaciones socioeconómicas inducidas por las políticas de Desarrollo sostenible y de adaptación al cambio climático?

EC: Para este tema podríamos hablar con alguien del Ministerio de Ambiente. Ayer nos hablaron de un programa PEF europeo en relación con varios cultivos, por ejemplo Costa Rica entró con lo que es el café. Entonces viene todo que es la huella toxica, la huella de agua. Allí le pueden dar mayor información sobre la parte ambiental. Le voy a poner en contacto con Don Luis, el es ingeniero agrónomo. También lo pondría en contacto con Marco Vinicio Jiménez en el MAG que es el Jefe del Departamento de buenas prácticas agrícolas. Pero no sé si tiene algún trabajo en específico con la gente de palma, porque el MAG tiene trabajo por ejemplo con la gente de piña, pero tocaría averiguar si tiene un programa en palma de aceite.

MV: Seria genial encontrar a un técnico de por allí.

EC: Creo que se llama Soto de apellido el de Puerto Jiménez, pero déjemelo contactar ahora.

Annexe n° 12 : entretien avec M. Roberto AZOFEIFA (Programa de Producción Sostenible) du MAG : Ministerio de Agricultura y de Ganadería, mercredi 30 mars 2016, durée 80'35

Milo Villain: Como se llama este encuentro?

Roberto Azofeifa: es un encuentro de PCCMCA, algo como programa centroamericano de mejoramiento, tengo el nombre por allí, es un nombre medio largo. Entonces a mi me invitaron para hacer una presentación de 45 minutos sobre las experiencias en Costa Rica, y con el MAG, sobre agricultura sostenible.

Hablar en Costa Rica en materia de producción sostenible para mí es un tema muy interesante, que me apasiona, porque ha sido parte de la vivencia digamos desde finales de los ochenta y de proyectos que han sido claves en materia de producción sostenible. Básicamente, **Costa Rica en la década de 1980-1990 experimentó una crisis por bajos precios de sus productos de exportación, banano y café principalmente, eran los dos en los cuales Costa Rica basó su economía nacional.** De hecho el Teatro Nacional fue financiado con un impuesto a la exportación de Café, y tiene más de 100 años.

Entonces la economía se nos afecto mucho, ya veníamos con ciertos Problemas macro-económicos y cambios en el país, en la década de 1970-1980, básicamente allí **entre el 78 y el 82, porque debido a políticas nacionales el país se quedó sin posibilidad de tener préstamos internacionales, entonces entramos en una crisis.** Tan es así que en el 1984, uno de los aspirantes a la presidencia, vio que era necesario reactivar la agricultura del país y utilizó como uno de sus caballitos de batalla el Programa "Volvamos a la Tierra", que era un poco decirle a la comunidad nacional vamos y al pueblo costarricense, vamos a trabajar para fortalecer la agricultura del país y que entonces mucha gente que hoy se quedado sin posibilidades en zonas rurales pueda nuevamente reinsertarse en la agricultura. Este programa tenía una gran aspiración con cultivos que en aquel entonces se veían muy rentables como la macadamia, el cardamomo, los cítricos, pero esos eran cultivos que requerían una inversión alta al inicio, varios años para esperar a que viniera retorno, y al final lo que tuvimos fueron fracasos. Porque **nuestra agricultura está organizada por pequeños productores, ellos no tienen la capacidad de esperarse años para esperar que su producto le genere ingreso, por el contrario necesitan un flujo de caja constante, y esto solo se lo pueden dar cultivos anuales e idealmente fincas donde haya multi-cultivos, donde haya diversificación.** Cultivos de ciclo corto, cultivos de ciclo largo, incluso porque no el cultivo forestal, como cultivo que en largo plazo se puede convertir en efectivo por la venta de madera. Pero en fin, a finales de los años 80, estábamos en extensión, pensando bueno, tenemos que hacer algo diferente, no podemos seguir así, porque no estamos yendo por una ruta apropiada. Surgieron entonces, a principios de los 90, varios cambios y surgieron algunos proyectos en aquel entonces, con fondos de cooperación internacional. El Gobierno de Holanda fue uno de los cooperantes muy importantes, a finales de los 80 también el Gobierno de Italia y se empezaron a desarrollar proyectos que fueron dando las bases para el tema de la producción amigable con el ambiente, el tema de la producción sostenible. Proyectos que en aquel entonces se concentraban en manejo de suelo, velaban mucho la recuperación de suelo, la protección de suelo, recuperar las funciones para que el suelo recuperara sus funciones en los ciclos biológicos, a evitar la erosión y también la infiltración. **También se enfocaron en los sistemas de producción agroforestales, o sea ver el árbol como un aliado en la productividad de los sistemas de producción, tanto en fincas ganaderas como en fincas agrícolas, los sistemas agroforestales en café, en cacao,** que de por sí el cacao de todas maneras desde su existencia siempre ha sido de sistemas multi-estratos. Entonces esos proyectos de inicios de los 90 generaron una serie de lecciones aprendidas, generaron algunos datos, algunos estudios que dieron pie para la continuidad, en la primera década de este siglo, del 2000 hasta el 2010, al programa de producción sostenible. Ya también, al final de los 90, hubo varias leyes relacionadas con el tema del manejo del suelo, la producción agropecuaria, y una fue el reglamento a unos de los artículos a la ley del ambiente que reglamentó la

producción orgánica en el país. Este Reglamento que es el Reglamento 29782 se establecieron las reglas de juego para la producción orgánica

MV: Cuales son esas reglas?

RA: Bueno, se fundamentan en una serie de principios donde se estimulan los sistemas de producción orgánicos, son los ciclos biológicos en general (ciclo del agua, ciclo de materia orgánica, el ciclo de carbono, y por supuesto también tiene limitaciones en cuanto a productos permitidos para la producción, o sea hay una serie de productos y algunos son genéricos, otros son menciones concretas de productos que son restringidos. Estableció los productores, como se rige la certificación por tercera parte, cuales son todos los documentos que tienen que tener los productores, no solamente en finca sino también en centros de acopio, o la gente que comercializa, en toda la cadena, cual es la documentación que se necesita para respaldar que se cumpla la integridad orgánica de los productos. A grandes rasgos, es lo que incluye allí, tocaría ver más a detalles.

MV: Incluye una parte social me imagino, viene lo orgánico del producto pero también que esté hecho de manera justa digamos?

RA: No, mira es que el reglamento esa parte no la desarrolló, pero hay otra legislación que toca en este tema. Mira por ejemplo hay el pago de los derechos laborales que la gente tiene. Aunque la mayoría de la producción orgánica, y mucha de la agricultura en este país se realiza en sistemas familiares. Pero si hay quienes contratan mano de obra y entonces hay otra legislación que aplican.

MV: De lo que Usted sabe, representa una gran parte de la producción agrícola en su país?

RA: No, ahora vamos a hablar de estadísticas, porque además están las estadísticas oficiales que las publican el servicio fitosanitario del estado en la oficina de acreditación en el Registro de agricultura orgánica para lo que es producción orgánica. **El otro tema digamos más amplio de producción amigable con el ambiente no tenemos estadísticas oficiales, pero bueno hay un dato que básicamente surge a través de un estudio que yo realicé, donde se dice en términos porcentuales cuanto es lo que hay de producción sostenible.** En realidad parte de lo que quiero someter a discusión en esta reunión es que tenemos mucho más de lo que el Ministerio está contabilizando, **porque la gran empresa ha tenido un gran interés por el tema de producción amigable con el ambiente y bueno obviamente eso es porque mucha de nuestra agricultura está ligada al mercado internacional** y le dice que "estoy dispuesto a ser socio en la cadena pero tienes que producir bajo esos estándares. Mucha gente ha entendido que para ser competitivo tenía que poner en práctica una serie de medidas que van orientadas hacia la eficiencia, la producción hasta el respeto por el agua, la biodiversidad y obviamente el campo social.

Entonces a finales de los 90, hubo dos elementos de tipo legal, varias leyes le dan soporte al trabajo que Costa Rica venía haciendo. En el año 2000, nuevamente el equipo de extensión llega a la conclusión de que ya habíamos pasado una época muy interesante con muchas lecciones aprendidas que fue básicamente la década del 1990 al 2000, pero ahora necesitábamos hacer algo para dinamizar, reactivar el sistema. Y ese algo, aunque en realidad en el año 2000 era un año en el cual hemos tenido una crisis porque hubo cambio de ministros y sobre todo un ministro que quiso unir el servicio de extensión, fusionarlo con una institución que se llama Consejo Nacional de Producción esto estableció un cierto conflicto. Entonces estábamos un poco desanimados, limitados de recursos, entonces el grupo de extensión dice "tenemos que hacer algo" y hizo una hoja conceptual, un perfil muy grueso de idea de proyecto, lo presentó al despacho ministerial y uno de los ministros le puso atención y solicito apoyo de otros amigos de cooperación internacional para desarrollar aquella idea de proyecto y entonces esta idea de proyecto inicial que estaba muy enfocada hacia el fortalecimiento institucional, finalmente se convirtió en un programa muy orientado hacia el fomento de la producción sostenible. Se obtuvo una derogación de la Asamblea legislativa para solicitar un crédito internacional y en el año 2004 se aprobó esa ley que es la ley 8408, esto fue muy significativo porque estábamos en un momento donde el endeudamiento público era prohibitivo, sin embargo los ... en este momento consideraron que el planteamiento era importante, puesto que iba a generar una serie de beneficios económicos, ambientales y sociales en el sector agropecuario, entonces se puso en marcha en el 2004 con un fondo de 17,3 millones de dólares, el Programa de fomento de la producción agropecuaria sostenible.

MV: Por un fondo internacional como dijo?

Lo de Italia fue en los ochentas y Holanda después en los 1990-2000, hubo proyecto de desarrollo rural integral los famosos DRIP, y también a nivel de suelos y también otros proyectos en el campo agro-forestal. Los del 2004 no son fondos reembolsables, es deuda pública con el BID. A pesar de que era prohibitivo en este entonces, la asamblea legislativa aprobó el préstamo y echamos a andar este programa en el 2004. Del 2004 al 2007 avanzo muy poco, por los cambios políticos y en el 2006 que tuvimos un nuevo ministro, que traía nuevas ideas que nos distrajeran un poco, en el sentido de que la velocidad con la que hubiéramos tenido que avanzar el programa se redujo y estábamos atendiendo sus ideas de crear un súper ministerio que se llamo MIPRO (Ministerio de la producción). El querría fusionar varias instituciones, una de Leyes, este lleva mucho tiempo

MV: Y lo hizo?

RA : No, no, además Costa Rica estaba en esos días de discusión si le íbamos a dar el si al tratado de libre comercio con EE.UU. o el no, entonces había unos elementos en la sociedad digamos que nos quitaban un poco de energía.

Entonces el programa fue muy lento y en el 2007, el Presidente nombro a un nuevo Ministro, quien vio que el país tenía un préstamo y vio la oportunidad de apoyar al sector agropecuario entonces apoyó al programa a pesar de que solo le faltaba un año para terminar. Lo que hemos aprendido es que no podemos tener proyectos de cuatro años en el sector agropecuario porque es muy poco lo que se puede hacer, sobre todo en circunstancias donde tenemos cambios de gobiernos todos los cuatro años. Porque siempre está la curva de aprendizaje de los que entran y después se van y bueno. Entonces en el 2007 fue donde empezamos con el desarrollo del programa, ha sido un Programa pionero, no solamente para Costa Rica, ya que puso en marcha el desarrollo de fincas integrada didácticas, que son unidades de producción privadas que los extensionistas seleccionan para que la finca seleccionada sea representativa de un amplio grupo de productores homólogos y que se pongan en marcha allí opciones técnicas que produzcan datos que puedan ser compartidas con sus homólogos para que ellos también pongan en marcha esas tecnologías.

Se puso también en marcha una innovación que se llamo 'Reconocimientos de beneficios ambientales' (RBA) que es un pago expos por inversiones con efectos ambientales positivos, es decir todas las inversiones que generen una externalidad positiva, ya sea porque reducen el uso del agua, las emisiones, captan carbono, y obviamente ya que son inversiones privadas, el productor siempre se fía en el retorno. Primero se dicen que "es bueno para mi negocio, bueno, es bueno para el ambiente, excelente, doble gana". Entonces este reconocimiento de beneficios ambientales fue como el elemento más llamativo dentro del programa y todavía hoy en día se sigue practicando, no con fondos del préstamo sino con fondos de presupuesto nacional.

MV: Esos beneficios ambientales, como se materializan, como recibe plata el finquero o la empresa digamos de explotación agrícola, como recibe beneficios directo financiados por esos beneficios, son pagos por servicios ecosistémicos por ejemplo?

RA: Desde la ley PSA (Pagos por servicios Ambientales) con fondos que proviene del 3,5% del impuesto único a los combustibles, eso es traslado al fondo nacional de financiamiento forestal del Minaet para el pago de los servicios ambientales pero sigue orientado en el sector forestal. Cuando nosotros empezamos el programa en el 2004, ya Costa Rica venia con esta innovación de PSA, pero sigue orientado al sector forestal.

MV: Lo que es agro-forestaría allí si entra?

RA: Si, hoy en día esta lo agro-forestal, incluso es un producto que va a ser anunciado en estos días, una parte del fondo que dispone el FONAFIFO (NationalFundforForestryundFinancing), no son los 3,5% sino que son otro fondos.

MV: También los de los combustibles?

RA: No es que FONAFIFO administró dos proyectos con el banco mundial, eco-mercados 1 y eco-mercados 2, además recibe fondos de biodiversidad. Además tengo una tarjeta de débito, que por cada cierta cantidad de compras, hay una parte de fondos que va para el Fonduro (fondo de biodiversidad). Entonces Fonafifo recibe de varias fuentes verdad. El monto mayor viene de los 3,5%, pero también recibe de otras partes y una parte va a ser destinado a créditos muy propicios para el desarrollo, donde lo que viene respaldar al crédito son los arboles que el productor siembre, no los que tiene sembrados o que sembró, no!

MV: Ay qué bien, es como una hipoteca sobre lo natural...

RA: Si, eso es.

MV: Y cómo se llama?

RA: Créditos basados en los arboles.

MV: Como mico-créditos?

RA: Son micro-créditos! Porque todo esto está orientado a los pequeños productores, que hacen pequeñas inversiones.

MV: Cuál es la parte de pequeños productores que tiene Costa Rica?

RA: Recientemente, en el censo agro-pecuario que se hizo en el año 2014, dice que Costa Rica tiene 94 000 fincas y un piquillo más, nosotros hasta sin el censo hemos manejado el dato de 100 000 productores no estábamos tan perdidos pero tan poco un censo es un mapa de escala 1:1.

MV: Y cuántas hectáreas sumen al final?

RA: No tengo el dato perfecto pero son alrededor de dos millones de hectáreas, quizás un poco menos, porque en ganadería son como 1,4 millón, y no son de sólo pastizales, hay bosquesitos y sistemas silbo-pastoriles, y alrededor de 600 000 están en cultivos, no sé caña tiene 50 000, café tiene 80 000 así... Entonces el porcentaje de pequeños productores dentro de estos casi 100 000, es claro mucho más alto que el 50%, eso debe ser no sé un 85%, un 90%. Y te preguntará también, qué es un pequeño productor, no? Hay una categorización que nosotros manejamos cuando son productos orgánicos, que es un micro-pequeño-mediano productor? Eso en el año 2007, el programa se activó, se pusieron en marcha unas simulaciones con unas fincas integrales, los otros fueron los reconocimientos de beneficios ambientales, me hiciste la pregunta como lo obtenían, entonces para que los productores obtengan este pago expos, que se paga solo una vez cuando se verifica que la inversión fue hecha, allí se distingue de lo que es el PSA que tiene diferentes modalidades pero van de cinco en diez años. Entonces se paga una cierta cantidad y se va pagando año tras año durante cinco o más años, vuelto lo de los reconocimientos ambientales se paga solo una vez y hay un monto máximo por productor que actualmente es 2 200 dólares. Para que el Ministerio someta a consideración las inversiones ambientales que el productor hace, se debe tener por parte de los productores un proyecto con una serie de

requisitos para constatar que eso es una organización legalmente constituida, para constatar que la organización tomó la decisión de presentar el proyecto y de asumir las responsabilidades para cuidar las inversiones, hay una serie de requisitos.

MV: Y esto funciona con cualquier calidad de productos?

RA: Tienen que ser productos lícitos, si uno va a sembrar algo que se parece a Marihuana, allí no. La verificación está realizada por alguien del MAG, tratamos de que el verificador sea alguien que no esté metido en la elaboración del proyecto para que haya el máximo de objetividad posible.

MV: Todas estas medidas vienen desde las políticas internacionales de desarrollo sostenible verdad?

RA: Claro es que en la cumbre de Rio del 1992, Costa Rica se compró el tema, teníamos este Ministerio, liderazgo que vio en estas decisiones que se tomaron en la cumbre de Rio, vio un potencial para la competitividad del país y desarrollaron en aquel entonces un proyecto con el BID que se llamó SINAES (Sistema Nacional de Desarrollo Sostenible), mucha gente se capacitó, se comenzó a hablar de metodologías, de valoración del impacto ambiental, se desarrollaron ONG en Costa Rica una que todavía existe que se llama Instituto para el Desarrollo Sostenible, todavía ellos están activos.

MV: Ahora, si me permite, creo que están un paso más adelante no? Con políticas de mitigación y adaptación al cambio climático también?

RA: Si, si! Pues todas esas políticas nacionales entre el 2000 y el 2010 se han venido potenciadas porque además, quienes eran los que hablaban de ambiente en Costa Rica? El Ministerio de Ambiente! Esas famosas COP que hacen, que son reuniones muy costosas, mucha gente muchos viajes, muchas emisiones, y es relativamente poco lo que generan de decisiones.

MV: La de Paris ha movido algo.

RA: Si bueno es muy reciente, a partir de la cumbre de Suráfrica empezó a moverse un poquito más. Pero antes solamente la división de ambiente del Ministerio del Ambiente. Pero nosotros en Costa Rica ya que veníamos trabajando juntos el MAG y el MINAET, porque tuvimos una época en la que se unieron a nivel de punto de vista los dos ministros y también se unió el Director del CATIE, en el centro agronómico tropical de investigación y enseñanza. Entonces hicimos gran cantidad de trabajo conjunto desde la perspectiva de MINAET y MAG, y se ha ido fortaleciendo a tal punto que hoy en día cuando el MINAET tiene que tomar una decisión que tenga que ver con el sector agropecuario llama a nosotros. Entoces, ya en la cumbre de Durban 2011 participaron gente del sector agropecuario de Costa Rica. Fue interesante que el país pudiera presentar que estaba haciendo dentro de esta visión conjunta ambiente-agricultura. A partir de este momento entro la Universidad Nacional apoyada por un fondo del PNUD y otros entes internacionales. Ahora Costa Rica ha fue invitado para participar en el proceso de Marrakech, y Costa Rica participó en lo que es la propuesta de producción y consumo sostenible en sistemas agroalimentarios. Yo personalmente fui nominado por el país y he estado participando con ellos y ortos grupo en el 2010, ahora soy parte del **MultiStakeholderAdvisorComity** establecido para el programa decenal de producción y consumo sostenible en sistemas agroalimentarios. Entonces Costa Rica ha tenido una participación importante en la cumbre de Rio+20, también en Nueva York, entonces nosotros estamos en una cierta manera dinamizando. Ahora en el 2014 firmó como uno de los países miembro de la **Global Alliance forPlansAgriculture**, va a participar en el foro anual y va a presentar un estudio de casos. Nosotros estamos tratando de buscar opciones y participar en campos que de alguna forma nos ayude a ir fortaleciendo nuestro emprendimiento aquí a nivel nacional: la estrategia de Huella Baja carbono, ahora estamos planteando un programa de acciones de mitigación nacionales y apropiadas uso de residuos agrícolas orgánicos como fuente de energía, o sea el tema de biomasa residual. En fin, en los últimos cuatro años han habido una proliferación de iniciativas.

MV: Y de innovaciones...

RA: Si. Entonces, ha sido un camino interesante con base en el año 2007, con lo que ya vinimos haciendo en el programa de fomento de producción agropecuaria sostenible, el Congreso aprueba una legislación para el fomento de la producción orgánica, que es la ley 9581 y el marco de esta ley se imita un poco el tema de RBA, pero a la producción orgánica. Entonces en el marco de esa ley, del impuesto único de los combustibles que de por si se venían tomando un 3,5% para PSA se toma un 0,1% para trasladárselo al MAG para el fomento de la producción orgánica. Eso no es mucha plata, alrededor del 0.8 millones de dólares al año pero es muy importante para nosotros. Entonces hemos venido desde el 2010, es la ley del 2007 que se implementó, vinimos con la aplicación del reconocimiento de beneficios ambientales para producción orgánica, con una diferencias con respeto a RBA y proyectos porque en este caso la **ley 8591 dice que la producción orgánica** es prestadora de servicios ambientales y que solo por este hecho es sujeta de RBA. Entonces un productor que desea tener este incentivo no necesita generar un proyecto, solo tiene que demostrarlo con su certificado. Ningún productor recibe menos de 100 USD, sea 2 m² de tierra dependiendo de cuanto sea el cultivo y el área va a recibir más o menos incentivos.

MV: Pero está limitado como el otro, no?

RA: Está limitado, pero no por un monto sino por la cantidad de recursos que tengamos. Entonces nosotros desarrollamos un modelo matemático que tome en cuenta esa cuestión de 100 USD por productor y lo que queda lo distribuye con una fórmula, y obviamente le da más al que más área tiene.

MV: Y también es de una vez?

RA: No, es un pago por 3 años siempre y cuando siempre y cuando mantenga la conversión del orgánico.

MV: Me imagino que deben de tener a sus controladores de campo, sus técnicos, y de pronto me podría poner en contacto con la gente de OSA? O sea de Puerto Jiménez para que los acompañe un día en la tarea a campo?

RA: Es que en Osa no tenemos productores orgánicos.

MV: Y cerca de Osa?

RA: Cerca de Osa, si hasta el Parque de la Amistad está **ASOPROLA, es una asociación de productores de muchos productos**, producen miel de abeja, principalmente café en un pueblo que se llama Altamira.

MV: Me gustaría mucho tener la oportunidad de encontrar a esos productores y de pronto dar a conocer las ideas en Osa

RA: Si está bien, nosotros tenemos datos allí.

MV: Quería saber si Ustedes tienen datos sobre las prácticas en los cultivos de palma aceitera?

RA: Nosotros aquí no, porque el contacto que hemos tenido con ellos es muy poco.

MV: Y por qué?

RA: Bueno, palma hasta hace poco, era más una actividad de gran empresa, entonces nosotros no, por lo menos aquí con el Departamento, los colegas del MAG de la zona Sur, ellos si tienen mayor acercamiento y de probablemente están participando en diseño de proyectos con ellos, sobre todo con productores que están en asentamientos campesinos, y hay unas cooperativas allá en La Vaca y la vaquita en la Península de Osa, que son terrenos que han sido comprados por el Estado y repartidos a productores entonces allí se ha incentivado el cultivo de la palma.

MV: Cuando dice sus colegas del MAG Sur, dónde están ubicados?

RA: En Pérez Zeledón, está Mario Chávez, también te voy a poner en contacto con él, porque yo en realidad tengo muy poco conocimiento sobre la palma.

(Cantón de San José) Valle del General

MV: Entonces la palma es algo nuevo?

RA: Si en realidad es algo nuevo, no es un cultivo que haya sido como muy asociado a pequeños productores, de hecho lo que conozco actualmente es que los pequeños productores de la zona sur que están en palma están en crisis, porque también hay una cuestión de precios bajo en los cultivos. Digamos un monocultivo para un pequeño productor no es una buena decisión. Si porque el pequeño productor tiene familia, necesita proteína, necesita cereales y de todo un poco, y entonces para todo eso si solamente es productor de palma tiene que, una vez que recibe el pago por la palma, ir a comprar esas cosas. Entonces este sistema no es una buena decisión para el pequeño productor. Está bien si el cultivo es muy rentable y cada quince días genera ingresos por la venta de racimos pero no solamente eso, tenemos que pensar en un área donde él pueda tener este yuca, para alimentar a su familia pero también para alimentar a unos cerdos, maíz para alimentar a su familia pero también a unas gallinas, algunos otros tipos de tubérculos en la parte donde se cultiva la palma en lo trópico húmedo, en fin que tenga múltiples oportunidades o múltiples opciones de tener tanto alimento para su familia como para la venta en el mercado local. Entonces, un productor de palma trabaja en la mañana en la plantación, le queda el resto de la tarde, no tiene otra cosa que hacer en el trabajo y entonces él está o sea en su casa sin hacer nada, con el cual está desperdiciando energía y talento que puede utilizar para producir algo. Probablemente, como está sin hacer nada hay problemas en la casa por agresión, porque está de vago molestando a su Señora, probablemente, o sea una serie de posibilidades que lo conducían por un camino que no es el mejor camino. Entonces entiendo que actualmente, están con crisis, no sé qué tan grave la crisis pero por lo menos el Ministerio estaba tratando de ver cómo les auxiliaba, porque la situación no era buena allí, y cuando son cientos y miles de productores que están en la misma condición, eso los políticos le ponen mucha atención porque eso se pone en un detonante de una crisis masiva que no conviene ni social, ni económica, ni políticamente.

MV: Pero existen alternativas seguramente a esta situación?

RA: Sí. Hay opciones, pero tienen que pensarse desde el inicio, o sea desde que se está diseñando un proyecto de extensión de un cultivo de este tipo que requiere varios años para producir en un mercado que es totalmente inestable, que también si podríamos tener una varita mágica para predecir cómo se va a comportar el mercado pero estamos en un contexto donde mucha gente alrededor del mundo está tratando de encontrar soluciones diarias y se forman otros competidores y a veces los mercados se van a ir moviendo para donde haya...

MV: Salvo si se diferencia el producto local.

RA: Claro si se diferencia tiene más oportunidades, es un poco lo que estamos tratando de hacer con el café de Costa Rica, que no es para que se vaya a la bolsa de Nueva York. Porque es un café que tiene un alto valor social y ambiental y además que tiene calidad de taza, por lo menos debería de ir a mercados que valoren sus atributos y que estén dispuestos a pagar.

MV: De pronto se podría llegar a la misma cosa para los pequeños productores de palma, quién sabe a nivel de aceite virgen, o fruta de mejor calidad? Siempre hay una solución no?

RA: Correcto, hay que ser creativo y bueno. Estaría bien que hables con Marcos, está en Pérez Zeledón que es un cantón de San José, en el Valle General. Allí estaremos promoviendo lo que se llama Bandera Azul Ecológica, y en esta región están muy activos, entonces vamos a estar allí el 28 de abril. La bandera es el premio y se entrega a la gente que obtiene el puntaje, eso pasa por una evaluación de informe.

Allá, con la Fundación Cruza, quisimos hacer algo hace unos cuatro años pero al final no se cristalizó la idea con la Fundación Cruza, aunque creo que continúa unilateralmente con la universidad de Stanford, hay una iniciativa que se llama "Camino de Osa", no sé si la conoces.

MV: Es un camino eco-turístico?

RA: Esta orientado hacia eso, pero también al disfrute de la gastronomía local. Casualmente la experiencia que nosotros quisimos impulsar pretendía dígame articular fincas familiares a la visitación turística. Porque muchos turistas vienen a la Península de Osa, y se hospedan en los grandes hoteles lujosos que hay allí, lo llevan a hacer unos recorridos disfrutan de todo, pero no dejan dinero a las familias que están allí. Entonces la propuesta es vincular a esas familias pero vamos a asegurarnos que estas familias también van a ir mejorando sus sistemas de producción, se van a capacitar en cómo atender al turista, se van a capacitar en aspectos agronómicos de los cultivos que ellos tiene y vamos a explorar los productos que están en el bosque y se pueden ofertar en el platillo. Entonces vamos hacer una oferta muy atractiva para que los turistas ya no se queden en los grandes hoteles sino que disfruten de lo que está allí y dejan dinero a la economía local.

Hoy en día en el sector agro-pecuario todo está orientado para alimentar a alguien, es decir no producimos comida simplemente por producirla no, es alimento que va air a un mercado y pueden ser niños, jóvenes, adultos, que comen cosas diferentes. Si hoy en día el niño está comiendo mucha comida chatarra tenemos que educarlo para que coma comida nutritiva idealmente libre de contaminante, de pesticidas verdad, entonces nosotros como **ministerio de agricultura que nos interesa mucho la producción siempre deberíamos pensar : "bueno la producción, para quién?, y cómo ese actor consumidor de esta producción, cómo se entera de cómo se produce lo que él se va a comer? Porque es importante que sepa y valore que aquel productor que está allí produciendo este maíz, la leche de cabra, los huevos etc. trabaja de cierta forma y quiere ofrecerle a él el producto a un precio que le permita a él continuar haciendo eso y tener una utilidad que le permita que sus hijos tengan educación, ropa etc. o sea, pongámonos en contacto!**

Con el tema de los turistas esto no sucede porque además cuando se analiza la cadena te das cuenta que los turistas que vienen al país, muchos de ellos vienen a través de Tour Operadores que ya tienen sus contactos hechos con el gran hotel y no se complican. La idea es romper eso y es buscar cómo se agrega valor a esa cadena mediante el tema gastronómico. Bueno Costa Rica comenzamos a desarrollar un programa que se llama Plan Nacional de la Gastronomía Saludable y Sostenible. Está documentado además por en un libro publicado en la FAO, me invitaron para hacer una presentación allá en el marco de un *Workshop* sobre estos estándares voluntarios para la producción sostenible, entonces presenté este caso. Entonces fue con la fundación Cruza articular todos esos elementos allá en la Península de Osa, bueno no se logró pero ellos están continuando allí.

Mi apuesta está hasta el involucramiento del consumidor en esta corriente, porque hasta ahora hay ciertos segmentos de consumidores, especialmente afuera del país, que son consumidores de nuestros productos que se han convertido en una fuerza promotora a esos cambios hacia una agricultura más amigable con el ambiente, pero al interno del país el rollo del consumidor es prácticamente nulo en esta materia. Entonces mi apuesta está por allí, tanto en el marco de las discusiones que tenemos a nivel internacional, con los programas decenal de producción y consumo sostenible, como aquí a nivel nacional hemos insistido que en el tanto no logremos que el consumidor se sume y sea una fuerza promotora de este cambio, no vamos a lograrlo. Porque los productores innovadores que están haciendo esfuerzos muy valiosos, que le retribuyen a ellos, que le dan un ingreso neto incremental a esos esfuerzos, pero son unos pocos. Generalmente si hablamos como sociedad, son unos pocos, son los locos, los que siguen haciendo locuras y entonces tenemos que hacer algo para movilizar más al consumidor.

MV: Nacional?

RA: Nacional e internacional. De alguna forma, ya los programas decenales de producción y consumo sostenible se están moviendo en esta dirección, que incluye el programa de *consumerinformation*, de alguna forma está visualizando que el consumidor necesita ser educado, informado, también estamos moviendo las instituciones públicas en Costa Rica en lo que es compras públicas sostenibles, a nivel internacional este movimiento también se está dando. Las instituciones también están obligadas a tener planes de gestión ambiental institucional, que toca en terma de reducción de huella ecológica. Entonces hay avances pero en términos de consumo de alimentos, el consumidor es actor clave en todo esto, tanto porque puede servir de fuerza para obligar el productor a cambiar. Porque en la medida que el consumidor se interese por saber: "bueno, Sr. productor, Usted que trae todos estos tomates que se ven muy ricos aquí, cómo los produce? Cuenta Usted con un certificado que diga que son libres de agroquímicos y que respeta el ambiente. Cuando él empieza a machacar sobre eso, el productor va a decir "caramba

voy a tener que hacer algo para poder demostrar todo eso sino estoy en peligro". Peligro de no estar en el mercado, sino otros van a ganar la batalla, aprovecharse de ese nicho de mercado.

MV: Por el momento no es ilegal producir productos completamente llenos de agroquímicos?

RA: No, no es ilegal, tampoco es que sea legal. No hay una regulación estricta que diga que si su tomate pasa de tanto el límite máximo de residuales no se puede vender, verdad. Porque quién hace todos esos análisis? Por eso digo es el consumidor que tiene que mover esto! Porque obviamente es el Consumidor capacitado e informado.

MV: Piensa que cada productor está al tanto de que existe esa ayuda?

RA: Hay que hacer más difusión al respecto. Si esas voces de alerta no se dan el productor simplemente estará tranquilo como está. Entonces qué es lo que pasa, el productor aprendió cómo producir porque se lo enseñó su papá, sus hermanos, o porque lo vio aprendiendo en la prueba de error, y quien lo ha acompañado es el vendedor de agroquímicos. El vendedor de agroquímicos como le gusta vender sus agroquímicos ya que es lo que le interesa, no le va a decir es aquello que lo induzca a comprarle más. Entonces es muy probable que la mayoría de los productos que están producidos en el país esté por encima de los límites máximos, esto es muy probable. Bueno esto es una hipótesis, yo prefiero pensar que es así, porque si yo pienso que no es así, nunca voy a hacer nada para verificarlo. Si yo pienso que hay muchos que son así, entonces voy a ir a verificarlo. Pero no se le está poniendo atención a esto, no se le está poniendo atención, bueno, muy poco. Es decir tenemos una experiencia en marcha casualmente porque una empresa de cadena de supermercado quiso diferenciarse, se acercó aquí, al ministerio...

MV: Cuál es?

RA: Automercado y ellos quisieron diferenciarse y entonces juntos estamos desarrollando una experiencia donde los productores son certificados por una institución pública de que son libres de agroquímicos. El certificado no se llama así, se llama "buenas prácticas agrícolas". Pero la última prueba después de unas verificaciones en el campo es un análisis en el laboratorio de los productos. Esta es una iniciativa que desarrollamos en conjunto con el servicio de fitosanitario del estado. La labor del muestreo y del análisis la hacen ellos, nosotros hacemos toda la labor de campo de verificar el cumplimiento de una serie de puntos de control. En total son 100 puntos de control que la normativa tiene, unos son obligatorios, otros son recomendados y otros son críticos, y el productor está obligado digamos para avanzar hasta el muestreo, de cumplir todos los obligatorios que son aplicables, si no tiene eso ni siquiera se da el muestreo y si cumple todos los obligatorios y en el muestreo dice que está por arriba, no tiene certificado. Pero esos son unos cuantos productores, son alrededor de 25 productores en todo el país.

MV: Y eso es suficiente para abastecer el...

RA: No, por supuesto que no! También hubo Wal-Mart, la empresa que suple Wal-Mart con hortofrutícolas se llama "Horti-Fruti", ellos tienen una regulación propia y sí se apoyan en el servicio fitosanitario del Estado para que les haga el muestreo y los análisis de laboratorio. Claro ellos solamente se limitan a reportar cuál es la situación.

También pasa a nivel internacional. Las grandes empresas que distribuyen en Europa, claro ellos tienen sus políticas de sostenibilidad y quieren comprar productos orgánicos y amigables con el ambiente, pero cuando no hay de eso, qué le dicen al consumidor: "no te vendo porque no hay". Ves allí es donde entra el rol del consumidor. Porque el consumidor debe entender eso: "bueno, esta semana no voy a poder comer tomates, porque todos los tomates que hay en el mercado están con tal de agroquímico o arriba de y eso es un agroquímico que daña la salud, no voy a comer tomates. El consumidor necesita hacer parte de toda esta fuerza, sino..."

MV: Aceptar la "temporalidad"...

RA: También, también que esto es otro tema. Mira aquí pasa con piña, muchos productores de piña, pequeños, hicieron grandes esfuerzos y quebraron. Qué pasa con la piña, bueno la piña es un cultivo en el cual hay lo que se llama inducción floral, es decir necesita ser inducida para que florezca, o sea someterla a un estrés para que florezca.

MV: Un estrés hídrico?

RA: Puede ser hídrico, puede ser por temperatura. Hídrico no porque la piña de por sí ya es una planta sumamente rústica, es decir que es una bromelia, Usted ve las bromelias viviendo en los cables de electricidad cual nutriente está llegando hasta allí.

MV: La humedad del aire.

RA: Es una planta resiliente! Entonces esta inducción floral se puede hacer con frio, con agua con hielo. Entonces hubo una época en la que, bueno el cambio climático nos está afectando también, pero hubo unos productores que perdieron también su empresa porque la piña se puso tan barata porque había mucha producción, lo que bajó el precio. Allí nuevamente entra el consumidor, porque cuando están vendiendo la piña en un supermercado en Alemania al dos por uno, allí están castigando al productor.

Entonces, **la lucha es dura pero yo creo que si logramos que poco a poco el consumidor se vaya metiendo como un actor clave que propicia los cambios, los productores van a cambiar, porque el productor se siente bien de saber que con lo que está haciendo está ayudando a la salud y el bien estar de la gente.**

MV: Sí, nuestra cartera es un arma. Pero creo que el mundo como tal, el planeta se va a recuperar de nuestros errores. Si hay concientización nada está perdido realmente. Hay algo que se hizo que se llama "Paz con la Naturaleza" verdad, también consistió en prácticas agrícolas me imagino.

RA: Bueno, Paz con la Naturaleza es más digamos un enfoque ideológico, que alguna o otra forma ha colaborado a que más y más gente le ponga atención a lo que es un recurso natural, pero si es un programa que ha incentivado que más personas se hayan ido metiendo a la reflexión de los temas ambientales.

MV: *Y qué tal a nivel de las escuelas, Usted sabe si reciben educación ambiental?*

RA: Sí, y eso tiende a mejorar porque el Ministerio de educación que es parte de esta iniciativa de desarrollo sostenible está formando nuevos currículos para involucrar las nuevas generaciones de escolares. Hay un caso muy interesante ahora de título: "escuela producen lo que se comen". Entonces hay escuelas que están estimulando la participación de los niños en huertas sin químicos.

Annexe n° 13: entretien avec M. Luis Eduardo Rodríguez Ugalde, MINAE : Ministerio del Ambiente y Energía, Dirección de Gestión de Calidad Ambiental - DIGECA, 30/03/2016, 45'49"

MV: *Querría saber ahora en qué consisten y en qué se enfocan las políticas ambientales costarricenses actuales?*

LR: Hay muchas!

MV: *En el sector agrícola precisamente?*

LR: Actualmente se acaba de aprobar una política nacional de biodiversidad y ya está por salir la estrategia nacional de biodiversidad, que tiene mucho que ver con la parte de organismos silvestres pero también con la parte de organismos agrícola verdad. Aquí en esta dependencia estamos trabajando la política de producción y consumo sostenible y tiene 6 ejes, y uno de los ejes es sistemas alimentarios sostenibles. Pues eso tiene total relación con la producción agrícola. Después también en este año se acaba de sacar la política energética nacional, no es la primera vez que se saca, ya es una revisión de la política. Y porque estoy hablando de energía cuando usted me está trayendo el tema de la palma africana? Bueno, resulta ser que dentro de esta política nacional de energía también se está considerando el tema de biocombustible, y pues una parte de la palma de aceite se consideraba que iba a ser utilizada como bio-combustibles. Ahora se ha complicado un poco la cosa por el bajo precio del petróleo a nivel internacional. Entonces en esta circunstancia, los bio-combustibles casi dejan de ser rentables, verdad no? Pero bueno los que entienden del tema, yo no soy experto en energía dice que esta baja de precios del petróleo no va a ser sostenible y actualmente tiene que subir otra vez. Y pues bueno, allí se retomara el tema de bio-combustibles a base de aceite de palma, específicamente el bio-diesel verdad? Después hay una política nacional forestal y esta política tiene que ver tanto con las plantaciones forestales como con las áreas de bosque. En eso hay un monitoreo a nivel nacional, la idea es que no se siga ampliando la frontera agrícola, como si ha sucedido en otros países verdad. Como el caso más famoso con palma de aceite es en Indonesia, donde se ha ampliado la frontera agrícola hacia la línea de bosque para sembrar palma. Bueno acá se está dando este monitoreo para que se empleen terrenos agrícolas y no terrenos de bosque para la siembra de palma.

MV: *Y eso lo manejan ustedes del DIGECA?*

LR: No, el DIGECA pertenece al Ministerio de Ambiente y Energía verdad. Acá nosotros vemos lo que es prevención de la contaminación, mucho de lo que le mencioné yo de las políticas se llevan en otras dependencias del MINAE. Acá la que si llevamos es la de producción y consumo sostenible.

MV: *Qué queda por hacer para mejorar las políticas ambientales a nivel nacional?*

LR: Queda mucho por hacer, claro queda muchísimo, porque bueno le mencioné una cantidad de políticas allí. Una cosa es hacer la política y otra cosa es implementarla es la parte pues más difícil verdad.

Tal vez no tenga relación directa con la palma pero hay una cuestión interesante que se hizo con el PNUD (Programa de Naciones Unidas para el desarrollo) que es la plataforma para la producción sostenible de la piña, es una metodología que tiene el PNUD para que el cultivo junte a todos los stakeholders en este tema y todos se ponen de acuerdo para hacer más sostenible esta actividad. A nivel mundial hay varias plataformas que lleve el PNUD, hay en cacao, hay en palma aceitera, está la de Costa Rica que es de piña etc.

MV: *Por el momento solo hay esta de piña?*

LR: Solo hay de piña, posiblemente se inicie una en la parte de pesquerías. Bueno volviendo al tema de la piña, lo interesante, no solo es que se hizo todo el trabajo con 2000 y pico de actores, allí se toma en cuenta a los productores, a las instituciones, a las comunidades incluso a los compradores verdad, sino una vez que se tuvo esta plataforma lista, esta estrategia, se firmó un decreto del gobierno para oficializarla y ya queda como algo fijo. Entonces, hay varias plataformas en el mundo, pero la de piña es la primera que se oficializa por medio de un decreto.

MV: *Y junto con un marco normativo me imagino.*

LR: Sí claro.

MV: *Y como dice, de pronto se podría pensar en otros productos agrícolas.*

LR: Sí, correcto, como le digo pues esto lleva mucho trabajo, el PNUD ayudó mucho, se hizo una de piña, ahorita estamos tratando desde aquí a que el PNUD nos ayude a establecer otra plataforma en producción y consumo sostenible. Nos interesa posicionar al país como un país de producción sostenible y de consumo a nivel mundial,

entonces queremos, bueno usted sabe que las naciones unidas sacaron los objetivos del desarrollo sostenible verdad en setiembre pasado, el objetivo número 12 es producción y consumo sostenible precisamente. Entonces desde aquí, desde el DIGECA queremos aprovechar este objetivo para promover la producción sostenible y también el consumo sostenible a nivel nacional y para las exportaciones del país.

MV: Sí es que ustedes son líderes en exportaciones hasta en el banano no?

LR: Sí, pues Costa Rica tiene el problema, entre comillas, aunque yo creo que es una gran ventaja, de que tenemos una legislación más fuerte que los países vecinos. Incluso pagamos salarios mínimos más alto en Costa Rica que en todos los países vecinos nuestros. Las leyes laborales de Costa Rica son más estrictas y esto hace que la mano de obra en el país sea más cara. Eso pues significa, o podría significar una desventaja para el país porque compite con precios más altos, pero bueno, el país ha hecho un gran esfuerzo en tener una legislación laboral más estricta y pagar salarios mínimos más altos, esto nos ha dado un poquito más de paz social que los vecinos verdad. Y también se han hecho muchos esfuerzos en el país en la parte ambiental. Entonces lo que queremos es tomar esas dos cosas y aprovecharlas para posicionar a nuestros productos en sectores diferenciados. A aquellas personas que sí les interesan la parte social y sí les interesa la parte ambiental, pueden comprar un producto del país, aunque sea un poquito más caro, sabiendo de donde viene y cómo se produjo y todo, y eso pues nos abre nichos de mercado, en los que ya no se compite por el precio sino por ética.

MV: Entonces también el fomento de la agricultura orgánica por ejemplo?

LR: Sí! Bueno seguro que le hablaron en el MAG de esto hay un programa nacional de agricultura orgánica y de buenas prácticas. Pero específicamente en el programa de agricultura orgánica, ellos tienen metas para ir ampliando la cantidad de área en cultura orgánica verdad. Bueno, en el mundo y sobre todo en Europa hay una gran demanda de productos orgánicos y no está suplida. Entonces como país se puede aprovechar esa oportunidad que está allí. Nosotros, como le había comentado, somos un país donde producir es más caro que los países vecinos, entonces toca aprovechar esos nichos de mercado porque sino, por precio no podemos competir.

MV: Si le guste, me puede hablar un poco sobre la gestión de calidad ambiental, de cómo trabajan para reducir la contaminación...

LR: Bueno, esta es una dirección del Minae, somos algo como veintidós personas para todo el país y son muchos los temas. Hacemos lo poquito que se puede hacer, estamos trabajando en un sistema de gestión para el sector público, se llama el PGAI (programa de gestión ambiental institucional). La idea es que todo el sector público mediante la aplicación de unas herramientas vaya reduciendo su impacto ambiental.

Trabajamos también por las municipalidades, porque son poquitas las que trabajan bien en gestión ambiental es un tema muy nuevo para ellas, en el cual no han avanzado, entonces allí estamos ayudando que hagan gestión ambiental en sus municipalidades y en sus cantones también es un reto enorme. Son 81 cantones más tres intendencias de distritos, en total hay 84 municipalidades.

MV: Entonces un cantón viene a veces a ser una municipalidad?

LR: Generalmente un cantón tiene una municipalidad, pero a veces hay distritos de este cantón que son muy particulares entonces ellos deciden tener su propia municipalidad aunque son solo una parte del cantón, eso se llama intendencias de distrito pero también son municipalidades. Le voy a mencionar el caso de Puntarenas, es un cantón y tiene su municipalidad cantonal, pero es un cantón con mucho territorio entonces tiene dos distritos localizados en los extremos del cantón que tienen sus municipalidades verdad.

MV: Entonces cuando se habla de un pueblo, por ejemplo Puerto Jiménez donde voy, en este caso vendría a ser una municipalidad o hace parte de una gran municipalidad?

LR: Sí, Puerto Jiménez hace parte de un cantón más grande.

MV: No es una Municipalidad en sí, es un pueblo que pertenece a ...

LR: A un cantón que tiene su municipalidad.

MV: Es Pérez Zeledón?

LR: No, Si más me recuerdo no sé si es cantón de Osa o de Golfito.

MV: Entonces si uno necesita datos tiene que irse siempre a la Municipalidad me imagino, ellos manejan toda la parte de estadísticas, informaciones sobre las cubiertas...?

LR: Muchas Municipalidades no tienen esos datos. Hay una institución que está dentro del MAG digamos pero que tiene independencia que se llama SEPSA (Secretaría Ejecutiva de Planificación del Sector Agropecuario). Ellos son los que llevan todas las estadísticas del sector agropecuario. Después hay un instituto a nivel nacional que lleva todas las estadísticas, se llama el INEC (instituto nacional de estadísticas y Censos), y acaban ellos de terminar el último censo agropecuario si más me acuerdo en el 2014 o el 2015. Entonces son estadísticas muy muy fresquitas es una suerte tenerlas tan recientes verdad.

MV: Y a nivel de cartografía, de datos de información geográfica?

LR: Bueno, todo el país está mapeado, hay hojas cartográficas a escala 1:50 000 aunque haya otras en 1:10 000, se consiguen en el Instituto Nacional Cartográfico.

MV: Según Usted cómo podrían conciliarse la agroindustria y el agro-ambientalismo? O digamos ser industrial, tener una producción buena, pretender a los mercados extranjeros pero al mismo tiempo manejar todo de manera sostenible?

LR: Sí, otro de los temas que trabajamos que también es una herramienta que se usará mucho a nivel internacional es "Producción más limpia". Hemos trabajado con más de 40 empresas y sí y al aplicar producción más limpia no solo se mejora la competitividad de la empresa sino que se reducen los impactos ambientales. Lo hemos visto aplicado en la práctica verdad, empresas que redujeron mucho sus impactos ambientales y trabajamos mucho con el sector agroindustrial, bueno con palma nunca hemos trabajado pero hemos trabajado con café, industria de porcinos, también con mataderos, y se han logrado resultados muy interesantes.

MV: Qué era lo de los aceiteros, no los veo representado en los ministerios, los siento muy independiente, tendrán políticas especiales?

LR: No no, de, el sector de palma no es de los más importantes en el país, eso es definitivo, pero en la zona sur, sí la palma es muy muy importante. **Hay que tomar en cuenta que en la zona sur hay dos realidades, está la gran empresa, dueña de un área muy grande de palma aceitera con sus propias plantas procesadoras, este es un esquema, el otro esquema que supongo yo que tiene propensión a la parte social le va a interesar son las cooperativas de productores de palma.** Entonces hay muchos agricultores que le dieron una parcela agrícola por medio de la reforma agraria se les ayuda a sembrar palma, esa gente produce la palma pero las instalaciones industriales son de una cooperativa a la que pertenecen todos esos agricultores. Entonces ellos llevan su producción que ya hay varias, procesan la producción y venden en el mercado nacional y exportan también. Hay varias cooperativas pero hay una que se llama Coopeagropal tienen una planta industrial grandísima.

MV: Y esta reforma agraria cuando se dio?

LR: La reforma agraria a la diferencia de muchos países de Latinoamérica en Costa Rica se llevó de forma pacífica, en otros países produjo revoluciones. Comenzó en los años 50 del siglo pasado pero en un tiempo muy prolongado, bueno y todavía se está llevando a cabo incluso tenemos una institución que es la encargada de esto, actualmente se llama el INDER, ellos compran fincas hacen las parcelas, después llevan allá a los agricultores, les hacen caminos, les dan casa etc. Esta reforma agraria nos dio más paz social.

MV: Ay qué bien, y dar el acceso también no, a través del micro-crédito.

LR: Sí, por ejemplo este instituto, el Inder, ellos tienen un fondo para los agricultores.

MV: Y creo que el MAG también.

LR: El MAG también sí correcto.

MV: Cuáles son los retos ambientales del cultivo de la palma aceitera en su país?

LR: Bueno, la palma aceitera aunque es un monocultivo verdad, de grandes extensiones, no tiene un impacto ambiental tan fuerte como otros cultivos, por qué? Bueno porque usa mucho menos agro-químicos, entonces la huella tóxica que es parte de la huella ambiental verdad, es mucho menor que en otros cultivos. Además la palma es un cultivo que fija carbono, entonces eso ayuda un poco a mitigar la huella de carbono. Las plantaciones de palma cuando las va a ver en la zona sur la utilizan con cobertura vegetal, ellos siembran especies de leguminosas en el suelo, esto entonces también ayuda a mitigar la erosión. **No le voy a decir que la palma es el cultivo que tiene cero impactos ambientales, al ser una actividad productiva tiene sus impactos ambientales pero tal vez es un impacto menos fuertes que otros cultivos, como qué sé yo banano o piña, que tiene un impacto ambiental un poco mayor verdad? La palma tiene esta ventaja digamos que se le aplican muy pocos agroquímicos entonces su huella tóxica es menor y al ser un cultivo arbóreo pues fija carbono verdad, entonces es un cultivo que genera menos impactos ambientales por este lado, pero en lo social es un cultivo también muy importante, sobre todo en esos casos de las cooperativas, va a darse cuenta que son pequeñas fincas producto de la reforma agraria, son fincas pequeñas, y cada finca tiene una familia. Entonces en estas parcelas viven y trabajan muchas personas de la familia, **entonces la actividad de la palma aceitera genera mucho trabajo en la zona rural y favorece la economía local.**** Pero bueno lo puedo contar aquí pero mejor es verlo allí y escucharle a la gente.

MV: Qué pasaría cuando Ustedes se dan cuenta que no cumplen con las leyes o las normas, hay una cosa que se llama metas países verdad?

LR: Bueno vamos a ir por partes, la meta país de carbono neutro es una meta que Costa Rica tomo voluntariamente frente a la comunidad internacional, nos va a costar mucho pero se está trabajando en esto. Con respeto al sector privado, las empresas no están obligadas a coger estas metas, pero si sería recomendable que lo hagan. Qué papel juega el sector aceitero y otros sectores en esta meta país de la carbono neutralidad? Bueno, el principal emisor a nivel nacional es el transporte, porque Costa Rica no produce combustibles fósiles, sino que todo lo importa. Si podríamos sustituir una parte considerable de combustibles importados por biocombustibles la huella carbono del país bajaría mucho, entonces nos sería mucho más fácil alcanzar la carbono neutralidad porque el principal emisor del país estaría bajando sus emisiones contabilizadas.

MV: Y también el sector agrícola o en otros sectores son autosuficientes?

LR: En qué sentido?

MV: Porque si importan todo lo que comen...

LR: No Costa Rica no es autosuficiente no, por ejemplo en piña exportamos un montón, Costa Rica es el primer productor mundial de piña, en banano también exportamos mucho, en café somos autosuficientes y exportamos un montón más, pero por ejemplo en granos básicos, arroz y frijoles, no somos autosuficientes, entonces tenemos que importar parte de lo que comemos. Sí producimos, pero no el 100%, en maíz tampoco producimos el 100%. Soya que se usa mucho en el sector animal, Costa Rica prácticamente no produce, entonces toda la soya es importada entonces en unas cosas somos autosuficientes, en otras estamos muy largos de serlo.

MV: Tocaría ver el balance.

LR: Sí. Después usted preguntó qué pasa cuando un productor no está cumpliendo la normativa?

MV: Sí.

LR: Yo le voy a hablar de la parte normativa ambiental porque trabajo en el MINAE, no sé los otros ministerios cómo lo harán. Aquí en el Minae existe una dependencia que se llama Tribunal ambiental, es un tribunal con jueces verdad, entonces cuando un productor del segmento que sea, productivo, no está cumpliendo se le puede denunciar en el tribunal ambiental, bueno es un tribunal administrativo, les pone multas muy fuertes y les exigen arreglar el problema ambiental que tienen y aquí ha funcionado relativamente bien.

MV: Pero usted dijo que en el sector privado eso no funciona?

LR: No, estábamos hablando de la carbono neutralidad, la normativa ambiental esa es obligatoria para todos. Ellos sí les guste o no les guste tienen que cumplirla, y cuando no cumplen pueden ser acusados en el tribunal ambiental.

MV: Si me podría hablar un poco del sector Sur Pacífico.

LR: Bueno yo trabajé varios años allí. Hasta geológicamente es interesante! Costa Rica se terminó de formarse hace como unos tres o cuatro millones de años antes de eso eran islas y por aquí corría mar pero una parte la zona sur existía desde hace mucho tiempo, es una de las partes más viejas de Costa Rica, sobre todo la parte de la península de Osa verdad? Entonces ya incluso en su formación es una parte muy particular, después la zona sur está separada del resto del país por la cordillera más alta que es Talamanca. Esta cordillera se formó muy recientemente también hace sus 4-6 millones de años, pero también aisló la zona sur, es tan alta que la aisló. Entonces la zona sur y específicamente la península de Osa, al quedar aislada por varios millones de años, comenzó a formar lo que llamamos especies endémicas. Entonces hay muchas especies de plantas y de animales que son endémicas de la península de Osa entonces muy importante biológicamente y las plantas han tenido mucha oportunidad de ir evolucionando allí verdad y formando especies y sub-especies muy particulares, le cuento esta parte de la historia para que sepa que es una zona muy particular, tanto que la península de Osa tiene tanta riqueza en plantas que le han dado a llamar el amazonas de Centroamérica, yo no sé si es un nombre muy pretencioso pero algunos biólogos la llaman así, de hecho gran parte de la península son áreas protegidas, hay dos parques nacionales, una reserva forestal y hay varias áreas protegidas privadas, entonces mucho de esta riqueza hoy está protegida.

MV: Hay corredores biológicos.

LR: Sí, hay corredores biológicos entre la península y el resto de la zona sur. Ahora, ese aislamiento geográfico hizo que también estuvieron mucho aislado en lo social. La península y la parte del pacífico sur fueron de las regiones últimas en desarrollarse en el país. Casi no estaba desarrollada, casi no tenía población, a parte de los pueblos autóctonos, los pueblos indios que sí han existido toda la vida y tiene una gran riqueza étnica, hay muchas etnias allí, que todavía incluso tienen su idioma sus costumbres verdad, ellos sí existían pero digamos la población no indígena se trasladó a la zona sur en los años relativamente recientes. Entonces también no solo es interesante en la parte biológica que ya hablamos sino también en la parte etnográfica, tiene una gran riqueza verdad.

MV: Y son descendientes de los Brunca allí o no?

LR: Bueno algunos son descendientes de los Brunca, otros de otras etnias, porque algunos atravesaron la cordillera pacífica desde del lado Caribe hasta el lado pacífico, verdad, entonces esas etnias no son Brunca pero llevan mucho tiempo de convivir allí. Bueno, el panorama digamos hasta hace unos cien años pero casi todo el Pacífico sur era selva, muy poco desarrollado. En los años 30 del siglo pasado existía una gran transnacional productora de banano en la zona del Caribe, la *United Fruit Company*, producía el banano que exportaba a Europa y EEUU en el Caribe, por Limón y este lado. Llegó una enfermedad que era muy perjudicial para el banano y sus plantaciones en el Caribe se terminaron, entonces mediante una concesión de tierras, que por dicha es algo que ya no existe en el país desde hace mucho tiempo pero en este entonces existía, se le dieron a esta compañía miles y miles de hectáreas en la zona sur, entonces ellos llegaron, talaron esas zonas de bosque y cultivaron banano. Entonces el banano se cultivó durante muchos años en esta zona como hasta finales de los años setenta y principios de los años noventa.

MV: En Osa también?

LR: No en Osa, no habían bananales, en Osa hubo otra transnacional maderera que se llama, creo que era Osa productos forestales. Era un tiempo donde el país daba grandes concesiones de terreno como todavía lo hacen algunos países y aquí por dicha hace mucho tiempo ya no se sigue este esquema. Entonces a finales de los años setenta y inicio de los años ochenta, hubo un movimiento sindical muy fuerte en la zona sur, hubo unas huelgas muy fuertes, el banano es un cultivo que requiere mucho cuidado, al paralizarse la fuerza laboral se fue descuidar el banano y el

banano en toda esta zona se vino a pique. Entonces la empresa transnacional que hoy en día no se llama la UFCo sino se llama Palma Tica vio una oportunidad de quitarle el banano a sus fincas para sembrar palma aceitera, porque la palma? Porque requería mucho menos cuidado que el banano.

MV: En la parte de Golfito puede ser?

LR: Si en Golfito y Palmar.

Annexe n° 14 : Entretien avec M. Edgar Gutiérrez, lors d'une réunion du syndicat *Unión de Trabajadores de Golfito (UTG)*, Río Claro, 04/04/2016, durée 3'52"

La bananera despoja de las tierras tanto a nacionales blancos y a nacionales indígenas, y yo le digo nacionales porque los indígenas no eran considerados nacionales. Cuando se hablaba en el Congreso sobre cómo se caracterizaba la población nuestra en la zona sur se hablaba de indígenas y de nacionales, ya de allí estábamos discriminando los que en realidad eran nacionales, que eran los indígenas. Entonces despoja de las tierras tanto a nacionales blancos y a nacionales indígenas, con complicidad del Estado y con complicidad de las autoridades regionales, y en esto tuvo mucho que ver el presidente León Cortés Castro, verdad.

MV: *Cómo despojaron?*

Despojaron porque las tierras eran por baldíos, entonces usted pagaba un arriendo, por eso le digo que se hizo por complicidad, porque una vez que pagaba el arriendo, usted se quedaba sin derecho, y la compañía se valió de eso. También tenemos que decir que la bananera no vino aquí a crear una infraestructura económica porque ya existía.

MV: *Bananera española?*

No, bananera gringa. La UFCo, que está fundada en 1889 por John MinorKid. Entonces es otro tema que la bananera en Limón, porque en Limón, les entregan las tierras, ellos vienen aquí a una actividad muy contraria, apoderarse de las tierras y a despojar a la gente de las tierras. Ya que en el Atlántico tenían contaminadas las tierras, abandonan al Atlántico, lo dejan en la miseria, lo que hacen aquí 45 años después. Entonces dejan el Atlántico en miseria y se vienen por acá, no le cumplen al Gobierno, porque el contrato que decía que en el Atlántico tenían que desarrollar la indus. Ellos ya tenían las tierras contaminadas allá en [Ferro], con el [Nemagon] y todas las cosas que ellos usaban, con herbicidas prohibidas, y entonces es aquí que se desarrolla en condiciones de esclavitud la explotación de los bananos.

MV: *Hasta los años 50*

Estamos hablando de los años 50 en adelante donde los trabajadores no tenían garantía social, no tenían el mínimo de trabajo de horas, donde los trabajadores vivían en situación de esclavitud laboral.

MV: *Pero cuándo se abolió la esclavitud en este país?*

La esclavitud como institución no hubo, la esclavitud laboral sí, donde no pagan lo que tienes que ganar, sigue siendo una esclavitud aunque no es una esclavitud como estado, pero las empresas vinieron a desarrollar una esclavitud.

MV: *A explotar...*

A explotar, una explotación!

Siempre siguen explotando, son las mismas compañías bananeras solo que cambiaron de nombre, Palma Tica, Numar. Palma Tica es una empresa subsidiaria (un apéndice) de la UFCo, pertenece al consorcio, no solamente produce banano, sino también piña (Del Monte), papaya y una serie de productos y también la palma aceitera.

MV: *Cómo le beneficia al Estado o a los Costarricenses?*

Solamente a punto de vista de los salarios para los trabajadores.

Annexe n°15 : Entretien avec Alexander SOLORZANO LEITON au siège social de la coopérative de producteurs de palmiers à huile : Osacoop, La Palma, 08/04/2016, durée 83'12"

Osacoop nace en el año 2000, como por la necesidad que había un grupo de 26 personas sembrando palma en la península, pero estando un poco distante de la planta que procesaba la fruta ocupaban unirse para mover la fruta.

MV: *Es la misma planta de Neily*

AS: Ah exacto. Bueno Agropal está en Laurel, la de Neily es Palma Tica. Entonces este grupo ve que hay una necesidad para mover la fruta, una tonelada, dos toneladas, cinco toneladas, entonces se unen para mover 20 toneladas en un solo camión. Además de eso para comprar los insumos, herramientas, fertilizantes, comprarlos en grupo es mejor. Osacoop como tal, no tiene finca, no es productora de aceite, es comercializadora de un grupo de productor.

MV: *No tiene tierra...*

AS: Eso es, solamente es la organización que une a todos los productores. A futuro, la idea es tener una plantación también que sea local. Este grupo inicia así, luego vienen entrando más gente, normalmente hay 95 miembros de

Oscoop que están distribuidos en Banegas, Cañaza, Agujas, El Amapola, La Palma, Puerto Escondido, Rillitos, después saliendo para Chacarita tenemos productores en San Juan, Rincón, Bahía Chal tenemos productores casi en todos los pueblos de la Península.

MV: Y todos vienen acá o tienen otra sede?

AS: La sede es esta pero bueno la entrega se hace acá en Puerto Escondido, los productores traen la fruta acá que hay una romana que es de Coopeagropal, allí se entrega la fruta y de allí se mueve a la planta. La Cooperativa está haciendo unos cambios a nivel de producción, porque hemos pensado tener palma pero también otras actividades y actualmente estamos trabajando con un vivero de cacao, y hay una empresa en Francia que compra cacao, una comercializadora, los recursos los maneja una fundación que se llama Aliarse, pero los recursos son de una comercializadora en Francia. Ellos contactan a la fundación en Costa Rica para buscar productores que producen cacao. Nosotros no estábamos produciendo cacao pero sí estábamos interesados en producir cacao porque la mayoría de los productores tienen palma pero tienen más espacio, no es una sola finca con palma, entonces yo les mencioné a ellos, bueno no tenemos cacao pero están dentro de los proyectos para hacer y ellos nos dieron materiales: semillas, algo de fertilizante, serán, algunas cosas para hacer un vivero y luego darles las plantas a los productores, con eso se va a sembrar 80 hectáreas de cacao y vamos a sembrar 25 hectáreas más con fondos del INDER, no sé si hablaste con gente del INDER. Entonces tenemos así rápido: **600 hectáreas en palma, en los próximos años vamos a tener 31 hectáreas de cacao. También dentro de los productores algunos tienen bambú (guadua), este verde para la construcción. Y estamos allí en la idea que otros productores que también tienen espacio también cultiven guadua con varias intenciones, una de ellas es para que puedan construir cosas en su casa, o sea construcciones rápidas, venderlo y en el futuro tener una industria con bambú, puertas etc.**

MV: Hasta puentes se hacen en bambú verdad?

AS: Sí, se debe llegar a eso, por el momento no hay una cultura tan definida en la península, si hay el recurso y el material, pero no hay el conocimiento. Estamos tratando de contactar a personas que manejan mucho que vengan acá a hablar con los productores que tienen bambú, para que realmente vean que tienen un gran potencial con este material. Pero hay varios proyectos que tenemos acá. Te cuento esto para que veas que como productor tenemos una amplia línea para trabajar. Porque no estamos solo enfocados en palma, no significa que palma sea malo, pero sí que tiende a subir y bajar mucho los precios.

MV: De veras, de un mes para el otro?

AS: No es poco lento el proceso, pero cuando empieza a bajar, va, va, va y llega muy bajo. Cuando sube, sube, sube y llega muy alto. Entonces queremos con otras actividades, lograr a tener un balance donde el productor tenga un ingreso estable en el tiempo. Si tiene cacao con precios bajos, y palma con precios altos, ya se compensa, entonces más o menos es la intención que tenemos.

MV: Sí también vi que ustedes producen su propio abono orgánico...

AS: Sí, vamos a ver un proyectillo que quizás te gusta sobre plantas ornamentales, por el momento es un plan piloto pero tenemos un pequeño mercado ya, quieren hacer un jardín con plantas de estas, eso sí es completamente adentro de palma, como se forma un microclima por lo fresco, y aquí es tan diverso y tan húmedo crecen muchas plantas y la mayoría de esas plantas tienen un follaje muy bonito y flores bonitas, sin embargo, se trata como monte (maleza). Al tratarse como monte, no tienen valor ni nada, el uso que se le da es cortarlo "porque quiero que esté la palma" ya, sin embargo este monte es muy atractivo, flores bonitas y también atrae animales. Pero al ver eso allí, lo vemos como un bambú que es un gran potencial, entonces hemos sacado algunas de esas plantas y las hemos tenido acá, para que crezcan un poco, y hemos investigado para saber cuál familia es, cómo se llama, dónde crece, entonces hemos encontrado que hay cosas de esas que solo crecen en la península, plantas endémicas que se encuentran en las plantaciones pero esto lo ignora el agricultor, ahora sí porque estamos hablando un poco del tema y tenemos el ejemplo acá.

MV: Entonces Ustedes invitan a los productores a no cortar el monte?

AS: No a todos porque no les interesa tanto, y ya que es algo que estamos iniciando, pero no tenemos como el paquete completo. Pero sí tenemos un proyectito porque para todo sirve un poquito de recurso para mover refrigerio, para bajar un poco la temperatura. Entonces lo que pretendemos este año es poder traer a todos los productores para que ellos conozcan todo lo que crece en sus plantaciones.

MV: Porque nunca se reunieron todos?

AS: Muy pocos, y curiosamente este vivero lo han conocido más gente extranjera que los locales porque el local por el momento no tiene este interés por estas plantas. Bueno también hemos trabajado con unas organizaciones de base acá para ver si mejoramos un poco el tema de los caminos, si hacemos un poco de presión en la Municipalidad para que se resuelvan algunos problemas de la Municipalidad.

MV: La municipalidad a cargo aquí cuál es?

AS: La de aquí es Golfito, pero si pasas al otro lado del río es Osa. Entonces la cooperativa tiene trabajo en las dos municipalidades.

MV: Y de Osa, la ciudad que dirige el cantón es...

AS: Cortés.

MV: Y allá también tienen datos sobre los agricultores y datos geográficos?

AS: No estoy seguro, deberían pero ellos no son tan eficientes en este tema. Pero entiendo que no hay mucha información en la parte de uso de suelo en la parte geográfica, es algo que el MAG no lo tiene, porque yo les había preguntado de pronto el INTA (Instituto Nacional de Transferencia de tecnología, algo así, que es una institución semi-autónoma dentro del MAG, pero no se comparte mucho la información entre ellos, el INDER no lo tiene, Minae tiene unos mapas pero más de lo que es Corcovado, lo que es la reserva y eso, después de allí... Esto tiene un costo verdad, para decir acá tiene palma, acá tiene maíz, bueno nosotros a nivel de la cooperativa esa es la intención pero lleva su tiempo. Bueno, la palma es un cultivo que puede mantenerse allí durante 25 años, usted sabe que este uso de suelo se va a mantener a la diferencia de un cultivo específico como maíz o caña que tiene una cosecha en el año y al año siguiente puede ser otra cosa, pero se tendría que hacer una clasificación por producto y por su tiempo de duración como plantación instalada verdad. Porque se han dado caso por precios bajos que unos productores hayan quitado la palma en varios sitios.

MV: Pero me imagino que la palma está plantada en lotes agrícolas específicamente, y en zonas forestales también, donde la madera se usa para el negocio ya que había una gran industria maderera, no?

AS: Bueno, acá la reforestación y los forestales han tenido muchos problemas porque acá hay una gran área que está en la reserva forestal. Digamos al lado del parque está la reserva de amortiguación que es la reserva forestal del Golfo Dulce. Resulta que en este sector hay mucho agricultores, bueno y casi la mayoría de las tierras acá en la Península están en la reserva forestal.

MV: Entonces son sistemas agro-forestales no?

AS: Los productores que están en la reserva y que tienen reforestación tienen problemas porque se hace como muy burocrático el proceso para obtener el permiso y poder aprovechar la madera, aunque la haya plantado, es un problema legal de Costa Rica.

MV: Pero palma no entra como bosque o sistema forestal, sino agrario?

AS: Exacto, los otros terrenos que están afuera de la reserva, donde crece teca, son forestal pero es a nadie de acá, si no me equivoca esta gente son de Holanda me parece.

MV: Y esto está considerado como reforestación?

AS: Sí. Es que la denominación del uso se da más que a la función que al producto. Entonces la teca produce madera, forestal, la palma produce aceite entonces, agrícola.

MV: Seguramente puede producir más que aceite la palma no?

AS: Han sacado madera también pero también brinda servicios ambientales no. En épocas de problemas, bueno, por el cambio climático, hay una disminución de alimentos naturales para los animales, entonces los animales salen a los palmars. Por ejemplo los chanchos de monte y en cuanto capture carbono, no sé si se ha hecho alguna evaluación pero tenemos la sensación que la palma capture más que la teca, pero no se concibe como un producto forestal.

MV: Es que otros países han ido desarrollando la tecnología de madera-energía y pensaba que la palma podía tener este papel.

AS: Acá no ha habido, si se ha hecho digamos con arboles maderables, se está haciendo con bambú, la biomasa y este tipo de cosas, pero está muy poco desarrollado todavía. Ahora todo lo que se hace de palma es abono orgánico, con el coquito, la semilla, de la cual producen otro aceite más fino. Entonces lo que sobra se usa para, los suelos, mejorar el sustrato. Pero es un producto que solamente está disponible en la planta. Para el bambú, se hace una medición para conocer la cantidad de fijación de carbono y se está iniciando un proyecto de oleo para bio-carbón. Entonces aquí hemos hecho unas experiencias con hornos, pero hasta ahora ningún experimento ha sido muy eficiente.

MV: Y cuando decía antes que le faltaba apoyo, a qué se refería?

AS: A este tipo de estudios.

MV: Y por parte del Estado?

AS: El Estado sí está contribuyendo, pero son estudiantes, apoyo del Estado directamente, que el ministerio emprende alguna investigación, no. En Costa Rica, el Estado solo tiene recursos para personal prácticamente. Todos estos costos de operación de la institución se gastan en los primeros seis, siete meses del año, y los otros meses usted ve una absoluta inacción del Estado. Y no solamente el MAG, el MINAE, estamos hablando de todas las instituciones. Entonces no es posible ya en esta situación para el Estado dar investigación. También viene una política de varios años sobre la eficiencia y además, y el Estado dice que quienes son más eficientes para hacer las investigaciones son las academias, las universidades, entonces lo descargaron, ni se preocupan por eso. El problema es que ni se interesan siquiera.

MV: Y para regresar al tema de los sustratos, una vez que se entrega la fruta, la planta les devuelve los coquitos?

AS: Normalmente no, normalmente los sub-productos los usan ellos, a menos que uno lo solicite.

MV: Entonces tienen que devolverle?

AS: Sí, es que nosotros empezamos a hacer el abono orgánico con el pinzote de la palma, y el resultado es excelente, es abono de muy buena calidad el asunto es traerlo de la planta hasta aquí. Entonces cubrir este costo hace que el abono se salga...

MV: No pueden cortar el pinzote en la misma finca?

AS: No, el proceso de industrialización requiere cocinar la fruta con el pinzote, después lo pasan a extractores donde separan el pinzote de la fruta, pero tanto el pinzote como la fruta guardan aceite. Entonces el pinzote ya fue cocinado, escurrido, entonces el proceso requiere que la fruta vaya entera.

MV: Pero sus productores me imagino que usarán las hojas verdad?

AS: Sí.

MV: Y también le echan tusa?

AS: Aquí no. Nosotros estamos tratando de hacer algo que se llama en enmiendas de suelos.

MV: En qué consiste?

AS: Justamente es hacer que el suelo sea más eficiente en su labor de alimentación de las plantas. Cómo? Bueno mejorando la textura, mejorando la retención por ejemplo. Usted sabe que mucho abono se disipa, entonces es dinero perdido, además el abono es muy caro en Costa Rica. Entonces, una manera de mejorar la capacidad de suelo de retener los nutrientes es a través de enmiendas, está por ejemplo el carbón, las cenizas también. Un gramo de bio-carbón, tiene como tres metros de superficie, porque está lleno de huequitos y eso hace que los minerales penetren, y puede sostener lo que podría sostener tres metros de superficie.

MV: Y lo va difundiendo poco a poco, no?

AS: Lo que pasa es que la molécula del carbón es como una figura poliédrica de seis lados verdad, entonces tiene muchos huequitos, no es lo mismo en un sustrato de tierra que es tal vez, tetra-molecular. Entonces lo que va cayendo se mete allí, no lo absorbe, es como una esponja, entonces hay más infiltración adentro de estas moléculas, lo que la hace muy eficiente sobre otro tipo de enmienda verdad. Para mantener allí el fertilizante, el abono o los minerales.

MV: Y cuánto de bio-carbono se necesita entonces?

AS: Eso sí es un detalle, para algo bien hecho, nosotros estamos dando una gota de agua. Para poder hacer una aplicación decente, estamos hablando de 20 toneladas por hectárea, que es muchísima biomasa.

MV: Como un camión?

AS: Más porque eso es por volumen y no pesa. Bueno, el CATIE es una universidad por aquí, ellos estaban en algo como 20 toneladas por hectárea, pero ellos lo que hicieron fue para palma específicamente valorar la extensión del sistema radicular de palma, hasta qué distancia es que se aplica fertilizante y hacer investigación en este sector para no cubrir el área total, sino hacer que el productor aplique el fertilizante de manera eficiente, lo que le va a generar son dos cosas. Una, al ser más eficiente la aplicación va a tener mayor productividad, y dos, el productor se va a dar cuenta que no necesita echar seis kilos sino van a ser tres kilos. Porque tres kilos, estaban perdiendo el 50% de la aplicación del fertilizante normal, se le exilia, y el otro 50% el sistema radicular si está sano, tiene la capacidad de absorberlo. Entonces con una aplicación de dos kilos por planta, al menos; tiene la capacidad de absorber el otro 50% que les iba exiliar, y distribuirlo a esta planta en el tiempo. Entonces va haber una reducción del 50% de fertilizante y va a tener una productividad igual o mejor e invertir un efecto de cambio climático, porque va haber menos demanda de fertilizantes y suelos más saludables. El detalle es que esa es la idea, pero no es un tema que se habla mucho en Costa Rica, se habla en las academias. Entonces acá hay cuatro parcelas que el CATIE monitoreó por un tiempo bueno plantaciones de maíz y palma. Los resultados fueron muy interesantes. La mejor combinación fue 10, 30, 10 con carbón.

MV: Cuando dice 10, 30, 10...

AS: Es una fórmula de fertilizante, lo que lleva es nitrógeno, fosforo y potasio.

Se tuvieron las plantas más gruesas con mayor fruto, más peso, mejor follaje. Entonces esto demuestra que sí funciona y queremos expandirlo para todos los productores. Entonces se requiere algún equipo. Qué equipo? Un horno especial, se ocupa un tractor y una carreta, para poder hacer cantidades importantes. Pero no le gustó al MAG porque es muy científico y lamentablemente nos hemos quedado allí. Hemos seguido tocando puertas para ver si logramos, hay una persona en EEUU, pero no ha podido.

MV: Entonces los ministerios no apoyan tanto ni para la innovación, ni por los recursos?

AS: En general cuando tienen unos fondos disponibles los usan para emergencia. Entonces llega uno con un proyecto más o menos científico que no está respondiendo a una emergencia definida entonces no es tan atractivo para el Estado.

Lo que se presentó a la hora de mejorar estructuras, pero también con la intención de mitigar una enfermedad que se llama flecha seca. Cuando están altas, se muere el cogollo arriba y se muere la planta. Nosotros nos hemos dado cuenta que cualquier cultivo si no le da el manejo adecuado va perdiendo las propiedades químicas que requiere la planta, van a ser suelos muy pobres. Entonces estas plantas son muy débiles. Cualquier cambio del clima les afecta y mueren, entonces nosotros hemos dicho, bueno, para contrarrestar esto tenemos que tener suelos sanos, si tenemos suelos sanos, tenemos plantas sanas. Entonces la justificación del proyecto fue en esta línea.

MV: Qué otro tipo de plaga tienen?

AS: Bueno, el otro es un picudo que es por un abejón, un coleóptero y ese llega y se mete adentro de la palma, se come el cojoyo y la palma se muere también. Pero es una combinación, si tenemos flecha seca, tenemos muchos coleópteros allí, y porque el llega solamente si la planta tiene algún daño, o sea si tiene alguna ruptura por allá, vuelto si la planta está sana, no entra.

MV: A cualquier edad?

AS: A cualquier edad.

MV: Es que en una plantación vi muchas palmas con las hojas marrones.

AS: Si está marrón puede ser por falta de nutriente o mucha humedad. La palma si tienes mucho un nivel viático o sea el agua muy arriba es un problema para la palma, bueno para todos los cultivos, toca tener un buen sistema de drenaje.

MV: Acá, cómo hacen con el riego?

AS: Acá no hay sistema de riego porque llueve mucho.

MV: Y de drenaje?

AS: De drenaje sí, a la hora de hacer una plantación hay que diseñar muy bien la red de drenaje para que pueda salir porque si está mal hecho se empoza en un punto y hay problemas.

MV: Y la palma se puede sembrar en lugares con mucha pendiente?

AS: Bueno crece, pero no es una muy buena idea, para la cosecha es un problema. Los primeros años, como hasta el año seis no hay problema pero después de allí, porque cambian de herramienta, en la pendiente se hace muy peligrosa. Sí entonces no se recomienda cuando hay mucha pendiente.

MV: Han habido muertos o así?

AS: No exactamente pero sí golpeados, algunas áreas que son así casi no pueden cosecharlas. Una alternativa para la gente que ha tenido mucha experiencia con eso es cambiarlo por cacao, entonces eliminar algunas palmas, porque el cacao ocupa sombra verdad, o cambiar de actividad prácticamente o bambú.

MV: Han tenido finqueros que han pasado de palma a cacao?

AS: Actualmente no, porque el productor que tiene más acá tiene 16 años.

MV: Antes no había palma acá?

AS: No, las primeras plantaciones acá fue Palma Tica en el 97.

MV: Pero allá (Norte del Golfo Dulce) hacen mucho más verdad?

AS: Pero ellos allá empezaron en el 90 quizás, con banano y luego palma.

Nosotros aquí no.

MV: Palma Tica es de la UFCo verdad?

AS: Casi lo mismo, cambiaron de nombre pero como que los dueños y los accionistas son los mismos.

MV: Pero ustedes no dependen de ellos, sí para el proceso?

AS: No para nada.

MV: Y para la planta?

AS: Es Coopeagropal, sería el competidor directo de Palma Tica solo que en el modelo cooperativo.

MV: Entonces en Coopeagropal todos son Costarricenses de la zona sur del país, vuelto Palma Tica, que tiene el nombre más Tico (Costarricense), no es Tica.

AS: Nosotros estamos vinculados con Coopeagropal para la venta de la fruta, porque de manera ética nos fiamos al modelo cooperativista.

MV: Escuché que el sector aceitero estuvo en crisis, cómo lo ven ustedes?

AS: Ya vamos saliendo en realidad porque hay dos efectos, primero pareciera que Malaysia y Indonesia produjeron mucho aceite llenaron el mercado de aceite y bajaron el precio, eso es oferta y demanda verdad, después cayó la flecha seca en aquel sector que bajó la producción, en algunos sectores hasta un 50%. Entonces mucha gente tuvo que hacer cambios en su finca.

MV: Cuándo fue lo más bajo?

AS: Yo creo que fue el año pasado en agosto, como 37 000/tonelada, ahorita 50 000 colones, entonces va subiendo, no se puede decir que salimos a flote pero ya 50 000 se mantiene, que paga los peones, paga el camión, paga todas las cosas pero con 37 000 está muy por debajo del punto de equilibrio.

MV: Y a partir de cuánto se podría hablar de rentabilidad?

AS: A partir de 52 000, acá en la península.

MV: Sea cual sea la superficie?

AS: Sea cual sea...

MV: Hasta a partir de una hectárea?

AS: Sí.

MV: Y de esos 52 000, cuánto van para los peones, para los fertilizantes?

AS: Como el 39% en mano de obra y lo demás hay un poco de transporte, de fertilizante, de mantenimiento... Pero básicamente lo más alto es mano de obra.

MV: Y subvenciones no existen las subvenciones por malas cosechas?

AS: Antes sí, pero Costa Rica firmó un tratado de libre comercio con EEUU y nos quitaron esas ventajas porque en el tratado dice que no se puede subvencionar a los agricultores para el tema de igualdad y de competencia. Nosotros no hacemos subvenciones para los agricultores, ustedes tampoco. Pero en realidad yo creo que EEUU hizo así, con maquinaria y los insumos de ellos son más baratos y tienen innovaciones constantes en la parte agrícola. **Entonces si te va mal, te va mal, y si te va bien te cobre impuestos.**

MV: Y de cuánto?

AS: Depende, a partir de los tres millones, 45 000 colones, de rentabilidad, de lo que queda creo que un ocho por ciento hasta ocho millones, después va un porcentaje, es por escala. Como la situación no es tan bien por el momento no tenemos tenido asociados que hayan pagado impuestos, y los que hagan pagado es poca cosa porque no han pagado las escalas.

MV: Y esos impuestos cómo regresan al productor?

AS: Es una muy buena pregunta porque en realidad no regresan porque no hay ninguna ventaja para ser agricultor.

MV: O de pronto el seguro social para los trabajadores o hay que pagarlo aparte?

AS: Hay que pagarlo aparte. Costa Rica tiene graves problemas fiscales porque nunca se ha sabido manejar el tema fiscal bien. No es como en los países de ustedes donde pagan impuestos y ustedes saben que de eso se les dan carreteras, servicios y todo esto, aquí no. Los impuestos que se pagan en Costa Rica, el pueblo no lo ve. Llegan por supuesto un poquito, pero en general es para pagar los salarios de los funcionarios, porque ni siquiera se les está pagando costos de operación, ya que en agosto ya no tienen como pagarlos. Entonces Costa Rica es un mal cobrador de impuestos, muchas empresas hacen evasión fiscal, las grandes empresas hacen evasión en grande, los individuos pequeños hacen evasión pequeña. No sé si escuchó hablar de los bancos off-shore de Panamá, allá hay millones de dólares que en Costa Rica no se están registrando, también dinero de los vendedores de armas y de drogas.

MV: Pero a muchas empresas extranjeras que están acá se les cobra?

AS: Depende hay un régimen que se llama zona franca donde la empresa que trabaja en zona franca recibe algunos subsidios, premiaciones, pero no solamente hay empresas extranjeras sino también nacionales, como la Dos Pinos, que es la mayor productora de leche, cuando vende productos en Costa Rica le cobren los impuestos porque es como si estuviera importando a Costa Rica, pero cuando exporta a Panamá, resulta que usted va a comprar un producto hecho en Costa Rica donde en Panamá vale 20% menos que aquí.

MV: Y esas zonas francas son fijas?

AS: Sí, digamos son parques industriales que el gobierno en algún momento ha condicionado para que esas empresas se establezcan. Ellas a cambio generan empleo para la gente de la calle.

MV: La United por si ha tenido zonas francas.

AS: Palma Tica es una zona franca en realidad.

MV: Pero ustedes no.

AS: No!

MV: Entonces allí hay como un diferencial de competencia o algo así.

AS: Bueno pero la cooperativa como tal no paga impuestos de renta.

MV: Yo quería saber en la parte ambiental, cómo lo veía la gente? Porque yo sé que la economía acá está basada mucho en el eco-turismo, extranjero, agro-turismo y todo, de eso no se aprovechan ustedes?

AS: No, es un tema que vinimos hablando con los socios allí, porque es un porcentaje muy alto de socios que tienen palma y bosque, y en algunos casos la actividad agrícola es un 5%, lo demás es... o sea le voy a enseñar un mapa. Eso hace que el mayor recurso que tiene el productor es bosque. Vea toda esa parte de la finca, que es la mayor parte es bosque, por eso reciben pagos por servicios ambientales, que le da un poquito para la familia.

MV: Anualmente?

AS: Anualmente, pero es poco, así como el área agrícola y la inquietud es saber cómo generar más ingresos a las familias. El área no puede ser tocada ni cambiada de uso porque es bosque. Y aparte de que el productor no esté convencido que no es lo mejor, el gobierno no lo permite, porque las leyes ambientales lo dicen, es prohibido y tienes que ir a la cárcel un montón de años para un delito como este. Si usted corta los árboles, vas a la cárcel.

MV: Hasta un árbol?

AS: Hasta un árbol. Para poder cortar un árbol se hace todo un proceso, que vayan varios ingenieros, hay con una valoración, si se puede o no se puede, si la especie está en peligro de extinción, pero es un proceso de un año quizás.

MV: Entonces no se cortan árboles para cortar palma?

AS: No, no se puede! Bueno hubo casos con empresas que han quitado bosque para sembrar palma pero el MINAE nunca vio nada entonces pasa este tipo de cosas, entonces uno ve la diferencia entre lo que es una empresa grande verdad que maneja muchos recursos y como maneja los recursos. Vuelto cuando hacemos las visitas donde los productores y que vemos a un palo caído, que lo partió un rayo, entonces ni siquiera un árbol caído lo puedes sacar.

MV: También es otra injusticia entonces.

AS: Claro es que el tema del aprovechamiento de los recursos naturales acá es un tema fuerte y que provoca mucha injusticia. Regresando al tema a la relación de turismo y estas grandes áreas de bosque que tienen los productores hemos pensado en el tema de turismo. Son bosques primarios, interesantes, ahora vamos a ir al vivero para que veas que lo que crece en las plantaciones es porque hay bosque cerca. Entonces una de las opciones es hacer senderos y ver de qué forma turistas que están interesados no solamente en la playa, sino también andar en el bosque. Entonces estamos viendo de donde podemos conseguir fondos para construir cabañas para que las familias que tengan este recurso puedan alquilar a persona que vengan con esta intención, y dentro de la página hacer un sistema para atraer, no se creo que el Europeo es más interesado en este tipo de cosas más que el gringo como decimos nosotros. El gringo es más de playa y cosas así, el europeo es más interesado en la cultura... Entonces sería colocarlo en un lugar bonito agradable cerca del bosque. Bueno, tenemos que ir capacitando al productor servicio de cliente, administración, inglés, seguridad...

MV: Eso lo facilitarían ustedes?

AS: Buscaremos alguien que lo haría, somos puentes para este tipo de cosas. Cuando hemos tenido participación en los años anteriores con ONGs, bueno ASCONA no han estado reunidos conmigo, pero si MINAE, Osa Conservación, Fundación Neotropica y otras que están en el tema de conservación. Nuestras primeras reuniones no fueron agradables para mí sinceramente, porque han había como una contradicción, como un choque, porque había unas ideas de esas organizaciones de que palma era exótica, bueno, es cierto, y que era dañino por ser un monocultivo, dañaba el suelo y contaminaba los ríos, talaban arboles para sembrar, y todos esas cosas que vienen desde otros países hacia acá, con otros modelos de siembra, cuando ellos siembra 1000 hectárea, nosotros sembramos una. Entonces cuando participamos en la reunión hay como este choque...

MV: Y siempre?

AS: No actualmente cambió porque empezamos como a discutir un poco. "Pero cómo usted me asegura que estoy cortando los arboles para sembrar palma? ¡Porque eso es lo que dicen!" No, una cosa es lo que dicen allá y lo que podemos hacer acá, porque el mismo MINAE lo prohíbe.

Entonces después de eso, el tema era para qué sirve palma, cuál es su función además de dar alimento a una familia, se hizo una investigación con la Universidad Nacional de Costa Rica. Entonces ellos recorrían todas las plantaciones de Osacoop en el día y en la noche. En las 24 horas había gente dando vueltas en los palmares.

MV: Cómo se llama este trabajo que hicieron?

AS: Es un poco largo, ellos encontraron una lista de animales, y esas informaciones llegaron al MINAE y estas otras organizaciones que estaban como [Qhhh]! Después de allí hubo un cambio totalmente de acuerdo al trato hacia nosotros, y dijeron bueno ustedes es importante que estén aliados de nosotros y formaron equipo. Porque los agricultores tienen una forma de pensar, no puedo decir todo pero en su mayoría, de que debe haber un equilibrio, porque todos han visto que debe haber un cambio en el tiempo, porque saben que si cortamos todos los arboles o contaminamos los ríos, esas aguas del río las ocupo para los animales, y también de este mismo río me alimento más arriba para la casa y también si corto todos los arboles va haber una época más seca, voy a tener más calor. Entonces el mismo agricultor ha venido como concientizándose y le interesan esos temas. Pero esos temas deben ir ligados a que haiga ingresos para que la familia también subsista verdad, entonces tiene que haber el equilibrio. Sí nos interesa conservar como todas las ONGs, pero también nos interesa producir y sobrevivir. Porque somos todos una península, que no es solamente animales y bosques, sino es la península animales y bosque y su gente. Entonces como que había una intención de que esto era animales y bosque y punto.

MV: Claro el punto de vista conservacionista.

AS: Exacto, que era conservación pura. Hay un trabajo interesante allí que ha venido haciendo una gente se llama fundación para el cambio sistémico del MIT creo que es el Instituto tecnológico de Massachusset (MassachussetInstitute of Technology?) de EEUU, y ellos hicieron un mapa muy interesante y tienen mucho de todo lo que hemos hablado toda la mañana. Al final ellos llegaron a la conclusión de que en península han venido desde muchos años, y por eso no ha funcionado el tema de desarrollo sostenible acá, porque en la península muchos han venido enfocados a la conservación pura. Eso crea como un mercado negro que a alguno les sirve, un mercado negro con la madera y con un montón de cosas que hay acá.

MV: Mercado negro según esta gente.

AS: Pero ya en la madera siempre ha existido, de dónde sale toda la madera, y MINAE lo sabe. Entonces que exista un trabajo en equipo entre las instituciones y el productor.

MV: Entonces están trabajando así ahora de mano con la mano?

AS: No tanto pero vamos trabajando en esta línea y por lo menos ahora tenemos información que respalda este punto de vista, porque antes solamente lo hablábamos porque nosotros lo pensábamos.

MV: Cuando dice antes...?

AS: Como cinco años atrás. La intención de nosotros es que haya desarrollo sostenible acá, de que todos tengamos participación de la riqueza que hay acá. Regresando al tema de turismo que es como un cuestionamiento que siempre me hago yo: el parque nacional Corcovado es una gran área, es importante a nivel mundial, pues tiene muchas cosas

interesantes, está allí, a quién le genera recurso el parque nacional Corcovado, quiénes son los grandes ganadores de esto? Si yo les pregunto ahorita a los productores de Osacoop, cuánto reciben para existir un parque allí? No reciben ni un solo colon en económico. Solo beneficios ambientales, nada más que eso si lo transferimos a ingresos en colones no hay. Pero cuánto le produce el parque nacional a Lapa Ríos por ejemplo? Es un hotel que está por allá? Qué creará Usted, si ellos cobran 3000 USD por un fin de semana. Los grandes ganaderos son esos hoteles, aerolíneas (Nature Air), los tour operadores y las rent a car, y son como 70 millones de dólares o un poquito más y los agricultores de acá realmente no percibe nada, pero el momento que el productor entre allí esto cambia. Porque realmente hay una distribución de los ingresos, entonces península de Osa pasa de ser una zona muy pobre a una zona equipada.

Otro tema que vemos que realmente es un mercado potencial es bueno, los hoteleros ocupan mucho alimento, frutas y hasta aceite de palma para cocinar. En la península no hay suficientemente producción como para abastecerlos. No porque realmente el productor se siembra una hectárea de arroz después tiene problemas para venderlo. Entonces para el hotelero es más fácil comprarlo en el supermercado en San José, lo traen acá y está abastecido. Pero hay algo que es un poco difícil lograrlo porque el hotelero ocupa en el tiempo y la cantidad verdad. Entonces significa que debe haber un lugar de almacenamiento local para pueda estar abasteciendo siempre.

MV: También de forma cooperativa?

AS: Exacto! Entonces es como un ideal que en algún momento debe llegar a darse porque tenemos a productores, tenemos centro de acopio y tenemos hoteles que están demandando arroz. Tiene que haber eso, pero para que haiga eso no solamente es una idea de Osacoop, sino que debe haber una idea del MAG, del CNP o del Gobierno y que ellos de aquí digan si queremos apoyar porque queremos desarrollar península. Pero como que de aquí a aquí.

MV: Allí viene la cuestión de la huella carbono de los productos también, cuanto del aceite que se produce acá realmente se usa acá?

AS: Aquí en su mayoría usan el aceite de palma, la marca en su punto. Entonces es importante este del centro de valor agregado de los productos que lleguen, pero es solamente una idea.

MV: Otra cosa que querría saber es cómo clasifican a los productores entre pequeños, medianos y grandes?

AS: Internamente, pequeño menos de 20 ha, mediano entre 20 y 60 ha, y grandes de 60 a 100 ha.

MV: Entonces los que tendrían miles de hectáreas?

AS: Son grandes, 'mega'.

MV: Escuche que los primeros que vinieron por aquí eran Palma Tica en el 1997, no, y que compraron terrenos baldíos?

AS: Terrenos sin uso, 'tacotal' y en el 2000 empezamos nosotros con 14 ha, pero mientras tanto Palma Tica había comprado 1000 ha en la península, que son de una empresa transnacional.

MV: De allí viene la cuestión conflictiva de tenencia de la tierra también no, quién tendría datos sobre eso.

AS: El MINAE.

Annexe n° 16 : Entretien avec M. Asdrubal ARROYO CISNEROS, membre de Osacoop, visite de plantation à La Palma, 11/04/2016, 8h00, durée : 33'73

MV: Entonces que me estaba diciendo, que ahorita no es temporada?

AA: No es el tiempo de las máximas cantidades de cosecha pero lo que cosechamos es lo que se ve maduro, como las que ve allí arriba que coge color.

MV: Y se ve que botó bastante para el suelo.

AA: Sí y esto no es la mejor forma que haya votado cantidad porque eso encarece un poco porque el que llega a llegar el coyol toca pagarlo, para uno lo normal es que la fruta haya botado cuatro-cinco coyoles. Acá se ve que ha botado mucho y es gastada, lo que pasa es que nosotros estamos aquí en ciclos de quince en quince.

MV: Tan rápido crece!

AA: Más bien estos son ciclos de 12-8-10 días, cuando está en época fuerte, porque lo que sucede cuando hay mucha agua remadura muy rápidamente.

MV: Entonces en época de lluvia es bueno.

AA: Sí es la época perfecta.

MV: De pronto usted podría hablarnos un poco de su plantación acá?

AA: En realidad, esta plantación es una como agricultor de las tantas agriculturas que he hecho, que me siento contento. He sido agricultor casi de todo que he podido: frijoles, maíz, arroz, yuca, pero está el mercado es muy estable, por lo menos como mercado, que usted vende al precio bajo o alto. Es la primera vez que hago esto y me ha ido bien.

MV: Y hace cuanto tiempo que usted empezó con esto?

AA: Esto hace como unos seis años. Antes no sembraba palma porque no había un mercado para uno, es decir siempre ha existido pero el mercado lo mantenía la compañía.

MV: Palma Tica?

AA: Palma Tica. Cuando entra Palma Tica acá, en este tiempo no estaba, en Osacoop ven la idea de poder frenar el maltrato en el sentido de venta de tierra. Porque al haber escases de trabajo y de agriculturas muy malas, entonces a la hora que Palma Tica entró, le dieron precios baratos por la tierra y empezaron a vender y a vender. Entonces esta Osacoop en este entonces con personas con buena visión, se dieron cuenta que sí se podía hacer, sembrar palma aquí porque ya existían otros, Coopeagropal y otros que trataban de levantar sus cooperativas. Muchos vendieron.

MV: Entonces me imagino que los que querían empezar con la palma tenían que comprar la semilla a Palma Tica?

AA: No, no la vendían.

MV: La regalaban?

AA: Ni la regalaban, era un total dominio. O sea para poder nosotros ya a nivel de cooperativa poder sembrar, y yo estuve en el primer vivero que se hizo acá en esta península acá a nivel de cooperativa no la vendían en la ASD, aquí en Coto. Entonces tuvieron que irse no me acuerdo a Colombia, el Salvador para traerla.

MV: Pero regalada tampoco?

AA: Ah no, a dólar la semilla.

MV: Un dólar la semilla.

AA: Ah ah, después Palma Tica se abrió a que uno podía comprarle a ellos de 4000 semillas para adelante. Hace poco nosotros fuimos al laboratorio de ASD, ahora no hay dificultades para las semillas.

MV: Pero usted no puede usar como un bebé de la palma que esté por acá.

AA: Sí se puede pero corre el riesgo de tener problemas genéticos y como cuáles. Pues de lo que he escuchado por parte de los que lo han experimentado da riesgos, y un amigo que sembró por el lado de Drake, que ya después tiene que encontrar mucha palma que no cosecha, no son machos, pero tiene deficiencia. Entonces se está trabajando en híbridos, para que no presente problemas de genéticas.

MV: Porque estas palmas son todas hembras?

AA: En un palmar de estos que son 700 matas, apareció un macho que yo lo corté y lo replacé por otro y como unos tres más que presentan características de macho. Entonces es una garantía de la palma bien certificadas de un buen origen. Digamos en Asia tienen su palma madre y esa palma la polinizan a gusta, la tapan que no entre otro polvo, traen esta [chunchas] aquí a una maquina donde la aflojan hasta que suelte la semilla, después va pasando y en todo lado que pasa hasta donde se empaca es con un 70% de humedad, entonces tiene un límite creo que un setenta, la secan hasta darle el temple que tiene que tener y esta variedad va hasta allá con esta etiqueta que tiene que tener, entonces tiene su perfecto control.

MV: Qué pasaría se hubiera un macho por acá?

AA: Yo corté el macho queriendo reemplazarlo por una que produzca. Pero también se dice que si no está el macho, como cuando no está el gallo, quién hace que el huevo nazca. En el caso yo veo los huevos nacer. El ciclo de la palma es así, hasta si está sola en la península, ella se reproduce, igual que la mata de coco, la semilla germina. Si uno agarra lo que crece allí, corre el riesgo de no tener buen origen como dicen. Qué busca uno para dar cría a una buena vaca?

MV: La raza...

AA: La raza, entonces lo que se busca un bueno toro de raza para hacer el cruce. Yo me acuerdo en Coto nos lo contaron todo, detalle por detalle.

MV: Entonces sus semillas vienen de allá?

AA: Vienen de allá, pero también tengo unas poquitas matas allí de Osacoop.

MV: Y dan igual?

AA: Dan igual. Donde sí varía es en la variedad, porque hay un montón de híbridos, los híbridos que ellos querían hacer. Yo creo que es la misma que nosotros trabajamos, Deli x Purgana, pero nosotros trabajamos también Deli x Nigeria⁸⁵. La Deli x Nigeria el fruto es así negro, y después da otro color, y la Deli x Purgana es así, con un fruto verde y después son más rojillos, se ve bastante buena.

MV: Cuántas hectáreas tiene de palma?

AA: Cinco hectáreas con 700 plantas a 8,5 más o menos.

MV: Y cuántos trabajadores son?

AA: Es un trabajo familiar pero ahorita estoy ocupando un compañero de la misma cooperativa que es el que me hace la corta allí con la señora.

MV: Y cuando es cosecha son solo dos?

AA: Huhu, hoy por la entrevista conseguí otro muchacho que está en la corta, entonces yo no voy al cortado. Entonces son cuatro hoy para la cosecha.

⁸⁵ Voir les propriétés de la variété Deli x Nigeria sur :

http://www.asd-cr.com/index.php?option=com_content&view=article&id=62&Itemid=68&lang=es (consulté le 24/05/2016)

MV: Y sino trabaja uno solo nomas?

AA: Sí uno solo lo puede hacer. Para la corta uno necesita por lo menos, dos cortando y dos coyoleando. Una cosecha como esta va a echar digamos siete-seis toneladas y ya se comienza a las seis y acaba uno a las cinco de la tarde cansadísimo pero lo hacemos todo en un solo día. Entonces es volumen sí.

MV: Y qué se le echa como abono?

AA: Se le echa variedades químicas, que en algún momento se hacen muestreos en la tierra, y se lleva al laboratorio y es recomendada por el ingeniero.

MV: Y dónde queda el laboratorio?

AA: Lo mandan a San José creo.

MV: El INDER no los apoya?

AA: NO, por el momento quien nos apoya es el MAG.

MV: Y abonan muchas veces al mes?

AA: Bueno la abonada depende de cada persona pero sí usted quiere echarle a estas plantas siete kilos en todo el año, usted puede echarle los siete kilo de una vez, pero ella tiene una capacidad para comer. Yo que yo trato de hacer es siete kilos divididos de dos meses a dos meses, así ella terminó de comérselo y ya viene la otra. Pero lo que hace que uno no cumple con esta necesidad de la planta es el tema de los precios.

MV: Y no le echa cenizas o algo así?

AA: Desearía, lo que pasa es que todas esas cosas tienen valor. Para hacer la ceniza, usted tendría que conseguir la madera y quemarla. O hablemos de orgánico, allí (en el vivero de Osacoop) lo estamos haciendo, pero bueno tiene precio entonces depende mucho del precio de la fruta.

MV: Y no se podría hacer de manera casera?

AA: Sí, pero digamos pero no tiene uno la piedra o la máquina para molerlo.

MV: Por el momento no se puede cultivar palma de manera completamente orgánica o?

AA: Sí, podría ser muy caro, usted le echa químicos y responde ya, si usted le echa orgánico... Por allí le voy a enseñar donde le eché orgánico a una. El orgánico es lo mejor, pero cuando usted le echa orgánico, este orgánico se va cargando y cargando y la tierra cada vez se pone mejor, pero lleva mucha inversión.

MV: Acá veo un drenaje, no?

AA: Sí para la temporada de lluvia más que todo, allí tiene que jalar el agua.

MV: Y usted usa sistema de riego?

AA: No, pero por cualquier agricultura se puede ocupar pero eso vale mucha plata, también en verano nunca dejaría de producir, porque cambia en la parte del invierno, entonces lo que pasa es que es una inversión muy alta para este tipo de cultivo. Pero sí el orgánico es sostenible.

MV: Asdrubal, usted tiene allí un poco e monte, cómo hace, lo controla?

AA: Lo controlo, bueno el mismo se controla por la sombra, porque si no hubiera la sombra, acá hubiera mucha clase de montes. Usted se acuerda de todas esas plantas que le enseñó Alexander que se sacan de los palmares. Se está tratando de sacar esas plantas y darles valor allí. Es decir hay muchas plantas en los palmares que son de montaña pero que están naciendo allí, y se están convirtiendo en un bosque.

MV: Entonces qué clase de animales usted encontró acá?

AA: Acá he encontrado yo lapas, loros, martilla, oso hormiguero, zorros, muchos pajaritos pequeñitos, ya aprendieron a comer porque antes no sabían. Es que hay un tiempo donde el alimento para ellos es escaso, entonces ellos aparecen muy en seguido.

MV: Pero no le hace mucho daño a la palma?

AA: Uno no le toma en cuenta este daño porque a uno no le molesta, yo considero que ni lo tomo en cuenta esto, ellos se alimentan allí. Ya sí sería exageradamente, se tomaría en cuenta como pérdida, pero por el momento no es pérdida lo que se come el pajarito, los zopilotes etc.

MV: Y a nivel de plaga, cómo...?

AA: Es lo que quería enseñarle, esas dos plantas. Presentaron problemas desde pequeñas, es un tipo de enfermedad pero nadie me ha dado... Ella cosecha siempre, leve, ahora yo sé la técnica, es echarle abono orgánico.

MV: Se nota sí por la diferencia de tierra. Hace cuánto tiempo le echó?

AA: Hace poco, yo le eché eso a ver qué hace pero como está ya no sé... El problema de ella es de raíz, que ha perdido raíz. Son dos que nacieron con esta genética. Ahora tengo lo mismo por aquel lado, ese problema ese, ella siempre ha cosechado aunque ha perdido tamaño, les estoy echando orgánico para ver si mejora la raíz. Tratar de alimentarlos para ver que reacción toman.

MV: Nunca le echo esta mezcla de sal, ceniza cal y agua, que se usa a veces para curar a los arboles?

AA: Nunca lo había escuchado, sería bueno echarle. Vea estas palmas de aquí las diferencia la parte de... Bueno es como las personas, hay personas más saludables que otras personas, este no es un tiempo de fruta, pero gracias a Dios se ve una y otra, pero no es tiempo de abundancia. Tenga mucho cuidado con las hojas tienen espinas peligrosas.

MV: Cómo le ayuda Osacoop entonces?

AA: Osacoop me ayuda como cooperativa en la parte de transporte, cuando no hay camión, allí está el camión que baja a la cooperativa a nivel de socios, recoge la fruta allí, luego se corta la fruta y la entrega no más se atiende, yo la llevo, y me atienden, Osacoop recoge el dinero, la parte de la comercialización la maneja el.

MV: *Y se lo da a usted?*

AA: Eso es, eso es nuestro dinero, pero como cooperativa hay que dar un porcentaje para lo que es la comercialización para tener un promotor. Entonces es un trabajo bonito, uno la corta y no tiene problema con transporte.

MV: *Pero al final sí les sale ganancia, beneficio?*

AA: Este proyecto es bueno, lo único que le decía antes es el precio, que afecta a todos como cooperativa, porque Osacoop somos nosotros como cooperativa. Entonces del precio depende que quede un buen dividendo, de un tanto por ciento que uno le deja a la cooperativa, para como cooperativa poder caminar, dar asesoría técnica, dar promotor y algunos servicios.

MV: *Pero usted decidió no ser independiente completamente?*

AA: Yo decidí no ser independiente para esta clase de cultivo, porque no puede tener su carro para las jaladas porque es volumen, digamos yo cosecho, bueno por el medio de Osacoop tenemos el servicio que Agropal puso, la recibidora, pero antes teníamos que llevarlas hasta afuera. Pagar 50 000 colones, digamos 60 000 colones de seis toneladas hasta Coopeagropal al precio de 41 000 la tonelada, no le da a uno.

MV: *Dice 60 000 colones por camión?*

AA: O sea a 10 000 la tonelada. Entonces con Osacoop hemos bajado este costo.

MV: *Estas mulas cuánto cargan?*

AA: Los que salían en este tiempo salían con 13, 15, 18 toneladas bueno depende.

MV: *Usted cómo saca la fruta de allí?*

AA: Yo tengo mi caballo y mi carreta. Un día vino un señor muy serio y me preguntó: "- con qué jala la fruta? - Con un 4x4, un caballito" Ahaha!

MV: *Ahaha! Nunca ha pensado trabajar con el turismo?*

AA: Acá no, sería una idea a nivel de cooperativa, es que es cuestión de poner a trabajar a los socios de la cooperativa.

Annexe n° 17 : Rencontre imprévue avec M. Alfredo QUINTERO à La Palma à l'intérieur de la propriété de M. Asdrubal ARROYO, Ingénieur agricole de Osacoop, lundi 11 avril 2016, 10h00 durée : 04'24

MV: *Decía que había un conflicto con la tenencia de la tierra?*

AQ: Si porque cuando se crea el parque nacional Corcovado en el año 1975, había que crear una reserva o una área de amortiguamiento al parque entonces posteriormente entonces se creó la reserva forestal Golfo Dulce.

MV: *Cuándo fue eso?*

AQ: Eso fue en los ochenta y los noventa por allí. Entonces cuando se hizo el parque, el gobierno sacó la gente que había adentro que eran finqueros y los ubicó en otro lado, porque el parque lo quiso sin gente. Pero cuando hizo esto con la reserva forestal no sacó a la gente, la gente quedó viviendo en la reserva forestal, porque era mucha gente. Ahora esta reserva forestal se creó habiendo gente allí y no ubicaron a la gente y la gente sigue viviendo en reserva, entonces los programas de titulación que había para que esta gente se les titulara se pararon, y mucha gente a que ya se les había dado se les eliminaron inclusive. Entonces eso ha creado un cierto conflicto con la gente. Entonces la gente está allí trabajando siempre pero no tiene escritura.

MV: *Escritura quiere decir...*

AQ: Es un título de propiedad y es necesario a uno para tener seguridad sobre la tierra verdad y poder sacar un clarito con el título para poder sembrar palma pero ellos no pueden hacer eso.

MV: *Acá estamos adentro de la reserva?*

AQ: Acá estamos en terrenos que eran antes del INDER, que dio a los productores.

MV: *Entonces acá no hay problema de tenencia de la tierra.*

AQ: No, nosotros en la cooperativa (Osacoop) somos casi 100 asociados y solo tenemos siete casos de productores que no tienen escritura porque están en la reserva. Y por eso sencillo motivo, hasta que no arreglemos esos siete casos, no vamos a poder cumplir con RSPO.

MV: *Solo por tener esos siete...*

AQ: Sí, que suman como unas treinta hectáreas tal vez.

MV: *Porque del resto, de las demás condiciones las tienen todas, no?*

AQ: Sí las tenemos todas, ya que nosotros hemos sembrado 600 hectáreas de palma, y como 30 no cumplen, por eso, entonces estamos allí, pero vamos a tener que llegar a cumplir con eso sino no vamos a poder ingresar al mercado internacional.

MV: *Ustedes, casi son independientes a nivel de transporte, de proceso, no?*

AQ: Somos dependientes de la industria del aceite que es una cooperativa amiga de nosotros a quien estamos vendiendo la fruta. Ellos se encargan del proceso y nosotros les vendemos fruta a ellos. El transporte lo hacen asociados de la cooperativa con sus camiones, lleva la fruta al lugar de recibo. No dependemos del transporte pero sí de la industrialización...

Entonces cuando guste para una entrevista, yo soy productor de palma también, tengo siete hectáreas de 15 años.

Bueno Milo nos vemos.

*Annexe n° 18 : Entretien avec un ouvrier agricole anonyme de Palma Tica, Cañaza, Puerto Jiménez,
11/04/2016, 12h15, durée : 13'41*

MV: Entonces usted es trabajador acá desde hace cuánto tiempo?

X: Nueve años.

MV: Nueve años con Palma Tica?

X: Sí correcto.

MV: Nueve años en esta misma finca?

X: Es que Palma Tica tiene muchas fincas en varios sectores pero esto es la más grande, son 900 hectáreas que tiene acá en Puerto Jiménez.

MV: Waow, 900 hectáreas, hasta la playa va entonces.

X: Ahah, no por allá en Jiménez tiene otra finca, después del río Tigre esa palma también es de ellos. No y la verdad que beneficia mucho aquí con el trabajo, no es que gana un montón de plata pero da para mantener la familia y comer y vivir bien, que se viste y come la familia.

MV: Sí, claro.

X: Es lo principal.

MV: Es algo como lo que se gana un Peón haciendo otra cosa por otro lado, 1000-1200 la hora, sí?

X: Sí.

MV: Le pagan por hora?

X: No aquí le pagan por contrato, digamos si usted no saca su salario base, entonces ellos lo ajustan para su salario. Por ejemplo, ahorita estoy recogiendo coyol, un saco de estos son 30 kilos, se paga el saco a 1000 colones, si usted no saca salario entonces le ajustan al día.

MV: Y si hacen más?

X: Ah lo pagan!

MV: Ay entonces lo estoy frenando ahora?

X: Ah no tranquilo. En realidad yo hago mi trabajo hoy, pero hoy es feriado, no pagan el promedio de un día. Digamos el promedio de cada trabajador tiene una base, que sean 12 000 colones más lo que usted trabaja el día de hoy, es decir doble. Mi trabajo es andar con esas carretas, echando fruta, pero hoy más que todo es porque venía muy botada la coyolea entonces.

MV: Cuándo era la última cosecha acá?

X: El sábado.

MV: Y bota bien esta palma de acá, cada diez días, 15 días?

X: No, cada 12, cada ocho, cada 10, está muy buena la producción ahorita, con el agua que ha caído un poco se madura la fruta.

MV: Cuántos trabajadores son acá?

X: Tal vez 95-100. Esa es una de las empresas que da más trabajo a las personas acá en la península.

MV: Por la otra parte será hasta más empleados...

X: Ay sí, porque hay gente que tiene palma particular digamos, que son socios de Palma Tica, usted siembra todo eso, es suya la palma pero usted mete trabajadores que la cosechen.

MV: Acá qué les ocurrió? (mostrando un área abierta sin palma)

X: No es que es un potrero para las mulas, porque aquí digamos entra una mula y saca la fruta.

MV: De veras entra allí?

X: Y la pone aquí afuera y la carga.

MV: Cuando llama mula, llama el caballo?

X: Hey sí.

MV: Porque en Colombia le dicen mula a los camiones grandes también.

X: Ah sí sí, eso.

MV: Porque el camión no entra allí, no?

X: No, el camión va por aquí.

MV: Cuántas toneladas van en el camión?

X: Treinta.

MV: Y cuántos camiones sacan de acá?

X: Tres y medio, cuatro.

MV: Por cosecha?

X: Por día.

MV: Por día! Sea coyol y...

X: Y fruta.

MV: Ay qué bien. Y cuántos años tendrá esta palma acá?

X: Quince ya.

MV: Ya muy alta para cortar.

X: Más o menos. En Coto están las más altas. La vida útil según los expertos son 24 años. Porque ya muy alta no se puede cortar.

MV: Y no la frenan, no la limitan en altura?

X: Ahora tienen una mejorada, algo que le echa que llaman mejorada, la procesan y le ponen algo que no crezca mucho la palma pero que eche más grande el producto.

MV: Ay claro, la transforman.

X: Sí, se llama mejorada.

MV: Una híbrida o algo.

X: Eso, una híbrida, correcto.

MV: Y a nivel de prácticas, veo que amontonan las hojas por allí por abono.

X: Eso es para que no haiga accidente digamos, porque dey, las espinas son letales entonces el coyolero si esta aquí tiene que partirla. En realidad está a puro suelo la tierra, para que el coyolero no tenga que, pero siempre cae algo de maleza.

MV: Y qué le echan más, químico y abonos?

X: Abono, nada más. Ah para la rodaja dice usted,

MV: Sí sí

X: Un químico para que mate el monte.

MV: Por eso se ve limpiecita allí. Y animalitos encuentra acá?

X: Pinzote, loras, de todo.

MV: Culebras?

X: Sí, debajo de esos rumos hay culebras, peligrosas pero casi no están a la pura orilla de la palma, sino metida entre el monte.

MV: Lo que se escucha es un Congo.

X: Congo.

MV: Qué también está metido allí?

X: Ey, de allí se alimentan mucho los pajaritos, los monos también comen coyol.

MV: Y esta planta que crece encima de la palma cómo se llama?

X: No sé, pero dicen que refresca la palma entonces no la cortamos.

MV: Y acá a nivel de enfermedad de palma no les toca mucho?

X: Acá está muy buena la palma. Allá por Coto, hay algo que llaman flecha seca, pero acá gracias a Dios nada. Dice la gente que como está muy cerca el océano, el viento, el agua y la sal, todo eso hace que no tenga enfermedad, es lo que los estudios vea que dicen.

MV: Y las aguas, hay como riegos que van?

X: Qué para echarle agua a la planta.

MV: Sí.

X: No, es muy húmeda la tierra en realidad no se seca como en Guanacaste o en otros lados. Y por eso se llama "palma africana", porque aguanta mucha temperatura.

MV: Nigeriana o guineana?

X: Guineana creo.

MV: Yo escuché que la cruzaron en Coto con una centroamericana, porque hay tres variedades creo hasta una suramericana, pero esa dice que es africana.

X: Sí eso es.

MV: Y a nivel de drenaje, cómo lo hacen?

X: Es un zanja para que el agua drene y no se empoce.

MV: Y esto para dónde va, para el río después?

X: Allá a los riachuelos, por eso es que es prohibido tirar químico.

MV: A la orilla de eso?

X: Sí. Ni el abono, lo tiran cuando el suelo está seco y cuando llueve no porque contamina las...

MV: Y me imagino que lo harán allí en los círculos?

X: Ah sí, se tira así para que ella absorba todos los nutrientes.

MV: Yo escuché algo como siete kilos por palma?

X: Sí de abono, es para que produzca más.

MV: No le echan nada más que eso?

X: Hay varias clases de abono que le echan.

MV: Hay uno orgánico?

X: Sí hay uno que es como compost. A los pequeños productores se les está dando abono orgánico. Bueno mi hermano y yo tenemos una propiedad y tenemos una hectárea y media de palma y nos dieron abono orgánico para que lo echemos a la planta.

MV: Pero las grandes no?

X: Esto no creo.

MV: Entonces, ustedes lo hacen para Palma Tica?

X: No, no, independientes somos.

MV: Sin cooperativa?

X: Sin nada.

MV: Y las semillas.

X: Nos las regaló el INDER.

MV: Entonces, no tiene que rendirle cuentas a nadie.

X: Eso es.

MV: Entonces lo hace porque parezca que le guste?

X: El trabajo aquí.

MV: Porque si usted tiene palma y además viene a trabajar acá...

X: Pero digamos unas dos hectáreas no ingresa tanto dinero como para vivir. Es como para mantener un toque algo. Si ya son 20-30 hectáreas sí porque ya vive de eso.

MV: A partir de eso uno podría vivir.

X: Con veinte hectáreas usted vive, usted puede ser su jefe y tener sus dos empleados y tiene sus ganancias. Vive, come y tranquilo.

MV: Y usted no piensa en agrandar su cultivo.

X: Ey, más adelante puede ser, nosotros tenemos 11 hectáreas de tierra, nada más que es un poco quebradizo, entonces tenemos dos hectáreas en lo plano.

MV: Entonces mejor variar el cultivo, no? Como por ejemplo con cacao...

X: Tenemos pasto para el ganado, pero sí eso es una fuente de dinero más. La vida está un poco dura hoy en día, entonces hay que ir un poco por todas partes.

MV: Claro, sobre todo con la familia toca tener adelante.

X: Yuca también sembramos nosotros, banano.

MV: Gallinas tienen allí?

X: Sí, nosotros vivimos como para adentro, unos kilometro y medio por allí.

MV: Ok, usted no es de estas casitas?

X: No, no.

MV: Esto sí es para los peones?

X: También pero que no tienen por donde vivir digamos y que vienen de afuera entonces se les da trabajo.

MV: Entonces están llenas las casas?

X: No hay unas que están vacías.

MV: Mayoritariamente la gente es local?

X: Eso sí.

MV: Y cuéntenos un poco cómo es el trabajo, cómo se siente? Porque lo veo sudando.

X: Es calor, pero aquí en realidad el sol puede ser un poco caliente pero nunca va a pegarte directo porque la palma te da siempre sombra, entonces suda uno por el trabajo, pero no se siente tan caliente. Pero cuando el sol está muy caliente, ellos nos dan una gorra con protector que nos cubre todo esto pero como ahorita está fresco entonces no hay que usarlo.

MV: Y control de monte y plaga y esa cosa, también tienen como máscaras?

X: Esas son varias, entonces hay el moler, el cortador, el coyolero, enfermedades que tratan la palma.

(Ruido de moto). Eso es uno de los jefes de nosotros.

Annexe n° 19 : Entretien avec Mme. Rosalina PASTRANA, membre d'Osacoop, cultivatrice familiale de palmiers à huile à Cañaza (Puerto Jiménez), 15/04/2016, 15h00, durée 19'30"

MV: Bueno más o menos si podría hablarnos un poco sobre su plantación de palma africana.

RP: Lo que tengo son dos hectáreas, es un área pequeña pero nos da para vivir.

MV: *Y cómo evolucionó el cultivo? Hace cuánto tiempo lo tienen?*

RP: Quince años.

MV: *Y siempre ha quedado con dos hectáreas?*

RP: Siempre con dos hectáreas.

MV: *Bueno entonces toda la palma que vemos ya tiene esa edad no?*

RP: Esta sí tiene quince años y otras como la de palma Tica tiene 15 años. Algunos otros productores independientes como mi papa tienen de 16-17 años creo ya.

MV: *Entonces fueron casi de los primeros acá en la zona.*

RP: Ahah, mi papa fue de los primeros.

MV: *Entonces son semillas de Palma Tica o del INDER me imagino?*

RP: De mi papa son de Palma Tica, y esta es de Coopeagropal es otra.

MV: *Hay una diferencia entre la calidad de plantas de los dos?*

RP: Es parecido.

MV: *Crece igual, da igual...*

RP: Sí!

MV: *Es la nigeriana y otra no?*

RP: Ahah, hay de esta.

MV: *Y usted está satisfecha de lo que produce?*

RP: Pues en la producción ella casi no produce lo que ellas tienen que producir.

MV: *Será por el clima? Por el suelo?*

RP: Quién sabe? Los abonos también...

MV: *Qué, bajó la cantidad durante los años?*

RP: Sí, durante los años.

MV: *Entonces cuándo produjo mejor?*

RP: Cuando era más joven.

MV: *Cuando están más chiquitas, de veras?*

RP: Ahah, Ahora está grande, menos fruta.

MV: *Yo pensaba que más grande la palma, más grande la fruta.*

RP: Más grande la fruta pero menos.

MV: *Pero igual de abono desde el inicio?*

RP: Sí, siempre se abona.

MV: *Cuánto le echan a cada planta, por año, o por mes?*

RP: Jafet!

Jafet P.: Señora.

RP: Cuántos kilos de abono le echan?

Jafet P.: Dey por año son dos abonadas.

RP: Bueno en la Cooperativa donde estamos hacen dos, Palma Tica hace tres abonadas. Creo que es kilo por palma.

Jafet P.: Kilo y medio.

MV: *Al año?*

RP: No, más, serían tres kilos al año algo así.

MV: *Yo me encontré con Asdrubal.*

RP: Asdrubal...

MV: *El del vivero de Osacoop.*

RP: Ah ya.

MV: *El echaba hasta siete kilos por planta.*

RP: Siete kilos por planta!

MV: *Creo que era más joven su planta.*

RP: Sí claro la palma más joven da más producción, da más frutas.

MV: *Pero ustedes usan la hoja como abono natural también verdad?*

Jafet P: La dispersen en el área.

MV: *Y esa al descomponerse como enriquece el suelo no?*

Jafet P: Sí.

MV: *Después qué se usa más? Yo sé que Don German usa ceniza.*

RP: Ahah?

MV: *Sí que es como carbono en el suelo. También en Colombia usan la tusa, y también una mezcla entre sal, cal, cenizas y agua, hasta para curar los pies. (rires)*

RP: (rires) Hasta para curar los hongos.

MV: *Y de las buenas prácticas agrícolas? Nunca han escuchado?*

RP: He escuchado en la cooperativa de lo que hacen con los microorganismos, hacen abono natural. Es muy bueno dicen ellos pero no lo usamos.

MV: *No les dan?*

RP: No lo han dado a los socios, no sé, no han dicho nada...

MV: *O capacitar cómo hacerlo no?*

RP: Sí estuvieron capacitando a la gente para hacerlo.

MV: *Pero cuesta mucho hacerlo no?*

RP: Cuesta!Cuesta mucho hacerlo, con microorganismos de montaña.

MV: *Pero vea que Don Asdrubal tuvo como unas plantas enfermas, y se les curraron con eso.*

RP: Ah sí?

MV: *Sí con las palmas que tenían flecha seca. Sí hasta curo las plantas... A usted les toca acá alguna enfermedad de esas?*

RP: No, lo único que hemos visto es que algunas se ponen muy amarillas. Si a una le echa ceniza y sí.

MV: *Sí?*

RP: Se puso verde otra vez!

MV: *Como antes no? Y a nivel de trabajadores cuántos son acá?*

RP: Acá trabajamos la familia, mi esposo, el hijo nos ayuda y yo.

MV: *Y diariamente o ...*

RP: No, cada quince días. Nada más ya que es poca área.

MV: *En un día lo hacen todo?*

RP: Sí, se corta, se jala, y se coyolea.

MV: *Pero crecen los frutos allí cada 15 días.*

RP: Así. Ellos son grandes.

MV: *Y los vende a la cooperativa.*

RP: A Osacoop. Ahora hay un recibidor allí, antes teníamos que llevarlos hasta para Chacarita.

MV: *Pero Palma Tica no les cobra nada por las semillas?*

RP: Sí, vende las semillas a la gente que le compra.

MV: *Pero solo se paga una vez.*

RP: Yo creo que a la gente que trabaja con ellos les dan las semillas y al tiempo les van rebajando. El que quiere la compra de un solo.

MV: *Y usted las compró de un solo?*

RP: Ahah, con la cooperativa.

MV: *Cuánto costaba una de esas semillas?*

RP: En aquellos tiempos, esa fue donada, pero yo creo que las dos hectáreas valía como 300 000 colones.

MV: *De solo semillas?*

RP: De solo semillas.

MV: *Entonces se las regalaron.*

RP: Sí ya habían hecho un vivero Coopeagropal allí, y al final no sé qué fue, lo regaló y sembramos aquí.

MV: *Ah bueno, listo. Y de cuánto es la producción acá?*

RP: Ahorita está dando como dos toneladas por quincena. Cuatro toneladas y resto al mes.

MV: *Y eso le parece...*

RP: Sí, como para ayudarse.

MV: *Tuvo más como dijo.*

RP: Y estuvo más cara en un tiempo. Ahora el precio está... Sí antes daba más toneladas y el precio era más alto.

MV: *Cuando dice que producía más, cuánto?*

RP: Unas cinco-seis toneladas.

MV: *Entonces sí perdió!*

RP: Sí, ha bajado!

MV: *Cómo son las condiciones de trabajo?*

RP: Uy, es duro!Sí recolectar coyoles es cansadillo, como es poquito no tiene que sacar tanto... Cortar también es un trabajo duro para los hombres.

MV: *Eso lo hacen los hombres no más.*

RP: Ahah, eso lo hacen los hombres cortar.

MV: Y cómo controlan las plagas?

RP: Casi no hay plagas aquí.

MV: No necesitan fumigar.

RP: Muy poco. El picudo es el que se come la grasa en la trampa.

MV: Qué es, como insecto?

RP: Sí es un insecto que se le mete a la palma.

MV: Ah, y se la come por dentro no?

RP: Ahah.

MV: Y Osacoop ayuda con algo?

RP: Sí, se les compra.

MV: y el monte igualito?

RP: Sí a veces se fumiga con quemante y a veces se chapea.

MV: Sabe qué quemante es?

RP: [Namexon] (o [Ramoxón]).

MV: No les pica, y ponen mascara?

RP: Lo hace mi marido y se pone mascara.

MV: Y no les pica, no es algo dañino?

RP: Por los humanos no.

MV: Y de los drenajes?

RP: No tiene ella.

MV: Y reciben apoyo del Estado, o del INDER?

RP: Fuera de Osacoop? No recibimos.

MV: O sea el día por ejemplo que su producción este muy mala, no hay un proceso para indemnizarlos?

RP: No.

MV: Ni por Osacoop.

RP: Ni por Osacoop.

MV: No producen, no pasa nada.

RP: Exactamente.

MV: Y lo hacen qué con carreta, con caballo?

RP: A veces la jalamos con carreta cuando es poca pero a veces, cuando llega más de cien y resto frutilla entonces la jalamos con el chapulín (tractor) de mi Papa.

MV: Entonces ustedes son semi-independientes o sí?

RP: No somos independientes porque vendemos por medio de la cooperativa. Si nosotros fuéramos independientes vendríamos a otro, puede ser Coopeagropal pero sin cooperativa.

MV: Y eso se hace?

RP: Sí, si uno quiere lo hace.

MV: Y ganan más?

RP: Algunos dicen que ganan más pero.

MV: Cuáles son los beneficios para usted estar en la cooperativa? Porque decidió...

RP: Bueno, a veces la cooperativa le ayuda. Porque cuando uno necesita dinero, ellos pueden hacer un préstamo.

MV: Con tasas de interés más bajas que en los bancos me imagino.

RP: Ah sí, sí, sí, demasiado bajo.

MV: Claro, por la solidaridad.

RP: Eso.

MV: Entonces ustedes se mantienen con esto o necesitan hacer más cosas?

RP: No, necesita mi marido trabajar. Digamos si es un área grande la gente se sostiene con eso.

MV: A partir de cuántas hectáreas piensa usted que para una familia sería...

RP: Para una familia como esta con unas seis, tal vez unas ocho hectáreas.

MV: Sería suficiente para vivir solamente de eso.

RP: Para vivir solamente de eso.

MV: Entonces me imagino que es bastante duro para ustedes y para su marido.

RP: Ahah. El trabaja en Palma Tica

MV: También!

RP: Ahah. El trabaja recolectando coyol.

MV: Y usted siente desventaja de la palma? De la finca que tiene?

RP: Sí, no es dos hectáreas para vivir de eso.

MV: Si pudiera comprar más hectáreas?

RP: Ah sí, si lo pudiera, buenísimo!

MV: Y por qué no?

RP: Es muy cara la tierra ahora.

MV: Hasta agrícola?

RP: Sí todo es caro ahora.

MV: Sobre todo en esta zona?

RP: **En esta zona es cara, yo escuché que en otros lados está más barata la tierra.**

MV: Es por el turismo no?

RP: Por el turismo, aquí un hectárea la gente la vende en 20 millones (de colones) o más.

MV: Uy, cuánto vendría a ser eso en dólares?

RP: Daniela! En dólares 20 millones? Está como en 530 verdad?

MV: 400 000 o 40 000?

RP: Algo así.

MV: Voy a hacer el cálculo. Y eso solo por tierra!

RP: Solo por tierra.

MV: Y hace 30 años seguramente valía casi nada.

RP: Ah sí hace 30 años valía poquitico un hectárea ahora un montón, a cambio en otros lados muy barata la tierra!

MV: Ha visto a llegar a mucha gente acá de afuera?

RP: Sí, en 30 años atrás, no había gente acá, ahora hay demasiada la gente.

MV: Y de qué se sostenía la gente en este entonces?

RP: En aquellos tiempos, la gente a veces sembraba maíz, había un consejo que les compraba allí, ganado también y banano.

MV: Y acá antes de la palma que había en sus tierras? Qué cultivaban?

RP: Sembramos maíz.

MV: Y aun le queda algo para ustedes?

RP: Ya no, todo está sembrado en palma.

MV: Todo, ni siquiera para ustedes, ni yuca, ni banano?

RP: No, a veces yuca se siembre en una partecita aquí. Pero el banano ya no cosecho por la palma ni el plátano.

MV: Tienen ganado?

RP: No.

MV: No tampoco, entonces es pura palma nada más.

RP: Solo palma.

MV: Y no hicieron un cálculo para mezclar la palma con otra cosa y de pronto sería doble provecho, no?

RP: De hecho que en la palma no nace nada allí?

MV: No han pensado trabajar con el turismo por ejemplo?

RP: No hemos pensado.

MV: De pronto unas cabinas para quedarse debajo de la sombra de la palma.

RP: Sí puede ser también verdad.

MV: Claro una cabina campestre, cerca de todo pero lejos de la carretera, que no haiga bulla.

MV: Usted cómo ve el futuro?

RP: Uy, va a ser difícil, más caro.

MV: Qué consejos daría a sus hijos a nivel de...

RP: Yo a mis hijos siempre les he aconsejado que estudien.

MV: Y que sigan con la palma de ustedes?

RP: Bueno en algo les ayuda pero no van a mantenerse por la palma. Tienen que hacer otras cosas ellos, a ver qué hacen...

MV: De pronto posemos ir a ver esta palma?

RP: Sí, vamos.

Témoignages hors enregistrements :

MV : Est-ce que vous avez noté la présence d'animaux dans votre plantation ?

RP : Oui parfois les singes "Titis" mangent les coyoles.

Il y a aussi des oiseaux.

MV : des perroquets ?

RP : Non surtout des perruches, plutôt le soir

MV : Combien de palmiers avez-vous sur vos 2 hectares ?

RP : Environ 300.

Annexe n° 20 : Entretien avec Don Iván PEREZ y Marcos CASTRO, membres d'AsoCovirenas, la Gamba
samedi 16 avril 2016, 9h00, durée 21'52"

I: Has visto otra zona en el mundo así: parques nacionales, reserva forestal, humedal, territorios indígenas esto debería ser lleno de visitantes interesados en conocer, pero visitantes, estudiantes, centro de investigación internacionales, o sea.

MV: Y centros de toma de decisiones locales, no?

M: Lo que estamos tratando de constituir.

I: Acá hubo un germen, se crearon estas acciones a nivel de las áreas protegidas, y las leyes ambientales de los 90 crearon la posibilidad de esos espacios.

MV: Y por qué no se hicieron?

I: Sí, se hicieron, movimientos como AsoCovirenas, Caracosa, la cosa son organismos descentralizados de toma de decisiones en la política ambiental de las áreas protegidas.

MV: También en la parte social?

I: Sí sí en la parte social-económica-ambiental, estaba integrado digamos el asunto, inclusive planes de manejo de las áreas protegidas con la comunidad. Vivimos todas las ideas de cómo preservar eso pero desarrollando, subsistiendo la gente que vivimos aquí. Verdad porque este es el objetivo verdad, pero no se aplicó al final lo que salió de esos planes de manejo.

MV: Por qué no se aplicó?

I: Porque el gobierno no tenía interés, no hubo voluntad para desarrollar esto.

MV: Tenía que ver con MINAE? Covirenas era una parte verdad, como un departamento?

I: Parte sí, como voluntariado de la sociedad civil. Eso no surgió de la nada, la gente primero se movilizó, con los planes de manejo forestales. Estamos hablando a finales de los años 90.

M: Y mucho antes en la iniciativa de la reserva forestal por todas estas áreas sembrarla de melina. La especie rara que llegó aquí, la montaron, con martillero.

MV: Todo eso para hacer lápices.

I: Bueno eso era el producto original.

M: Allí perdimos gente, todos los ambientalistas perdimos gente, cuatro muertos en esta lucha.

MV: Cómo así? Quién los mató?

M: ahahah... Hey no sí... ahaha

I: Hay un libro que se llama Guerrero del Golfo Dulce, escrito por una Holandesa, que cuenta todo esto. Todos los que combatimos esta empresa forestal. Entonces derrotamos a esta empresa forestal y vienen los planes de manejo. Vienen todos los madereros de San José de Cartago con sus tractores y sus camiones y se meten a deforestar toda esta barra aquí! 157 planes de manejo forestales digamos que se suponía que eran bien manejados, pero no era una verdadera cochinita a sacar todo eso.

MV: Llevados por quién dijo, estos planes de manejo?

I: Eso era la ley forestal, años 90, que en inicio prohibió la deforestación, o sea prohibió el cambio del uso del suelo, verdad, pero por otra crea los planes de manejo forestal, que en principio eran unas iniciativas no de parte del gremio forestal para bueno hacer una extracción sostenible en teoría, pero la práctica fue totalmente distinta, verdad. Bueno, son suelos muy vulnerables verdad, bosques nativos vírgenes que claro, y el impacto de la entrada de maquinaria pesada tuvo un impacto desolador.

M: Un desastre, todo aquí era erosionado, la pérdida de corales.

MV: Y hasta Jiménez dijeron

I: Básicamente aquí, en la reserva forestal.

MV: Y cómo así que el Estado hasta ahora? Dice que el Estado podría manejarlo más cuanto a las necesidades locales no? Porque las decisiones se toman ahora en Pérez Zeledón, verdad?

I: Sí por la parte administrativa, ministerios y...

MV: Y en Puntarenas?

I: Bueno, la capital política de la Provincia, sí pero es Pérez Zeledón a nivel de los Ministerios.

MV: Y después había ustedes a nivel local pero como que desaparecieron no, cómo fue?

M: Bueno no hemos desaparecidos y aquí estamos pendiente porque estamos en esta lucha y bueno después del asunto de la forestaría viene lo de la [...] cacería. Entonces se arma una campaña para detener la cacería. Después de eso, nos trasladamos un poco a trabajar lo que es la Fila Cruces.

I: Territorios indígenas, no?

M: Territorios indígenas, y trabajando acá en los comités que tenemos por allí. Tenemos también comités Covirenas Indígenas verdad.

I: El tema de las áreas protegidas era más o menos, o sea que había una política y muchos funcionarios, pero lugares biológicamente muy importantes como Fila Cruces, territorios indígenas, no había ningún plan de manejo, ninguna política. O sea ecosistemas muy valiosos pero abandonados. Y por ejemplo, Fila cruces, es un sector digamos de conectividad entre lo que es la zona de la Amistad con la Península de Osa, y a parte de abastecer el recurso hídrico de muchas comunidades, es un área muy valiosa entonces le prestamos un poca de atención a este territorio y igualmente los territorios indígenas, no. Que igualmente tienen cosas muy importantes a parte del valor cultural de los pueblos, que igual a nivel de política, del Minae, están abandonados.

M: Y llegó un momento en que nosotros, digamos Covirenas teníamos tal presencia, que los del Minae se hace los...

MV: Cuándo fue lo máximo de Covirenas?

M: En el 2000.

I: La parte de lucha fue a finales de los 90 al 2000, allí se crea el movimiento Covirenas, se crea por Decreto del Gobierno. Y a nivel de presencia de esto, en 2008.

MV: Y por qué se cayó?

M: Porque precisamente no le podíamos hacer frente digamos a una zona tan vasta, para estar trabajando a nivel de educación ambiental, en control y protección, reforestación, sin recursos.

MV: Por qué no hicieron como colaboraciones con ONG?

I: Sí lo hicimos.

MV: Cuáles fueron?

I: TNC (*The Nature Conservancy*). Pero bueno son proyectos que tienen su recorrido un periodo.

M: Nosotros queríamos de por vida y ellos noahaha!

MV: Algo más nacional, estatal?

M: Sí algo más estatal digamos y...

I: Ahora vamos a hablar de una estrategia que estamos pensando, digamos otras opciones.

MV: Porque Roberval me estaba diciendo que Costa Rica recibe como un apoyo por la parte socio-ambiental de EEUU, no? En compensación de la deuda, algo así, no?

I: Sí sí, conversión de deuda por naturaleza.

MV: Y acá se aprovecharon muchas ONG me imagino.

I: Sí, pero es muy discutible el impacto de esas ONG.

M: A nosotros no nos sirve porque acabamos trabajando para esta gente y no para la naturaleza ahaa.

I: Entonces, y eso a efectos de uno que viene fuera del investigador parece bien no, a nivel global, pero cuando entras, es una historia completamente diferente. Por ejemplo yo conozco en Londres lo de Neotrópica, en los años 90, qué fue el proyecto... Boscosa. Bueno yo lo leo en Londres, qué dice?

M: Apoyar allí esas áreas de reforestación...

I: Tú lo lees y es bonito, pero llegas aquí y el panorama es totalmente diferente, con la misma gente movilizad allí contra la fundación Neo trópica. Fracasó. Uno pensaría que la movilización debería ser mucho mayor... A veces yo me pregunto cuál es el sustento de la gente. Bueno palma está bien, es visible no? Lo que sea: arroz, café, parte comercial, sector público, todo eso es visible, pero el resto? No es una población tan grande no, pero una población que obviamente está creciendo.

Por ejemplo Gamba no? Es un asentamiento campesino, esa es la denominación, es poco la colonización se hizo... Marcos sabe bien, por ocupación de antiguas tierras de la UFCo, era bananero.

Esos asentamientos estaban administrado por un organismo que se llamaba IDA (Instituto de Desarrollo Agrario), ahora se llama el INDER.

MV: Que escuché que ellos apoyaban bastante a la gente.

I: Bueno, está bien. Acá entonces Gamba, son X ha, y se reparten equitativamente entre la gente, está bien no? Pero después ocupo alguien que me podría ayudar con semillas y maquinaria pero esta parte es muy débil. Hubo algo en los años 90 no, que se apoyaba por lo menos al campesino, las semillas, algunos implementos e incluso compraban la cosecha no? Pero muy débil no.

MV: Entonces hoy en día hay grandes diferencias de riqueza entre la gente no? Entre los que tienen y que hacen algo y los que no tienen nada, los que son peones ni siquiera trabajan...

I: Este lo que dices en el sector de palma básicamente. Porque si te das cuenta, el territorio es pequeño en realidad o sea el territorio para desarrollo es esto, el resto es áreas protegidas. Y la parte económica es un llano.

MV: De Gamba hasta Neily no?

I: Sí.

MV: Entonces de veras en estas zonas que son reservas forestales no se puede sembrar ni una palma?

I: Ok, pues este es Piedra Blanca es parque nacional, no se puede nada, y este sector es reserva forestal que es un poco confuso porque... Esto ha generado muchos conflictos con MINAE, porque ya no puedes hacer nada en tu finca. Reserva forestal impide que yo no pueda hacer nada allá.

MV: Menos tener bosque?

I: Eso obviamente sí. Bueno la reserva forestal tiene menos restricciones que el parque nacional pero tiene su restricción.

MV: *Yo escuche que había palmares en la reserva forestal a pesar de que la palma esté considerada agricultura.*

I: Sí palma no puedes normalmente, pero tengo dudas, tocaría ver en la reserva forestal qué uso es permitido y qué no. Han habido muchos conflictos, sobre todo muchos finqueros pero gente muy pobre que tiene mucha tierra, no más de 50-60 hectáreas, no son terratenientes, entonces ha habido muchos conflictos con gente allí no? Que con el MINAE que no permite hacer nada no? Entonces "sí a mí no me permiten hacer eso, yo tengo que recibir una compensación. Aquí se crea una reserva forestal, a mí nadie me dice nada, de repente de un día para el otro esta reserva forestal, yo llegué antes de esta reserva forestal, y ahora no me dejan hacer nada. Pero mira, esos son mis tierras entonces yo debo estar compensado, esa es la lucha no.

MV: Pero no se compensa?

I: No.

Annexe n° 21 : Entretien avec "Doña X", cultivatrice de palmiers à huile de Corredores, et M. Iván PEREZ, Membres d'AsoCovirenas, la Gamba, 16/04/2016, 9h30, durée 11'49"

DX: En Costa Rica tiene que pasar algo muy fuerte para que la gente reaccione, no me imagino qué puede ser para poder sacar a la gente de sus casas y tirarse a la calle para exigir que el gobierno intervenga. **Imagínese que la palma tiene tres cuatro años de una crisis sería por esta enfermedad y el gobierno nunca quiso hacer la declaratoria de emergencia.** Con los cafetaleros allá arriba, se hizo una **declaratoria de emergencia**, se les dio insumos, se les dio un mantenimiento económico para digamos este ayudar un poco a la familia. **Pero acá en el sur, donde un 70% de la población se dedica al cultivo de palma o es beneficiada con este cultivo, entró en crisis económica y el gobierno nunca intervino.**

I: Bajó el precio internacional, por ejemplo palma, en Filipinas o Indonesia cortaron el bosque nativo a nivel salvaje y sembraron palma como loco verdad. Entonces claro, la oferta mundial de palma subió y obviamente el precio bajó. En Filipinas arrastraron con el bosque.

MV: *Y Malasia también.*

I: Malasia y África también, no?

DX: **Y culpa de quién del capital, cuando ven una mina de oro la quieren explotar y explotar hasta que se acaba y no importa quién quede por fuera.**

I: Pero por eso está el Gobierno, para defender esas situaciones no?

DX: Pero el Gobierno nunca quiso esta declaratoria de emergencia que se estaba pidiendo por lo menos para que se le diera un poco de ayuda a la gente y para que entraran científicos para ver qué estaba pasando con la enfermedad. Cómo se iba a enfrentar esta enfermedad nunca se supo.

I: Pero qué dijo el gobierno?

DX: Tuvimos varias reuniones con ellos y decían que sí, se estuvo frente a la crisis, que se estaba en conversaciones con las empresas grandes, Palma Tica, Coopeagropal, pero nunca pasó de allí.

MV: *Entonces, por no intervenir digamos, el gobierno apoya al extractivismo, y al capitalismo, y se hace accionista más?*

DX: Claro. Es que Palma Tica es una tan nacional muy poderosa, verdad. **Algo que también estábamos pidiendo la población, es por qué nosotros pagamos un impuesto de 1,5% a la municipalidad de Corredores, nosotros los palmeros de Corredores. Pero resulta que este impuesto que se creó hace muchos años se hizo para que el grande productor pagara y ayudara a mantener los programas sociales, digamos: caminos y todo eso. Pero las grandes empresas declararon que su territorio estaba en zonas que no pague impuestos.**

I: Zona Francas.

DX: Palma Tica nunca pagó impuestos y tiene las tierras del Estado, no paga arriendo, no paga impuestos. Verdad, Palma Tica heredó las tierras que quedaron después de que se vaya la bananera, sigue haciendo lo mismo.

MV: *Y aun es así?*

DX: Y aun es así. Entonces Coopeagropal, como es una cooperativa y las cooperativas son para el desarrollo social no paga impuestos. Pero resulta que Coopeagropal se convirtió en un monstruo verdad, donde ya no es de beneficio social, hay una junta directiva que se están enriqueciendo, verdad. Que está politizada totalmente, por parte de liberación nacional, la mayoría son liberacionistas. Entonces es una porquería. Vea qué cosa más terrible y es lo que yo no entiendo: Coopeagropal está comprándole a los pequeños productores que están en quiebra sus parcelas verdad.

MV: *Por lo menos se hizo una competencia para Palma Tica no? Escuche como un 20% del mercado.*

DX: Yo no sé exactamente, pero sí sé por vecino que han vendido y que Coopeagropal les compra pero es que la cooperativa no tiene porqué ser un monstruo de compra de... O sea una cooperativa no es su misión comprar las tierras,

es para cooperar. Entonces hay un pleito con este impuesto verdad. **Entonces la municipalidad dice que no puede sobrevivir en la municipalidad de Corredor sin el impuesto.** Ningún partido político puede llegar a decir que va a quitarle el impuesto porque la municipalidad se cae según ellos.

Lo más lógico pienso yo, y digamos pensamos nosotros en el grupo que yo estoy que el impuesto está bien que se siga pagando pero...

I: Qué sea equitativo!

DX: Qué sea equitativo, para que las grandes empresas paguen y que los pequeños productores, calculamos nosotros de 20 hectáreas para abajo no paguen.

I: Claro, no todos son iguales, entonces que sea proporcional o que se arregle porque es una ley que tiene que hacer la asamblea legislativa, de la República, entonces eso no puede cambiar la municipalidad, pero si se podría hacer un movimiento para que se mejore eso verdad. Mi esposo hace poco, no pagaba y no pagaba porque él está dejando pérdidas de la palma, entonces deje de pagar. Ya nos llega un correo a la casa porque hizo como cinco meses que deje de pagar, entonces tuvo que pagar el abogado... Esto nos costó casi un millón de colones.

MV: Es 1,5% del beneficio o de la venta?

DX: De la venta y es mensual. Entonces voluntariamente cada productor tiene que trasladarse allá..

MV: Y allá, cuántos hectáreas tenía?

DX: Cinco hectáreas.

MV: Y eso le daba...

DX: Actualmente está dejando pérdidas, porque los trabajos que hay que hacerle en la palma para tenerla produciendo requiere chapia y mano de obra verdad, aparte de la mano de obra que requiere sacar la fruta. Entonces está dejando pérdida, cinco hectáreas es muy poquita.

MV: Es trabajo familiar?

DX: Ahah. Cuando se estaba pagando más se podía pagar peones, entonces se les daba trabajo a los vecinos.

MV: Cuánto se pagaba bien?

DX: 98 000 colones.

MV: En qué años fue eso?

DX: Hace como año y medio.

MV: Ya bajó por casi la mitad, 50...

DX: No ya llegó a 36 el mes pasado, 36 000 colones la tonelada.

MV: Sigue bajando?

DX: No ahora subió un poco a 42 creo que está ahorita. Eso acompañado de la baja producción por enfermedad.

MV: Cuál enfermedad?

DX: Una que se llama flecha seca. Entonces bajó la producción a todos.

MV: Cuántas toneladas sacaban por hectárea sin enfermedad?

DX: Sin enfermedad, tal vez se podía sacar unas dos toneladas al mes. Con enfermedad, se redujo, nosotros estamos sacando casi tres toneladas por cinco hectáreas. Y vale 30 000 colones el transporte de la plantación adonde se lleva. 30 000 colones a cada productor para llevarnos en el mismo camión. Entonces pagábamos tal vez 10 000 colones de mano de obra para la carreta y el caballo que jala, pero ahora no, lo hacemos nosotros mismos. Ya no pagamos, ni el que jala la carreta, ni pagamos el que colecta el coyol, lo hacemos nosotros mismos, para que quede algo para pagar el banco.

MV: Y las semillas tuvo que comprarlas?

DX: La semilla las dio Palma Tica.

MV: Usted están en alguna cooperativa?

DX: No, no independientes.

Annexe n° 22 : Don Marcos Castro, cultivateur de palmiers à huile de Corredores, Directeur d'AsoCovirenas, la Gamba, 16/04/2016, 10h30, durée 14'33"

MC: Bueno mi nombre es Marcos Castro y vivo en la comunidad de la Gamba de Gofito, por siempre he vivido en esta comunidad, y soy un productor pequeño de palma africana Escasamente cinco hectáreas de palma que sembré hace unos tres años, que recién estamos empezando a cortarles los primeros frutos. Inicialmente, es un proyecto que empecé porque hace tres años se deslumbraba como una muy buena opción, una muy buena alternativa porque tenía buenos precios y dinamizaba la economía de la zona, y de repente estábamos sometidos a esta estructura económica productiva verdad, entonces me metí a sembrar cinco hectáreas de palma. Lo hice a través de un financiamiento con un programa gubernamental, un fidecomiso, donde está integrado el Ministerio de hacienda y el MAG. El fidecomiso es a través del banco nacional, entonces me dieron un préstamo de 11 millones de colones para que sembrara esas

cinco hectáreas de palma. Las plántulas las adquirí a una cooperativa, copicogi, que está allí en Rio Claro, que ellos se dedicaban en este momento a los viveros de palma. Entonces yo les compré el material genético, de las palmas más viejas, de la variedad Nigeria, que es una de las más resistente y se adapta mejor a las condiciones de clima y de suelos que tenemos aquí. Entonces sembré en dos áreas distintas. Una aquí que tengo en la casa y otra en el sector de rio Bonito. Pues la labor que se realiza es preparar el terreno, chapearlo básicamente, no se necesita hacer subsoladas ni nada de eso, sino lo que se ocupa es hacer los huecos donde plantar las plántulas. Viene después lo que es el mantenimiento, darles el abono, la fertilización adecuada, las rodajas, la chapia básicamente. Rodaja, Chapia, abonamiento, así pasé los tres años, lo que significa un costo pero lo estaba pagando con este fidecomiso y pues allí veníamos trabajando bien. No sino hasta ahorita que estamos empezando a sacar pero los precios no compensan el trabajo que tienes que hacer, porque los precios han bajado de una forma, de, importante verdad y no ahorita, ni para mantenerlo, ni mucho menos para este ir a hacer la labor de ir a sacar el producto. Entonces por muchos días y muchos meses tuve que dejar de sacar el producto, dejarlo allí, porque era más el costo de lo que se obtenía con eso. Pero últimamente hice como una alianza con unos muchachos, pues hicieron las primeras cortas y están encargados de hacer las mejoras y el mantenimiento, lo cual a mi me sirve, y a ellos también. Ellos recogen el producto, ellos no tuvieron ningún costo, solo recogen el producto, ellos tienen su fuerza de trabajo, aportan su mano de obra yo no tengo que pagársela, sino que se llevan el producto, y lo venden al precio que sea y con eso. Lo que yo me gano ahorita es el mantenimiento que ellos le van a dar digamos como es la poda y la corta. Que es importante cortarla porque si se deja allí, la plantación se enferma y se deja la fruta allí, se enferma porque entra en 'calentamiento', se va pudriendo el coyol, entonces es importante sacarlo para que tenga una producción adecuada. Ahorita en este mes, el 19 tengo de pagar los primeros intereses del crédito que saqué para la palma y son 325 000 colones que tengo que pagar cada tres meses por concepto de intereses por los recursos que utilice para la siembra de esta cinco hectáreas de palma, y todavía la producción no me da para subsistir o para honrar la deuda con la cual estoy. Entonces estamos tratando de renegociar con el fidecomiso para que nos den un plazo mayor para mientras la producción se mejora y esperar a ver si los precios también mejoran para poder hacerle frente a esta deuda contraída. **Mientras tanto, aquí, igual que yo, muchos, y otros están peor que mí porque no tienen opción y no dejaron áreas donde poder sembrar ellos sus productos habituales, como el plátano, el cuadrado, la yuca, para poder subsistir. Yo por lo menos aquí tengo algunos productos que me sirven para el autoconsumo. Y si no fuera también por mi familia que me respalda de punto de vista económico digamos para subsistir aquí, quizás estaría en otra situación muy difícil, es bien difícil la situación mía y la de muchos productores de palma que tenemos esta situación.**

MV: Por los préstamos y los bajos precios.

MC: Por los préstamos y los bajos precios.

MV: El interés de qué porcentaje es más o menos?

MC: El interés es de tasa básica pasiva oscila entre los 11 y 13%.

MV: Y usted piensa que hay una superficie a partir de la cual valdría la alegría sembrar palma o sacar provecho de eso pudiendo pagar estos préstamos o es suficiente con lo que tiene usted piensa?

MC: Eso depende, porque yo que tengo otros compañero que tienen cinco hectáreas y con los precios buenos si te sale digamos. Sí da para subsistir y para hacerle cargo a otras necesidades pero ahorita como están los precios no se puede. Es más, entre más grande la plantación, más costo, más fracaso.

MV: Y cómo se podría ahorrar para que no le cueste tanto su plantación? Qué más le cueste?

MC: Abono, mantenimiento, control de plaga...

MV: Fumigatas?

MC: Yo no hago fumigatas.

MV: Lo hace a mano?

MC: Sí, lo hago a mano. Yo si hago el control del picudo, del abejón.

MV: Cómo hace el control?

MC: En un tarrito con miel, compro la feromona, pero no le echo ningún químico, el se muere con la miel.

MV: Y al abono, no se podría hacer casero?

MC: Sí, el abono inicialmente sí hice abono orgánico y me sirvió de mucho.

MV: Cómo se podría reducir los costos más?

MC: La mano de obra de amigos de manera voluntaria, después yo les ayudo, se llamo manos cambiadas, entonces eso ayuda mucho verdad.

MV: Y dónde más se podría hacer más independiente, más libre?

MC: Hacer los viveros y no pagar la semilla.

MV: Usted está metido en una cooperativa?

MC: La cooperativa donde compré las semillas son amigos, incluso les ayudé a hacer el vivero, entonces me dieron como bonificación otras matas, verdad pero cada mata me costó 5000 colones.

MV: Pero matas totalmente controladas no?

MC: Sí, nigerianas y certificadas.

MV: Y hasta ahora no han tenido enfermedades.

MC: Sí, han habido algunas pero las he tratado y las he controlado.

MV: Y tiene animales en sus plantaciones que vienen me imagino?

MC: Se meten los caballos del vecino y ayudan a limpiar.

MV: Y abonan...

MC: Ahah, y abonan.

MV: Bueno gracias Marcos.

MC: Bueno, cualquier otra cosa me llamas.

Annexe n° 23 : M. Marcos Molina, membre d'Osacoop, cultivateur de palmiers à huile à Cañaza (Puerto Jiménez), 18/04/2016, 16h00, durée 35'40"

MV: Entonces tiene 15 años...

MM: 15 años de ser palmero.

MV: De los primeros acá en Osa?

MM: Correcto de los primeros acá en Osa

MV: Independientes?

MM: No, pertenecemos a una cooperativa.

MV: Ya estaba la cooperativa cuando empezó?

MM: Ya, nuestra cooperativa fue fundada el 29 de septiembre del 2000, Osacoop. Desde este entonces el Señor JJ que es el gerente y otros que ya se fueron, pero ya soy el contador de la cooperativa. Voy para 16 años de ser un cooperativista. Hemos tenido altos y bajos, es duro, hemos tenido problemas de precios esos últimos años. Esos últimos tres-cuatro años, se nos bajó el precio de una forma muy mala, que no nos da para cubrir nuestros gastos. Hay que acudir a otras cosas para rellenar la salida.

MV: Usted cuántas hectáreas tiene?

MM: Bueno, yo tengo como 15 años ser cooperativista, pero antes empecé con Palma Tica.

MV: Como en los 90?

MM: Ah ah, como en el 98, cuando llegaron, pero nosotros hicimos un solicitud de dinero a FINCA en San José. Entonces nos dieron el dinero para la palma y nosotros la compramos a Palma Tica. Razón por la cual no teníamos ninguna deuda con Palma Tica, porque Palma Tica quería quitarnos lo de la producción por un contrato de 15 años.

MV: Comprarle a un precio fijo, pero bajo?

MM: Sí, a un precio fijo, a lo que ellos quieren. Entonces nosotros en el grupo decidimos hacer una cooperativa nos organizamos y salió Osacoop.

MV: Pero tenían que vender la fruta a alguien.

MM: Correcto, a Coopeagropal en Laurel, nos asesoró y nos llevó adelante y nos lleva, hasta que llegamos a ser socios con ellos. Y hablamos con Palma Tica, pero no podíamos hacernos socios porque solo querían lo bueno para ellos, las mejores cosechas y todo lo bueno de, uno no llevaba nada de ganancia. Entonces decimos hacer nuestra cooperativa, Osacoop RL. Hemos tenido buenas cosas, pero momentos de precios malos, y producción no tan buena. Cuando comencé, sembré 17 hectáreas pero la sembré en parte alta. Tenía una finca más arriba, en parte quebrada, aquí como a tres kilómetros más arriba.

MV: Pero pertenece a Cañaza.

MM: Ah Si pertenece a Cañaza. Esa finca yo la vendí razón por la que el préstamo que había sacado para sembrar palma era muy grande, se me fue haciendo monstruoso.

MV: A cuánto por ciento le salió el interés?

MM: Creo que estamos trabajando a un 23%

MV: Uy!

MM: Muy alto, demasiado alto. Entonces se me fue altísimo, por las nubes. Razón por la que llegué a deber casi 16 millones. Cuando yo estaba debiendo 16 millones, yo le dije así...

MV: Cuánto tiempo después de haber iniciado el préstamo?

MM: Muy bien, en el 99 iniciamos con esto, 2000... 2001, en el 2004 estábamos hasta aquí.

Era pérdida general todo, nuestra finca se iba a ir, la palma como era guindo (terreno con mucha pendiente) no se podía abastecer el abono, muy caro.

MV: Cuál banco le prestó?

MM: Fundación INtegralCAmpesina (FINCA), sí es un banco privado como Coopealianza. Entonces nos prestó este dinero pero a un interés demasiado alto, nos fuimos hundiendo y tuve que vender la propiedad. Entonces apareció un

americano, quiso mi propiedad entonces se la vendimos y hoy pues compramos esto acá. Aquí son 11 hectáreas, 6000 y resto de metros, sembré 10,5 y el resto lo tengo con casitas y otro.

MV: Y atrasito viene la palma?

MM: Sí atrasito está la palma, ahorita podemos ir a ver un poquito. Sí bueno, esto aquí es como medio hectárea, tal vez menos.

MV: Y qué tenía en su finca antes de sembrar palma?

MM: Tenía pasto, y un poquito de frutales.

MV: Ganado?

MM: Algo, aves, cerdos poquito pero casi no había nada bueno.

MV: Y de ganancia?

MM: No había mucha ganancia.

MV: Solamente para satisfacer sus necesidades.

MM: Solamente para esto, nada más. Con la palma no nos fue mal porque nos ha ayudado pero dejando una cola de deuda, deuda, deuda y ya hoy no se le debe a nadie.

MV: No?

MM: No, gracias a Dios, la propiedad nos dio para pagar y lo que sobró compramos esto y nos sobró para sembrar esta palma aquí, entonces sembramos libre. Pagamos todo, y lo que agarramos es libre!

MV: Y las semillas vienen de la cooperativa.

MM: Sí, la compramos a Coopeagropal.

MV: Yo pensaba que podían sacar de los bebés de las palmas que nacen.

MM: Ah no, porque esto se vendió, se entregó y no se podía acceder allí.

MV: No?

MM: Sí, la finca de arriba.

MV: Escuché que Osacoop estabahaciendo sus semillas?

MM: Sí pero cuando yo ya tenía mi dinero no quería deuda, porque Osacoop vendía y no quería endeudarme. Entonces y necesitaba comprar de contado.

MV: De contado, de una?

MM: Porque podía de Osacoop pero con un crédito y yo no quería. Esa es mi Esposa.

MV: Mucho gusto!

MM: El es estudiante francés, igual que Logan... Es que hace poco tuvimos una pareja de franceses acá y me llevaba muy bien con ellos, muy bien.

Entonces, como te contaba la situación fue dura, con muchas vueltas, y ahora vamos trabajando un poco libre, libre, libre y no queremos deudas. Claro necesitamos pero no queremos.

MV: Entonces con quién trabaja ahora, cuántos trabajadores o peones? Porque ahorita vende su cosecha a Coopeagropal...

MM: A Osacoop.

MV: Ah, a Osacoop! Que lo vende a...

MM: Ellos se lo entregan a Coopeagropal.

MV: Que Coopeagropal ha sido apoyado por el Estado para abrir la competencia?

MM: He, correcto!

MV: Coopeagropal tiene su planta verdad?

MM: Tiene su procesadora.

MV: Hace su aceite, en su punto. Numar es de Palma Tica y en su punto de...

MM: Coopeagropal, pero también hay otra por allí, creo al lato, que es de coopeagropal.

MV: Entonces se comparten el mercado local y también compiten en el mercado internacional, no, qué es la causa de la baja de los precios?

MM: Ahah!

MV: Y Usted, cómo le va acá en su cultivo?

MM: Bueno Milo, el cultivo como es poco, como la área es poca, pues, no es mucho la recolección que se corta cada quince días o cada mes, pero el problema también es que, digamos, la materia prima para la palma es tan cara a veces, o sea no da suficiente como para picarle la materia prima suficiente para ella me entiende!

MV: Entonces cuánto producen ustedes con 10 hectáreas digamos?

MM: Bueno, ahorita como está ella, en el tiempo bueno, bueno, bueno puede dar rondando las 20 toneladas.

MV: Serían dos toneladas por hectárea.

MM: Dos toneladas por hectárea.

MV: Digamos dos veces al mes.

MM: Estamos hablando de cuando es realmente bueno, digamos, junio, julio, agosto.

MV: Entonces ahorita, cuánto da?

MM: 5-6-8 hectáreas.

MV: *Entonces media tonelada por hectárea.*

MM: Sí está muy malo.

MV: *Y cuántas palmas tiene por hectárea?*

MM: 143.

MV: *Tienen palmas enfermas?*

MM: Había unas palmas, enfermas no. Hay unas palmas muy grandes y hermosas pero no cuajan, no cargan.

MV: *Pero machos no son?*

MM: Es que o sé no los conozco,

MV: *Hasta ahora tienen hembras no más?*

MM: Allí están ellos, ahorita los puede ver.

MV: *Cuántos más o menos?*

MM: Tal vez redondeemos, tal vez podríamos sacar unos 10 o 20 en toda la plantación.

MV: *Cuánto de abono le echa a cada planta al mes?*

MM: Más kilo y medio por planta por año. Es muy poco.

MV: *A cuánto le sale la tonelada de abono?*

MM: No, yo creo son como cuatro kilos en el año por palma.

MV: *Acá necesitan regar?*

MM: No.

MV: *A cuánto le sale el kilo de abono, o la tonelada?*

MM: Es que hay diferentes precios, mira un quintal de 46 kilos sale costando entre 14 y 15 000 colones más o menos, y depende de la calidad verdad. Hay calidad que le cuestan 18 000.

MV: *A quién le compran?*

MM: Se le compra a veces a Coopeagropal, a veces a Abono del Pacifico.

MV: *Y la cooperativa me habló de masa orgánica.*

MM: Sí ellos han estado haciendo esta masa orgánica, pero yo no sé, no he visto el producto, no he visto cómo se trabaja... Ellos están con eso, pero yo todavía no me he empapado del asunto. Ellos hablan de una masa orgánica pero yo no sé.

MV: *No vivieron a darle capacitación?*

MM: A mí no.

MV: *Entonces viene allí el gasto de la semilla.*

MM: Sí.

MV: *Entonces viene cuatro kilo de abono por palma al año.*

MM: Un kilo por cada tres mes.

MV: *Por palma, que son casi 1500.*

MM: Más o menos.

MV: *Viene, cuántos trabajadores o peones tiene?*

MM: Vea yo solamente manejo peones para la corta, tres peones. Para la abona también a veces se maneja peones, cada tres meses, un peón, mi hijo y yo, seríamos tres. Para la corta también a veces tres, mi hijo, pero el estudia mucho, pero cuando se desocupa me ayuda, sobre todo en vacaciones me ayuda mucho.

MV: *Cuántas horas trabajan?*

MM: Siempre se trabaja entre siete y ocho horas por cosecha.

MV: *Y son tres personas.*

MM: Y son tres personas, dos veces al mes.

MV: *Que pagan entre 1000 y 1200 al mes...*

MM: Más o menos 1300, porque usted le da el dinero más la comida y eso.

MV: *A ver qué otros gastos tienen?*

MM: Tenemos por ejemplo las podas, rodajas, limpiar dos metros a lo ancho, entonces sobre cuatro metros. A veces se hace con máquina o con machete, a mano.

MV: *Allí también tiene que emplear a alguien?*

MM: Si posible lo hago yo?

MV: *Pero le cuesta gasolina por la maquina.*

MM: Sí. Gasolina, aceite.

MV: *Cuánto de gasolina gasta?*

MM: Para todo el palmar, digamos cinco galones.

MV: *Y esto a cuánto sale?*

MM: Dey, esto sale a 2000 y algo.

MV: *El galón?*

MM: Sí entonces sale a 12 000-13 000 colones.

MV: A ver qué más? Las herramientas?

MM: Las herramientas ahah. Para cortar cada chusa vale 30 000 colones.

MV: Y tienen que cambiarla cada...

MM: Cada año. Esas largas valen casi 40 000 y son una por año.

MV: Y eso se daña.

MM: Mucho, sobre todo el palo de aluminio. Y es muy caro, solo la pala sale en 15 000 colones, y el tubo anda en 30 000 colones. Entonces estamos hablando de un tubo grande de siete-ocho metros, estamos hablando de casi 50 000 colones, sí y son cuatro en el año. Después se gasta el tractor, que se encarga de jalar la fruta adentro, el trabaja también como seis horas.

MV: Y cuánto consume?

MM: Como de dos galones al día y valen como 3 000 colones, eso dos veces al mes.

MV: Y el alquilar del chapulín?

MM: Por ejemplo 10 000 la hora, son seis horas son 60 000 colones. Ya te digo costos así que no lo abarca la palma.

MV: Control de plaga no necesita, o lo hacen a mano?

MM: Lo hacemos a mano, solo ponemos trampa contra el picudo.

MV: Cómo lo hacen ustedes?

MM: Un cajoncito, un galón, una ventana aquí, otra aquí y pone algo aquí, se le pone algo en el centro, se guinda la feromona y la miel (de caña) abajo.

MV: Y acá ponen como un veneno, no?

MM: Correcto, entonces vuela y se cae a la aletita, se pone una varillita, entonces el camina y [plum], allí queda.

MV: Y cuánto vale la miel?

MM: La miel vale 1 200 el galón.

MV: Y cuántos galones le echan?

MM: Como tres galones por allí.

MV: Y cuánto le cuesta el veneno este?

MM: 3000 colones cada uno, son cuatro.

MV: Que ponen en las 10 hectáreas?

MM: En las 10 ha, son cuatro.

MV: Y eso es suficiente?

MM: Sí, son dos por cada cinco hectáreas.

MV: Y cómo se llama?

MM: Feromona.

MV: Y de quién lo compra.

MM: Eso lo traen de la cooperativa.

MV: De los mismos que los abonos?

MM: De los mismos que los abonos, sino de Coopeagropal y sino del almacén aquí en Mayoreo Osa.

MV: Y los cajones los hacen caseros?

MM: Sí, se hace con pichinga. Es algo de plástico, se le abren ventanas y cada pichinga puede valer 4000-5000 colones.

MV: Y el monte, para cortarlo?

MM: Ah, se usa machete y peones. Pero ahora lo manejo más bien con bomba, atomizados.

MV: También son gastos.

MM: Tres galones de quemante y está en 15 000 el galón, y se compra uno que se llama "Gallo", que vale como 3000 y algo.

MV: Cómo se siente usted con esta palma? Cuántos años tendrá esta palma?

MM: Esta palma tiene como ocho años. Pues no me siento bien porque la verdad solo he comido nada más, los beneficios son pocos los que he adquirido en la palma verdad? No puedo decir que tengo plata ahorrada porque no tengo. Hay algunas cosas que tengo, por ejemplo un carro, un chapulín, una moto o alguna cosa que hay de un dinero que sobró de la propiedad que se vendió. Nosotros lo utilizamos para comprar estas cosas. Si no hubiera tenido este dinero, no hubiera podido en absoluto. Pero la palma me ha dejado, qué te digo, par air comiendo comiendo, comiendo, ayudándome un poco en la casa, anteriormente para el estudio de mi hijo, y la familia poquito, pero que me sobre dinero, no me sobra.

MV: Y eso, para toda la energía que le está dando!

MM: Imagínese!

MV: Cómo calificaría el trabajo de la palma?

MM: Como para no estar de embarde, haciendo algo, pero no es una cosa que deja ganancia. Dejaba ganancia cuando la tonelada valía mucho, valía casi 100 y resto. Pero ahorita deja pérdida.

MV: Hace cinco años.

MM: Sí, hace como cinco-seis años. Ahorita deja pérdida porque ahorita deja así y sí usted deja caer el proyecto, entonces no podemos hacer nada porque no vamos a buscar qué comer, nada.

MV: Si usted quisiera convertir una parcela para cualquier otro cultivo, le costaría también?

MM: Sí cuesta porque imagínese que uno necesita tener una base fundamental para mantenerse mientras produce me entiendes?

MV: Sí sí.

MM: Entonces esta base lo único que hicimos con el dinerito que alcanzó de la finca cuando se vendió y nos trasladamos acá y hicimos estas casitas que ves allá y las alquilamos. Para poder cubrir gastos que para ahora poder cubrir esta etapa que hubo de bajonazo en palma, tuvimos que agarrar de las casas para pagar peones, pagar movimientos de combustibles y cosas, de las casitas, es duro, son cinco casitas, y no todas están alquiladas y cada una se alquila en 40 000-50 000 colones al mes. En realidad no es una cosa muy provechosa, porque en realidad el dinero que me sobró a mí de mi propiedad arriba, cuando compré esto y sembré esta palma, lo que me sobró lo reinvertimos en estas casitas, en este tractor, en este carrito, y en la moto y algunas herramientas de trabajo. Allí está todo invertido pero esta inversión esta sí nos está dando porque las casitas nos están devolucionando como 300 000 colones por mes.

MV: Entonces, cómo ve el futuro usted?

MM: Un poco mejor que antes, porque por lo menos estoy libre esto sí, pero lo que tenemos lo generamos por una venta, pero ganancia por nuestro proyecto, muy poco, solamente para comer, un poco limitado porque no está muy bien la cosa.

MV: Usted escuchó hablar de las buenas prácticas agrícolas no?

MM: Sí, yo escuché hablar algunos.

MV: Y lo que fomentan con lo orgánico, la masa orgánica, la tusa... Yo leí que en las mejores condiciones, la palma podía producir hasta nueve toneladas por hectárea, y acá está en un promedio de dos toneladas.

MM: Es que está muy mala, yo escuché que lo máximo por Coopeagropal, La vaca es tres toneladas por hectárea, lo que da un promedio de 25-30 toneladas por año y por hectárea y yey es muy malo. Me siento malo porque cuánto llevo del trabajo del año, y el precio malo. Subió un poquito como 51000. Sí mi amigo, así están la cosas.

MV: Si usted volviera a estos tiempos con los conocimientos que tiene ahora, qué hubiera hecho?

MM: No siembro palma. No, no, no, no, no, me hubiera quedado de pronto sembrando pasto para ganado, hacerme una chanchera tal vez... Mucho trabajo! Mira hoy amanecí con esta máquina me fui, agarré la chusa, porque tengo que hacerlo así puesto, no puedo hacer mucho loco porque la inversión es... No puedo pagar peones. Entonces yo solo tengo que hacer la inversión, digamos el trabajo. (13'13)

MV: Y no hemos hablado de su salud...

MM: Ah no, mi salud es muy mala. No buena, a veces tengo que ir al hospital a internarme o ponerme suero porque padezco de gastritis, a veces problemas de presión.

MV: También vinculado con el trabajo?

MM: Y Ahorita muchos dolores de cuerpo por todas parte porque está maltratado. Muchas espinas por todo lado, mira mi mano.

MV: Y le duele?

MM: Claro he estado tres meses con lo de la hoja, eso es malísimo es como un piquete de culebra. La espina esta tiene en la punta una lana, cuando ella entra deja esta lana dentro, en el fondo de la carne, y allí empieza a trabajar como si fuera un veneno de culebra. Eso se le hincha el hueso, se le hincha el cartílago, le duele, se le inflama, no aguanta, no puede ni mear.

MV: Eso nadie me lo había dicho. También tiene que ir al hospital...

MM: Ah sí!

MV: Su salud, cuánto le cuesta al año o al mes?

MM: Eso depende de mí trato, esta vez tengo como tres meses que me entró una espina que me quedó adentro, aquí está, aquí entró otra. Y aquí me entró otra, me ha quedado el dedo malo. Es un trabajo drástico. A mi edad, con 57 años, no es tan fácil, ya me duele la cabeza, siento que el corazón se me revienta, todo mi cuerpo me duele, a estas horas siento que mi sangre hace [tschip, tschip]... es muy drástico para mi, pero dey, tengo que hacerlo porque es el único ingreso para sobrevivir con mi familia. Necesito darle de comer a mi esposa al chiquillo que está en el colegio, ya ahorita mis nietos de vez en cuando cosas así de la vida. Pero hay veces llegan cosas lindas también, de pronto usted vende unas toneladas de palma y le vienen ingresos buenos, pero ya hizo muchos gastos atrás.

MV: Si usted quiere añadir cualquier cosa, siéntase libre...

MM: Para mí es un gran orgullo haberlo tenido acá porque así a través de este medio he podido expresar mi inquietud, a veces yo me pregunto cuál será la mejor forma de hacer un proyecto, desarrollarse, cómo puede uno sobrevivir de otra forma, porque la vida es tan dura a veces, que no hay otra parte donde ir. Yo tengo 57 años, siempre he sido agricultor toda la vida o yo sé lo duro que es comer de lo que nuestra tierra nos da, es muy duro, no es fácil, yo empecé de joven a cultivar arroz, frijoles, maíz, y después fui maderero, siempre solía andar en el bosque, cortando

maderas caídas y jalando arboles en mi hombro, cerro arriba, cerro abajo para darle de comer a mi familia, y era muy pésimo, y a la edad que tengo, ya me siento cansado pero sin embargo allí vamos a ver hasta dónde llego. A través de su visita siento que hay esperanza de seguir, y es un orgullo tenerlo acá en mi casa.

MV: Muchas gracias.

Annexe n° 24 : Entretien avec M. Roberval Almeida, Représentant du centro socio-ambiental Osa (Puerto Escondido, La Palma), 19/04/2016, 9h00, durée 56'18"

RA: Yo te hablé que iniciamos con el centro hace 15-20 años atrás, con la conservación del jaguar no? Ahorita el centro está buscando proyecto para trabajar con las comunidades, no trabajamos directamente con jaguares, antes hacíamos ecología básica del jaguar. Pero hace cinco años decidimos trabajar con comunidades e indirectamente para la conservación del jaguar. Este era un trabajo con los oreros, que no funcionó. Trabajando con los indígenas acá, comunidad Nobi, con los pescadores del Golfo. Un trabajo de muchos años.

MV: *Qué hacen con ellos?*

RA: Creando asociaciones porque estaban muy dispersos, entonces creamos como ocho asociaciones, de Zancudo hasta acá: Golfito, Puntarenita, Puerto Jiménez... Y después creamos una federación, se llama FENOPEA (Federación de pescadores artesanales de Costa Rica), luchando para los derechos de los pescadores, pero ahora están trabajando solo, el centro no tiene ninguna incidencia con ellos. Hay un problema porque entraron organizaciones con intereses puramente conservacionistas, no mirando la parte comunitaria, de la gente.

MV: *Y hace cuánto tiempo?*

RA: Como cinco años y entraron con mucha fuerza.

MV: *E Internacionales?*

RA: Internacionales no? Conservation International, Mar Viva, Pretoma de las tortugas, una que trabaja con tiburones, la federación de pesca deportivos, los ricos que tenían yates, las zonas marinas, para sacar los pescadores artesanales del golfo.

MV: *Y junto con el Instituto Nacional de Pesca de Costa Rica, INCOPESEA, manejaron un plan de conservación del Golfo Dulce, lo denominaron "área marina de pesca responsable". Este nombre nació de nosotros.*

RA : [...] Hicieron mapeo de todo el golfo, los propios pescadores, un trabajo bellísimo, lindo de varios talleres, reunimos como 150 pescadores, todos apoyaron: "aquí podemos hacer esto, aquí no"... Eso lo entregamos para oficializar pero los conservacionistas se apoderaron de este proceso, continuando de trabajar con pescadores con plata de ellos, entonces ya había plata para almuerzo, reuniones y transporte, y ellos pusieron nuevas limitaciones para los mismos pescadores,

[...] donde solamente los pescadores artesanales pueden pescar con cuerdas y con todo licencias y papeles y pagar seguro y hacerse registrar y la pesca con cuerda no es viable para la comercialización de la pesca.

MV: *Entonces los conservacionistas...*

RA: Ganaron. Hoy en día los pescadores artesanales están prohibidos de pescar en el golfo.

MV: *Con redes...*

RA: Sí, pero también con cuerdas porque si no tienes papeles, no puedes, entiendes. Entonces son víctimas de todo este proceso de los conservacionistas malditos y hoy están pescando clandestinamente [...]. Entonces al final jodieron a los pescadores. Ahora que regresé, les dije: "volvemos a pelear y cambiamos esta mierda", el Golfo Dulce pertenece a ustedes, no a los Gringos, no a esas organizaciones que viven de ustedes, de la conservación. Si ustedes quieren, frenamos esto y vamos a pescar! Empezamos algo de nuevo peleamos y [...] " Entonces estoy esperando a ver qué pasa.

Los oreros empezamos un proceso muy parecido, pero [...] no cambiaron para otra alternativa. Porque eso era una alternativa para ellos, cerca al parque, trabajando con los turistas, artesanal, y estaba bien, estaban llegando grupos, MINAE estaba muy contento, pero el propio orero no tiene espíritu de estar allí. El espíritu de orero está en la montaña, en la champa, un plástico, sacando su oro, tomando guaro, comprando su cigarro, un gramo, regresando... Entonces esta es la vida de un orero y es muy complicado cambiar la cultura del orero. Entonces no fue sostenible, hoy tenemos a 80 oreros dentro de Corcovado, clandestinos, como los pecadores.

[...]

MV: *Me estaba diciendo que también estaban enfocados en los manglares verdad?*

RA: Ahora sí, porque nos dimos cuenta que hay un impacto muy fuerte en el sector de los manglares del Golfo. Ya siempre hubo, pero ahora más fuerte y la palma es una de los malos que está afectando al manglar y hay otros no?

MV: *Pero la palma también es una alternativa para los productores que piensan beneficiarse de esto?*

RA: Cómo así?

MV: *Es una forma para algunos de sobrevivir...*

RA: Sí, pero tiene tierra y recursos para manejar no? No todos tienen tierra...

MV: *Sobre todo acá donde la tierra vale mucho...*

RA: Sí, los pescadores no tienen tierra, tienen su casa, los oreros no tienen tierra... La palma puede ser una alternativa para los agricultores que antes sembraban arroz, frijoles y hoy no hay comercialización entonces la palma es una salida no? Y También los que tienen ganado no? **Tuvo una crisis en Costa Rica con la ganadería, y la palma entró como alternativa y para los que sacaban madera también no? La palma sí entró como alternativa, pero hay impacto no?**

MV: *Cómo se posiciona su asociación frente a eso?*

RA: Nosotros somos observadores buscando alternativas, ahorita entramos en la problemática de los manglares de toda esta área costera, en esta bajura de Corcovado, y con sus ríos: Tigres, Conte, Barrigones, Rincón, entonces todo esto sufre el impacto que consecuentemente está afectando el Golfo Dulce.

MV: *De cuál impacto está hablando más precisamente?*

RA: Impacto de erosión, de químicos y cambio de uso de suelo, no? Usted va a observar donde había bosque de galería, que está cerca de las quebradas, no? De los ríos, era un boque muy importante y usted está viendo que están comiendo este bosque de galería, y ve que no está la quebrada!

MV: *Y sirve de corredor.*

RA: Y sirve de corredor para la parte alta de Osa y la parte baja, corredor para varias especies y está fragmentando, fragmentando, fragmentando. Y en Rincón usted encuentra la palma aceitera hasta la orilla del río.

MV: *Metido en el manglar también?*

RA: Metido en el manglar y metido en el bosque de galería. Volaron, sacaron bosque y sembraron palma hasta...

MV: *Entonces la palma si puede inducir unas pérdida para la gente que se aprovechaba de esas zonas?*

RA: Sí, los pescadores están afectados porque todo eso lleva a la disminución del recurso pesquero.

MV: *Y los bosques de galería cómo le beneficiaba a la gente?*

RA: Esas zonas son zonas de captación de agua donde un finquero tiene su quebrada, tiene su río y tenía agua porque está el bosque de galería. A sacar el bosque de galería, las quebradas se secan, van disminuyendo y llega un momento donde desaparecen. El bosque de galería mantiene el flujo de agua, a sacarlo usted afecta el flujo del agua y de los animales. Pero a mucha gente no les importa porque no hay esta consciencia biológica...

MV: *Dice que no hay consciencia ambiental?*

RA: Muy poco, conocen el tema ambiental pero que no mentalizan que voz acá y que esto en el bosque de galería va a afectar... No, no, mejor sacar, poner palma y no importa. Y eso afecta todo, los manglares sirven para muchas especies, a desovar, animales de la montaña que duermen o se alimentan en el manglar. Hay impacto, pero no es visible para la población en general esto, es visible para personas como usted y yo, que saben que hay impactos y todo eso pero...

MV: *Los turistas no ven esta parte.*

RA: Los turistas no sé, nunca hicimos un trabajo, pero es posible. Por ejemplo hace unos tres años salimos al estero y había los monos y el otro y un montón de bichos. Ahora se va y es difícil encontrarlos porque están volando todo el bosque de galería, no?

MV: *Y qué dice el gobierno frente a estos problemas?*

RA: Sí tienen sus leyes y sus departamentos de vigilancia y control pero no pueden vigilar a todos.

MV: *Quién vigila?*

RA: MINAE.

MV: *Cuántos técnicos tendrán?*

RA: No sé tienes que hablar con ellos, tienes que hablar con JJ y... Pero sí están muy limitados y la ley no llega efectivamente a la gente local.

MV: *Escuché que sí, antes con Covirenas...*

RA: Sí porque teníamos a gente local vigilando, denunciando y presionando Minae todo tiempo no? Todo tiempo hacíamos estos informes, cartas de denuncia con fotografías, es lo que queremos volver a hacer. [...]

MV: *Por qué dejaron de colaborar con Covirenas?*

RA: Yo creo que presionábamos tanto, no solamente en la parte ambiental sino también social. Por ejemplo, hicimos una lucha con Covirenas contra el tratado de libre comercio entre Costa Rica y los EEUU, y paramos la carretera allá en Río Claro, cerramos la carretera.

MV: *Por qué, qué inducía este tratado?*

RA: Los agricultores pierden todo, porque todo viene de afuera, todo más barato no? EEUU produce toneladas de maíz y puede mandar todo listo para acá y los Ticos? Y esa es solamente la parte agrícola no?

[...] Cuando entró un ministro, quizás tenía esta visión: "esta gente está jodiendo mucho, son más de 3000 personas, es peligroso tener 3000 personas..."

MV: *En qué años fue eso?*

RA: En el 2010 acabamos. Esa es mi versión, entonces eliminaron esta oficina que había dentro de Minae, que era la oficina de sociedad civil que trabajaba con las comunidades, Covirenas estaba dentro de esta oficina, no? [...]. El centro socio-ambiental Osa era como la contraparte de Covirenas, hacíamos las convocatorias. [...]

MV: Y cuando dicen que llegaron a 3000 esto era en...

RA: En todo el país.

MV: Y aquí en la zona sur?

RA: Llegamos a 300 y pico desde la frontera hasta Palmar norte. [...] Teníamos un carné especial para poder acceder a unos lugares, pero ya se acabó. Cuando ya se cerró, vino otro ministro quien quiso retomar Covirenas, pero hasta ahora nada esperamos todos estos años y...

MV: Pero el centro socioambiental sigue con sus acciones?

RA: Poco a poco, lo que queremos es hacer una asesoría técnica y científica para incluir locales. Por el momento estamos trabajando en un proyecto de un centro de investigación y educación local, se llama CEIBO. Es una invitación para asesorar este centro, se está solicitando el ministerio de educación pública. El ministerio solicitó a los maestros de acá de la península, y una directora me vino a buscar para apoyar la construcción de este centro, entonces estoy trabajando en este proyecto ahora, y tenemos que entregarlo ya al ministerio de educación.

MV: Es educación ambiental me imagino?

RA: Sí para los estudiantes locales, para que todos utilicen este centro para investigar, conocer la parte ambiental y este centro está en la parte de río oro, allá en Carate.

MV: Abierto para todos?

RA: Abierto para todos, hay una escuela allá que el ministerio tiene en río oro, un área pequeñita de una hectárea en la playa frente al mar, donde hay un desove de tortuga muy importante para la península. Podemos utilizar las tortugas como parte del proyecto del centro, llevar a los niños de la escuela, pero tenemos allí un problema porque estamos peleando con un Gringo que tiene 3000 hectáreas de tierra, y esta parcelita está dentro de su tierra y quiere sacarlos de allí! Porque su proyecto es construir mansiones en la playa.

MV: Pero está prohibido esto?

RA: No está prohibido, aquí en Costa Rica se puede con restricciones. Entonces él hace presión, porque los niños que van a la escuela son hijos de los que trabajan para este gringo, y presiona a los padres para cerrar la escuela.

MV: Es una sola persona?

RA: Es una sola persona pero tiene apoyo de otros Gringos que están allí en Matapalo, esa gente que no quieren la pobreza cerca de ellos, no quieren gente pobre. Son millonarios, no quieren una escuelita de madera y gente pobre y jodida al lado de ellos no. Ellos quieren su paraíso tropical perfecto.

MV: Sin la gente.

RA: Sin la gente! La gente que viene a vender la fruta y jale... Aquí no. Esta es la mentalidad de los gringos allá en Matapalo.

MV: Algunos no?

RA: Algunos, allá hacen lo que quieren, es un pedacito de "Gringolandia" allá.

[...] Ellos tienen una mentalidad de conservación, entonces sí es bonito, usted camina y hay monos, hay tucanes, mezclando la vida de lujo con la conservación y quiere su mansión con las lapas... Esa es la visión Gringa, pero no quieren a las comunidades, no quieren gente. Matapalo, la gente local está desapareciendo, porque van comprando y comprando, la gente tiene que salir no?

[...] Entonces esta es la segunda escuela que intentan cerrar, la primera es de Piro [...] Esta Maestra Alba mandó a un niño para allá, pagándole todo para que se quedará, porque mientras está un niño el gobierno está obligado a mantener la escuela, hasta que el niño se graduó, sí es lindo. [...]

Entonces, el centro socioambiental siempre ha estado del lado de la gente. Como en el caso de los oreros, Minae quiere sacarlos, vuelto nosotros queremos que se queden. [...]

MV: Y Covirenas podría intervenir allí?

RA: Podría hacer presión, así como hizo presión sobre las actividades forestales con los planes de manejo que eran destructivo para Osa. Entonces sacaban todo el bosque con arboles gigantes y eso con aprobación de Minae y mucha corrupción dentro de Minae. Covirenas con las universidades acabamos con esto, hoy no hay planes de manejo forestales. Pero eso Milo, antes usted paraba en la carretera y eran camiones de madera pasando de un lado para otro, arboles gigantes.

MV: Cuándo fue eso?

RA: Esto hasta 98-99. [...] Ahora hay una nueva amenaza porque quieren reintroducir esos planes de manejo forestales. [...]

MV: La gente que dejó de aprovecharse de eso, a qué se convirtieron?

RA: Ganado, palma africana, turismo...

MV: Yo escuché hablar de los problemas de narcotráfico también, no?

RA: Ahora es fatal, mucha gente metida con esto. Entonces esto es el trabajo del centro socioambiental: conservación, comunidad, lucha y por eso no tenemos tanto lujo, no tenemos nada porque todos esos recursos no vienen para nosotros, vienen para organizaciones que ponen la mano en sus ojos, como Neotropica, Conservation Osa, Fundacion Corcovado, es gente que hace trabajo de conservación pero no está en la lucha.

MV: No quieren verla?

RA: Ellos no pueden, no tienen capacidad.

MV: Por qué no tienen capacidad?

RA: Porque viven en otro mundo, porque viven en un mundo de capitalistas, de salarios grandes, carros grandes, la comunidad no quiere esto. Usted no puede trabajar en la lucha social con gente muy pobre, gente miserable, llegando con un Toyota Highlux nuevo, y bajar con sus cámaras y sus salarios y bajar con todos los documentos con fotos y todo, esta gente no se involucra en las luchas sociales, no se ve acá una organización involucrada en la lucha social, el contrario, está en contra. O se hacen de tontos: "sí, apoyamos", pero no apoyan nada. O qué hacen, reciben fondos para hacer trabajos de educación, de conservación pero muy superficiales: "ah, vamos a liberar tortugas con los niños"...

MV: Y yo creo que me dijo que eran programas limitados en el tiempo, que de pronto apoyan un año, dos años, y después se van...

RA: Sí!

MV: Y dejan la gente...

RA: Y dejan la gente, este es un problema gravísimo acá y constante. "Empiezo a trabajar con los pescadores y acaban los financiamientos y hasta luego!" y deja toda la mierda botada. "Empezamos con los agricultores y se acaban los financiamientos y ya no tenemos plata, vamos para otro lugar".

[...] Esos trabajos, muchas veces, in vez de ayudar, empeora la situación porque la gente queda botada, entonces voy a pescar, voy a talar, voy a casar... Hace como una venganza.

MV: Usted qué cargo tiene en el centro Roberval?

RA: El centro es una asociación legal formada en el 2004 y al inicio teníamos una junta directiva con gente de arias asociaciones, funcionó un tiempo. [...] Hoy en día no tenemos, tenemos una persona que es Roberval que hace los legales y personas como Imel, Dony, un indígena, un pescador.

MV: Cuántos son entonces?

RA: Ocho personas.

MV: Y antes?

RA: Como 12 personas, nunca tuvimos oficina. [...] Hoy en día el centro existe como asociación registrada en Costa Rica, pero no podemos solicitar un financiamiento porque no tenemos personería jurídica que es la junta directiva. [...]

MV: Entonces, cómo se sostienen ahora?

RA: Con donaciones de simpatizantes al centro y de organizaciones pero por el momento no tenemos de organización simpatizante al centro.

MV: Y el Estado no podría apoyar?

R: Sí lo haríamos con la junta directiva, pero no funciona. Nosotros somos creadores de asociaciones, y las asociaciones mueren por esto, porque una persona va en contra y toda la asociación se desbarata, entonces no. [...] El 80% de los fondos que llegan a las asociaciones es para pagar su cuerpo administrativo.

MV: Casi es una empresa.

RA: Sí, es una empresa! Y un 20% para hacer proyecticos, por eso sus proyectos no son buenos. [...] Entonces hoy somos más bien un movimiento. [...] De aquí va a salir un proyecto para el ministerio de educación de Costa Rica.

MV: De su mesa...

RA: Exactamente, de esto que es el centro socioambiental. Es esto y está funcionando de esta manera [...]. Acá hay una mafia verde [...], a mi me trata de Hugo Chavista... [...] Vamos a campo!

Annexe n°25 : Entretien avec Dony CHAVEZ, Responsable et guide de CoopeTuri, Osa Rural Tour (Puerto Escondido, La Palma), 19/04/2016, 11h00, durée 21'25"

MV: Entonces Copeturi?

DC: Copeturi, es la primera empresa de turismo rural en Costa Rica, y acá en Osa somos 11 proyectos, estamos desde Progreso, Rancho Quemada, en la Palma, la reserva indígena, incluso una comunidad que se llama La Tarde, debes de conocer el Nop, no?

MV: No...

DC: También está en el proyecto de los caminos de Osa.

MV: Ah trabajan en paralela?

DC: Sí es que se hizo un proyecto paralelo después de que se hizo la cooperativa, vieron que funciono entonces crearon caminos de Osa. Y entró yo creo Ascona también.

MV: Productores también?

DC: Más que todo organizaciones que trabajan con turismo. Eso es lo que se trató de hacer con coopeturi, la cooperativa abarca 11 proyectos en diferentes comunidades.

MV: Y hace cuántos años?

DC: Nosotros tenemos como 3 años que estamos legalmente constituidos como organización verdad, con personería jurídica, con requisitos al día. La cooperativa era para apoyar a los proyectos que estaba representando. Sí tú sabes que aquí en Osa existe el boom de las asociaciones, de los grupos que se crean acá, pero esto es solamente para alocarse las instituciones que están manejando esos recursos, no? En este caso lo que se trató era que el recurso que se capte a través de esta organización que creamos que se inyecta en los proyectos, porque yo tengo 15 años de estar trabajando por acá, viendo proyecto, grupos que se han creado y han desaparecido, y siempre la limitación que ha habido es que el tema legal no permite invertir mucho en los proyectos por la burocracia que tenemos. Sí además las instituciones se aprovechan, de la burocracia que hay, es parte de lo que llamamos la "mafia verde", no?

MV: Este Coopeturi tiene que ver con proyectos agro-turísticos?

DC: Eco-turísticos, turismo rural

MV: Que tenga que ver con...

DC: Conservación, protección de los recursos naturales, subsistencia, la idea es que cada proyecto sea un proyecto autosuficiente. Por ejemplo cada uno de nuestros proyectos tienen actividades diferentes pero todos tienen que ver con turismo rural. En la totalidad, los proyectos que tenemos están conservando 1200 hectáreas de bosque en la península.

MV: En la reserva

DC: Sí casi todos estamos en la reserva y casi todos estamos en el sector este y otros proyectos que no tienen el problema legal de la tenencia de la tierra porque aquí casi toda las tierras... Están los proyectos dentro de una reserva y la gente a veces no tiene el recurso no puedes acceder a un préstamo, no puedes acceder a...

MV: Por estar en una reserva...

DC: Forestal. Sí entonces eso es una limitación aquí. Estamos viendo con Coopeturi cómo lo hacemos por otro lado. Ahorita queda la parte de búsqueda de fondos, con fondos de pequeñas donaciones, con caja de deuda también.

MV: Nacionales e internacionales me imagino?

DC: Sí, es un poco difícil no? Porque también dependemos de nuestro gerente [...]

MV: El Estado o la Provincia pueden apoyar allí?

DC: No, aquí los que han apoyado han sido instituciones no gubernamentales verdad. Sí ha sido muy difícil la búsqueda de recursos locales.

MV: Entonces dependen de las grandes ONG.

DC: Sí, de las grandes ONG, del turismo y de la competencia de instituciones solicitando muchos recursos para lo mismo. [...] Los recursos vienen dejándose siempre en las organizaciones más establecidas en el país.

MV: Por confianza?

DC: Es parte de la mafia digamos porque estas organizaciones se tiran la plata la una a la otra, entonces esa plata siempre está en el juego con ellos. Eso lo digo porque ya lo he vivido, lo he visto por estar metido en el tema de organizaciones acá. Bueno las instituciones también hemos recibido las capacitaciones, en mi caso agradezco mucho a la Fundación Neotrópica y a la Fundación Corcovado, gracias a ellos hemos recibido mucha capacitación pero no pasa de allí. Todas las que vas a ver no pasa de una capacitación de un periodo dos-tres años donde se pide mucho dinero de afuera y lo justifican con la presencia en una y otra reunión, y muy bonito ya estás capacitado y ya nos lavamos las manos y nos vamos y la gente queda igual o ...

MV: Capacitada para hacer qué?

DC: Por ejemplo si estás trabajando en turismo, en agricultura o otro, pero por más capacitaciones, si no hay un poco de recursos no camina. Ha habido muchos proyectos acá del MAG y otros, capacitan a la gente pero no hay

seguimiento. No sé cómo lo ven ustedes en el tema de la palma? Pero en este tema fue algo parecido también. Empezaron con la palma a crecer, crecer y a crecer, y ahora hay palma por todo lados y ahora el precio cae.

MV: Pero también por una coyuntura internacional.

DC: Igual está pasando ahorita con el turismo. Igual las instituciones están viendo el boom el turismo entonces están haciendo muchos proyectos de turismo y venden a la gente la idea de turismo.

MV: Pero el turismo no ha bajado?

DC: No, se ha incrementado la cantidad de proyectos y lo que no ha bajado son cuatro o cinco grupitos que están manejando el turismo. [...]

MV: Cuáles son?

DC: Esta Escondido Trek, Sol de Osa, Osa Wild, Tenemos TucanTrail, otras más que están por allí y ellos mandan el turismo por donde les conviene, lo manejan a su antojo.

MV: Y no quieren abrirse a otros socios, otros colaboradores?

DC: En este caso lo he hecho, he trabajado para unos de ellos, no me he sentido satisfecho trabajando con unos de ellos. Han habido cosas que han pasado allí y igual me siento mejor trabajando libre, haciendo mis tures. Ya no les debo, ya no me deben, entonces mejor de larguito y nos vemos. [...] Cuando hay un cliente que llega aquí regateando, que busca un precio un poquito más cómodo, entonces lo mando esas organizaciones porque yo sé que soy el que ofrece los precios más cómodos acá. [...]

Sí tú ves lo que cobra Osa Wild, son 65 USD por persona por día, para ir al parque y tratan de meterle cuatro-cinco personas a un solo guía o hasta más si pudieran. Pero el salario que ellos tienen para un guía es de 100 USD diario, a mí no me sirve trabajarle a Osa Wild con este precio.

MV: Y esos 100 USD se justifican para un guía para un día?

DC: En mi caso, cuando manejo mi gente cobro 55USD por persona para ir al parque e igual se justifica porque nosotros hemos tenido que gastar mucho dinero. Yo soy el guía, yo soy el que organiza.

[...] Ahorita tengo alianzas con otros guías donde igual les doy clientes y tengo mi porcentaje de ganancias.

Yo vendo los [tures] de los 11 proyectos...

MV: Qué ofrecen los [tures]?

DC: Depende hay cataratas de Drake, avistamiento de aves, también hay observación de anfibios, de reptiles, de día, de noche, caminos más largos con casas en la finca, en la reserva indígena tenemos un proyecto, igual yo guío para mis compañeros también. [...] Entonces yo digo que sí este precio se justifica, he tenido muchos gastos, los libros que ves allí, he tenido que pasarlos por mi cabeza porque si no, no puedes guiar acá en Corcovado.

MV: De manera legal...

[...]

DC: La idea es trabajar también afuera del parque. La mayoría de los turistas que vienen acá, vienen por Corcovado y hasta el momento ofrezco tures afuera del parque en el Golfo...

MV: Y no han tenido demanda para agro-turismo, catar los productos locales?

DC: Sí en los proyectos se trata también de esto, se come lo que produce la propiedad, se ve los productores... depende de lo que quiere el turista. [...]

Tenemos a Doña Heida, tiene un proyecto de palmitos y de insectos nocturnos...

MV: Palmitos, toda clase de palma?

DC: Pijivalle, lo produce y lo venden aquí.

MV: En palma africana, nadie se ha atrevido a hacer tour, no?

DC: Ahah, no. Casi que en ocasiones se habla porque la gente es muy curiosa cuando llega. Ya explicamos que es un monocultivo, que se trabaja para aceite, pero la gente, el solo hecho de que sea un monocultivo como que... Pasó lo mismo con la teca, con la melina cuando pasó acá, no hay una aceptación del extranjero, del visitante que viene, no hay un atractivo para ellos por ser un monocultivo.

MV: Y el hecho de que sea palma africana de la cual se saca aceite de palma industrial que se usa en sus países que le dicen allí?

DC: Igual se les explica porque a nosotros nos toca siempre hacer un poco de todo y...

MV: Y cuáles son las reacciones de los turistas?

DC: Es como siempre hubo, no pueden creer que al lado de los indígenas, al puro frente del parque Corcovado estuvieron volteando el bosque para sembrar palma [...]

Parte de esas cosas la gente lo ve como "wau", choca mucho igual. Como por ejemplo aquí que se haiga sembrado teca, se haga sembrado melina y donde eran las tierras de cultivos.

MV: Del multi-cultivo...

DC: Sí, donde se sembraba maíz, arroz, frijoles, todo eso, esas tierras que tienen ahora palma, teca, melina, el uso del suelo cambió totalmente de ser fincas de producción para el sustento diario de la gente a ser un monocultivo que beneficia a tres, cuatro empresas que son las venden, que comercializan la madera, el aceite, la palma. Y para la

familia igual es un costo porque tiene que liderar con una palma que igual les cuesta mucho mantenerla y lo que le genera es muy poco.

Hablamos de los daños ambientales, porque los métodos que están implementando no son los métodos adecuados para eso, porque ponen trampas a los insectos que están haciendo el daño sino también a la fauna. Viene a causar daños, yo he encontrado a los monos cara blanca, los titis, incluso mapaches, muertos en cultivos de palma. Incluso cuando vienen a abonar en época de invierno o están fumigando algún químico para las plantas, todo eso viene al mar y a ocasiones yo he encontrado peces camarones, insectos, bichos muertos en este estero que vimos durante cierta época que están fumigando, lo mismo con los pesticidas que están tirando ahora en el arroz, porque volvieron a sembrarlo después de mucho tiempo. También están causando bastantes daños.

MV: Gracias!

Annexe n° 26 : Entretien avec Freiser Acosta, employé représentant ouvrier de Palma Tica, (Puerto Jiménez), samedi 23 avril 2016, 16h00, durée 58'11"

MV: Hasta si quiere presentarse hágale.

FA: Bueno, mi nombre es Freiser Acosta, tengo cuatro años trabajando con Palma Tica, soy representante del Comité permanente, en marzo cumplimos un año. Se hizo de forma legal, somos tres, yo acá del lado de Puerto Jiménez, y dos de Palmar, fuimos electos durante una asamblea entre todos los trabajadores.

MV: Y esto qué implica para usted estar metido en el...?

FA: En el comité permanente, en realidad es una forma de comunicación entre los trabajadores y los jefes. Entonces nosotros una vez al mes hacemos una visita a campo con todos los trabajadores, tenemos una reunión con los jefes más alto del circuito en Palmar una vez al mes también. Nosotros vemos puntos que se pueden mejorar, cosas olvidadas que se pueden arreglar cualquier cosa que a nosotros nos lleguen, estamos encargados de eso. Tenemos el arreglo directo un acuerdo entre jefes y trabajadores ya firmado para que este establecido. También tuvimos una preparación con una escuela de San José que se llama Juan 23 [...]

MV: Entonces si lo entiendo bien, el comité permanente es tanto para el bien estar del trabajador...

FA: Como de la empresa. Ver como haiga una armonía entre los dos.

MV: Claro y viene la parte más técnica me imagino, lo que se puede hacer para lograr el rendimiento también, no?

FA: Ahah, hacemos estudios de rendimiento de trabajo también.

MV: Y la parte ambiental también?

FA: Ahah, pero en realidad manejamos lo que está interno en cada sitio de nosotros. Ya pues Palma Tica tiene gestión ambiental, salud ocupacional, departamento de relaciones públicas... Bueno tiene muchos departamentos lo que es Palma Tica, sobre todo en Coto 47 y 45. Entonces nosotros lo vemos absolutamente todo, pero en el grupo de nosotros.

MV: Entendí que había dos grupos entonces, los de Coto y los de...

FA: Palmar, pertenecemos a Palmar. Todos están en la misma edición de Coto, pero los jefes de aquí son los jefes de Palmar y los jefes de Coto son aparte de nosotros. [...]

MV: Entonces usted es un obrero agrícola pero también maneja toda la parte de producción...

FA: Sí de empleados y de empresa.

MV: Nos podría hablar un poco de su trabajo en la palma?

FA: Bueno yo hago varios trabajos, estoy en el Departamento de enfermedades, es como mantenimiento: chapia, herbicida, abono. Surbe es una mata que se enferma, bueno por acá no hay y se cae el cojoyo de la palma, entonces hay llegar y marcarla, y después se le hace un tratamiento, se le cortan todas las hojas de arriba y ella vuelve a retoñar con el paso de los dos años.

MV: Es cuando se cae la parte de arriba, verdad?

FA: Sí el trabajo se llama surbe, son dos enfermedades una que es flecha seca y otra que... Ella es mi mama [...]

MV: También me imagino que habrán rodajas, control de plaga.

FA: Ahah, la herbicida es la rodaja, se hace con herbicida.

MV: Yo pensaba que se hacía a mano.

FA: Ah, dos metros alrededor del tronco. De allí, la chapia, es el monte, toda la mala yerba con machete.

MV: Cuántas veces al mes lo hacen esto?

FA: Dos veces al año. Sí porque en tiempo de verano el monte casi no crece. [...] Ahora que vienen las lluvias, mejora la fruta, hay más monte, más chapia, más herbicida, poda.

MV: Yo escuché que las hojas sirven de abono.

FA: Ah ah, sirven de auto-abono.

MV: Y de abono, qué le echan?

FA: Ahorita a fin de verano, hay que echar uno que se llama "boro", se le echa como 100 gramos por planta [...]. Eso se echa una vez al año. Eso es para que la flor cuaje la fruta supuestamente. Después están los abonos completos y las formulas, hay Oria, hay 20 0 80, hay otra fórmula que se llama 110 120.

MV: Oria de la orina de los animales?

FA: No sé tiene como pelotitas, como huellita de araña, blancas, chiquititas.

MV: Yo escuché que la huria se puede hacer a partir del hurina

FA: Seguro, porque huele muy feo. Y también hay unos que son muy enriquecido en fosforo, para que la mata este bien verdecita. También hay trampas para el picudo, no sé si las habrás visto?

MV: Como cajas con miel y una pastilla?

FA: Ahah este es... [...]

MV: Y se echa una por plantación...

FA: No, como una cada tres-seis hectáreas, esto depende un poco de la población del picudo así se llama el abejón.

MV: Qué tal este año?

FA: Por lo menos acá hay como una trampa cada cuatro-cinco hectáreas, hay muy poco.

[...]. Entonces toca contar los bichillos y apuntarlos, cada trampa tiene su número. [...] Es un control que se hace cada 15 días y se cambia la miel.

También allá por Cañaza por la playa hay unas tomas de agua, se hace con un tubo de PVC de seis pulgadas, entonces toca ir con una cinta métrica a medir la cantidad de agua que le cae a la planta, hay una como cada dos hectáreas. Acá se hacen pruebas de suelo antes de la abonada y se manda a Coto al laboratorio para saber qué abono necesita la palma. También hay otra prueba que es con las hojas, que se corta arriba y se hacen pedacitos, como cinco por centro, también va al laboratorio para el abono.

MV: Son muchos gastos en realidad para la empresa! Ha calculado cuánto representa por hectárea?

FA: No tengo el cálculo exacto, es muy variable, hay meses que hay mucho trabajo y otros que casi no hay trabajo de este tipo. Por ejemplo hace cuatro meses que no tenemos trabajo de este tipo, estamos coyoleando con la gente de la corta. Unos cortan, otros están coyoleando. No se trabaja lo de las trampas, los pozos están secos, no hay agua, no hay monte, no hay nada, ni herbicida, ni abono, ni nada.

MV: Pero no necesitan tampoco regarla?

FA: No, nunca. No necesita sistema de riego, ella se mantiene así todo el verano. Baja un poco la producción...

MV: Y con sistema de riego no podrían subir un poco la producción en verano?

FA: Tal vez sí pero... como está planta, no sé cómo decirle... La fruta necesita seis meses desde que cuaje hasta que se madure.

MV: Ah, entonces cuando dicen quehay cosechas cada dos semanas, son frutas diferentes...

FA: Ahah, por ejemplo, ve esta que está más oscura,

MV: Sí, sí, esta fruta estará madura de aquí a unos dos meses.

[...] Y hay otras plantas que de pronto no se cosechan hasta el otro año, por eso que hay variabilidad de tanta fruta. También puedes ver que hay unas altas y unas más bajas a pesar de que todas fueron sembradas en el mismo tiempo.

MV: Eso está debido a la genética?

FA: Ahah! O sea la mayoría de estos sí usaba esta variable, porque ahora usan mucha semilla mejorada.

MV: Yo escuché que hubo un cruce entre centroamericana y africana...

FA: Ahah, sí y esa es otra, la que el coyol no es rojo sino anaranjado, no sé si lo habrás visto?

MV: Yo he visto la nigeriana y una otra bien roja...

[...]

FA: Pero ahorita las semillas son bien mejoradas. Estas se sembraban y empezaba a echar a los cuatro años, ahora la siembran hoy y al año y medio, dos años están cosechando. [...]

MV: Y también da 25 años?

FA: Más bien da más, como 28 [...] No es que crezca rápido, sino que cosecha rápido. [...]

MV: Y digamos, cuánto val una semilla para el productor? Queda con el mismo precio de antes?

FA: No, ha subido con el tiempo por tantas mejoras. [...] Ahorita están vendiendo la planta de este tamaño.

MV: Como de seis meses?

FA: Tal vez un poquito más, como de diez meses. Hay viveros que venden la pura semilla, ya con la raíz y la palmita muy chiquitita. Entonces yo conozco amigos en La Palma que compraron la semilla así y duraban casi un año para sacar las palmas pero no era malo, porque tal vez la compraban a 350 (colones) la semilla, así y al año la vendían a 800 o a 1000. Entonces en una cantidad de 5000 semillas es una buena ganancia a pesar de echarle agua, estar abonando. [...] Igual la ganancia es buena por la cantidad de plantas.

MV: Igual Palma Tica no necesita comprar sus semillas porque...

FA: No, ellos tienen todo. De ellos hecho venden a los demás.

MV: También a Coopeagropal?

FA: No ellos están en lo suyo. Palma Tica solo sus socios, sus socios ellos les traen el abono. Se les cobra más barato y se les va financiado a pagos más pequeños para que les salga más cómodo.

MV: Y en la cosecha...

FA: Ahah, se les va descontando poco a poco.

MV: Pero aquí la tierra es de Palma Tica?

FA: Sí...

MV: Perdón, iba añadir una cosa.

FA: No. A ver, aquí Palma Tica tiene 938 hectáreas acá en Puerto Jiménez.

MV: Todo junto?

FA: No.

MV: Porque yo vi unos pedazos acá, allá...

FA: Tenemos lo que es Tamales [...], allá hay como 60 hectáreas, en el Tigre son 180 [...]. Aquí en Agujas, después del puente a mano izquierda hay como unas 50 hectáreas más. Acá son como 60, en Monterey hay otra parte que es parecida a acá y ya llega a Cañaza que es lo más grande que va hasta el Amapola, toda la fila hasta la playa, allá después de la escuela está la entrada que va hasta la Rambla, [...] Allá sí son como 400 y poco más.

MV: De allí salen los camiones.

FA: Ahah, él es el transportista de aquí.

MV: El es de la empresa?

FA: No, él es un contratista, tiene sus camiones propios y ofrece el servicio a la empresa.

MV: Y cómo hacen los pequeños productores que trabajan para usted?

FA: Ellos pagan su transporte por aparte.

MV: Pero juntados no?

FA: No, cada finquero tiene su transportista, el que no tiene camión propio paga su transportista.

MV: Y pagan por tonelada?

FA: Ahah, por lo menos a Palma Tica fuera, la tonelada cuesta 9.500 (colones). [...] Eso lleva transportista hasta Coto. Aquí a Coopeagropal está cobrando 5000.

MV: Más barato?

FA: Sí, porque está aquí no más.

MV: Ah!

FA: No sé, de pronto hasta menos. [...]

MV: Pero Coopeagropal tiene que llevárselo hasta Laurel...

FA: Sí pero tienen transporte propio, este es un recibidor, como para que los socios de ellos no tengan que pagar hasta fuera, y ellos adelante se encargan de la fruta. Palma Tica también tiene uno en Chacarita.

[...]

MV: Cuántos trabajadores son acá?

FA: Ahorita podemos ser como unos 105 [...]. Solo acá en Puerto Jiménez, y en Palmar son 300 y algo. Por todo el año pasado éramos 525, pero yo creo que hay menos gente en este tiempo.

MV: Entonces varía según la temporada.

FA: Sí.

MV: Entonces hay como contratos a medio tiempo o algo así?

FA: Eh no, hay un horario fijo. Te voy a mostrar algo

[...]

MV: Cómo lo ve el trabajo en la palma?

FA: Es un trabajo fuerte según donde estés, según si es corta o trabajando con las mulas, cargando fruta son trabajos muy duros también. La recolección de coyol es un trabajo de mujeres, es más suave [...].

MV: Cómo va la salud de ustedes?

FA: Depende mucho de la temporada. Hoy llovió mucho, y trabajando desde temprano es donde empieza a dar gripe o cosas así. Sí hay muchos problemas por lesiones con las espinas [...].

MV: Y bota veneno?

FA: No es como un frío que ella tiene. [...]

MV: Cómo funciona el seguro acá?

FA: Tenemos dos tipos de seguro.

MV: Y quién lo paga?

FA: La empresa, bueno pagamos una parte y nos descuentan otra parte.

[...]

MV: Y cómo pagan impuestos ustedes?

FA: Nosotros no pagamos. La empresa sí obviamente es una empresa grande.

MV: De vacaciones, cuántas tienen?

FA: Dos semanas en el año.

MV: *Y si quieren tomar más?*

FA: No.

MV: *Pero son dos semanas pagadas.*

FA: Ahah, pagadas al promedio o sino al mínimo si no tienes promedio.

MV: *Y cómo es por allí, usted está satisfecho de lo que le da la palma?*

FA: De lo que es desempeño no tengo ningún problema.

MV: *Le da para comer y hacer sus compras?*

FA: Lo necesario! No da para un lujo de vida.

MV: *Cuánto pagan por hora.*

FA: Es el mínimo legal 10.300 (por día).

MV: *Y cuántas horas a la semana?*

FA: 48 horas, son ocho horas al día.

MV: *Y en Francia se quejan porque son 35 horas en la semana...*

FA: Eso es bonito!

[...]

MV: *Usted no necesita hacer otro trabajo para satisfacer a sus necesidades, sí?*

FA: Eh, hacer trabajo extra en la misma empresa.

[...]

MV: *Y antes de hacer este trabajo qué hacía?*

FA: Estuve un tiempo en San Marcos de Tarasu, por el lado de Cartago, allí se trabaja en Café. [...]

MV: *Por qué cambió?*

FA: Porque acá está mi familia.

MV: *Cuántos años tiene usted?*

FA: 24.

MV: *Y desde qué edad está trabajando?*

FA: Desde como los 15 años, cuando existían permiso de trabajo para menores de edad.

MV: *Ahorita no existen?*

FA: Sí, pero es más complicado. Por lo menos empresas como Palma Tica no meten a trabajar menores de edad, porque el permiso de trabajo para menores de edad no les permite las ocho horas al día, solo les permiten seis horas diarias y tendrían que estar estudiando en alguna institución. Hasta el momento ninguna empresa la hace. Mujeres sí.

MV: *Pero mujeres no casadas.*

FA: No cualquiera, mientras dan rendimiento de trabajo.

MV: *Y cuál es el derecho de la mujer cuando está embarazada?*

FA: (leyendo un documento oficial de la empresa relativo a la salud ocupacional) También ese es otro detalle: "la empresa pagará sus trabajadores en caso de incapacidad por la caja costarricense un subsidio durante los tres primeros días de incapacidad equivalente al 50% del salario promedio diario..." [...] la caja paga subsidio como un 40%, y la empresa paga el 50%, entonces si ganas 10.000, en la caja te pagan tal vez 4.000 y en la empresa te dan 5.500 (colones).

MV: *Y se puede recuperar en casa hasta sanarse?*

FA: Ahah, ese depende del doctor.

MV: *Cuánto cuesta una visita donde el doctor?*

FA: Si no tienes seguro cuesta como 25.000 (colones). Cada atención y cada medicina vale más.

MV: *Bastante!*

FA: El seguro nosotros por semana pagamos el 9,5%, entonces si ganamos 60.000 nos quitan 6.000 por allí. Pagamos 20 y algo mil por mes.

MV: *Casi un doctor al mes!*

FA: Casi, pero allí está para cuando uno lo necesita y siempre fijo verdad. La ventaja es que mi seguro puede cubrir a mi señora y a mis hijos, así como a mis papas si son muy mayores. Entonces eso es parte de las normas del país. [...] Dice también que la empresa pondrá a disposición de los trabajadores las herramientas necesarias a la corta y la poda, como chusa, barrilla, malayo, cobertores, guantes, todo el material lo da la empresa, no hay que pagar nada.

MV: *También equipo de protección cuando hacen fumigatas.*

FA: De suma importancia, hay equipo de protección para todo en realidad, hasta para el sol, nos tienen unas gorritas con cubre nuca, bastante vacilonas. Cuando es herbicida, nos mascara, lente, gorra, traje, ropa completa, la ropa que traemos, no la usamos para tirar herbicida. Entonces usamos el uniforme, y después lo dejamos allí y alguien se encarga de lavarlo. Tenemos baños, la oficina está arriba, la bodega es bien grande.

MV: *Porque eso no lo facilitan en cualquier empresa...*

FA: No, en empresas pequeñas no. Cuando son herbicidas, lo que se trabaja son tres horas-tres y media nada más que se trabaja con químicos, el resto se espera en la bodega hasta que se cumplan las ocho horas y se viene para la casa. Igual el abono, es una tarea, entonces a veces empezamos a las seis de la mañana y salimos a las diez de la mañana, y tal vez gana más, 14.000 y tu día vale 10.000. Es muy duro porque de los trabajos acá es de los más fuertes, pero es bien pagado y tienes esta opción de ir a otros trabajos, te vas a la bodega y te bañas y de pronto vas a cambiar trampas y te ganas unas dos horas extras.

MV: *Hablamos del abono con los granos?*

FA: Sí, pero hay uno que es más fuerte, con un saco de 50kg, que sé yo distribuirlo en 6 matas, esas son las abonadas grandes.

MV: *Es lo que me contaban en Osacoop que le echaban como siete kilos por planta, no?*

FA: Ahah. Ahorita hubo un atraso, la abonada de diciembre no se hizo entonces esta abonada que viene, vienen las dos juntas, a veces hay que ir echando siete kilos. Entonces de pronto echas dos kilos de una, y dos de otra.

MV: *Ustedes usan masa orgánica?*

FA: No, acá se usas granulados, de los que hace Fertica.

MV: *Usted ha escuchado hablar de lo que es la Tusa?*

FA: Es un abono pero en este área por lo menos no lo hemos usado.

MV: *La tusa qué lleva?*

FA: Es que en realidad esta fruta es un racimo y un racimo desprende todo lo que es el grano y queda la armazón por decir lo así, esta estopa... Cómo me dijiste?

MV: *La tusa.*

FA: Ahah, aquí le decimos la estopa. Es lo que se queda cuando se saca el coyol y el aceite. Acá hay un proceso experimental en Coto, que lo agarran y lo muelen están asoleando y con un tractor lo mueven y tienen un campo grande, por lo menos hasta aquí, no ha llegado. Después hay otro proceso que es de coquito, lo hacen en alimento para las mulas. El de coquito es más fino pero más ácido, el afuera se usa para jabones maquillajes, colonias. Entonces la tusa es la parte de afuera, el racimo que no sirve ni para el coquito, ni para el aceite.

[...]

MV: *Entonces cómo calificaría los beneficios que recibe del cultivo de palma?*

FA: Bien, la verdad cumple con todo del gobierno, pero aquí tenemos, se lo voy a decir por lo menos por esta área, un problema por mucha exigencia laboral. Por lo menos la administración ha recortado mucho presupuesto por la crisis que tiene ahora la empresa. La empresa ahorita está en crisis o se declaró en crisis.

MV: *Debido a los precios internacionales?*

FA: Ahah, debido a los bajos precios internacionales y el exceso de gastos que tiene la empresa, entonces ha tenido que reducir muchos gastos. Hay un departamento de investigación de la planta, lo quitaron. Despidieron un montón de gente. Simplificaron, donde de pronto había tres jefes, ahora solo hay uno...

MV: *Y piden más a los que trabajan...*

FA: Y a los peones les exigen más, hay que ser sinceros. Por ejemplo en recolección de coyol, normalmente duramos ocho horas. Ahorita el tiempo está muy feo, de pronto en ocho horas colectamos cinco-seis sacos de coyol, que es un equivalente a 5-6.000 colones, el resto...

MV: *Cuánto pesa un saco de estos?*

FA: De 30-35 kilos. Entonces cuando esto sucede a uno le ajustan el día porque la leyes del gobierno, si uno pasa las ocho horas tienen que pagarnos las ocho horas completas, aunque no nos ganemos esto verdad? Es donde ellos están molestando, ellos están exigiendo mucho. Entonces si no sacamos salario, nos hacen caminar mucha área, tal vez cuatro-cinco hectáreas diarias por persona a veces más. Entonces sí ha habido un exceso de cansancio en este sentido. Los jóvenes no vemos esto tanto, pero las personas mayores!

MV: *Hasta qué edad se puede trabajar en Palma Tica?*

FA: Hasta que ellos se vayan a jubilar, hasta los 60.

MV: *No se puede trabajar después de los 60?*

FA: Si te pensionan no! No puedes trabajar con ninguna empresa que te asegure si te pensionas, porque para esto el gobierno te está dando la pensión. [...]

MV: *Escucharon hablar de las BPA ustedes?*

FA: Sí!

MV: *Y se usan?*

FA: Sí. Se implementa de un 100% por lo menos un 80-85% porque hay algunas cosas que por falta de equipo no se pueden hacer. O tal vez que haiga un sistema diferente. Pero de hecho aquí en la oficina tenemos toda una pared con carteles llenos de eso, desde la práctica con la sierra, el herbicida, el abono. [...] Cuando uno entra a trabajar igual te dan la charla. [...]

MV: *Cómo es lo de la certificación del producto de la empresa?*

FA: Hay varias certificaciones ahorita, la empresa tiene como tres ya ganadas. Está la RSPO, y ahorita no me acuerdo...

MV: Son internacionales?

FA: Sí, que de hecho para lograr esta certificación se hizo este comité permanente. [...]

MV: No vino de la OIT (organización internacional del trabajo)?

FA: Yo creo que sí, de la OIT.

MV: Y qué parte de la producción está certificada?

FA: Toda, es una sola empresa. Nos hacen dos auditoria por año, han venido los mejicanos, los españoles que trabajan con las empresas que compran el aceite. Los días que vienen, con ellos casi no me meto porque ya que soy representante del comité permanente, ellos hablan directamente con los trabajadores, no me han llegado todavía, porque ellos saben que tengo que estar en un punto intermedio, [...] este nivel de empresa-trabajador, estoy en la mitad [...] y tengo que tener un poco de cuidado a la hora de hablar, no puedo hablar mal de la compañía, ni de los trabajadores.

[...]

MV: Vuelto el trabajador puede decirlo todo.

FA: Ellos si pueden llegar y decir que "este jefe me cae mal", o "el trabajo este lo hacen mal" o "nos exigen más de la cuenta" y todas esas cosas. Yo tengo que decir: "sí la empresa cumple con las normas del país" y quedarme más o menos por allí y no hablar mal ni de allá, ni de acá. [...]

MV: Ahora viene la parte más ambiental: qué tipo de animales encuentran en la palma?

FA: Esta área, de Monterey para acá, está protegida lo que es la lora, la lora verde y el mono congo. No sé si has visto los cartelitos que hay en la parte de la plantación de Palma Tica?

MV: Sí, claro.

FA: Esto se hizo con el estudio del ambiente o con el departamento de protección ambiental, ellos hicieron estudio de los animales en riesgo y de los que hay que cuidar más énfasis, entonces los que están en los carteles son los que más hay que cuidar. Por ejemplo aquí: los pizotes, iguanas, lo zopilotes, los gavilanes, las martines pescadores que anidan aquí.

MV: Y siempre los encontró vivos?

FA: Sí, bueno hay una parte, más arriba del rio Tigre donde los encuentras apedazados.

MV: Por otros...

FA: Tal vez un tigre, un jaguar... Sí se ven las huellas, están allí porque está la montaña y pasan por el paso del río.

[...]

Se ha encontrado varias veces animales heridos, una vez encontramos un águila arriba con un disparo. Una vez encontramos un pizote chiquitito la habían matado, o la habían casado.

MV: Qué es el pinzote?

FA: Parecido al mapache pero más grande y negro, de hecho la gente se lo come [...] pero es ilegal.

MV: Y qué pasa si encuentran a cazadores?

FA: Hay que llamar a los guardias, acá hay dos que cuidan en el patio y dos que andan en moto.

MV: Y a nivel de químicos?

FA: Hace como tres años, hubo problemas con un señor vecino del patio, porque se murieron unas mulas, los de trabajo, se murieron como cuatro. Morían en el estabulo en el campo.

MV: Y tenía un vinculo con la empresa?

FA: Eran de aquí, de palma Tica. Se hicieron investigaciones y resultó que la quebrada estaba contaminada por productos de los arroceros, de los que cultivan arroz [...] cerca de la pulpería de la Amapola. [...]

MV: Y de allí animales silvestres?

FA: De gusto no, unas serpientes que duermen encima de la fruta, de lo que es la boa, la grande. Entonces usted llega, corta y no la ve. De hecho he visto gente que le viene la culebra y salen corriendo. Entonces es accidental. [...]

MV: Nosotros nos encontramos un mono muerto en una plantación que no era de usted, [...] no podría ser por los químicos?

FA: No. Con químicos no, porque en realidad la palma usa poco químico. Los que usa es solamente para la rodaja, toda la demás área se hace el chapeado y a mano.

MV: El de la trampa tampoco?

FA: No porque en realidad es un insecticida, mata animales sin sangre. Y de hecho no se usa, solo la feromona de olor de la hembra, entonces atrae a los machos grandes y por la miel vienen también las hembras. Entran en la trampa, y allí caen, no hay veneno en las de aquí.

MV: Y cómo piensan ustedes que podría ser más sostenible la palma sea a nivel económico, ambiental o social? Cómo podría dar más beneficios?

FA: Yo pienso en esta empresa que la decadencia es la administración. Porque con tal de quedarle bien a los jefes de más arriba o a los administradores, o a los dueños, ellos hacen lo que sea para que los números salgan

bien, entonces tal vez no le dan una cierta importancia al trabajador y al ambiente. Se basa en la leyes del gobierno pero no a lo mejor, o sean están en lo legal pero podrían ser mejores. Tal vez desde el principio con los trabajadores empezando, Porque si cuidan a las personas que están allá adentro, las personas van a cuidar todo que está allá adentro. Va a ser algo más de relación y consciencia.

MV: *Qué sería como una falta de pasión?*

FA: Sí, más motivación, más beneficios, tal vez buscar unas maneras de hacer el trabajo más eficientemente y menos exigido.

MV: *E interesar de pronto más al trabajador.*

FA: Ahah, exacto. [...] Y a veces el esfuerzo humano no se toma en cuenta. Empezar con este pequeño agradecimiento por el empleado, para que el empleado haga más para la empresa.

MV: *Y qué tal, va ampliando aquí la palma?*

FA: Sí. Ahora últimamente hay muchos palmeros particulares, sea gente que no es de Palma Tica.

MV: *Pero que quiere las semillas y el apoyo de Palma Tica...*

FA: Ahah, o bien sea de Coopeagropal, o de Osacoop. Ellos les pueden financiar lo que necesitan para sembrar y otras cosas. También, por lo menos, en el área de Palmar, Palma Tica hizo una siembra el año pasado, muy muy grande, como 7.000 hectáreas. Está en el puro centro entre Chacarita y Palma. Demasiado. De aquí para allá por la mano izquierda [...]

MV: *Y qué había antes allí?*

FA: Arroz [...].

MV: *Y acá en Osa?*

FA: Palma Tica no ha invertido más acá.

MV: *Por qué?*

FA: No sé, de hecho hay dos terrenos alquilados que es el de Tamales y uno en Amapola que se llama Nabelio, son como 38 hectáreas, es algo pequeño. [...] Yo creo que esto en Tamales solo quedan como dos años de renta y acá le quedan como 10 años más.

MV: *De allí no va a ir ampliando acá?*

FA: Palma Tica para plantaciones de ellos no, solo a los particulares que le benefician la semilla y lo demás.

MV: *No han tenido problemas con la reserva forestal?*

FA: No, porque lo que tiene Palma Tica está todo aquí abajo lejos de la reserva, y a los socios que Palma Tica les ayuda también ellos tienen que tener títulos de propiedad, escritura, toda la propiedad en orden, porque Palma Tica les financia a ellos por la propiedad, por decírtelo de este modo.

Annexe n° 27 : Entretien avec deux anciens orpailleurs, M. Gerardo ROJAS (dont un anonyme) du parc national Corcovado et Iván PEREZ, (Rio Claro), 25/04/2016, 9h30, durée 15'46"

MV: *Entonces ustedes hacen parte del grupo de los ex-oreros de Corcovado?*

X: Sí.

MV: *Y los sacaron en el 70 y ...*

X: 75-76

MV: *Como 400 personas?*

X: No, más, mucho más.

MV: *Como cuántas familias?*

X: Yo lo calculo como 2000 personas y metiendo todo el área, porque está el otro Piedras Blanca que está reunido con nosotros, y está Corcovado.

MV: *Y les sacaron igual?*

X: Sí, claro.

MV: *Y qué oportunidad les dio el Estado en este entonces?*

X: De allí nada, ya tenemos 33 años de que nada.

MV: *Entonces los echaron afuera así?*

X: Es que dice la ley de parques nacionales, que no es posible la propiedad privada adentro de un parque nacional. Ay qué lástima que no esté mi compañero que tiene este documento que dice esto.

[...] Como un perro fuera.

MV: *Sin tierra...*

X: Sin nada!

X2: Nos hicieron salir de allí hasta amarados, detenidos.

MV: *Y ustedes qué hicieron?*

X: Qué vamos a hacer?

X2: Volvemos a meter.

[...]

Cuando ya el gobierno mandó para sacarnos definitivamente nos venimos para acá.

MV: Con la familia y con todo.

X, X2: Sí, sí con todo.

[...]

MV: Es que nos damos que hay una lucha entre los conservacionistas y la gente de allí. Y por qué no regresaron allí?

X2: Nos sacaron detenidos.

X: Usted no se acuerda que nos fuimos a San José frente a la casa presidencial?

[...] Nadie nos dio pelota allí. [...]

MV: Cuándo fue eso?

X2: En el 94.

MV: Y dicen que hacen 15 días lo estuvieron discutiendo otra vez con el gobierno.

X: Sí hace 15 días estuve hablando en Puerto Jiménez con... Ahorita vamos a sentarnos a hablar en Golfito.

MV: Con el MINAE no?

X: Sí gente del MINAE, Limas, este el Inder y la casa presidencial [...], vayan a San Vito también el 9 a escuchar [...]

MV: Y legalmente, qué podría hacer el gobierno costarricense, si ustedes se devolvieran allá?

X2: Si el gobierno no nos paga los 30 años que nos sacaron de allí, sin derecho... Porque a nosotros nos quemaron el rancho, nos desbarataron las herramientas. Llevábamos como ocho años trabajando allí pero había gente mucho más vieja allí [...]

MV: Para ustedes o para una empresa?

X: Ah no no, para nosotros. Allí había empresas, las compañías.

MV: Los Canadienses.

X: Ahah! La [AFA] forestal, [la Sanki], [Los Figueres] al lado del Tigre

X2: Una de esas compañías se fue, y nosotros nos quedamos, y vino el Minae y nos atracó todo que ellos botaron, parte de montaña y todo, dijeron que eran los oreros que habían botado todo.

[...]

Dígame una cosa, cómo vamos a botar una montaña a pico y pala? Verá que no, vuelto un tractor, en media hora bota cuatro manzanas. [...]

MV: Pero hay gente millonarios que se están comprando los derechos en los parques nacionales...

X2: Sí, sí, sí. Digamos yo tengo esta propiedad, y usted es gringo y me la quiere comprar, pero no se la puede vender porque está en reserva. Entonces, qué hago yo? Entonces usted se va al Minae, habla con ellos y ellos dicen, sí, nosotros le vendemos. Vienen y le venden y a mí me hacen sacar como si nada, no me dan ni un solo peso de mi propiedad.

MV: Hasta ahora?

X2: Sí, estamos luchando para nuestros derechos y si no, nos vamos a meter al parque.

MV: Qué puede hacer el gobierno si uno se mete allí y no se mueve?

X: Mandarle la policía y todo, va a ver la guerra que va haber allí, a muertos y toda cosa, pero tiene que haber algo, qué no ponen de su parte!

X2: Quieren aflojarnos, hay algunos que dicen que el gobierno está sin plata, no!

MV: Entonces que les paguen...

X2: Qué nos paguen verdad!

IV: Para mí fue un grave error, es que si el gobierno dice, si no es posible la propiedad privada en los parques nacionales entonces tienen que pagar no? Pero si tú sumes la deuda teórica que tiene el estado con todas las tierras que son parques nacionales en todo el país... [...]

MV: Comparémoslo a lo que se ganan las empresas, las turoperadores, con el provecho que sacan de estos parques...

IV: Claro.

MV: Y imponerles una tasa a ellos para devolverles (a los oreros y la gente desplazada de los territorios transformados en parques).

X: Yo me acuerdo que cuando nos sacaron de allí, el gramo de oro valía como 500 colones.

MV: 1 USD!

X: Ah, ahorita entre 22 y 18 (miles de colones) según el tipo de oro.

IV: Había mucho oro?

X: Por favor muchacho, claro! Ahorita puede estar costando 18, 20, 22.000 pesos (colones) [...] el gramo.

[...]

MV: Ahora el problema es...

X2: No lo dejan entrar a uno.

X: Pero siempre se mete la gente allí.

Annexe n° 28 : M. Daniel Ramirez, superintendant de production, Département de production de Palma Tica, Coto 47 (Neily), 26/04/2016, 9h00, durée 23'29"

MV: Me gustaría que nos cuente un poco sobre la historia de Palma Tica, sobre todo a nivel de producción.

DR: Bueno hay algo escrito, pero lo que es palma arranca acá en los 60, después en los 70 se construye la primera planta que está en Coto 54, y a partir de este momento ha ido creciendo la palma hasta los niveles que ha alcanzado en los días de hoy, porque al principio la palma era para el consumo nacional, y ha ido creciendo hasta abastecer el mercado internacional también. Después del 80, cuando sale el banano de aquí es donde hay más auge, pasa todo a ser palma.

MV: Entonces no se llamaba Palma Tica?

DR: Se llamaba la compañía bananera porque era una transnacional, después pasó a ser Palma Tica.

MV: Sigue siendo la misma empresa?

DR: No, cambió de dueño. En principio sí era el mismo dueño, hasta el 96, y en el 96 cambió de dueño.

MV: Era la UFCo?

DR: Sí, era la UFCo, y de allí cambio de dueños.

MV: Ticos.

DR: Es un Nicaragüense.

MV: Y los accionistas?

DR: No sé, no los conozco, sé que el principal accionista es un Nicaragüense, los demás accionistas no los conozco.

MV: Y la sede de la empresa está en Nicaragua?

DR: No está en Costa Rica, Numar.

MV: Y el grupo Numar?

DR: Es la misma gente [...].

MV: Entonces los Estadunidenses ya no están metidos verdad?

DR: No, no, no...

MV: Cuántas hectáreas tiene Palma Tica sembradas acá en la zona sur.

DR: Como 7.600 hectáreas.

MV: Y con unas hectáreas enfermas? Yo he visto palos sin nada arriba...

DR: No, estas son resiembras. Los troncos que ves, este es la plantación vieja que fue eliminada para renovar la plantación. [...] Después quitamos todos los troncos no queda nada.

MV: Y lo usan para fertilizante?

DR: Queda como fertilizante orgánico.

MV: Como la tusa?

DR: Como la tusa exacto.

MV: Lo hacen pedazo y después...

DR: Sí esto es lo que se le está haciendo actualmente, el tronco se chipeya...

MV: Ahaha, como biomasa o algo?

DR: Ahah, biomasa se utiliza.

MV: Qué bueno! Y con cuántos trabajadores cuenta Palma Tica.

DR: Hay como unos 1500 trabajadores.

MV: En toda la zona sur?

DR: Sí más o menos sí.

MV: Y esto va aumentando?

DR: Hay vocación, sí ha ido creciendo el número de trabajadores.

MV: Sí, y a pesar de la crisis?

DR: No, porque la plantación sigue igual, hemos hecho unos ajustes pero seguimos igual. Para reducir esta cantidad de gente tendríamos que perder plantación y la plantación es la que nos ha dado el mantenimiento y seguimos adelante, esperando que este período de crisis salga, salga.

MV: Es una coyuntura internacional...

DR: Es correcto.

MV: Claro y ustedes le dan mucho trabajo a tanta gente...

DR: Sí claro, es la principal fuente de ingreso en esta zona.

MV: Qué beneficios tienen (los trabajadores) además de los sueldos?

DR: Las viviendas generalmente se les presta mientras trabaja por la compañía, se presta, no se alquila y el agua, eso básicamente. Pagan sus demás servicios públicos como la electricidad por ejemplo.

MV: Tienen comedores me imagino también?

DR: No, comedores no.

MV: Cómo definiría las condiciones de trabajo usted en las plantaciones? El grado de dificultad en la palma?

DR: Que es un trabajo fuerte, es fuerte, es un trabajo de campo que es fuerte. Se requiere bastante trabajo físico para realizar el trabajo. La cosecha es un trabajo de bastante esfuerzo físico y las otras labores igual...

MV: Y tienen muchos heridos?

DR: Sí, hay unos accidentados pero hubo un trabajo de salud ocupacional con el que se trabaja digamos. [...] Hay unos que se entran espinas, o se golpea con a barrilla, o se cae... Suele suceder.

MV: Por la parte de manejo de herramientas.

DR: Correcto, nosotros vinimos trabajando para reducir esa parte de los riesgos.

[...]

MV: Y otras enfermedades que habrían salido al contacto con la palma?

DR: No, no, no, casos muy excepcionales, gente que esté susceptible a un guante de neopreno, pero enfermedades no.

MV: En qué medida aplican las buenas prácticas agrícolas en los cultivos?

DR: Sí, claro que se aplican las BPA.

MV: Cómo lo hacen?

DR: Se hace la poda de hoja y se dejan en un lugar específico, para que se convierta en materia orgánica y esto se deja para incorporarse al ciclo de la palma digamos. [...] La realidad el trabajo en la palma es muy manual, se usa muy pocos agroquímicos excepto los herbicidas para las rodajas, lo demás es manual.

MV: Y a nivel de abono por ejemplo?

DR: Sí, se usa mucha materia orgánica, todos los residuos que salen de la fábrica se incorporan en la plantación.

MV: Cómo van los avances a nivel genético, escuché que era un cruce no?

DR: Sí es un cruce, han venido sacando nuevos materiales. Más resistente a las enfermedades, de menor tamaño, que sea más fácil la cosecha, de mayor productividad.

MV: Pero cuesta más la semilla?

DR: No sé ahorita a cuanto está, creo que anda en unos 2 USD.

MV: Y las plántulas?

DR: Eh, unos 6 USD.

MV: De seis meses?

DR: De doce meses. Listas para ir al campo.

MV: Y a los cuántos años produce?

DR: A los dos años estar en el campo.

MV: Bueno a los tres años.

DR: A los tres años, correcto.

MV: Cuál es la parte del aceite sostenible, este CSPO? Porque yo creo que toda la empresa está certificada RSPO y...

DR: Ya estamos certificados desde el año pasado.

MV: Para toda la producción?

DR: Pata toda la producción. El año pasado hemos sido certificados, ahorita nos vuelven a visitar ahora en mayo.

MV: Hubo cambios debido a esto?

DR: Verás que no mucho, porque ya vinimos trabajando esto, pero siempre han habido cambios.

MV: Y los principales clientes de usted? Escuché que iba para México.

DR: Yo sé que va mucho a México.

MV: Por Golfito?

DR: Por Golfito sale. Pero no sé exactamente los clientes quienes son.

MV: La relación entre la tonelada de fruta y la tonelada de aceite, usted la conoce?

DR: 21% más o menos. De un 20 a un 24%...

MV: Y ahorita la parte de ventas nacionales, porque usted venden también los productos Numar, porque hay las margarinas...

DR: Margarinas, el aceite y otros productos... Hay cosas que uno ve, y veces yo que trabajo en palma, uno no se dan cuenta y están hechos a base de aceite de palma.

MV: Sería posible visitar la planta para...?

DR: Tendría que intentar allí con quién hablar para que usted pueda visitar la planta, porque los dueños de esta compañía no son muy dispuestos a abrirse, pero habría que ver, habría que consultarlos para que puedan darle chance...

MV: Cuánto tiempo se puede almacenar el aceite en los tanques sin que se haga malo?

DR: No sé exactamente. Yo creo que no hay problema, hay que darles unas ciertas condiciones de temperatura y de agitación sin que pierda calidad.

MV: Porque pensaba en los tiempos de sobreproducción, cómo guardarlo y si se puede jugar sobre los precios.

DR: Sí, no sé pero se puede almacenar un tiempo.

[...]

MV: Cómo evolucionó el sector hasta ahora porque escuché hablar de una crisis? [...]

DR: Sí, hubo un fuerte crecimiento desde los 2000, allí como en el 2013 en adelante, le pagaban la fruta a 80 000 colones la tonelada, hasta 100 000 colones y recientemente que han bajado mucho los precios se siente pero afectó el sector palmar, sobre todo el pequeño productor que tiene una parcela de 5-10 hectáreas por ejemplo.

MV: Porque trabajan mucho con pequeños y medianos productores?

DR: Es que la compañía tiene casi 10.000 hectáreas pero aquí hay otro tanto de productores particulares, otras 10.000 hectáreas o 12.000 hectáreas de pequeños productores.

MV: Y en este caso hacen parte de la empresa?

DR: No ellos son productores totalmente independientes, tienen un contrato de entrega de fruta a la compañía, entonces se procesa en la misma planta, entonces es como parte de la misma compañía en cuanto a la operación en sí. Generalmente son dueños de su propiedad y le entregan a la compañía pero se centraliza toda la producción en esta planta.

MV: Le facilitan el transporte?

DR: En algunas partes sí, y en algunas partes muy alejadas, o tal vez se han colocado recibidores.

MV: Y bajan los costos de producción.

DR: Sí.

MV: Material genético, transporte y en qué más les apoya?

DR: A veces se les financia la fertilización. Muchas veces tienen una necesidad económica y se les ayuda con el financiamiento a pesar de que esta empresa no es para financiar [...]

MV: Y para usted, hasta cuántas hectáreas se puede hablar de pequeño o mediano productor?

DR: 10 hectáreas es pequeño.

MV: Y mediano?

DR: Hasta 50 hectáreas. Mediano hasta 100-200 hectáreas son medianos y un productor grande sería de 500-1000 hectáreas.

MV: Entonces la crisis no les afecta?

DR: Claro que sí, lo que pasa es que esta empresa sabe que estamos en un periodo de crisis y tiene que salir en algún momento y hace sus proyecciones y de momento lo ha soportado y allí está. Es más estamos levantando plantaciones.

MV: Y el Estado les apoya en algo?

DR: No este es una empresa privada totalmente. El Estado les ayuda a las cooperativas o al pequeño productor, como Coopeagropal ellos sí reciben un poco de ayuda del Estado.

MV: Pero usted da trabajo a más de 1000 personas, y por la crisis ahora el Estado podría ayudar a esta gente, no?

DR: A esa gente probablemente sí, [...] pero la compañía como tal no. Puede recibir ayuda en algún tipo de proyecto como ahora que está un proyecto de drenar una parte aquí abajo donde, pero así como ayuda directa no.

MV: Hubo un rumor que ustedes estarían en zona franca o algo así?

DR: No, no, creo que no, zona franca es la planta y la parte de semillas, sí hay unas partes que son zonas francas, pero es la planta, la parte industrial, la producción de semillas.

MV: Que no pagan impuestos sobre el proceso...

DR: Sí, tienen algunos beneficios. Pero la parte de producción paga todos sus impuestos como cualquier otro productor.

MV: Cómo se llama este impuesto?

DR: Bienes inmuebles. Se paga un impuesto por producción también a la municipalidad de corredores. Porque esta empresa está en dos municipalidades, Corredores y Golfito. Ah bueno y Osa también. [...] Corredores es el cantón.

[...]

MV: Cuáles son los grandes retos para el futuro, tanto a nivel social, económico, ambiental para la empresa?

DR: A nivel económico tratamos de salir de esta crisis, que logré mantenerse y seguir creciendo. En lo social, yo creo que hace una importante labor en la parte social con sus trabajadores. Vivienda y cosas de este tipo, tiene una responsabilidad esta compañía en esta parte también, con la parte de vivienda para sus trabajadores, porque si bien es cierto se les da su vivienda no cubre al 100%, una responsabilidad que no es solo de la compañía sino que también del gobierno.

MV: Y en la parte de educación ambiental?

DR: Creo que en principio fue la parte que no se trabajó mucho pero en esta parte también la visión es otra en la parte ambiental. Pero si se ha trabajado, igual hay un departamento de seguridad ocupacional y que trabaja en la parte ambiental.

MV: Y se les facilita el acceso a la escuela para los niños?

DR: Ah sí, claro!

MV: Gratuitamente?

DR: Acáen todas las fincas hay escuelas, sí, sí.

MV: Pero del gobierno.

DR: Sí, las escuelas son del gobierno.

[...]

MV: Había visto como carteles de ustedes diciendo que estaban involucrados para la protección de la biodiversidad.

DR: Es la parte que hemos venido trabajando como le dije, de las especies en peligro de extinción, zonas de bosque, la margen de los ríos, antes se sembraba hasta la orilla del río, hoy no, se respeta esa parte, y las franjas de protección.

MV: Pues cualquier cosa que le guste añadir...

DR: Tiene que seguirse trabajando, en la parte de certificación, la compañía ha tenido un mayor involucramiento o consciencia de que tiene que trabajar. Aunque lo veníamos haciendo, antes por obligación, tenía que hacer sus casas y sus asentamientos para sus trabajadores, hoy en día la responsabilidad social que tiene, todavía falta un poco en esta parte.

MV: Bueno le agradezco mucho su tiempo y su energía.

Annexe n° 29 : Entretien avec M. Max VILLALOBOS, membre de l'ONG Osa conservation, Puerto Jiménez, mercredi 4 mai 2016, 10h00, durée : 52'20"

Mx: Bueno básicamente lo que te puedo decir Conservation Osa es una ONG, una organización sin fines de lucro, creada en el 2003 y como su nombre lo indique se dedica a la conservación en la península de Osa. Nosotros tenemos una red de pequeñas reservas que suman un total de 3000 ha de terrenos protegidos. Algunos de ellos incluso con categoría de área protegida, el refugio de vida silvestre de Osa, el 80% son nuestras propiedades, nosotros lo manejamos. Tenemos un par de reservas por el Cabo Matapalo, que es donde está el refugio, después por Sierpe, entre el parque nacional tierra blanca y el humedal Terraba, hace la conexión perfecta entre esas dos áreas protegidas, tenemos otra área chiquita cerca de Rincón, destinada a la conservación de una ave muy particular que se llama el yellowbilledcotinger porque hace su nido en el manglar pero se alimenta en el bosque entonces necesita manglar y bosque conectado, y ya de eso no queda tanto, además que su homerange es de la mitad del Pacífico de Costa Rica hasta la mitad del Pacífico de Panamá. [...]

Manejamos varios programas, como de conservación de las tortugas marinas en playa Piro y en playa [Peje peje], tenemos más de 10 años de estar ejecutando este programa, tenemos un vivero donde reubicamos nidos en peligro, monitoreamos toda la playa y recibimos una cantidad importante de voluntarios. El año pasado para que tengas una idea liberamos 25000 tortugas bebé durante una sola temporada.

MV: Waow! Con cuántas personas?

Mx: Normalmente tenemos una persona encargada del programa 4RFA, Research Field Assistance, toda la temporada y entre cinco y 10 voluntario yendo y viniendo cada mes.

MV: Y acá en la oficina?

Mx: No acá tenemos dos personas. Esto en este programa, toda la organización tenemos cerca de 20 personas. Tenemos una pequeña oficina en Washington, que nos ayuda un poco con la parte de Outreach y un poco para los fondos y manejo de proyectos, tenemos esta oficina en Puerto Jiménez, y tenemos tres estaciones biológicas ubicadas en nuestras propiedades. Otro programa muy importante es el monitoreo de vida silvestre, tenemos una red de cámaras trampa dentro de nuestras propiedades y estamos desarrollando desde hace dos años una red de cámaras trampa en toda la península, donde tenemos lodges y hoteles participando, propietarios privados involucrándose. Estamos creando una base de datos conjunta donde compartimos información con todos los miembros. Muchos de los hoteles y de los lodges lo usan con fines más promocionales o de marketing.

MV: Cómo se llama esta red?

Mx: La llamamos la red de monitoreo nada más. Está Conservación Osa y un montón de miembros más. Ahora estamos tratando de integrarla con Monitoreo'Osa también, que es un siguiente paso. Monitoreo'Osa nació después que nosotros teníamos esto. Nosotros formamos al Staff de los hoteles o a los particulares sobre cómo usar estas cámaras trampa [...]. Está funcionando muy bien ahora.

MV: Me imagino que la mayoría está afuera de las áreas protegidas.

Mx: La mayoría está afuera de las áreas protegidas, es una cosa muy importante. Y ahora justo en el mes que viene vamos a arrancar con un proyecto grande de dos años, donde vamos a usar collares GPS para rastrear un grupo de White lipped Peakers, chanchos de monte. Entonces la idea es generar información en tiempo real de dónde están estas grandes manadas y generar dos grandes productos. El primero es información científica [...] y el otro gran producto es información en tiempo real a Minae para control y protección.

MV: Se acuerda de Covirenas, están pensando en volver a hacerlo...

Mx: Covirenas, la figura del CovirenasMinae lo desapareció, pero la idea es crear algo similar, esta información del collar, más nuestra red de cámaras trampas [...]. Minae tiene un problema y ellos mismos lo admiten, sus capacidades están muy por debajo de lo que realmente deberían poder cubrir, o deberían estar haciendo. [...] Es muy interesante!

MV: Sí!

Mx: Paralelo a esto estamos desarrollando un programa con Minae de fortalecimiento de sus capacidades de control y protección. Entonces estamos invirtiendo cerca de 57.000 dólares en equipo para Minae, GPS nuevo, binoculares.

MV: Para ellos?

Mx: Para ellos! Entonces ponerlos a trabajar, dicen "no tenemos, no tenemos", ok: "aquí, tomen"!

MV: Cómo se explica usted que en un país con tantas políticas verdes carecen de personal allí en el Minae, que es una figura estatal?

Mx: Es una contradicción increíble. Hay muchas políticas gubernamentales ahora a nivel de ahorro y de cortar gastos que afectan a todas las organizaciones y a todas las instituciones políticas, igual, independientemente de si es en el sector ambiental o no, no se ha hecho una división buena digamos de las prioridades del gasto público. Aun cuando queremos mostrar una imagen verde verdad? Entonces tenemos esas contradicciones verdad. Como es la contradicción cuando la FAO dice: "ok, crecimos en un 23% de cobertura de bosque", el único país en Latinoamérica que hace esto, mientras crece también su producción y su ingreso interno bruto y no decimos la otra parte que somos el primer consumidor de agroquímicos y pesticidas en Latinoamérica también [...] per cápita obviamente. Y al mismo tiempo tenemos un índice de cáncer gástrico altísimo en Costa Rica.

MV: Y está vinculado con esto?

Mx: Probablemente está vinculado con los agroquímicos y los pesticidas [...] Hay muchos estudios que dicen, mira, si hay mucho pesticidas, esto puede saltar. Entonces son estas grandes contradicciones no? Hacemos grandes avances por un lado y no por el otro. [...]

Pasa otra cosa también Milo. Digamos que la policía tiene buena voluntad, y guarda costa dice y "yo voy a mandar a mis policías también, pero no tengo dinero para la alimentación, usted nos alimenta" y Minae dice "yo tampoco". [...] Hace poco tuvimos un gran operativo [...]

MV: Para qué era?

Mx: Control de orería en hotspots del parque y de casería en los Planes, donde es muy frecuente la casería. Entonces allí podemos mandar toda esta gente. No es que el gobierno no tenga dinero, lo tiene pero la burocracia para mandar estos fondos a campo de forma inmediata no te deja trabajar. [...]

MV: Y esta plata de ustedes me imagino que la reciben por donantes de todo el mundo?

Mx: Claro, claro! Por ejemplo, tenemos dos principales donantes para esta operación. Uno es de la fundación *Blue Moon*, que es la organización de una sola persona, la dueña se llama Diane Miller y ella nos ha apoyado por muchos años en este tipo de cosas y la otra donación viene de la Fish and wildlife Service que viene del Gobierno de EEUU que tomamos muy en serio porque ellos no andan jugando verdad. [...]

Nosotros tenemos la estructura, la cara, la confianza y un buen currículo, y podemos traer a esos fondos y ponerlos a trabajar donde se necesita.

MV: Y quién tuvo esta buena idea de crear a Conservation Osa?

Mx: Bueno la organización fue creada por dos mentes brillante, Edrium Forside, biólogo escritor trabajó muchos años en CI y el se juntó con Manuel Ramírez, un Costarricense, también trabajó en la CI por muchos años, director del programa mesoamericano de CI. Ambos tienen propiedad muy cerca de nuestras reservas, son partes incluso de las reservas y ellos dijeron bueno aquí hace falta una organización fuerte con base costarricense, con ramas al exterior y crearon esta organización que es una de las más fuertes acá en Osa, y probablemente una de las más fuertes también en Costa Rica en términos de conservación en el campo. Hay muchas otras organizaciones haciendo cosas importantes a otros niveles de ciencia política, de buscar fondos, de colocar proyectos.

[...] Entonces te comenté que se hizo por dos personas, fueron absorbiendo a otra organización mediante las tierras que se llama Tuba, y al principio se llamaba Friends of the Osa, pero este nombre lo dejaba muy abierto, un Milo puede ser un amigo de Osa construyendo escuelas o arreglando caminos. [...] Entonces luego cambiamos el nombre a conservación Osa, que es lo que hacemos, conservación, no es que no estamos abiertos a otras cosas. Si vos mañana me probas que sembrar palma aceitera logra conservación, yo siembro palma aceitera, pero si no, no me voy a meter en palma aceitera.

MV: Hasta ahora, cómo la ven la palma aceitera? Han hablado del tema?

Mx: Luego le contesto, déjame nada más terminar lo de los proyectos. Tenemos uno de restauración de árboles, que el año pasado se ha sembrado cerca de 250 000 árboles, en áreas degradadas, 100% nativas, todas producidas localmente y con semilla local también. Y en un futuro vamos a empezar con la comunidad a restaurar sitios importantes. Dentro de las propiedades tenemos un programa de voluntarios muy importantes, tenemos un programa de agricultura que recién estamos empezando. Es increíble que acá en la Península, vas al BM y la yuca tiene wax de la parafina porque viene de la zona norte del país, a 350km. 350km en términos del mundo no es nada [...] ero a escala de Costa Rica estás pasando medio país por una yuca cuando tienes suelos tipo clase uno aquí, es increíble!

Milo, el fin de año que pasó, dos días libres, los camiones no llegaron al BM, dos días, no teníamos huevos, no teníamos sour cream, no teníamos pan, por Dios! Somos como una isla! Cómo es posible que una comunidad como Puerto Jiménez, como la península no tenga sus propios huevos?

MV: Y sí los tiene en el campo?

Mx: Sí, pero no comercialmente. Entonces la idea con este programa agrícola es crear una finca, de una forma muy simple, como una escuela. [...] y luego invitar a la gente, la solución no está en crear un gran enorme granja en la península sino que cada gente tenga su granjita y que podamos impactar este mercado con pequeños productores, donde yo puedo comprar mis huevos por todo lado, mis lechugas...

[...]

Hemos hablado mucho acerca de la palma, la palma es todo un tema. Hemos aprendido que acá en Osa no se puede generalizar, Osa es así, Osa te enseña esto, porque cada cinco kilometro va cambiando un montón, y tienes un nuevo ecosistema y tienes un nuevo grupo de animales viviendo en un sitio diferente. Así enfocamos nosotros esos problemas, de una forma holística y no nos gustan las recetas que son iguales para todos. Nos gusta analizar caso por caso. La palma muchas veces ha sido satanizada por lo que pasa en Asia, están cortando bosque para sembrar palma, eso es un problema serio, claramente es un problema serio. Acá en la península, la palma ha sustituido muchas áreas antes cubiertas por pasto. Entonces en cierta medida no ha tenido una intervención fuerte o directa con el bosque. No digo que no se da, obviamente se han dado casos, y hay lugares donde se han eliminado charrales o bosques secundarios para sembrar palma. Eso definitivamente no es bueno. **Una cosa interesante que nosotros hemos visto en la palma es que hay una fracción de vida silvestre que usa los palmares con ciertos fines, no te digo que viven allí.** Por ejemplo los monos ardillas nosotros los hemos visto forrajeando los palmares, comiendo de pasada. O zainos usando la palma como **sitios de paso...**

MV: Son los Titis?

Mx: Los Titis, o monos ardillas. Entonces nosotros sí creemos que una palma bien manejada podría brindar ciertos servicios ecosistémicos. Qué te digo? Si aquí hay un palmar y aquí un potrero, yo siendo chanco de monte probablemente voy a estar más dispuesto a cruzar por la palma, que cruzar por un potrero. O sea, tampoco te digo que sembrar palma es una solución a la conservación, probablemente no, lo que te digo es que sí podría tener ciertas funciones rescatables, de alimentación y sobre todo de conectividad. Ahora viene la otra parte, cómo manejamos esta palma.

Cómo es la parte del cultivo, los agroquímicos que estamos usando, cómo estamos utilizando el sistema de siembra y cosecha, eso influye mucho. El monocultivo, desgraciadamente no es tan rico. Y la palma no permite por el sistema que tenemos acá, involucrar a otros árboles o a otras plantas en el proceso, que es una lástima. La economía del mercado está muy centrada en producción de toneladas por hectárea. Entonces sembrar un árbol cada tres palma o cada 10 palmas es una palma menos que me produce x toneladas al mes, y estoy perdiendo dinero. Eso es un problema porque no hemos ofrecido una solución al mercado que pague también por esas otras oportunidades. En esto sí también la palma está un poco limitada, ella no te permite hacer muchas otras cosas, y luego tenemos el otro gran componente de la palma y es el componente social verdad. Mucha gente trabajando, ahora hay un problema el precio va hacia abajo, las enfermedades llegaron, hace 10 años no teníamos enfermedades y va a poner una dinámica diferente en la palma, hay gente que va eliminando la palma vieja y va a volver al pasto verdad y va a volver a otras cosas. Esos cambios generalmente causan daños ambientales importantes sobre todo si se dan a gran escala, pasó ya una vez en Costa Rica con el ejemplo del café [...]. Lo mismo podría pasar con la palma, si el mercado sigue de la caída, vamos a tener estas estructuras de monocultivo pero con algo de sombra, algo de más oportunidades para algunas otras especies que pasto por ejemplo.

MV: Porque sembrar árboles en partes agrícolas está autorizado?

Mx: Sí, se puede y es una muy buena opción y siempre lo estamos tratando, pero lo ideal, todo el mundo lo dice sería tener una mezcla! No poner todos los huevos en la misma canasta. Lo que pasa es que eso es un poquito complicado, con mercados que cambian un poco, la gente se enfoca en el dinero, y la palma fue una manera muy rápida de generar dinero rápido, crecía muy rápido, no había enfermedades, la tonelada estaba en muy buen precio y una familia con cinco personas podía vivir con 10 hectáreas de palma. Probablemente una familia con cinco personas no pueda vivir con 10 hectáreas de pastos dedicados a la actividad ganadera. Allí fue donde la palma hizo un clic importante y donde todos empezaron a entrar en palma. Porque podía ser un pequeño productor y aun así tener suficientemente ganancia para vivir y tener un buen ingreso verdad. El ganado no, tiene un fluctuación anual que todos la conocemos ligado un poco a la época seca, a la época de verano, pero necesita áreas mucho más grandes si quiere ser un productor realmente eficiente. Esta es tu finca, tienes cinco hectáreas, siendo muy eficiente, allí podrías tener cinco vacas. [...] No te da para hacer muchas cosas. [...] Hay otro problema en la península, no hay matadero, entonces no hay un mercado de la carne.

MV: Y podría bajar los costos...

Mx: Podría bajar los costos. O con la operación turística que tenemos acá, podrían ser cortes selectos, a un mayor precio, local. Entonces eso te pone un problema más serio. [...] Entonces qué es lo que hace la gente, palma se convirtió en una tabla de salvación, algo que yo localmente podía hacer y localmente podía procesar. Porque las plantas de procesamiento hay localmente, hay en Corredores y hay cerca de Ciudad Neily verdad?

MV: Entonces el aceite que tenemos acá: "en su punto" es más o menos local?

Mx: Eh, es local! Ellos están cruzando el golfo a 20km, por lo menos eso, genera un empleo local esta planta procesadora tiene un montón de gente trabajando para ellos, tiene un comercialización. Es un producto barato que también para las familias de muy bajo recurso es una muy buena opción, probablemente mejor para ellos que comprar aceite de girasol, o de canola que viene con productos de los EEUU. [...] Entonces yo no veo tan mal la palma. Hay mucho que hacer con ello? Sí!

MV: Como...

MX: Hay mucho que trabajar en término de manejo de cultivo en el uso de pesticidas, en el uso de fertilizantes y agroquímicos porque pasa mucho. Yo te digo, trabajé muchos años en café también, con conservación y café, y cuando el precio está bien. La gente tiende a ser desproporcionada. Como tengo dinero no importa, aplico herbicidas como tres veces al año y quiero ver aquello completamente limpio y si ya has visitado algunas plantaciones de palma, ves aquello como musgo, pero que no es ni pasto, es verde, es un indicador de que este suelo no está bien. Hay mucha humedad, no hay otras plantas creciendo, eh... Cuidado! Hay una gran fuente de contaminación de las aguas por el mal uso de los agroquímicos. [...]

MV: Pero allí viene la cuestión de la procedencia y de la composición de los agroquímicos.

Mx: Exacto!

MV: Pero no son ticos?

Mx: No son ticos

MV: Pero son orgánicos algunos?

Mx Muy pocos, eso es el problema. También que la mayoría de esos productos están hecho de petróleo.

MV: Y de qué país vendrá, de México? Los agroquímicos?

Mx: Son productos locales pero con insumos externos.

MV: Allí viene el petróleo.

Mx: Allí viene el petróleo, pero sí los producimos en Puntarenas, en Fertica y Abopaquio, un par de plantas que hay por allí, pero son con insumos externos. [...]

MV: El petróleo de donde viene mayoritariamente?

Mx: De México y EEUU. Venezuela intentamos pero no hemos podido entrar en los precios preferidos, pero sí compramos un poco a Venezuela, aunque Venezuela tiene serios problemas aun. [...] En fin tenemos el combustible más caro de todo Centroamérica.

MV: Gracias a los impuestos.

Mx: Exacto, gracias a los impuestos, y tenemos producción de agroquímicos con petróleo entonces es un mal negocio!

Lo que no hacemos mucho, es no hacerle caso a estas recomendaciones técnicas: "haz un análisis de suelo", "haz una formula exacta para tu cultivo, para tu sueño".

MV: Creo que Palma Tica está trabajando en esto.

Mx: Palma Tica está tratando de mejorar, pero el productor independiente, él no. él dice: si es bueno tal abono, lo pongo. Y es muy importante, es un término de una planta, y es como si yo te sirvo esta mesa llena de comida, no importa que esté llena de comida, vos va a comer hasta aquí. Y el resto, qué haces del resto? Cae la lluvia, que en Osa tenemos una cantidad loca de lluvia. Y se va a las fuentes de agua, se va a los ríos. Empezamos a nitrificar nuestras fuentes de agua. Tenemos un montón de nitratos, tenemos nitrógenos por todo lado, que vuelve súper fértil un montón de cosas, que no son malas pero en desequilibrio pueden causar un problema. Entonces ves la cadena donde va y todo vuelve otra vez al dinero.

MV: Y al mar.

Mx: Ah, Y al mar! Entonces acabamos con sedimentos en nuestros arrecifes, el golfo se está sedimentando [...]. Hay un estudio que muestra que los tiburones martillos se están reproduciendo en el Golfo y el lugar que más usan para alimentarse cuando son jóvenes son las desembocaduras de los ríos, y es donde estamos botando toda esta cochinidad de agroquímicos. [...] Hace un par de semanas, la gente del AYA, el sotuto de acueductos y alcantarillados, que hace muestreo de todas las playas de Costa Rica dijo, los lugares más contaminados en todo Costa Rica, son las desembocaduras de los ríos. En Puerto Jiménez, no sé si supiste, estamos en el top 10 de las playas más contaminadas de Costa Rica.

MV: Por materias fecales?

Mx: Por materias fecales, justo allí donde sale el puente de agua luna. Te das cuenta de lo que está pasando en una escala grande. Estamos avanzando en proteger algunas cosas pero estamos perdiendo un montón de cosas. Entonces, todo está encadenado y no es que no hay información, mira que hay información [...].

Palma Tica está haciendo un esfuerzo pero les falta llegar más masivamente. Ahora ellos son solo una cooperativa, hay otras cooperativas, y hay productores independiente, y un montón de gente metido en este negocio verdad.

MV: Cuanto a la tenencia de la tierra, cómo la ve acá?

Mx: Es problemática, acá las fincas son medianamente grandes aun, el área promedio estará entre 15 y 20 hectáreas, excluyendo zonas urbanas y zonas con casas. Lo que te da mucho chance de tener una producción diversa, pero las fincas más grandes están concentradas en producción específica, como pasto, o ahora palma que ha ganado mucho terreno. Mucha gente no tiene títulos sobre esas propiedades y al estar incluida la mayor área en la reserva forestal Golfo Dulce, la titulación se vuelve un asunto complicado.

MV: Allí viene el asunto también de valoración de la tierra, cómo evolucionó hasta ahora?

Mx: Es muy barato, comparado con otras zonas de Costa Rica. El gran problema, antes de la grande crisis que acabamos de pasar, estuvo muy alto, sobre todo en zonas turísticas, o en zonas con playa, allí sí tienes unos precios locos! Donde una propiedad de 500 metros cuadrados en Matapalo te cuesta 300.000 o 500.000 USD, eso es como comprar en Nueva York. Es súper caro pero tienes el otro extremo, te separas de allí, unos kilómetros donde ya no hay playa, donde es solo bosque y colinas y consigues un hectárea en 4.000 USD. Entonces hay una gran diferencia en cuanto a los precios.

MV: Usted aun puede tener acceso a la tierra que le sirva para la conservación siendo asequible?

Mx: Todavía lo hacemos. El año pasado hemos comprado un par de tierras y aun lo hacemos. Tratamos de pagar entre 4.000 y 5.000, hasta 6.000 USD por hectárea. Compramos propiedades estratégicas, que están cerca de nuestros bloques o conectan sitios importantes, no podemos comprar toda la península.

MV: En la reserva forestal también.

Mx: En la reserva forestal también, compramos para conservación. Lo que sí es difícil ahora, es comprar una propiedad y pagarla con sola producción. A la gente le cuesta mucho. Antes la gente decía, me voy a poner a producir palma, ganado o arroz, y como el mismo arroz producía, la podía pagar. Ahora estamos llegando donde el valor de la tierra pasa este punto de quiebra y ya supera este límite y no podría dar la producción. [...] Solo funciona si ya tienes la tierra.

[...] Ya hemos llegado a este punto, donde la plusvalía sobre pasa el valor de la producción.

MV: Y se sigue valorando?

Mx: Sí, se sigue valorando, sobre todo en ciertos lugares: Matapalo, Carate, ciertas zonas de Puerto Jiménez, toda esta costa interna del Golfo, es que es un lugar precioso.[...]

Yo trabajé para Conservation International en todo Centroamérica, conozco de pronto las áreas protegidas más importantes y más grandes de la región, y Osa es especial por mucho, Corcovado es muy especial y tienes todo esto en tu patio de atrás, y por eso es importante hacerlo bien e involucrar a todo el mundo, la producción es un tema importante. Ya tenemos a la gente acá, la gente necesita vivir, necesita vivir bien, y nadie en términos de conservación, y esto lo sabemos desde hace unos 30 años, nadie conserva con el estomago vacío. Necesitan primero cubrir sus necesidades básicas y estamos en una zona sumamente pobre, estamos en uno de los cantones más pobres de Costa Rica a pesar de que tenemos toda esta operación turística. Lo que pasa con esta operación turística es que es así: hay una temporada alta, con mucho trabajo para todos y una temporada baja, con serios problemas económicos, y los Costarricenses en general somos muy mal planificando. Entonces cuando hay mucho no guardamos y cuando hay poco es un problema y eso se refleja incluso en la conservación. Ya sé que está empezando la temporada baja y nosotros en nuestras reservas, empezamos a monitorear más frecuentemente las quebradas, buscando oreros. Porque ya no hay trabajo temporal en el pueblo, entonces se van a buscar oro, se van a buscar qué casar, se van a robarse un árbol para venderse la madera. La gente a veces no se da cuenta que está tan conectado con la conservación.

MV: Y cómo ve el futuro para que sea más sostenible para todos?

Mx: Yo creo que hay buenas iniciativas como Caminos de Osa, de un turismo más rural, más local. Hay que impulsar a los locales que ellos estén los dueños de esos lugares turísticos, de los hoteles! No es que los grandes hoteles estén mal, dan empleo a mucha gente, hacen buenas cosas, por ejemplo Lapa Ríos organiza su Lapaton, dona a las escuelas, tienen sus programas de beca, pero cuánto más rico sería si el empresario turístico nació en Puerto Jiménez.

[...]Ahora, y creo que está claro acá, el futuro de Osa no es en un turismo masivo, ni es un turismo de enormes hoteles, ni de grandes lujos. Es un turismo muy enfocado en la vida silvestre en el entorno natural, a la parte natural, definitivamente. Si a Osa le quitas esto, es otra roca fea en el medio del mar. Yo creo que hasta allí vamos bien. Hay ciertos limitantes, yo creo que la producción forestal es algo que Osa tiene que retomar, Osa se limitó a extraer del bosque productos y madera, y ahora que ya estos productos se han limitado, Osa tiene una gran vocación de la producción forestal. Hay conocimiento, las tierras son buenas, hay espacio y hacia eso podría haber pequeños emprendimientos. Territorialmente Osa tiene que ordenarse diferente yo creo que debería convertirse en un territorio separado de Golfito que ahorita es su cabecera de cantón, como por lo menos una sede en Puerto Jiménez y a futuro crear un cantón que sea solamente de la península, porque somos solamente un distrito de Golfito, solo hay 18km de mar, pero hace una gran diferencia. Hay muchas cosas que están allí que no la estamos aprovechando. Osa debe de migrar hacia su autonomía, crear su propia marca, su propia identidad...

MV: Su sello...

Mx: Su sello! Eso es importante. A eso le agregas otras cosas: tenemos problemas de dengue, de insalubridad, problemas de agua, pero poco a poco ir apropiando esta identidad Osa te hace irte apropiando más localmente de la solución de esos problemas. Y yo creo si logramos empujar a Osa hacia allí, cosas importantes van a poder pasar.

MV: Ojala! Gracias Max.

Annexe n°30 : Entretien avec M. Mauricio Pérez avant la Visite de l'usine de production de Coopeagropal RL, Laurel, M. Heiner Gutiérrez et Mme. X, Jeudi 05 mai 2016, 10h00, durée 32'25

MP: Bueno mi nombre es Mauricio Pérez Madrigan, encargado de reclutamiento y selección y otras áreas de reclusos humanos de Coopeagropal RL, que es una cooperativa que tiene 650 asociados aproximadamente. Hace dos días cumplimos 30 años de fundada...

MV: Felicidades!

MP: Muchas gracias. Y nos hemos dedicado a la producción de aceite y derivados: margarinas, mantecas que ahorita vamos a poder ver algunos tipos de producto, pan también para hacer pruebas de margarina para ver que tanto rendimiento da, y las vendemos aquí a los colaboradores. También nos dedicamos a algunos servicios a los socios como créditos, también servicios de consulta médica y asesoría técnica a los productores, que son los dueños de la organización. Entonces eso es lo que básicamente vamos a ver ahorita, creo que nos va a acompañar el gestor de calidad que se llama Heiner Gutiérrez y vamos a ir a ver el proceso a grandes rasgos.

MV: La comparación con Palma Tica?

MP: Palma Tica es de un solo dueño, se dedica a lo mismo que nosotros verdad, en cambio Coopeagropal tiene muchísimos 650 dueños que tiene libre asociación, entonces usted es productor puede venir asociarse a la cooperativa. Entonces Coopeagropal tiene muchísima proyección social. Entonces Coopeagropal produce dinero para llevar a la sociedad de la zona, sea a los 650 asociados, que directa e indirectamente afecta a unas 2.000 familias de la zona sur.

MV: Bastante! Entonces 5.000 personas casi.

[...] Y el vínculo con el Estado?

MP: Nosotros somos una cooperativa independiente verdad, como Dos Pinos, [...] la productora de leche y de jugo, es igual verdad, el gobierno no tiene gerencia directa con la empresa.

MV: Usted aun represente el competidor más grande de Palma Tica (en Costa Rica)?

MP: Ahah, sí!

MV: Con una parte de mercado de qué, el 20%?

MP: No sabría decir, este dato no lo conozco pero sí.

MV: Y la mayoría de sus productos "En Su Punto" se vende acá en Costa Rica?

MP: Nosotros tenemos en todo Centroamérica y en el Caribe que es República Dominicana, y exportamos varios productos granel. El "En Su Punto" solo en estas partes que le dije, que es el producto terminado ahora.

MV: Y el aceite crudo?

MP: Este es el que se exporta.

MV: A México?

MP: Ahah, en su momento se exportó a Europa también y otros países, pero ahora estamos en un proceso de seguir exportando.

MV: Y almacenan el producto en momentos de sobreproducción o algo así.

MP: Tenemos sistema de almacenamiento. Más bien estas preguntas se la puede contestar el compañero, yo soy más de la parte social. [...] Vamos!

HG: Usted manda las preguntas, yo le digo.

MV: Quería saber la relación entre la relación de fruta que ingresa y la tonelada de aceite, cuanto al volumen.

HG: Bueno, es muy relativo, manejamos el porcentaje de fruta fresca a aceite crudo por ejemplo, que es la primera parte verdad, entonces anda una relación dependiendo del porcentaje de extracción. Entonces podríamos decir que andamos ahorita en un 21% de extracción, esto quiere decir que de 100 toneladas de fruta fresca vamos a obtener un 21% de aceite crudo verdad, este sería como la primera etapa del proceso verdad. De este aceite crudo, pasa a otra etapa que es la refinación, de allí obtenemos de una tonelada de aceite crudo un 95% de aceite que llamamos RED, que es blanqueado, refinado y desodorizado. [...] Después pasa a otra etapa que es el fraccionamiento. La palma, o en este caso el aceite de palma tiene una característica que tiene dos fases, una sólida, y una líquida que es adentro de este RED que extraemos del aceite crudo verdad. Entonces pasa por un proceso de fraccionamiento y pro medio de equipo de monitoreo verdad. Luego hacemos lo que pasa en la naturaleza, la parte oleica se separa de la fase esteárica. La esteárica es lo sólido que utilizamos para hacer manteca, y la parte oleica que es la parte del aceite. La parte líquida que llamamos nosotros. De allí, este 95 de RED, ya se separa y anda en un 66% de la parte líquida verdad y el resto es

la parte sólida que viene a ser un 21% más o menos, porque hay una parte que se pierde en este procesamiento. Yo te decía 95% para el RED, el 5% es un subproducto que se obtiene verdad, son ácidos grasos libres, es como la parte acida, el beta-caroteno y algunas gomas que salen en este proceso de desodorización. Este 5% se usa para la jabonería, y otras cosas pero sale del proceso de aceite alimenticio.

MV: Cosméticos no hacen no?

HG: No, digamos materias primas para cosméticas verdad, lo que es el aceite de la almendra, lo vamos a ver en la extractora verdad.

MV: Entonces de las 100 toneladas, en cuánto quedamos al final?

HG: Hablamos en porcentaje, de una tonelada llegaremos a un 66% o menos.

MV: Entonces en comparación con las toneladas de fruta estaríamos en un 20%, ni siquiera, la mitad, como un 10%.

HG: Porque mucho de esto es fibra, entonces es muy relativo verdad. Entonces se manejan índices pero cuesta mucho decirte que de una tonelada de fruta, va a salir tanto de aceite porque hay muchas variables verdad. Nosotros medimos con el porcentaje de extracción verdad.

MV: Y ustedes acá usan la tusa?

HG: Sí el racimo vacío lo llamamos nosotros, la parte de la fibra. Se usa para alimentar nuestras calderas que funciona con biomasa. [...]

MV: Y una parte se usa como Abono verdad?

HG: Ahah, lo que no pasa como biomasa pasa a un patio que tenemos, se acumula allí, se le da un tratamiento y luego es incorporado nuevamente en las fincas como insumo orgánico, sí.

MV: Le regalan a los productores?

HG: Sí, allí hay un convenio, el producto como tal se regala y el productor tiene que asumir el costo del traslado, pero sí se les da para mejoramiento del suelo, más que nada.

MV: Porque hace parte de la BPA, no?

HG: Sí.

MV: Cuál es el porcentaje del aceite sostenible que tiene?

HG: Ahorita andamos en un 21%, viene de fincas... No estamos certificados como tal, estamos trabajando en la certificación de aceite sostenible. Entonces ahora el 21% viene de fincas que ya están evaluadas por el equipo nuestro verdad, no están certificadas pero están preparadas para recibir la certificación. Bueno es el dato que nos dieron ayer.

MV: Muchos hablan de crisis en el sector aceitero, cómo la viven ustedes?

HG: Yo creo que el tope fue cuando la tonelada llegó a 350 USD la tonelada para el aceite crudo a nivel mundial. Allí fue uno de los puntos críticos que tuvieron. Bueno bajo más del 50% de lo que normalmente vale, anda entre 800 y 900 USD por allí.

MV: Y ahora está en?

MP: 650 (USD), sería 340.000 colones la tonelada de aceite crudo.

HG: El punto crítico lo tocamos, cuando era en 41.000 colones la tonelada de fruta fresca. Los costos de producción en la palma andan entre un 60-65% verdad. Esos 41.000 colones no cubrían los costos de producción. [...]

MV: Cómo se organizaron los productores en este entonces?

HG: Hubo cambios en el manejo de las fincas, de las áreas que no son tan prioritarias verdad [...].

Si antes se chapeaba tres veces al año, máximo se hacia una verdad. [...]

MP: También en las fincas empezó a usarse más mano de obra familiar verdad? [...]

HG: Más que todo con pequeños productores.

MV: Pero no ha llegado a casos de gente que dejaron de sembrar palma para otra cosa?

HG: Sí se dieron casos, pero no de pequeños productores, sino gente que tienen otros ingresos verdad y que se dedican a otros cultivos como arroz.

MV: Han recibido críticas a nivel ambiental?

HG: Yo creo que esta satanización de la producción de aceite de palma pues sí se ha visto afectado en la parte de Latinoamérica, porque Europa o EEUU ve con los mismos ojos a todos verdad. Sin embargo acá a nivel de país que hayamos tenido problema, no hemos tenido problemas, ni con los ambientalistas. Aquí hay una cultura de armonía. Sí ha afectado el tema pero global, porque eso no nace ni en América Latina ni en Costa Rica verdad. Eso sucedió en Indonesia, Malasia, donde sí se dieron abusos por parte de los cultivadores de palma allá, pero sí de alguna manera nos ha afectado verdad o nos ha llevado a tomar otros caminos, como hacia la certificación y la sostenibilidad para demostrar que nosotros cumplimos con esa parte verdad. Sin embargo, de impacto directo, que hayamos tenido una controversia o una demanda o algún tipo de conflicto con ambientalistas acá no.

MV: Y con los sindicatos de trabajadores?

X: En principio no hay sindicatos, no se maneja por lo menos en la cooperativa. Pero más bien en el 2014, se hizo un estudio sobre el impacto socioambiental, y salió que hay una percepción muy positiva en el caso de la cooperativa verdad, porque se hacen muchas labores a nivel social y a nivel ambiental que están siendo consideradas por la comunidad verdad. Esto induce tal vez que a nivel local no tengamos críticas negativas.

MV: Porque aportan más que sueldos a los trabajadores...

HG: Y a la comunidad en general.

MP: La empresa mantiene alrededor de unos 300 km de caminos, hace reparaciones, ha hecho puentes [...]. También la parte de previsión social con familias que tienen alguna situación especial verdad, hasta casas se han hecho.

MV: El Estado no les apoya de alguna manera, sea fiscal o algo para que ustedes sigan dando tanto trabajo y de pronto tantos beneficios a las comunidades locales?

MP: Directamente no,

X: El Estado directamente no, pero Ministerio de trabajo, Ministerio de salud, el Minae reconocen la cooperativa como un aliado para, entonces muchas veces buscan a la cooperativa para algún proyecto porque saben que tiene influencia.

MV: Escuché que las tierras donde se siembra palma vienen de la UFCo y que eran bananales antes, cómo es para usted?

HG: Hay de todo. Sí, el proyecto se sentó en lo que fue las bananeras pero estas fincas fueron adquiridas por el INDER y nos dieron las parcelas a nosotros, [...] ya había desaparecido la UFCo, entonces sí se asentó en el mismo territorio para decirlo así.

MV: Tenía que ver con las políticas de desarrollo rural del país no en los años 80?

MP: Sí de lo que era el IDA en este momento, el Instituto de Desarrollo Agrario.

HG: Ahah, lo que es el Inder.

MP: También las compañías bananeras cuando se fueron de acá, tenían muchos trabajadores, eran las fuentes de empleo locales, entonces algunos empleados recibieron tierras por parte del IDA que tenía la compañía [...]. Entonces ellos hoy en día sembraron palma.

MV: Entonces eso permitió el emprendi...

MP: Sí el emprendimiento de unas personas acá. Por eso hablamos de pequeños productores a la diferencia de Palma Tica.

MV: Qué llaman pequeños productores acá?

MP: De 15 ha para abajo esos son pequeños productores.

MV: Qué mejoramientos socioeconómicos han sido logrado en el sector aceitero hasta ahora y qué piensan que quedaría por mejorar?

HG: Sí creo que se ha mejorado digamos, la calidad de vida de las personas, acceso a recurso principalmente verdad. Los que conocemos desde el inicio de la cooperativa, casi nacimos, bueno yo por allí ando, entonces sí hemos vivido este cambio verdad de antes de y de luego de que Coopeagropal existiera, entonces sí ha habido un impacto socioambiental importante, sobre todo a nivel de calidad de vida como te decía, mejores condiciones para desarrollarse, mejor oportunidades para los hijos de esos productores, que en su mayoría, ningún productor pudo tener las alternativas o las facilidades verdad como por ejemplo estudiar, como la han tenido sus hijos [...]. En la parte educativa, en la parte de formación, el desarrollo ha sido muy muy grande quizás no de ahorita sino de 25 años para atrás.

MV: También de pronto la creación de esas universidades, la nacional, la latinoamericana, no?

MP: Sí eso es una de las cosas que muchos productores tuvieron estas oportunidades, los hijos hoy en día tienen acceso a becas y van mejorando. Tal vez no es tanto el conocimiento de esta educación sino también el productor como tal, sino en la parte técnica, cómo maneja el suelo, el cultivo. En aspectos ambientales, también de seguridad [...]

MV: Y piensan que queda por mejorar?

HG: Sí, yo creo que el cultivador de palma tiene que llegar al equilibrio, sobre todo en la parte de manejo de finca verdad, con el equilibrio de los que es el manejo de la parte financiera verdad, que creo que por allí, sí ha pesado mucho este desconocimiento, esta formación que ellos crearon empírica, que eran productores antes de cultivos nativos verdad y ellos se quedaron con esta formación. Entonces, al venir un cultivo que por cierto tiempo genera mucho ingreso verdad, como que la persona en su momento no supo manejar esto verdad y así sucedió verdad. Han habido productores que crearon deudas que en época de crisis no han podido manejar. Entonces yo creo que en esta parte se puede mejorar verdad, enseñarles esta cultura de siempre mantenerse controlado. [...] Para que sea más equitativo.

X: Su capacidad adquisitiva, como que hasta el momento no han aprendido a manejar entonces adquiere deudas no asociadas al cultivo de la palma, pensando que podían pagarlo con el cultivo y obviamente los hizo más vulnerable en los precios y las afectaciones de la palma.

MV: Me imagino que habrán llevado a cabo concientizaciones en esta parte no?

HG, X: Sí.

HG: Y hay algo importante que va a suceder como dentro de un lapso de 10 años, la cooperativa va a entrar en un proceso de renovación, de cambio generacional. El 70% de los asociados de la empresa hoy, son adultos mayores, estamos hablando de persona entre los 60 y los 85 años. Entonces eso es algo que debería beneficiar a

la cooperativa verdad, porque viene una generación atrás que ha tenido más acceso, más formación, mejores oportunidades y debería tomar este liderazgo que quieren ahorita los que formaron la empresa. Yo lo veo en un periodo de cinco-diez años que esta gente va a tomar un rol más importante en la cooperativa, creo que puede ayudar a lo que es el manejo del empleo.

MV: Cómo se toman las decisiones, todos juntos?

HG: A nivel organizacional, bueno por ser una cooperativa, el modelo cooperativo está formado por una cabeza, que es el consejo de administración que es un grupo de productores, hay una asamblea de 150 productores por allí que ellos eligen quién va a estar en este consejo de administración verdad. Son los que reciben el poder por decirlo así de tomar las decisiones de la empresa verdad. Cuando hay una decisión de mucho peso, este consejo va y consulta esta asamblea. "Vamos a tomar esta decisión, usted deciden de que sí o no". Por ser una cooperativa funciona de esta manera. O sea las decisiones siempre son consensuadas por medio de este consejo de administración.

MV: Entonces con la nueva generación van a surgir nuevas ideas allí?

HG: Eso es lo que yo pienso, es lo que siempre he estado viendo, tiene que llegar gente con nuevas ideas, nuevas estrategias. O sea, no es conocimiento, siempre es así. O sea no es lo mismo que un productor hace 30 años, que un productor que llega ahorita, es otra época verdad? Lo veo como un tema de oportunidad creo. Si esos productores hubieran tenido la oportunidad que hubieran tenido hoy, cómo sería, si lograron todo eso siendo campesinos verdad

MV: A ver cómo seguir... Muchísima gracia por todos esos datos.

HG, X: Con mucho gusto.

Annexe n° 31 : Exemple de grille d'entretien, utilisée lors de la rencontre avec un ouvrier agricole dans les plantations de palmiers, Péninsule de Osa, M. Freiser Acosta, samedi 23 avril 2016, 16h00

Thématiques	Questions clefs	Questions de relance
<ul style="list-style-type: none"> Les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Nos podría hablar un poco sobre su trabajo en plantaciones de palma africana?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Por qué y para quién trabaja en cultivos de palma? (qué hacía antes)?</i> ➤ <i>Desde hace cuánto tiempo?</i> ➤ <i>Cuántas hectáreas mantiene?</i> ➤ <i>Cuántas horas por día/semana trabaja? (fijo)</i> ➤ <i>Cuántos trabajadores son?</i> ➤ <i>Qué herramientas y maquinaria usan?</i> ➤ <i>Cómo definiría las condiciones de trabajo en las plantaciones de palmas aceiteras?</i> ➤ <i>Cómo está su salud?</i>
<ul style="list-style-type: none"> Les pratiques agricoles à l'intérieur des plantations. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Qué prácticas agrícolas usan en los cultivos?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Con qué frecuencia hace podas de hojas? rodajas?</i> ➤ <i>Cómo se abonan los cultivos?</i> ➤ <i>(Cuántos kilos/palma, con qué frecuencia?)</i> ➤ <i>Cómo controlan las plagas? (frecuencia?)</i> ➤ <i>Cómo se procede al transporte de la fruta después de la cosecha? Quién lo hace?</i> ➤ <i>En qué medida aplican BPA en sus cultivos?</i>
<ul style="list-style-type: none"> Les bénéfices sociaux liés au travail dans les plantations. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Según Usted, cuáles son los beneficios que recibe al trabajar en la palma?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Cómo calificaría los beneficios que reciben del cultivo de la palma?</i> ➤ <i>Cuánto gana por mes? Qué piensa de su salario?</i> ➤ <i>Cómo hace para pagar el seguro social?</i> ➤ <i>Además de la palma Africana cuáles son sus demás fuentes de ingresos?</i>
<ul style="list-style-type: none"> La réflexivité sur les pratiques, le secteur, et leurs effets environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>De qué forma piensa que le favorece la palma al medio ambiente?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Qué tipo de animales encuentra en las plantaciones?</i> ➤ <i>Qué tipo de contaminantes piensa que genere el cultivo de la palma?</i> ➤ <i>Alguna vez encontró a animales muertos?(Si : cuáles, por qué?)</i> ➤ <i>Como podría ser el cultivo de palma más sostenible para Usted, las comunidades y el ambiente?</i>

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	5
AVANT-PROPOS	6
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	7
SOMMAIRE	8
INTRODUCTION	9
PARTIE 1 : UN AGENCEMENT DE LOGIQUES, DE POLITIQUES ET DE PRATIQUES DIVERGENTES	16
1.1 L'ACCESSIBILITE INEGALE AUX MARCHES, DU GLOBAL AU LOCAL.....	16
1.1.1 <i>Une commodité vouée à différents marchés</i>	16
1.1.2 <i>Les producteurs Centroaméricains face à un marché Monde</i>	19
1.2 UNE FILIERE COSTARICAINE INEGALE.....	23
1.2.1 <i>La production monopolistique contrainte à concurrence</i>	23
1.2.2 <i>Des plantations intensives revisitées</i>	30
PARTIE 2 : UNE REMISE EN QUESTION GENERALE VERS UNE DURABILITE CONSENSUELLE	36
2.1 LES PLANTATIONS DE PALMIERS A HUILE POUR LA BIODIVERSITE ?	36
2.1.1 <i>Discours alarmistes, situations douteuses et réalités territoriales</i>	36
2.1.2 <i>Des efforts généraux en réponse aux critiques</i>	40
2.2 LES DEFIS DE DURABILITE DE LA FILIERE LOCALE	43
2.2.1 <i>Une conjoncture générale difficile : "c'est la crise" !</i>	43
2.2.2 <i>Les alternatives vertueuses</i>	46
CONCLUSION	51
BIBLIOGRAPHIE	55
SITOGRAFIE	57
TABLE DES ILLUSTRATIONS	58
TABLE DES ANNEXES	59
ANNEXES	61
TABLE DES MATIERES	137
DECLARATION ANTI-PLAGIAT	138
RESUMÉ :	141
MOTS-CLES :	141

DECLARATION ANTI-PLAGIAT



Formulaire d'engagement anti-plagiat

Le plagiat consiste à reproduire un texte, une partie d'un texte, toute production littéraire ou graphique, ou à paraphraser un texte sans indiquer quel en est l'auteur.

Le plagiat enfreint les règles de la déontologie universitaire et il constitue une fraude dans les travaux donnant lieu à notation. Le plagiat constitue également une atteinte au droit d'auteur et à la propriété intellectuelle, susceptible d'être assimilé à un délit de contrefaçon.

Lorsque l'auteur d'un travail universitaire éprouve le besoin de s'appuyer sur un autre texte, il doit le faire en respectant les règles suivantes :

- lorsqu'un extrait, même court, est cité exactement, il doit être placé entre guillemets (ou en retrait et en caractères légèrement plus petits si le texte fait plus de quelques lignes) et la référence (nom de l'auteur et source) doit être indiquée ; l'extrait cité doit être court ;
- lorsque le texte ou un passage du texte est paraphrasé ou résumé, la référence (nom de l'auteur et source) doit être donnée.

Ces obligations s'appliquent de la même manière en cas de textes originellement publiés sur internet et de traductions (originales ou non) ; elles concernent aussi les illustrations, tableaux et graphiques.

En cas de plagiat dans un devoir, dossier, mémoire ou thèse, l'étudiant pourra passer devant la section disciplinaire de l'université qui pourra prononcer :

- un avertissement ;
- un blâme ;
- l'exclusion de l'université pour une durée maximum de cinq ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas deux ans ;
- l'exclusion définitive de l'université ;
- l'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de cinq ans ;
- l'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur.

La procédure disciplinaire ne présage pas d'éventuelles poursuites judiciaires dans le cas où le plagiat est aussi caractérisé comme étant une contrefaçon.

Je soussigné(e) Milo VILLAIN

étudiant(e) en M2 GAS-DAST à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

déclare avoir pris connaissance du formulaire d'engagement anti-plagiat et m'engage à indiquer toutes les références des textes sur lesquels je m'appuierai dans mes devoirs et travaux.

Fait à * le 07/06/2016

* Puerto Jiménez (Costa Rica)

Signature

ABSTRACT

The palm-oil tree plantations in the south-Pacific region of Costa Rica present many socioeconomic and environmental issues specific to this territory, with its politics, inhabitants, their representations and their singular practices. Against a western tendency to stigmatize this productive sector for its negative impacts, this study represents an opportunity to face a social and territorial reality under the "neutral" point of view of the investigator learner in human and social sciences. Through a survey carried out with actors of the productive chain, as well as public and private organizations willing to tell us their position concerning the plantations, this work tends to draw a frame of the current existing relations. In a moment of crisis lived by the producers of this agricultural sector, it is also interesting to see which local alternatives are implemented, in particular by "small-producers" and to question their sustainability.

KEYWORDS

Palm oil, palm plantations, social representations, small producers, South-Pacific Costa Rica

RESUMEN

Las plantaciones de palmas aceiteras en la región Pacífica-sur de Costa Rica presentan varios retos socioeconómicos y ambientales específicos a este territorio, con sus políticas, sus habitantes, que tienen sus representaciones y sus prácticas singulares. Contra una tendencia occidental a estigmatizar este sector productivo por sus impactos negativos, este estudio representa una oportunidad para abordar una realidad social y territorial desde el ángulo "neutro" del practicante investigador en ciencias humanas y sociales. Gracias a una encuesta involucrando a actores de la filiar productiva, así como a organizaciones públicas y privadas dispuestas a confiarnos su posición frente a los palmares, este trabajo se quiere un estado del arte de las relaciones existentes actuales. Frente a la situación de crisis experimentada por los aceiteros, parece interesante ver cuáles son las alternativas desarrolladas localmente, en particular por los "pequeños-productores" para luego cuestionar sus sostenibilidad.

PALABRAS CLAVE

Aceite de palma, plantaciones de palmas, representaciones sociales, pequeños productores, Pacífico-Sur Costa Rica

LES PLANTATIONS DE PALMIERS A HUILE DANS LA REGION SUD-PACIFIQUE DU COSTA RICA ET LEURS ENJEUX SOCIO-ECONOMICO-ENVIRONNEMENTAUX

Milo VILLAIN

Université de Pau et des Pays de l'Adour
Département de Géographie-Aménagement
UMR 5319 – Passages CNRS/UPPA

RESUMÉ :

Les plantations de palmiers à huile dans la région sud-pacifique du Costa Rica présentent de nombreux enjeux socioéconomiques et environnementaux spécifiques à ce territoire, avec ses politiques, ses habitants, leurs représentations et leurs pratiques singulières. Contre une tendance occidentale à stigmatiser d'emblée ce secteur productif pour ses impacts négatifs, cette étude représente une opportunité d'aborder une réalité sociale et territoriale sous l'angle "neutre" de l'apprenti chercheur en sciences humaines et sociales. À travers une enquête auprès des acteurs de la filière productive et d'organisations publiques et privées désireuses de nous confier leur positionnement vis-à-vis des palmeraies, ce travail souhaite faire l'état des lieux des relations existantes actuelles. Face à la situation de crise vécue par les producteurs de la filière agricole, il s'avère également intéressant de voir quelles sont les alternatives mises en place localement, notamment par les "petits-producteurs" et d'en questionner la durabilité.

MOTS-CLES :

Huile de palme, plantations de palmiers, représentations sociales, petits producteurs, Sud-Pacifique Costa Rica